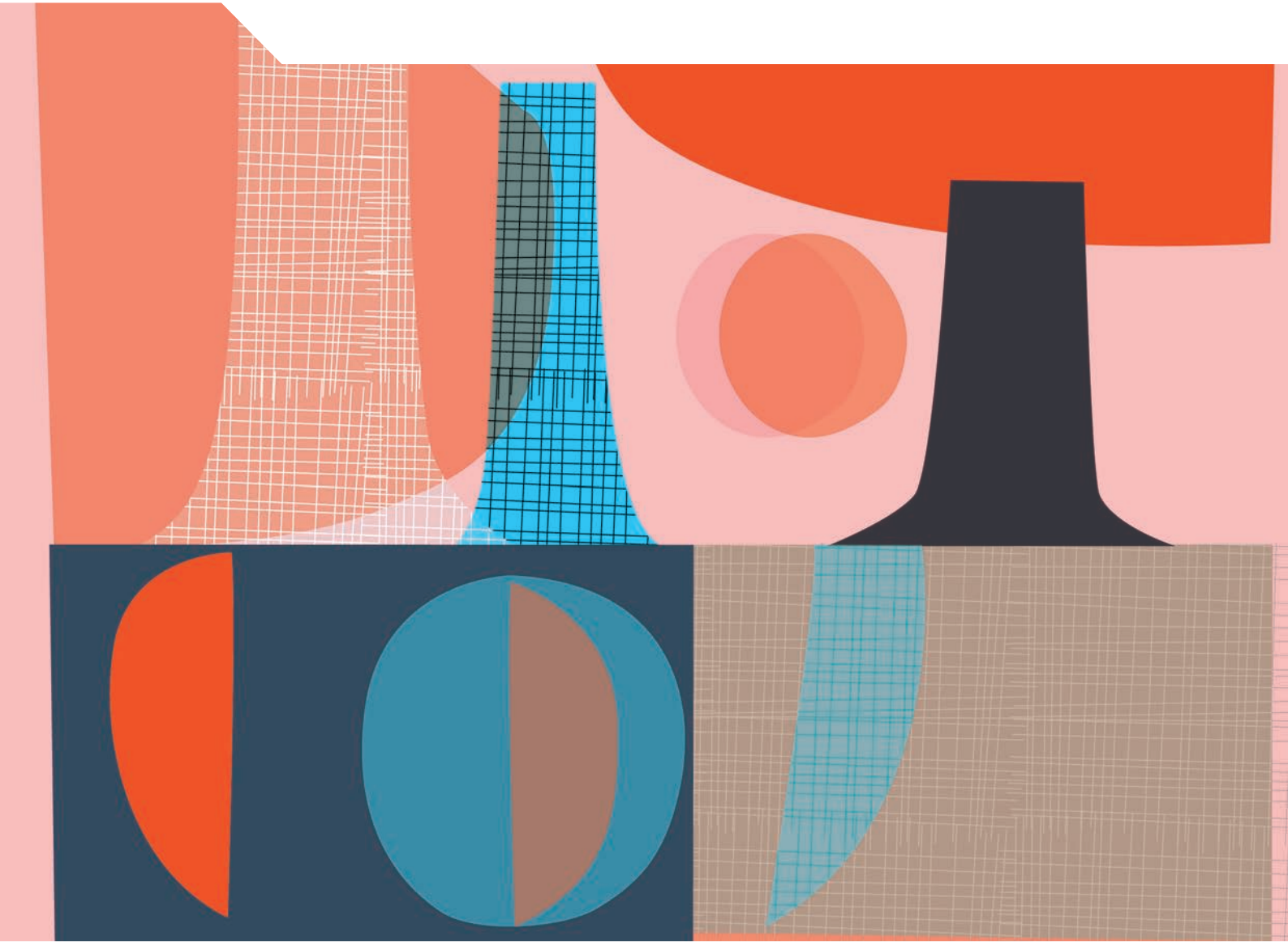
Cahiers de l'Afrique de l'Ouest

Géographie des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest



OCDE

Secrétariat du Club DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Cahiers de l'Afrique de l'Ouest

Géographie des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest

Sous la direction
de Marie Trémolières, Olivier J. Walther et Steven M. Radil

OCDE
DES POLITIQUES MEILLEURES POUR UNE VIE MEILLEURE

Secrétariat du Club DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :
OCDE/CSAO (2020), *Géographie des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris, *https://doi.org/10.1787/4b0abf5e-fr*.

ISBN 978-92-64-98958-0 (imprimé)
ISBN 978-92-64-65913-1 (pdf)

Cahiers de l'Afrique de l'Ouest
ISSN 2074-3564 (imprimé)
ISSN 2074-3556 (en ligne)

Crédits photo : Couverture © Delphine Chedru.

Les corrigenda des publications sont disponibles sur : *www.oecd.org/about/publishing/corrigenda.htm*.

© OCDE 2020

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes : *http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation*.

Le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest

Le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) est une plateforme internationale indépendante. Son Secrétariat est hébergé au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Sa mission est de promouvoir des politiques régionales à même d'améliorer le bien-être économique et social des populations ouest-africaines. Ses objectifs spécifiques sont d'améliorer la gouvernance régionale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et de comprendre les transformations en cours dans la région et leurs implications en matière de politiques publiques par des analyses régionales, spatiales et prospectives. Ses Membres et partenaires sont l'Autriche, la Belgique, le Canada, la Commission de la CEDEAO, le CILSS, les États-Unis, la Commission européenne, la France, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, la Suisse et la Commission de l'UEMOA. Le CSAO a également conclu un protocole d'accord (*Memorandum of Understanding*, MOU) avec l'Université de Floride (Groupe de recherche sur le Sahel).

En savoir plus :
www.oecd.org/csao

Avant-propos

Depuis le début des années 2000, une combinaison de groupes rebelles, d'organisations transnationales affiliées à Al-Qaïda ou à l'État Islamique et de milices d'autodéfense fragilise la légitimité et la stabilité des États d'Afrique du Nord et de l'Ouest. Les gouvernements sont de plus en plus confrontés à de nouvelles formes de violence politique. Il est souvent difficile d'en comprendre la géographie en raison de la multiplicité des acteurs en présence, de leurs alliances fluctuantes et de leurs mouvements transnationaux.

Le nouvel indicateur de la dynamique spatiale des conflits (*Spatial Conflict Dynamics indicator*, SCDi), mis au point par le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) dans ce rapport, contribue à répondre à nombre de questions liées à l'évolution de ces menaces. Il examine les origines de la violence politique, son intensité, sa distribution spatiale, ainsi que son évolution dans la région, autour du lac Tchad, en Libye et dans le Sahel central. En s'appuyant sur une base de données de 30 360 événements violents enregistrés dans 21 pays entre janvier 1997 et juin 2019, le rapport cartographie l'évolution de la géographie des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest. Il complète les connaissances sur les motivations des mouvements terroristes. Enfin, il analyse les interventions militaires et leurs effets variés sur la géographie des conflits.

Les cinq dernières années sont les plus violentes que la région ait jamais connues et le nombre de localités où la violence politique s'est intensifiée a nettement augmenté. D'après cet indicateur, la violence politique demeure principalement concentrée dans les régions frontalières, où plus de 40 % des événements violents et des décès se produisent à moins de 100 kilomètres d'une frontière terrestre. La violence dirigée contre les populations civiles a elle aussi augmenté, en particulier en Afrique de l'Ouest, où les attaques perpétrées à l'encontre de civils sont supérieures aux événements entre les États et les groupes armés.

La dégradation de la situation sécuritaire a conduit les pays ouest-africains et leurs partenaires à intervenir militairement pour stabiliser la région, empêcher la montée de l'extrémisme et mettre un terme à la violence contre les civils. Depuis 2010, certains pays africains ont formé des coalitions qui leur permettent de mettre en commun leur personnel militaire et d'échanger des renseignements. Si certains de ces partenariats ont essentiellement trait à la sécurité, comme le Processus de Nouakchott, d'autres alliances poursuivent simultanément des objectifs liés à la sécurité, à la gouvernance et au développement. Malheureusement, le SCDi montre que si les interventions militaires ont, d'une manière générale, réduit l'intensité de la violence en Afrique du Nord et de l'Ouest sur le court terme, elles n'ont pas débouché sur un règlement durable des conflits.

Comme le mentionne le rapport, les spécificités des conflits actuels dans la région appellent des réponses innovantes de la part des pouvoirs publics nationaux et locaux, mais aussi de la communauté internationale. Il convient de s'attacher plus résolument à comprendre quels sont les déterminants locaux des insurrections. Ces travaux et le SCDi visent à mieux comprendre comment les facteurs géographiques influent sur la formation, l'amplification et la propagation des conflits, et quelles sont les répercussions des interventions militaires sur la diffusion et la concentration de la violence. Le Secrétariat du CSAO/OCDE, par ces données quantitatives et qualitatives, vise à enrichir les débats et à nourrir des réponses régionales et internationales plus adaptées aux évolutions des violences. Enfin, il se nourrit l'espoir que ces travaux contribueront à améliorer la vie des populations d'Afrique du Nord et de l'Ouest.

Angel Gurría
Secrétaire général
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

Dr Ibrahim Assane Mayaki
Secrétaire exécutif
Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD) et Président honoraire, Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO)

L'équipe et les remerciements

Édition et rédaction au sein du Secrétariat du CSAO/OCDE :

Marie Trémolières

Avec l'aide de :

Lia Beyeler
Sylvie Letassey

Graphisme :

Bertrand Sadin
Wonjik Yang

Ce travail est réalisé dans le cadre du protocole d'accord avec le Groupe de recherche sur le Sahel de l'Université de Floride.

Dr Olivier J. Walther a assuré la direction scientifique et la coordination de la cartographie, des travaux d'analyse et de la rédaction de ce rapport. Dr Walther est professeur assistant de géographie à l'Université de Floride, professeur associé de sciences politiques à l'Université du Danemark du Sud et consultant auprès du Secrétariat du CSAO/OCDE. Ses recherches actuelles portent sur le commerce transfrontalier et la violence politique transnationale en Afrique de l'Ouest. Il est rédacteur pour l'Afrique du Journal of Borderlands Studies, membre du comité exécutif de l'African Borderlands Research Network et membre du comité consultatif du projet « African Governance and Space ». Au cours des dix dernières années, il a contribué en qualité de chercheur principal ou de partenaire à différents projets de recherche à financement externe auprès de l'OCDE, du Programme alimentaire mondial, de la NASA, de la Commission européenne, de l'Observatoire en réseau de l'aménagement du territoire européen, des gouvernements du Luxembourg et du Danemark, ainsi que de la Fondation Carlsberg. E-mail : owalther@ufl.edu

Dr Steven M. Radil est professeur assistant de géographie à l'Université de l'Idaho. Titulaire d'un doctorat en géographie de l'Université de l'Illinois à Urbana-Champaign, Dr Radil est spécialisé en géographie politique et étudie principalement les dimensions spatiales de la violence politique dans le système international, notamment les questions de guerres civiles, d'insurrections et de terrorisme. Il a publié des travaux sur la diffusion de la guerre civile internationalisée en République démocratique du Congo et sur les ambitions territoriales des insurrections d'inspiration islamiste en Afrique. Son expertise méthodologique inclut l'analyse spatiale, l'analyse des réseaux sociaux et les systèmes d'information géographiques, outils qu'il utilise régulièrement dans le cadre de ses travaux. E-mail : sradil@uidaho.edu, steven.radil@afacademy.af.edu

Contributeurs externes :

David G. Russell est chercheur indépendant en géographie politique. Il est titulaire d'un MSc en géographie de l'Université de l'Idaho. Ses travaux de recherche portent sur la quantification des dynamiques spatio-temporelles de la violence politique et l'incidence du discours géopolitique sur la façon dont les gens perçoivent le monde et son histoire. M. Russell a mené des travaux de recherche au Middle East Institute à Washington, DC, et est actuellement consultant auprès du CSAO/OCDE. E-mail : davidguyrussell@gmail.com

Dr Tatiana Smirnova est assistante de recherche au Département de géographie de l'Université de Floride. Titulaire d'un doctorat en anthropologie sociale de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS, Paris), Dr Smirnova a mené des travaux sur la violence politique au Sahel, en s'intéressant tout particulièrement à la question des mouvements étudiants au Niger et des insurrections dans la région du lac Tchad. Elle a également travaillé comme consultante internationale auprès de Transparency International, de Search for Common Ground et du Conseil danois pour les réfugiés. E-mail : taniyasmirnova@yahoo.fr

Matthew Pflaum est doctorant au Département de géographie de l'Université de Floride. Il est titulaire d'un MSc en études africaines et développement international de l'Université d'Édimbourg, et d'un MPH en santé mondiale et maladies infectieuses de l'Université Emory. Il s'intéresse de façon générale à la mobilité et à la violence en Afrique de l'Ouest et dans la région du Sahel, ainsi qu'aux facteurs contribuant à l'enrôlement dans les milices et les organisations extrémistes. Ses travaux portent sur les groupes pastoraux et les tensions pouvant survenir avec d'autres groupes et les gouvernements autour des ressources, des terres, de la gouvernance, de la mobilité et du pouvoir. E-mail : mpflaum@ufl.edu

L'équipe souhaite enfin remercier les personnes suivantes pour leur contribution à la rédaction de ce rapport :
Laurent Bossard, du Secrétariat du CSAO/OCDE ; Leonardo A. Villalón et Adib Bencherif, de l'Université de Floride et Clionadh Raleigh, de l'Université du Sussex.

Table des matières

SIGLES ET ABRÉVIATIONS 13

RÉSUMÉ 15

CHAPITRE 1
LA COMPLEXITÉ DE LA VIOLENCE EN AFRIQUE DU NORD ET DE L'OUEST 17

LA COMPLEXITÉ CROISSANTE DES CONFLITS 19
Un indicateur spatial des violences politiques 20
Géographie des conflits : quatre cas de figure 22
Les conflits sont locaux mais de plus en plus violents 24

CONFLITS MODERNES ET INTERVENTIONS MILITAIRES 26

OPTIONS POLITIQUES ET STABILITÉ À LONG TERME 29

RÉFÉRENCES 31

CHAPITRE 2
LES CARACTÉRISTIQUES DES CONFLITS MODERNES EN AFRIQUE 33

POURQUOI TANT DE CONFLITS EN AFRIQUE ? 34
Mode de gouvernance des élites postcoloniales 34
Présence ou absence de ressources naturelles 35
Souveraineté 35
Exploitation de l'identité ethnique 36
Exploitation de la religion 36

GÉOGRAPHIE ET GUERRES 39
Géographie et guerre inter-États 39
Géographie et guerre civile 41

COMMENT L'ESPACE INFLUE SUR LES ACTEURS POLITIQUES 43
Lieu 43
Distance 44
Identité 46
Frontières 47
Territoire 51

Échelle 54
RÉFÉRENCES 56

CHAPITRE 3
CARTOGRAPHIER LES VIOLENCES POLITIQUES EN AFRIQUE DU NORD ET DE L'OUEST 63

ANALYSE DE LA GÉOGRAPHIE DE LA VIOLENCE 64
Focalisation sur les organisations 64
Analyses locales et régionales 67
Un ensemble de données désagrégées 73
PRÉSENTATION D'UN NOUVEL INDICATEUR SPATIAL 75
Intensité des violences 75
Degré de concentration des violences 75
MESURER L'IMPACT DES INTERVENTIONS MILITAIRES 76
RÉFÉRENCES 79

CHAPITRE 4
ÉVOLUTION DE LA GÉOGRAPHIE DES CONFLITS EN AFRIQUE DU NORD ET DE L'OUEST 81

LES TYPES DE VIOLENCE EN AFRIQUE DU NORD ET DE L'OUEST 83
Les spécificités des conflits modernes dans la région 83
Une région plus violente 84
Plus de violence à l'encontre des civils 92
Plus de violence dans les régions frontalières 94
DES CONFLITS ENCORE PLUS INTENSES 99
Mesurer l'intensité de la violence 99
Les régions qui connaissent une violence intense sont plus nombreuses 101
La violence se propage aux régions adjacentes 102
LA VIOLENCE POLITIQUE EST ESSENTIELLEMENT LOCALE MAIS DEVIENT PLUS DISPERSÉE 103
Mesurer la concentration des violences 103

Dans la plupart des régions, les actes de violence sont concentrés 106
Les violences sont aujourd'hui plus dispersées 107

ÉVOLUTION DE L'INTENSITÉ ET DE LA CONCENTRATION DES CONFLITS 108
Quatre types de conflit 108
Les conflits sont plus nombreux qu'auparavant à s'intensifier localement 110
L'évolution de la géographie des violences politiques 114

LES CONFLITS LOCAUX AU MALI, AU NIGÉRIA ET EN LIBYE 116
La guerre civile malienne et l'insurrection au Sahel central 116
Insurrections et violences intercommunautaires au Nigéria 119
L'insurrection de Boko Haram 119
Violences intercommunautaires dans la Middle Belt 123
L'insurrection dans le delta du Niger 124
Les guerres civiles en Libye 125
Perspectives politiques 126

RÉFÉRENCES 127

CHAPITRE 5
INTERVENTIONS MILITAIRES EN AFRIQUE DU NORD ET DE L'OUEST 131

L'IMPACT DES INTERVENTIONS MILITAIRES 133
Impact des interventions militaires sur les guerres civiles 135
Interventions militaires et insurrections 135

LE PAYSAGE SÉCURITAIRE RÉGIONAL 137
Stratégies sécuritaires continentales et régionales 137
Stratégies de la communauté internationale au Sahel 139

VINGT INTERVENTIONS MILITAIRES EN DEUX DÉCENNIES 141

CARTOGRAPHIE DES INTERVENTIONS MILITAIRES 144

L'INTERVENTION FRANÇAISE AU MALI 146
Opération Serval 146
La violence s'est aggravée depuis l'intervention Serval 148

L'INTERVENTION MULTINATIONALE DANS LA RÉGION DU LAC TCHAD 153
Lutter contre l'insurrection de Boko Haram 153
L'intervention de la MNJTF n'a ni éradiqué ni déplacé les actes de violence 159

L'INTERVENTION DE L'OTAN EN LIBYE 164
Bombardements et changement de régime 164
Une campagne décisive qui n'a pas totalement éradiqué la violence 166

TIRER DES ENSEIGNEMENTS DE L'INDICATEUR SPATIAL 168

RÉFÉRENCES 171

Annexe

Annexe 2.A1 Organisations terroristes étrangères opérant dans des sanctuaires frontaliers, juin 2019 61

Encadrés

Encadré 2.1 Divisions au sein des sociétés nomades au Mali et au Niger 37
Encadré 2.2 Cibler l'ennemi proche ou l'ennemi lointain ? 45

Encadré 3.1 La guerre civile tchadienne (1998-2002, 2005-10) 68
Encadré 3.2 Choix du quadrillage adéquat pour la région 71
Encadré 3.3 Catégories d'acteurs 72
Encadré 3.4 Étapes du traitement des données 77
Encadré 4.1 Le conflit en Casamance (1982-2014) 85
Encadré 4.2 Les rébellions touareg au Niger et au Mali (2006-09) 117
Encadré 5.1 Les guerres civiles en Côte d'Ivoire (2002-07, 2010-11) 134
Encadré 5.2 Impact de l'intervention militaire sur la coopération et les rivalités en Syrie 136
Encadré 5.3 L'opération Serval et les interventions françaises antérieures 149
Encadré 5.4 Comment lire un diagramme alluvial 153
Encadré 5.5 Opérations de la MNJTF depuis 2016 158

Cartes

Carte 1.1 Les victimes de violences politiques, 2011-19 19
Carte 1.2 Pays et territoires couverts 20
Carte 1.3 Décès à proximité des frontières dans la région du Liptako-Gourma, 2011-19 23
Carte 1.4 Types de conflit en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2018 24
Carte 1.5 Décès liés aux violences politiques au Nigéria, 2009-19 27
Carte 2.1 Événements violents liés aux organisations affiliées à Al-Qaïda, 2004-11 50
Carte 2.2 Organisations terroristes étrangères opérant dans des sanctuaires frontaliers 52
Carte 3.1 Décès causés par des violences politiques en Afrique du Nord et de l'Ouest, 1997 2019 66
Carte 3.2 Localisation des cas étudiés 70
Carte 3.3 Taille des cellules et nombre d'événements violents par cellule 71
Carte 4.1 Violence politique en Afrique du Nord et de l'Ouest, 1997-2019 88
Carte 4.2 Décès dus à des motifs politiques en Afrique du Nord et de l'Ouest, 1997-2019 90
Carte 4.3 Nombre de décès selon la distance par rapport aux frontières terrestres, 2009-19 (juin) 93
Carte 4.4 Afrique du Nord et de l'Ouest quadrillée en 6 540 « cellules » ou « régions » 95
Carte 4.5 Intensité des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest, 1997-2015 96
Carte 4.6 Intensité des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2018 98
Carte 4.7 Intensité des conflits au Mali et dans les pays voisins, 2018 99
Carte 4.8 Intensité des conflits au Nigéria, 2018 100
Carte 4.9 Intensité des conflits en Libye, 2018 101
Carte 4.10 Degré de concentration des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2018 103
Carte 4.11 Degré de concentration des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest, 1997-2015 104
Carte 4.12 Degré de concentration des conflits au Mali et dans les pays voisins, 2018 106
Carte 4.13 Degré de concentration des conflits au Nigéria, 2018 107
Carte 4.14 Regroupement des conflits en Libye, 2018 109
Carte 4.15 Indicateur de la dynamique spatiale des conflits (SCDi) en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2018 110
Carte 4.16 Indicateur de la dynamique spatiale des conflits (SCDi) en Afrique du Nord et de l'Ouest, 1997-2015 112
Carte 4.17 Indicateur de la dynamique spatiale des conflits (SCDi) au Mali et au Sahel central, 2018 119
Carte 4.18 Nigéria : Nord-Est, Middle Belt et delta du Niger 120
Carte 4.19 Indicateur de la dynamique spatiale des conflits (SCDi) au Nigéria et dans la région du lac Tchad, 2018 123
Carte 4.20 Indicateur de la dynamique spatiale des conflits (SCDi) en Libye, 2018 126
Carte 5.1 Principales interventions militaires en Afrique du Nord et de l'Ouest, 1997-2019 142
Carte 5.2 Zones d'étude au Mali et au Sahel central, dans la région du lac Tchad et en Libye 145
Carte 5.3 Victimes dans les opérations conduites par la France et les Nations Unies au Mali, au Niger et au Burkina Faso, 2013-19 147
Carte 5.4 SCDi au Mali et dans le Sahel central, janvier, juin et décembre 2013 150
Carte 5.5 SCDi au Mali et dans le Sahel central, février et juillet 2014 152
Carte 5.6 Décès causés par des forces militaires ou Boko Haram autour du lac Tchad, 2009-19 154
Carte 5.7 Décès liés à des affrontements autour du lac Tchad, 2009-19 155

Carte 5.8 Décès liés à des explosions et à des violences perpétrées à distance autour du lac Tchad, 2009-19 156
Carte 5.9 Décès causés par les forces gouvernementales ou Boko Haram autour du lac Tchad, 2015 159
Carte 5.10 Indicateur de la dynamique spatiale des conflits autour du lac Tchad, janvier 2015 162
Carte 5.11 Indicateur de la dynamique spatiale des conflits autour du lac Tchad, juillet et décembre 2015 163
Carte 5.12 Nombre de victimes dans des opérations conduites par l'OTAN et les puissances étrangères en Libye, 2011-19 165
Carte 5.13 Indicateur de la dynamique spatiale des conflits en Libye, février 2011 167
Carte 5.14 Indicateur de la dynamique spatiale des conflits en Libye, mars et octobre 2011 170

Graphiques

Graphique 1.1 Dynamique spatiale des épisodes de conflit 21
Graphique 1.2 Évolution des événements violents par catégorie en Afrique du Nord et de l'Ouest, 1997-2019 22
Graphique 1.3 Régions touchées par de multiples événements violents (%), 1997-2018 25
Graphique 1.4 Catégories de conflits au Mali et dans le Sahel central, 2011-19 26
Graphique 1.5 Catégories de conflits dans la région du lac Tchad, 2008-19 28
Graphique 1.6 Catégories de conflits en Libye, 2011-19 29
Graphique 3.1 Densité des événements violents 76
Graphique 3.2 Une même densité, mais des configurations différentes pour la localisation des violences 76
Graphique 3.3 Répartition concentrée, aléatoire et dispersée des événements violents, évaluée à l'aide du ratio de la distance moyenne au plus proche voisin 77
Graphique 4.1 Conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest, par type, 1960-2019 84
Graphique 4.2 Événements violents, par type, en Afrique du Nord et de l'Ouest, 1997-2019 (juin) 86
Graphique 4.3 Décès dus à des événements violents, par type, en Afrique du Nord et de l'Ouest, 1997-2019 (juin) 87
Graphique 4.4 Événements violents et victimes selon la distance aux frontières terrestres, 1997-2019 (juin) 92
Graphique 4.5 Pourcentage des cellules où les violences sont concentrées, 1997-2018 102
Graphique 4.6 Quatre types de conflit 109
Graphique 4.7 Nombre de conflits par type, 1997-2018 111
Graphique 4.8 Proportion des régions en proie à un conflit, par type, 1997-2018 111
Graphique 4.9 Évolutions annuelles de l'indicateur de la dynamique spatiale des conflits (SCDi) 115
Graphique 4.10 Décès dus à des événements violents au Nigéria, 1997-2019 (juin) 121
Graphique 4.11 Événements violents et décès liés à Boko Haram, 2009-19 (juin) 121
Graphique 5.1 Stades suivis par les insurrections menant au renversement des gouvernements 137
Graphique 5.2 Nombre d'événements violents et de victimes au Mali et au Sahel central, 2011-19 146
Graphique 5.3 Évolution du SCDi au Mali et dans le Sahel central, 2013 151
Graphique 5.4 Événements violents et victimes dans la région du lac Tchad, 2008-19 157
Graphique 5.5 Évolution de l'indicateur de la dynamique spatiale des conflits autour du lac Tchad, 2015 160
Graphique 5.6 Nombre mensuel d'événements violents et de victimes en Libye, 2011-19 166
Graphique 5.7 Évolution de l'indicateur de la dynamique spatiale des conflits en Libye, 2011 168

Tableaux

Tableau 1.1 Types de conflit en fonction de l'intensité et du degré de concentration des événements violents 24
Tableau 2.1 Mouvements ethnonationalistes, idéologiques et religieux 38
Tableau 2.2 Attaques et effets sur l'ennemi 46
Tableau 3.1 Questions, méthodes et mesures utilisées pour étudier la géographie des violences 65
Tableau 3.2 Quatre niveaux sociaux d'analyse 67
Tableau 3.3 Nombre d'événements violents et nombre de victimes par pays, 1997-2019 69
Tableau 3.4 Nombre d'acteurs par catégorie, 1997-2019 73
Tableau 3.5 Types d'événements violents selon ACLED 74
Tableau 4.1 Lieux les plus affectés de la région et à moins de 50 km d'une frontière terrestre, 2009-19 94
Tableau 5.1 Principales interventions militaires, 1997-2019 143
Tableau 5.2 Événements violents et nombre de victimes directement liés aux interventions militaires 144

Sigles et abréviations

AAD	Ansar al-Dine
AAPS	Architecture africaine de paix et de sécurité
ACLED	Armed Conflict Location & Event Data Project
ADC	Alliance démocratique pour le changement
AFRICOM	Commandement des États-Unis pour l'Afrique
AIS	Armée islamique du salut
ALN	Armée de libération nationale
ALS	Armée de libération du Soudan
AMB	Bataillon al-Mulathamoun
AQMI	Al-Qaïda au Maghreb islamique
ATNM	Alliance touareg Niger-Mali
ATNMC	Alliance des Touaregs du Nord-Mali pour le changement
BAA	Brigades Abdallah Azzam
CBLT	Commission du bassin du lac Tchad
CC	Concentration des conflits
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEMOC	Comité d'état-major opérationnel conjoint
CEN	Commission électorale nationale
CILSS	Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel
CJTF	Force d'intervention civile conjointe
CMA	Coordination des mouvements de l'Azawad
CNT	Conseil national de transition
CSAO	Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest
CSNU	Conseil de Sécurité des Nations Unies
DHKP/C	Parti-Front révolutionnaire de libération du peuple
ECOMOG	Brigade de surveillance du cessez-le-feu de la CEDEAO
EEI	Engin explosif improvisé
EI	État islamique
EIGS	État islamique dans le Grand Sahara
EIIL-K	État islamique en Irak et au Levant-Province de Khorassan
ETA	Euskadi ta Askatasuna (pays basque et liberté)
EUCAP	Mission de soutien aux capacités de sécurité intérieure
EUTM Mali	Mission de formation de l'Union européenne au Mali
FANCI	Forces armées nationales de Côte d'Ivoire
FARC	Forces armées révolutionnaires de Colombie
FATA	Régions tribales administrées fédéralement
FDS	Forces de défense et de sécurité (Côte d'Ivoire)
FDS	Forces démocratiques syriennes
FESCI	Fédération estudiantine et scolaire de Côte d'Ivoire
FLM	Front de libération du Macina
FLP	Front de libération de la Palestine
FNCI	Forces nouvelles de Côte d'Ivoire
FPLA	Front populaire de libération de l'Azawad
FPLE	Front populaire de libération de l'Érythrée
FPLP	Front populaire de libération de la Palestine
FPLP-CG	Commandement général du FPLP
FPN	Forces de police nigérianes
FPR	Front patriotique rwandais
FRELIMO	Front de libération du Mozambique
FROLINAT	Front de libération nationale du Tchad
FRU	Front révolutionnaire uni
FUC	Front uni pour le changement démocratique
GATIA	Groupe d'autodéfense touareg Imghad et alliés
GIA	Groupe islamique armé
GNA	Gouvernement d'union nationale
GPP	Groupements des patriotes pour la paix
GPW	Gridded Population of the World
GSIM	Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans
GSPC	Groupe salafiste pour la prédication et le combat
GTD	Base de données du terrorisme mondial
HCUA	Haut Conseil pour l'unité de l'Azawad
HM	Hizbul Mujahideen
HQN	Réseau Haqqani
HUJI	Harakat ul-Jihad-i-Islami
HUM	Harakat ul-Mujahidin
IC	Intensité des conflits
CPI	Cour pénale internationale
IJU	Groupe du jihad islamique

IPS	Initiative Pan Sahel
ISIS	État islamique en Irak et en Syrie
ISWA	État islamique en Afrique de l'Ouest
JeM	Jaish-e-Mohammed
JEM	Mouvement pour la justice et l'égalité
JIP	Jihad islamique palestinien
JNIM	Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin
LeT	Lashkar-e Tayyiba
LGA	Zone de gouvernement local
LJ	Lashkar i Jhangvi
LRA	Armée de résistance du seigneur
LTTE	Mouvement des tigres de libération de l'Îlam Tamoul
MANUL	Mission d'appui des Nations Unies en Libye
MDJT	Mouvement pour la démocratie et la justice au Tchad
MEND	Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger
MFDC	Mouvement des forces démocratiques de Casamance
MINUL	Mission des Nations Unies au Libéria
MINURCAT	Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad
MINURSO	Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental
MINUSIL	Mission des Nations Unies en Sierra Leone
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali
MIO	Mouvement islamique d'Ouzbékistan
MIT	Institut de technologie du Massachusetts
MNA	Mouvement national de l'Azawad
MNJ	Mouvement des Nigériens pour la justice
MNJTF	Force multinationale conjointe
MNLA	Mouvement national de libération de l'Azawad
MONUL	Mission d'observation des Nations Unies au Libéria
MONUSIL	Mission d'observation des Nations Unies en Sierra Leone
MPLA	Mouvement populaire de libération de l'Azawad
MPS	Mouvement patriotique du Salut
MSA	Mouvement pour le salut de l'Azawad
MUJAO	Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest
NDPVF	Force des volontaires du peuple du delta du Niger
NDVF	Forces volontaires de défense du delta du Niger
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
NU	Nations Unies
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ONUCI	Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
PIB	Produit intérieur brut
PKK	Parti des travailleurs du Kurdistan
RAP	Plan regional d'action
R2P	Responsabilité de protéger
RDC	République démocratique du Congo
RDL	Rassemblement pour la démocratie et la liberté
RHDP	Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix
SCDi	Indicateur de la dynamique spatiale des conflits
TSCTI	Initiative trans-saharienne contre le terrorisme
TTP	Tehrik-e Taliban Pakistan
UA	Union africaine
UCDP/PRIO	Base de données sur les conflits d'Uppsala)/ Institut de recherche sur la paix d'Oslo
UE	Union européenne
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
UJI	Union du jihad islamique
ViEWS	Violence Early-Warning System
WOT	War on Terror

Résumé

Les conflits armés en Afrique du Nord et de l'Ouest gagnent en complexité

Il est souvent difficile d'avoir une idée précise de la géographie des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest en raison de la multiplicité des États, groupes rebelles, organisations extrémistes, et milices en présence, de leurs alliances fluctuantes et de leurs mouvements transnationaux. Si la violence s'accroît indiscutablement, il est difficile d'évaluer si les organisations violentes intensifient leurs efforts dans des lieux spécifiques, propageant l'insécurité dans un nombre croissant de régions, ou si elles se redéploient ailleurs sous la pression des forces gouvernementales. Le nouvel indicateur de la dynamique spatiale des conflits (*Spatial Conflict Dynamics indicator*, SCDi), présenté dans ce rapport, contribue à répondre à ces questions en examinant simultanément l'intensité et la distribution spatiale de la violence politique dans la région depuis 1997. Il montre que la violence cible de plus en plus les populations civiles et les zones frontalières. Il suggère également que les interventions militaires ont réduit l'intensité spatiale de la violence sur le court terme sans toutefois déboucher sur une paix durable (Chapitre 1).

La géographie est une dimension fondamentale des conflits

Depuis la fin de la Guerre froide, l'Afrique subsaharienne est en proie à des conflits armés résultant d'une combinaison de facteurs politiques. Il est nécessaire de mieux comprendre quels sont les déterminants locaux des insurrections, ainsi que leurs interactions. Étant donné que l'augmentation du nombre de conflits armés ne saurait être imputée à une cause unique, les principaux facteurs qui expliquent leur complexité et leur persistance dans la région doivent être interprétés sous un angle géographique. L'approche spatiale offre une occasion privilégiée de développer des connaissances à l'échelle régionale et de comprendre comment les conflits naissent, s'amplifient et se propagent – en particulier en Afrique subsaharienne. La géographie peut également être une cause de conflit lorsque des acteurs étatiques et non étatiques se disputent le contrôle d'un territoire. Par ailleurs, des notions géographiques comme la distance, l'identité, les frontières, le territoire et l'échelle influent sur la spatialité des conflits modernes (Chapitre 2).

La violence politique est très inégalement répartie en Afrique du Nord et de l'Ouest

Le SCDi examine la densité et le degré de concentration des événements violents dans trois foyers de violence, à savoir le Mali et le Sahel central, la région du lac Tchad (Nigéria) et la Libye. Il met en évidence les régions qui connaissent le plus de conflits, l'évolution géographique des conflits dans le temps et les répercussions des interventions militaires sur la géographie des conflits. Il s'appuie sur des données relatives aux violences politiques recensées depuis 1997, issues du projet *Armed Conflict Location and Event Data* (ACLED) (Chapitre 3).

La géographie des conflits évolue

Les cinq dernières années sont les plus violentes que la région ait jamais connues, avec un bilan de plus de 12 000 événements violents et 50 000 morts recensés jusqu'en juin 2019. Les conflits ont tendance à impliquer de nombreux acteurs non étatiques qui poursuivent des objectifs divergents et ciblent les civils de façon plus systématique. C'est dans les régions frontalières que se concentrent de manière disproportionnée les violences et leurs victimes – plus de 40 % des événements violents et des décès se produisent à moins de 100 kilomètres d'une frontière terrestre. Par ailleurs, le nombre de régions qui connaissent une intensification de la violence politique à l'échelon local a augmenté beaucoup plus rapidement que le nombre de celles confrontées à d'autres types de conflit. Le SCDi met en évidence un déplacement et une propagation de la violence au cours du temps. Si moins d'un tiers des régions en proie à la violence affichent des signes de propagation de cette violence, la géographie de la violence est moins isolée qu'il y a 20 ans et les événements violents ont plus de probabilité de se produire à proximité les uns des autres. De multiples foyers à intensité élevée de conflit se sont formés au Sahel, où la violence s'étend aux régions et aux pays voisins. Ces foyers sont plus susceptibles que par le passé d'être entourés de régions à plus faible densité de conflit (Chapitre 4).

Les interventions militaires n'apportent pas de stabilité sur le long terme

Le rapport montre dans quelle mesure les interventions militaires parviennent à limiter l'intensité et l'étendue géographique des conflits récents en Afrique du Nord et de l'Ouest. Le SCDi permet d'analyser la manière dont les interventions menées au Mali, dans la région du lac Tchad et en Libye ont dans un premier temps réduit l'intensité et la distribution spatiale des violences. Ainsi, dans la région du lac Tchad, l'offensive lancée en 2015 par le Nigéria et ses voisins a marqué un tournant dans la guerre contre Boko Haram, puisqu'elle a initialement permis de réduire l'intensité des violences et de les circonscrire à des zones reculées. Dans ces zones instables, la violence a augmenté en intensité et est devenue plus dispersée (Chapitre 5).

L'évolution et le déplacement de l'instabilité politique par-delà les frontières nationales devraient encourager les responsables des politiques publiques à continuer de surveiller les zones de violence, à l'échelon régional ou transnational. Une analyse centrée sur un seul pays ou sur un petit nombre d'États ne suffit pas à saisir les la dimension géographique de la violence politique et les implications de ces changements sur le territoire et sa gestion. Les réponses apportées par les pouvoirs publics à l'échelle régionale devraient accorder davantage d'attention à la géographie et imprévisibilité des conflits, et aux interactions complexes entre les acteurs, de manière à élaborer des options plus durables en matière d'action publique.

Chapitre 1

La complexité de la violence en Afrique du Nord et de l'Ouest

Le Chapitre 1 met en lumière la complexité croissante des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest. Il montre que la géographie des conflits est peu lisible du fait du grand nombre de belligérants et de leurs stratégies politiques divergentes. Alors que la violence augmente, il est difficile de déterminer si les groupes violents intensifient leurs efforts dans certains espaces, diffusent l'insécurité dans un nombre croissant de régions, ou se redéploient sous la pression de forces gouvernementales. Le nouvel indicateur de la dynamique spatiale des conflits (*Spatial Conflict Dynamics indicator*, SCDi) contribue à répondre à ces questions en examinant simultanément l'intensité et la distribution géographique de la violence politique dans la région depuis 1997. Il montre que la violence cible de plus en plus les civils et les zones frontalières. L'indicateur suggère également que les interventions militaires ont réduit sur le court terme l'intensité de la violence en Afrique du Nord et de l'Ouest sans toutefois déboucher sur une paix durable.

MESSAGES CLÉS

- **Depuis le début des années 2000, plusieurs vagues de conflits faisant intervenir États, rebelles, organisations extrémistes ou milices, ont remis en cause la légitimité de plusieurs États africains.**
- **Il est souvent difficile d'analyser la géographie de ces conflits en raison du nombre d'acteurs impliqués, de leurs alliances fluctuantes et de leurs mouvements transnationaux.**
- **L'indicateur de la dynamique spatiale des conflits (SCDi) permet de mieux comprendre l'évolution à long terme de quatre catégories de conflits dans la région depuis 1997.**
- **La violence politique cible de plus en plus les civils et les régions frontalières.**
- **Les interventions militaires ont eu des effets variés sur la géographie des conflits, mais aucune d'entre elles n'a débouché sur une paix durable. La violence se poursuit et prend de l'ampleur au Mali et dans le Sahel central, dans la région du lac Tchad et en Libye.**

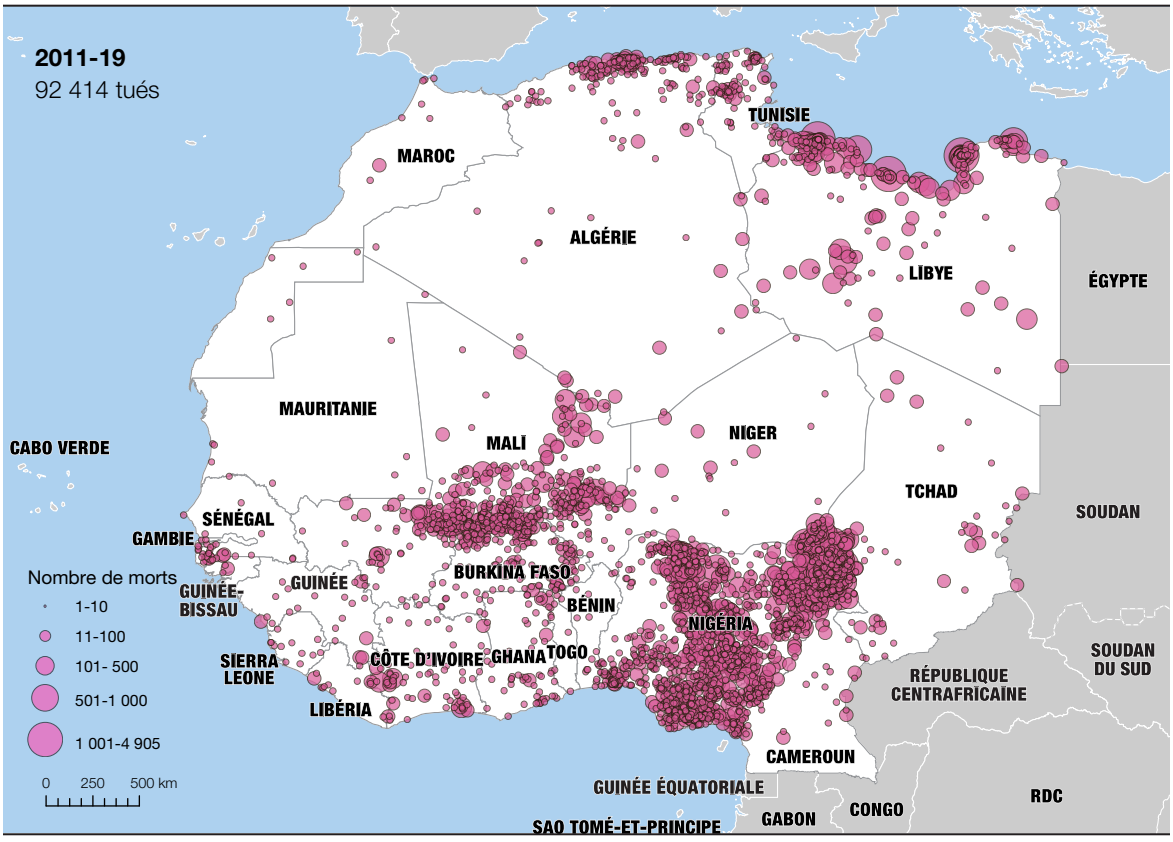
Depuis le début des années 2000, des groupes rebelles, des organisations transnationales affiliées à Al-Qaïda ou à l'État islamique (EI), et des milices d'autodéfense ont remis en question la légitimité de plusieurs États d'Afrique du Nord et de l'Ouest. Les autorités de la région sont de plus en plus confrontées à de nouvelles formes de violence politique, qui sont l'œuvre d'acteurs non étatiques.

La situation est particulièrement préoccupante au Sahara-Sahel, une région plutôt connue pour ses épisodes de sécheresse et un banditisme occasionnel, où des organisations extrémistes violentes et des rebelles sécessionnistes ont récemment prospéré du fait de l'incapacité des États à pleinement contrôler leur propre territoire. Quelques exemples récents témoignent des difficultés rencontrées dans la région. En l'espace de quelques années, le Mali a été le théâtre de coups d'état militaires (2012, 2020), d'une rébellion, d'une intervention militaire occidentale et de plusieurs attaques terroristes majeures. Dans la région du lac Tchad, l'organisation jihadiste Boko Haram tente de faire revivre un « califat islamique » dans le nord-est du Nigéria, faisant des milliers de morts et contraignant plus d'un demi-million de civils à fuir vers les pays voisins.

Malheureusement, ce ne sont pas là les seuls exemples d'insécurité politique. Depuis 2011, la région a été submergée par une vague de violence politique, qui a éclipsé celle de la fin des années 90 et du début des années 2000 (Carte 1.1). Ce rapport montre que 20 900 actes de violence ont causé la mort de plus de 92 000 personnes, sans compter des milliers de personnes blessées ou touchées par les combats depuis 2011. Seuls de rares États de la région ont été épargnés par cette vague et beaucoup sont confrontés à une violence qui se propage par-delà les frontières.

Carte 1.1

Les victimes de violences politiques, 2011-19



Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

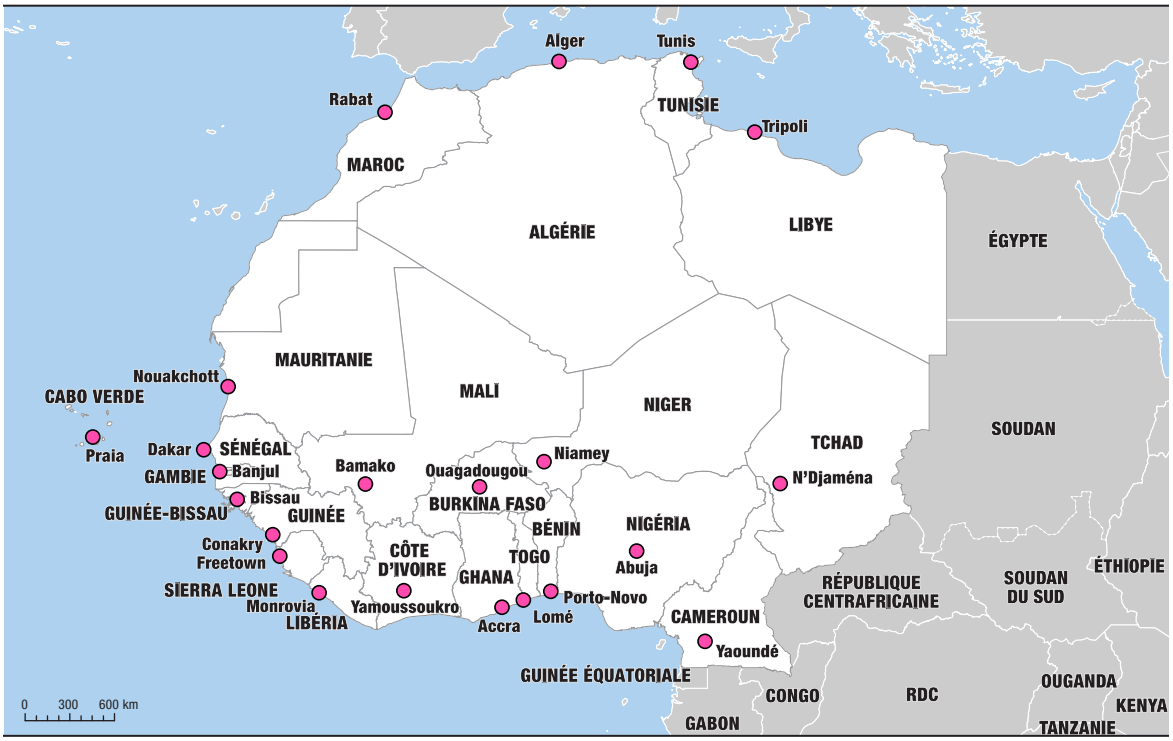
LA COMPLEXITÉ CROISSANTE DES CONFLITS

Malgré la multiplication d'études sur la sécurité, la géographie des conflits dans l'ensemble de la région reste peu lisible du fait du grand nombre de belligérants et de leurs stratégies divergentes. Alors que la violence augmente dans la région, il est difficile de déterminer si les organisations à l'origine de ces violences intensifient leurs efforts dans certains espaces, propageant l'insécurité dans un nombre croissant de régions, ou si elles se déplacent sous la pression des forces gouvernementales.

L'un des objectifs de ce rapport est de cartographier l'évolution de la géographie de la violence en Afrique du Nord et de l'Ouest. S'appuyant sur une base de données de 30 360 événements violents enregistrés dans 21 pays entre janvier 1997 et juin 2019 (Carte 1.2), le rapport examine la violence politique dans la région sous trois aspects. Premièrement, il met en évidence les régions ayant les niveaux les plus élevés d'insécurité politique. Deuxièmement, il détermine si les conflits tendent à se concentrer ou à se disperser à travers la région, y compris au-delà des frontières nationales. Troisièmement, il examine si les interventions militaires étrangères et multinationales ont influé sur la dynamique spatiale des conflits.

Le rapport intègre toutes les formes de violence politique dans la région : rébellions, terrorisme et violences intercommunautaires. Ces conflits prennent la forme de combats entre individus, organisations ou pays, sans déclaration de guerre officielle, ni possibilité d'armistice. Ils diffèrent des guerres entre acteurs étatiques, lesquelles ont un début et une fin actés. La grande majorité des luttes armées étudiées dans ce rapport sont donc des conflits plutôt que des guerres.

Carte 1.2
Pays et territoires couverts



Source : Auteurs.

Un indicateur spatial des violences politiques

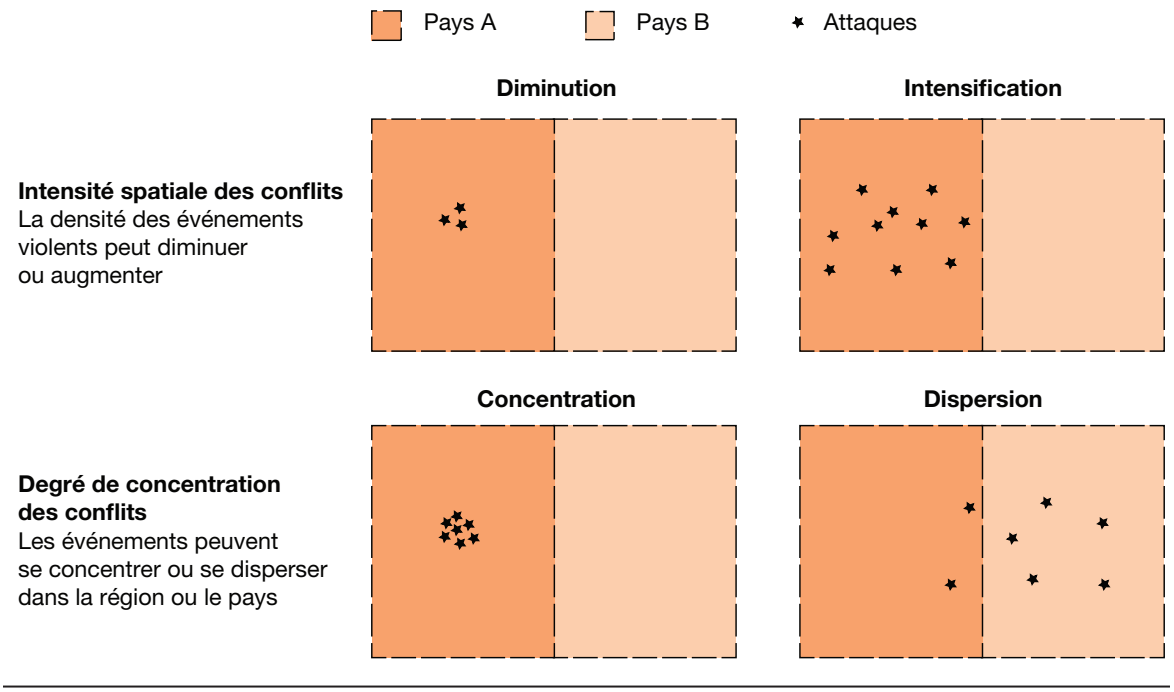
Le rapport introduit un nouvel indicateur spatial des violences politiques, qui évalue l'évolution sur le long terme des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest (Walther et al., 2019). L'indicateur de la dynamique spatiale des conflits (SCDi) intègre deux dimensions : l'intensité, c'est-à-dire la quantité de violence au sein d'une région, et le degré de concentration, c'est-à-dire la répartition des événements violents au sein d'une région.

D'un côté, les capacités militaires et les stratégies politiques peuvent accroître ou diminuer l'intensité spatiale des conflits. De l'autre, la localisation des conflits au sein d'une région peut varier, se diffusant ou se concentrant au sein d'une région ou sur un espace restreint. Cette dualité s'observe à l'intérieur des pays ou au-delà des frontières nationales.

Pour appliquer ce nouvel indicateur, l'Afrique du Nord et de l'Ouest est divisée en « cellules » ou « régions » de 50 kilomètres sur 50 kilomètres. L'intensité spatiale des conflits au sein de ces cellules est mesurée par la densité d'événements violents au kilomètre carré, tandis que le degré de concentration des conflits est mesuré par le biais de la distance au plus proche voisin. Cette approche permet de déterminer si les événements violents sont concentrés ou dispersés dans une région. Il y a diminution de la violence lorsque le nombre global d'épisodes diminue dans une région, alors qu'une intensification de la violence caractérise la tendance opposée (Graphique 1.1). Il y a régionalisation du conflit lorsque l'augmentation du nombre d'événements violents s'étend sur un territoire plus vaste, au-delà des frontières nationales.

Les conflits peuvent aussi se diffuser spatialement sans que le nombre d'événements violents ou de victimes n'augmente nécessairement. Une telle dispersion spatiale intervient lorsqu'un nombre donné d'événements violents s'étend sur un territoire plus vaste qu'auparavant. Lorsque la dispersion s'opère à une échelle internationale, les conflits ont tendance à se déplacer plutôt qu'à se régionaliser. L'opposé de la dispersion est la concentration observée, par exemple, lorsque les

Graphique 1.1
Dynamique spatiale des épisodes de conflit



Source : Auteurs.

forces gouvernementales repoussent les insurgés dans des zones reculées.

Les civils ne sont plus exclusivement victimes des combats entre groupes armés et forces gouvernementales. Ils deviennent une cible au sein de nombreux conflits de la région. Nombre de conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest sont moins motivés par des considérations idéologiques que par des revendications identitaires pronant une vision idéalisée du passé. L'une des conséquences est l'augmentation des attaques ciblées contre les civils ou leur déplacement afin de créer une région homogène du point de vue ethnique ou religieux.

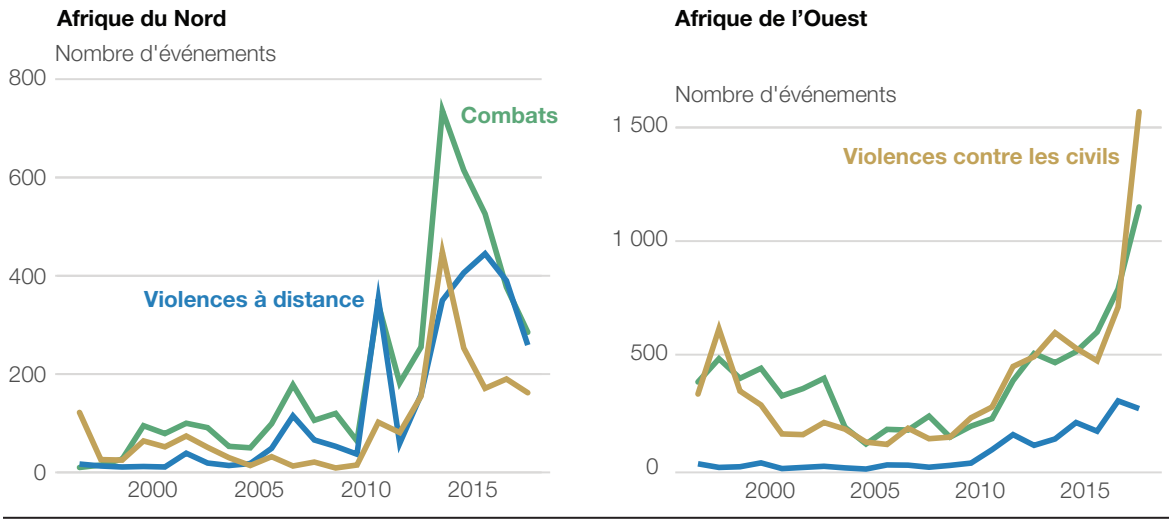
Contrairement aux insurrections antérieures, les mouvements jihadistes cherchent peu à gagner le cœur et l'esprit des populations locales. Leur programme politique, pour autant qu'il existe, repose sur des questions de morale plutôt que de développement, considéré avec suspicion. Autour du lac Tchad, Boko Haram a ainsi adopté une stratégie de violence aveugle à l'encontre des civils, dévastant l'économie de la région, sans cependant proposer un autre mode de gouvernance.

Le tribut payé par les civils aux conflits modernes a augmenté de plus de 500 % entre 2011 et 2018 en Afrique de l'Ouest, avec un nombre de victimes parmi les civils s'élevant à 4 645 en 2018, chiffre le plus élevé jamais enregistré. Le nombre de victimes d'attaques directes, d'enlèvements et d'agressions sexuelles dépasse le nombre de morts causées par des combats entre forces étatiques et groupes armés (Graphique 1.2). Si la situation continue de se dégrader, 2019 sera, avec 3 451 victimes jusqu'en juin, l'année la plus meurtrière pour les civils depuis que des statistiques détaillées sont enregistrées sur ce sujet (1997).

Les conflits se régionalisent, au-delà des frontières nationales, lorsque les groupes armés sont vaincus par des efforts contre-insurrectionnels. Les pressions exercées par un pays sur un groupe se traduisent par une relocalisation opportuniste dans un pays voisin où les capacités militaires ou la volonté politique sont plus faibles. Ces dernières années, aussi bien Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) que Boko Haram ont connu une telle évolution.

Graphique 1.2

Évolution des événements violents par catégorie en Afrique du Nord et de l'Ouest, 1997-2019



Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

L'expansion géographique et la relocalisation opportuniste de ces conflits sont amplifiées par le déficit de contrôles aux frontières de nombreux pays africains, qui facilite la circulation des combattants, des otages et des armes. L'offensive conduite par AQMI et les rebelles du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) contre l'armée malienne en 2012, par exemple, a bénéficié de l'appui de combattants touareg qui avaient fui la Libye avec des armes légères, des munitions et des explosifs du vaste arsenal du colonel Kadhafi. Les rébellions et les organisations extrémistes violentes utilisent les frontières comme des zones à partir desquelles mener des opérations militaires, recruter et construire des bases temporaires.

Les régions frontalières sont plus meurtrières que tout autre type de régions. Les événements violents survenant jusqu'à 50 km d'une frontière nationale représentent un tiers des victimes enregistrées. Les régions situées à proximité immédiate des frontières sont encore plus dangereuses : 10 % de toutes les victimes décédées à la suite d'événements politiques violents depuis 1997 se trouvaient à moins de 10 km d'une frontière nationale. Si, par le passé, les frontières de la Sierra Leone et du Libéria ont été les plus touchées par la violence politique, ce sont les frontières sahéliennes qui concentrent aujourd'hui la majorité des événements violents. Les deux principaux épicentres de la violence transnationale sont le lac Tchad et le Liptako-Gourma, où les groupes jihadistes exploitent les différends non résolus et les luttes de pouvoir entre les populations locales. Entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger, la plupart des attaques ont généralement lieu en dehors des centres urbains et loin des grands corridors routiers (Carte 1.3).

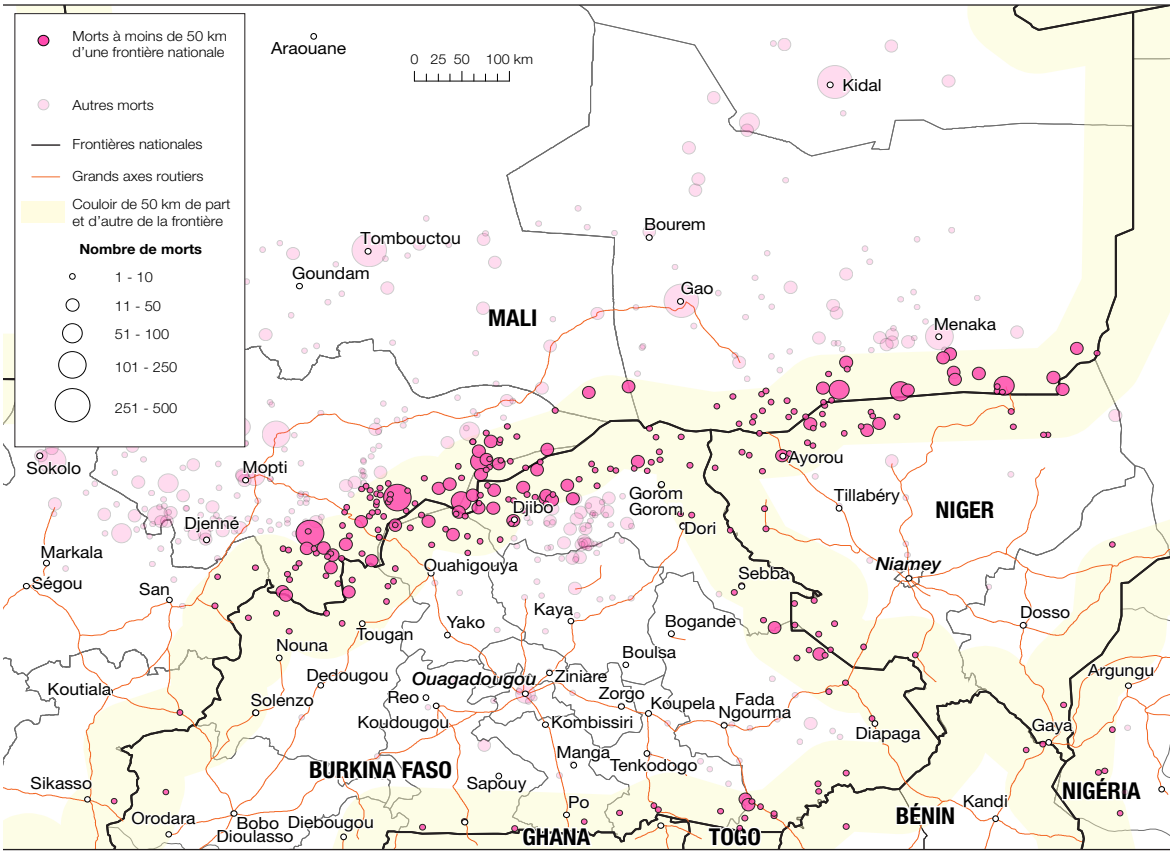
Géographie des conflits : quatre cas de figure

L'étude combinée de l'intensité et de la distribution de la violence politique met en évidence quatre types de conflit en Afrique du Nord et de l'Ouest (Tableau 1.1).

- Le premier s'applique à toutes les régions ayant une intensité de violences supérieure à la moyenne et une distribution concentrée des actes, situation qui suggère que la violence s'intensifie localement. Cette forme de conflit est la plus courante en 2018 : elle concerne 52 % des « cellules » ou « régions » connaissant un conflit. Ces régions, en vert foncé (Carte 1.4), forment souvent le cœur de vastes zones de violence : le Mali central, le nord du Burkina Faso, la zone autour du lac

Carte 1.3

Décès à proximité des frontières dans la région du Liptako-Gourma, 2011-19



Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

Tchad, la Middle Belt et le delta du Niger au Nigéria, ainsi que le long de la côte méditerranéenne de la Libye.

- Le deuxième type est caractérisé par une intensité supérieure à la moyenne et une distribution dispersée des actes violents, témoignant d'une possible accélération de la violence. Ce scénario du pire est assez rare dans la région (3 % des régions en conflit). Le delta intérieur du Niger au Mali, le Nigéria méridional, le Liptako-Gourma et la région frontalière entre le Nigéria et le Cameroun sont les plus concernés (marron).
- Le troisième s'applique aux régions où les événements violents sont moins nombreux et à proximité les uns des autres, ce qui peut indiquer une diminution du nombre de groupes violents. Ce type concerne 31 % des régions en conflit d'Afrique du Nord et de l'Ouest, dont beaucoup se situent en périphérie de zones de conflit plus intenses, par exemple aux abords des grandes villes de Libye (vert clair).
- Le quatrième type, qui associe une intensité des violences inférieure à la moyenne et une dispersion des actes, témoigne d'un possible enlisement du conflit. Cette situation peut être révélatrice d'une région dans laquelle les belligérants sont extrêmement mobiles ou ne risquent guère de se heurter à une opposition tenace sur un territoire donné. Cette catégorie (beige sur la Carte 1.4) concerne 13 % des régions en conflit, souvent en périphérie d'opérations majeures, ou dans certains pays comptant moins d'événements violents, comme l'Algérie, le Ghana ou la Guinée.

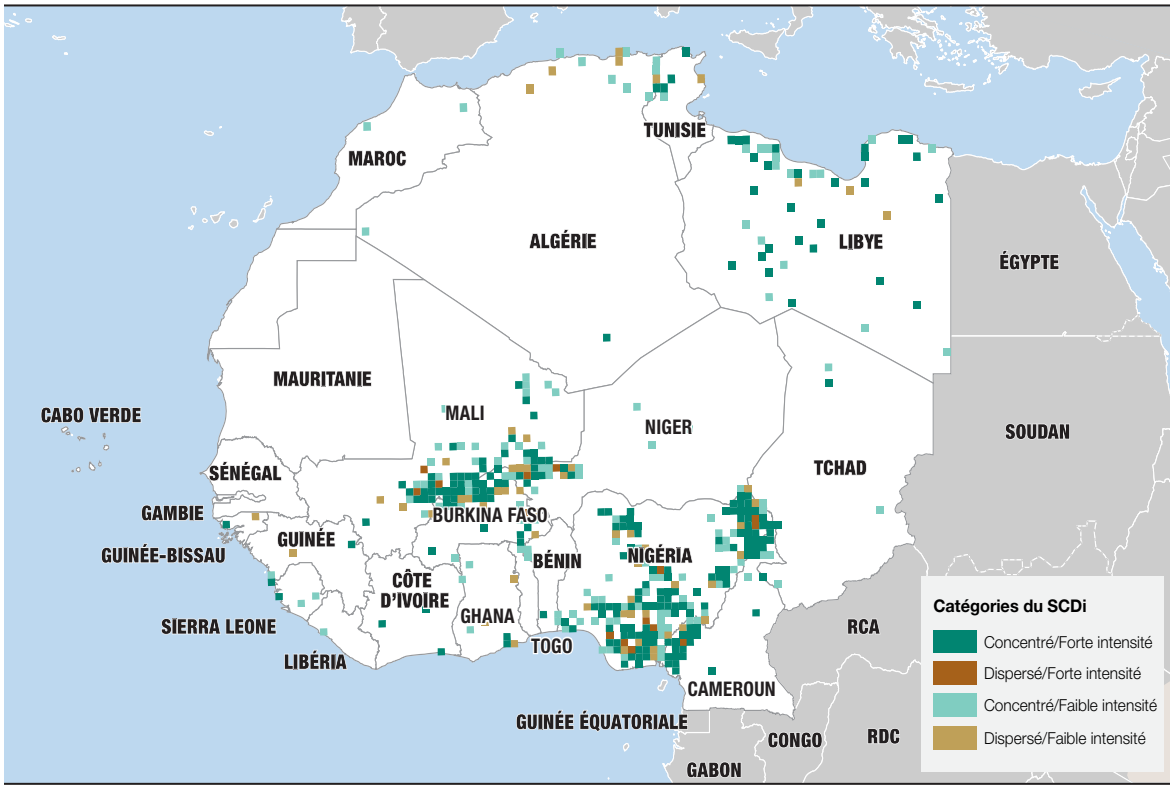
Tableau 1.1

Types de conflit en fonction de l'intensité et du degré de concentration des événements violents

	Forte intensité de violence	Faible intensité de violence
Événements violents concentrés	Le conflit peut s'intensifier localement	Le conflit peut diminuer
Événements violents dispersés	Le conflit peut s'accélérer	Le conflit peut s'enliser

Carte 1.4

Types de conflit en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2018



Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

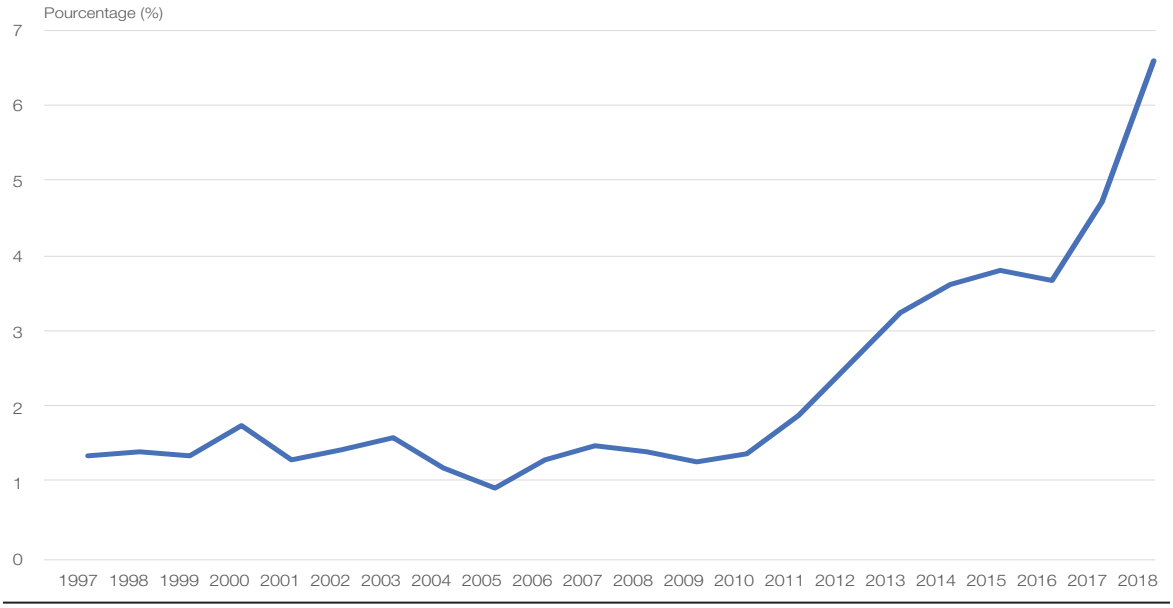
Les conflits sont locaux mais de plus en plus violents

La plupart des conflits sont locaux. Le nouvel indicateur révèle que moins de 35 % des régions subissant des conflits montrent des signes d'une possible propagation, contrairement à l'opinion selon laquelle les actes extrémistes nourris par les groupes transnationaux se répandent comme une traînée de poudre à travers la région. Les conflits ne se répandent pas nécessairement au sein de nouveaux endroits, et la violence est le plus souvent localisée, avec des conséquences négatives sur les civils.

L'indicateur montre également que les conflits s'intensifiant augmentent. Au cours des 22 dernières années, le nombre de cellules où ont sévi des violences politiques est multiplié par 5 (Graphique 1.3). En 2018, dans plus de la moitié des régions en conflit, le nombre d'événements violents et de victimes est plus élevé que la moyenne sur 20 ans. En d'autres termes, lorsqu'un conflit affecte une région, il risque d'être plus grave que par le passé. Ce constat illustre certaines difficultés que les forces étatiques et multinationales rencontrent actuellement pour contenir les combats et souligne la nécessité d'un net renforcement de leurs capacités et d'une coordination accrue entre les acteurs.

Graphique 1.3

Régions touchées par de multiples événements violents (%), 1997-2018



Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

Les régions qui enregistrent des niveaux plus élevés de concentration des violences ont tendance à rester identiques au fil du temps. Les conflits localisés qui perdurent sont courants dans la région, surtout au Nigéria et en Libye, où une grande partie des violences se concentre dans quelques villes. D'autres régions ont tendance à évoluer de manière plus positive, notamment où la violence présente une faible intensité avec de fortes possibilités de ne pâtir d'aucun conflit l'année suivante - événements violents concentrés et dispersés confondus.

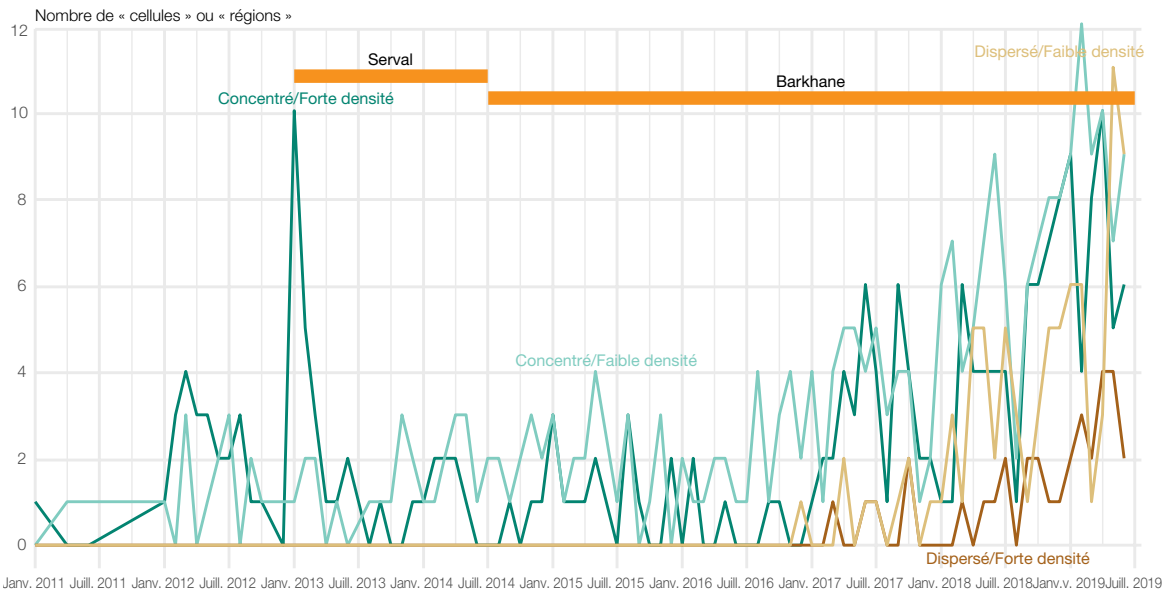
Un autre constat est que les régions non touchées ont tendance à demeurer pacifiques. En effet, la plupart des cellules n'ont pas connu de conflit sur la période étudiée. La moitié des conflits qui apparaissent sont regroupés géographiquement, et se développent sous forme d'insurrections de faible intensité qui se prolongent sur de nombreuses années. L'autre moitié est généralement constituée d'épisodes groupés spatialement et extrêmement violents, ce qui constitue le pire scénario étant donné la persistance dans le temps de cette catégorie de conflits et le grand nombre de victimes civiles.

La nature de la violence politique varie fortement. Au Mali et dans le Sahel central, de nouveaux pôles de conflits sont apparus dans des cellules restées en grande partie exemptes de violences politiques, comme dans le Gourma, à l'est, et dans le delta intérieur du Niger. Dans ces régions, la violence politique est à la fois très localisée et intense. Le Sahel central compte également de nombreuses régions, comme le pays dogon, où les violences sont dispersées et comparativement moins denses qu'ailleurs. Ce sont des zones potentiellement fragiles où la situation sécuritaire pourrait se détériorer. Le nombre de ces zones a augmenté rapidement depuis que l'insurrection malienne s'est propagée aux pays voisins au cours des dernières années (Graphique 1.4).

Le Nigéria est, de loin, le pays le plus touché par la violence politique. Un tiers des événements violents et la moitié des victimes en Afrique du Nord et de l'Ouest depuis 1997 y sont enregistrés. Plus de 67 000 personnes sont mortes à cause de violences politiques surtout dans le nord-est, la Middle Belt et le delta du Niger (Carte 1.5). La région du lac Tchad est le principal épicentre en raison des actes de Boko Haram à l'encontre des forces gouvernementales, des milices locales,

Graphique 1.4

Catégories de conflits au Mali et dans le Sahel central, 2011-19



Note: Ce graphique indique combien chacun des différents types de conflit a touché de « cellules » ou « régions » de 50 km par 50 km entre janvier 2008 et juillet 2019 au Mali, au Niger occidental et au Burkina Faso. Chaque type de conflit est défini en fonction de son intensité et de sa distribution spatiales.

Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

des autorités traditionnelles, de mouvements religieux concurrents et de la population civile. Plus de 39 000 personnes sont mortes au Nigéria et dans les pays voisins des suites de l'insurrection de Boko Haram depuis le mouvement de révolte à Maiduguri en 2009.

CONFLITS MODERNES ET INTERVENTIONS MILITAIRES

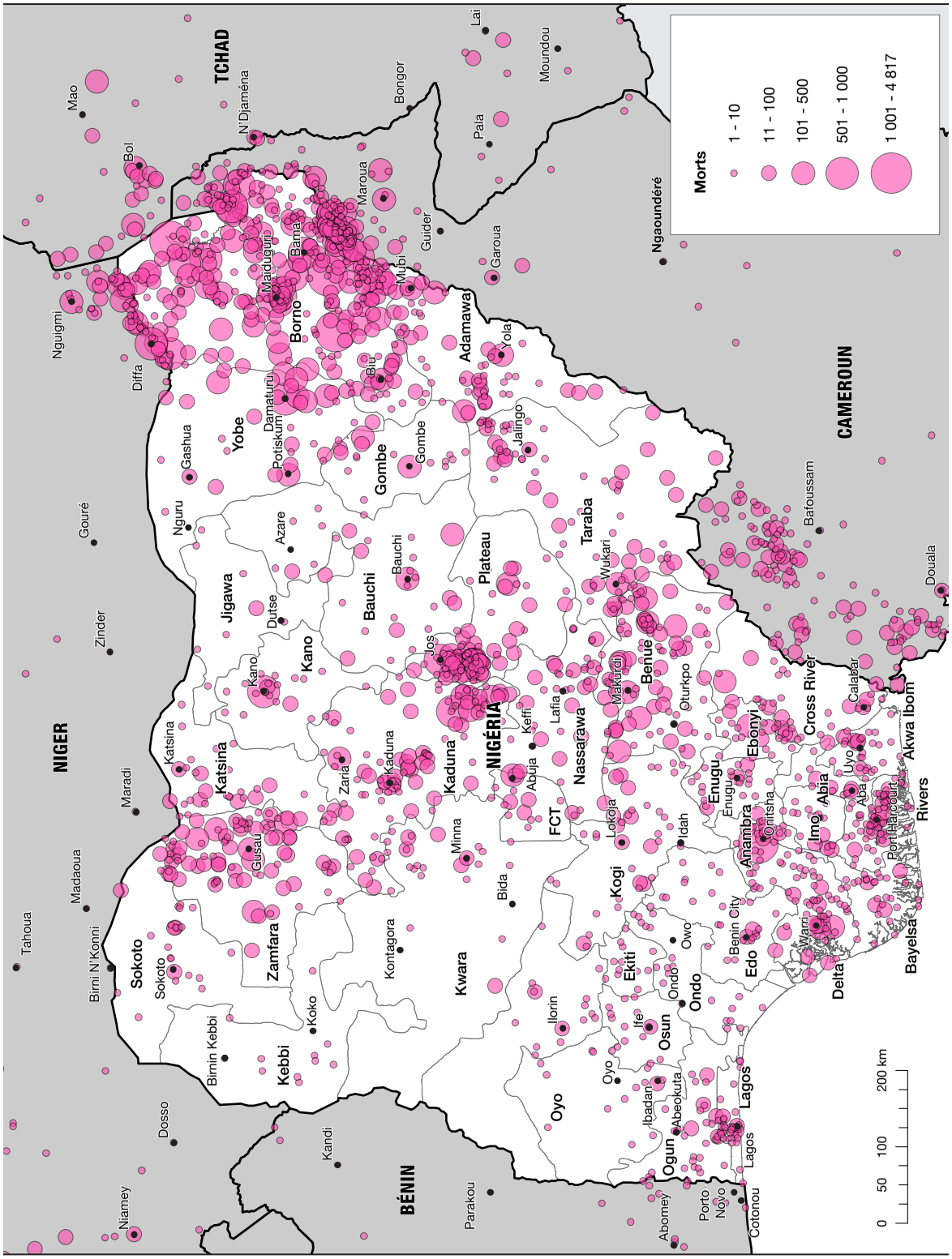
La dégradation de la situation sécuritaire a conduit les pays occidentaux à intervenir militairement en vue de stabiliser la région, d'empêcher la propagation des idées extrémistes et de mettre un terme à la violence contre les civils. Parallèlement, les pays africains ont formé des coalitions qui, en plus de la mise en commun du personnel et du matériel militaires, permettent le partage de renseignements sur la localisation et les mouvements des rebelles et des organisations extrémistes. Si certains partenariats mis en place depuis les années 2010 ont essentiellement trait à la sécurité, comme le processus de Nouakchott, d'autres stratégies ou alliances pour le Sahel combinent gouvernance, sécurité et développement.

Les interventions militaires sélectionnées dans ce rapport ont influencé la géographie des conflits et le type de violence.

- Au Mali, l'opération Serval de la France est parvenue à rétablir le contrôle sur le nord du pays. Des milliers d'extrémistes violents affiliés à Al-Qaïda entre 2013 et 2014 ont été arrêtés ou tués. L'analyse confirme que l'opération Serval a drastiquement réduit le nombre d'événements violents et de victimes par rapport aux niveaux avant l'intervention. Grâce à une intervention fortement mécanisée, les forces françaises ont pu circonscrire la violence à quelques régions reculées. À mesure que l'intervention progressait, les violences observées étaient de courte durée et moins regroupées qu'auparavant, suggérant que les insurgés recouraient à des attaques éclair contre les forces gouvernementales. Désormais, les violences au Mali et au Burkina Faso ont dépassé les niveaux qui avaient déclenché l'intervention Serval.

Carte 1.5

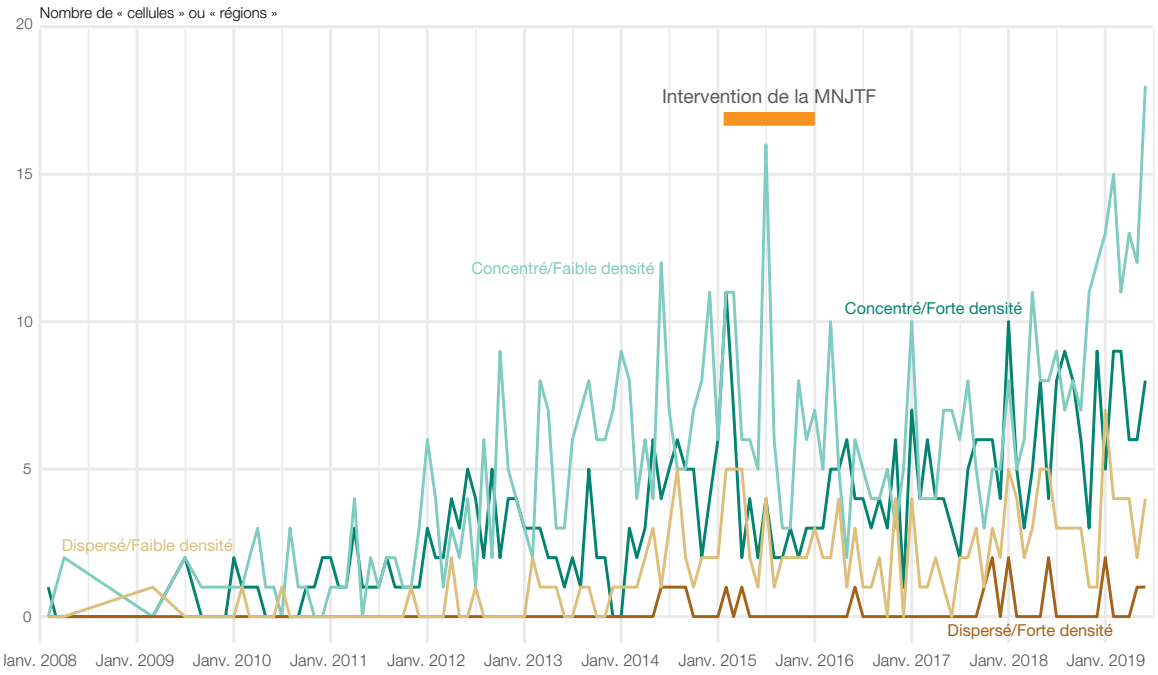
Décès liés aux violences politiques au Nigéria, 2009-19



Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

Graphique 1.5

Catégories de conflits dans la région du lac Tchad, 2008-19



Note : Ce graphique indique combien chacun des différents types de conflit a touché de « cellules » ou « régions » de 50 km par 50 km entre janvier 2008 et juillet 2019 dans le nord du Nigéria et autour du lac Tchad. Chaque type de conflit est défini en fonction de son intensité et de sa distribution spatiales.

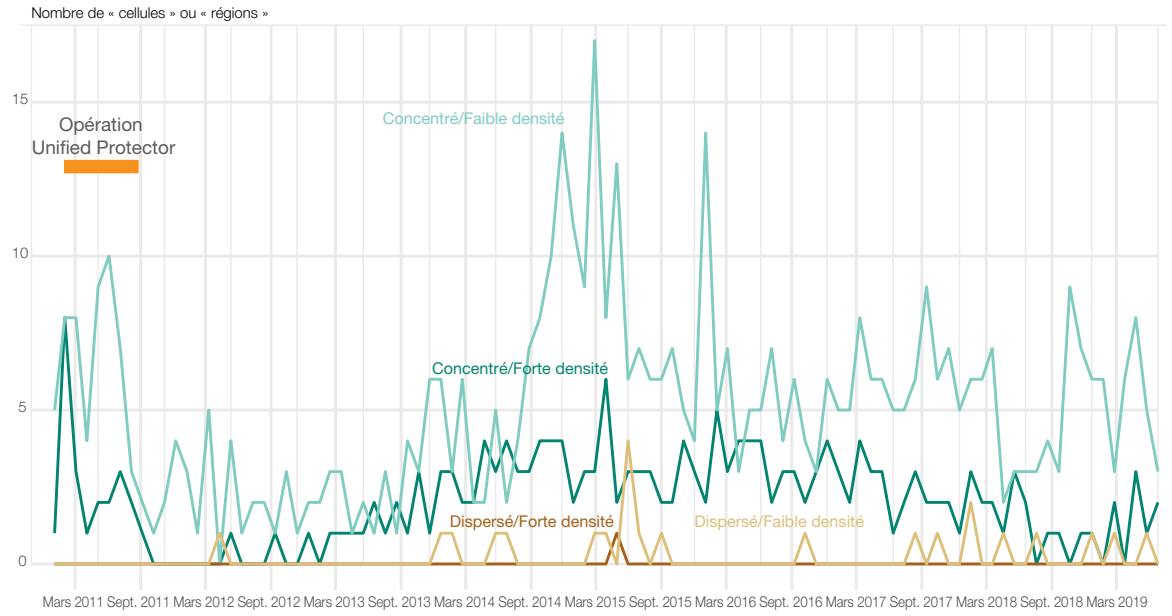
Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

Les quatre catégories de conflits s'y trouvent (Graphique 1.4), ce qui suggère que les efforts destinés à ramener la paix sont bien plus complexes qu'en 2013.

- Dans la région du lac Tchad, la Force multinationale mixte (MNJTF), créée à l'initiative du Bénin, du Cameroun, du Niger, du Nigéria et du Tchad, a contribué à réduire le nombre d'événements violents et de victimes depuis le plus fort de la crise au milieu des années 2010. En conséquence de l'intervention de 2015, Boko Haram a perdu l'essentiel du contrôle territorial qu'il exerçait sur le nord du Nigéria et est resté cantonné à des poches dans des zones reculées ou montagneuses. Cela signifie que les conflits étaient plutôt localisés, même si des violences intenses ont persisté. Toutefois, sur le long terme, l'intervention de la MNJTF n'a ni éliminé, ni systématiquement déplacé la violence. Celle-ci tend à perdurer à des niveaux plus faibles autour de certains endroits spécifiques pour des périodes plus longues. Globalement, l'intervention a surtout permis de faire fléchir temporairement la violence dans la région. Depuis 2018, la violence s'est réintensifiée et s'est étendue géographiquement, et elle apparaît désormais sous des formes relevant des quatre catégories (Graphique 1.5).
- En Libye, la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne et d'un blocus maritime par l'OTAN en 2011, a commencé sous la forme d'une intervention humanitaire destinée à protéger les civils contre le gouvernement durant le Printemps arabe. L'opération *Unified Protector* (OUP) de l'OTAN s'est rapidement transformée en une offensive contre l'armée libyenne, qui a conduit *in fine* à la chute du gouvernement Kadhafi. Concordant avec le ciblage des forces et installations militaires libyennes, la violence est fortement localisée et concentrée dans les villes le long de la côte libyenne. L'intensité spatiale des violences était à son niveau le plus élevé au début de l'intervention, avant de décliner rapidement au fur et à mesure du déroulement de la

Graphique 1.6

Catégories de conflits en Libye, 2011-19



Note : Ce graphique indique combien chacun des différents types de conflit a touché de « cellules » ou « régions » de 50 km par 50 km entre février 2011 et juillet 2019. Chaque type de conflit est défini en fonction de son intensité et de sa distribution spatiales .

Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

campagne aérienne. Bien que constituant un succès sur le court terme au regard des objectifs politiques de l'OTAN, l'intervention n'a finalement pas permis de résoudre les différends en Libye. La guerre civile s'est ravivée et se poursuit avec les rebelles et les milices qui cherchent à prendre le contrôle du gouvernement central et des ressources naturelles du pays. Après avoir culminé en 2015, la violence est revenue à des niveaux similaires à ceux observés durant l'intervention. Une caractéristique distinctive de ce conflit tient au fait que la violence est restée localisée et concentrée géographiquement tout au long des diverses phases de la guerre civile (Graphique 1.6).

OPTIONS POLITIQUES ET STABILITÉ À LONG TERME

Les rébellions, insurrections, coups d'État et mouvements de contestation qui ont touché l'Afrique du Nord et de l'Ouest depuis la fin de la Guerre froide se déploient dans un contexte sécuritaire plus mondialisé qu'auparavant. Ces nouveaux conflits ne se limitent plus à une seule échelle géographique : les insurgés peuvent simultanément exploiter des revendications locales, développer une ambition nationale, opérer sur le plan régional et s'appuyer sur des ressources mondiales. Ils ont tendance à dépasser les frontières nationales lorsque les insurgés sont soumis à la pression des forces gouvernementales et se déplacent. En outre, contrairement aux rébellions précédentes, les motivations des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest sont généralement d'ordre identitaire plutôt qu'idéologique, et les civils sont expressément ciblés. Enfin, ces conflits ont tendance à impliquer une multitude d'organisations radicales, groupes sécessionnistes et milices ethniques, qui fusionnent, se séparent et changent de camp de manière relativement imprévisible, si bien que la paix demeure inatteignable.

Les spécificités de ces conflits appellent des réponses innovantes de la part des États nord- et

ouest-africains et de la communauté internationale. Cinq grandes options d'action pourraient être suggérées afin d'améliorer la stabilité politique de la région sur la durée.

- *Promouvoir des initiatives régionales.* La détérioration de la situation sécuritaire au cours des 20 dernières années démontre qu'il faut trouver des solutions militaires et les appliquer à une échelle régionale. Ainsi, le conflit malien a catalysé de nombreuses initiatives régionales conçues pour promouvoir la sécurité, la gouvernance et le développement dans la région, qui ont conduit à la création de la Force conjointe du G5 Sahel et à la réactivation de la MNJTF. L'Alliance Sahel, nouvellement formée, devrait permettre de coordonner les initiatives, auparavant disparates, menées par les principaux donneurs de la région.
- *Restaurer la légitimité de l'État.* La résolution durable des conflits implique de restaurer la légitimité de l'État et sa capacité à contrôler ses frontières. Au début des années 2010, l'Algérie a mobilisé plus de 10 000 hommes à sa frontière avec le Mali, soit environ 2 fois plus que les forces armées nigériennes. En raison du petit nombre de troupes et du manque de ressources opérationnelles des armées ouest-africaines, il leur est difficile de déployer des stratégies contre-insurrectionnelles. En prenant un ratio de 20 à 25 soldats pour 1 000 habitants, les régions de Tombouctou, Kidal, Gao et Mopti auraient, dans l'idéal, besoin de mobiliser entre 90 000 et 112 500 soldats, par exemple. Ce chiffre est 3 fois supérieur aux 33 800 hommes que peuvent théoriquement mobiliser les forces armées maliennes, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) et la France dans le pays.
- *Investir dans les régions frontalières.* Des décennies durant, les régions frontalières ont été négligées par les administrations centrales. Certaines sont aujourd'hui devenues des espaces privilégiés pour les organisations extrémistes violentes. Lutter contre celles-ci passe par un renforcement de la cohésion nationale, grâce à une meilleure interconnexion entre capitales et régions périphériques (OCDE/CSAO, 2019). Une attention particulière doit être portée aux villes frontalières, qui, manquant d'infrastructures, ne peuvent se développer comme centres locaux d'innovation ni comme pôles d'affaires régionaux. Outre les initiatives militaires destinées à sécuriser les régions frontalières, des investissements plus importants devraient cibler les infrastructures routières et ferroviaires, les institutions socio-éducatives et les structures commerciales.
- *Protéger les civils à tout prix.* Le fait que les civils paient un si lourd tribut aux conflits actuels devrait encourager les autorités à mesurer leur force dans leurs opérations militaires. Protéger la population civile contre les violences et gagner leur soutien constitue un moyen efficace pour lutter contre les stratégies des groupes extrémistes, qui reposent sur la peur et l'exclusion. Une protection efficace des civils suppose la création de régions sûres où des formes inclusives d'action publique seraient mises en place, l'instauration d'un dialogue entre les États et les acteurs locaux, et des initiatives discutant la réinsertion des rebelles et des extrémistes religieux. Plus généralement, la résolution des conflits devrait passer par une reconnaissance de la tolérance et du cosmopolitisme, deux ingrédients essentiels pour lutter contre les politiques identitaires.
- *Contrer les insurrections grâce à des processus politiques nationaux.* Ces dernières décennies, les interventions militaires et les actions en justice internationale ont souvent supplanté les États africains dans la défense du territoire, en maintenant l'ordre et en protégeant le patrimoine culturel ou la population. Le rapport suggère que les interventions militaires sont efficaces pour réduire l'intensité des violences et, dans certains cas, limiter la propagation de la violence. Toutefois, leurs effets à court terme ne suffisent pas à pérenniser la stabilité d'une région. Les forces militaires ne peuvent être considérées comme le seul instrument permettant de résoudre les problèmes politiques en jeu dans une insurrection. Les causes profondes des insurrections

doivent être résolues par les États avec des moyens civils. Les interventions militaires en Afrique du Nord et de l'Ouest peuvent certes se prolonger en situation d'urgence mais la présence de forces militaires devrait toujours être temporaire.

Références

ACLED (2019), « Armed Conflict Location & Event Data Project », https://www.acleddata.com.

OCDE/CSAO (2019), « Accessibilité et infrastructures des villes frontalières », *Notes ouest-africaines*, n°. 23, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/256fcaa4-fr.

Walther, O., S. Radil et D. Russell (2019), « Mapping the geography of political violence in North and West Africa », OECD Development Matters, 17 octobre.

Walther, O. (2019), « Frontières, sécurité et développement en Afrique de l'Ouest », *Notes ouest-africaines*, n°. 26, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/74a9db76-fr.

Chapitre 2

Les caractéristiques des conflits modernes en Afrique

Le Chapitre 2 passe en revue la littérature spécialisée consacrée aux conflits armés en Afrique, en s'intéressant tout particulièrement à leur dimension géographique. La première partie montre que l'augmentation du nombre de conflits armés en Afrique depuis la fin de la Guerre froide ne saurait être imputée à une cause unique. Les modes de gouvernance des élites postcoloniales, les ressources naturelles, la souveraineté, l'identité ethnique et la religion constituent autant d'ingrédients qui interagissent à des degrés divers dans chaque conflit plutôt que des facteurs déterminants des conflits dans l'absolu. La deuxième partie montre que la géographie est une dimension fondamentale des conflits. Des caractéristiques telles que le relief montagneux, les frontières ou la distance par rapport à la capitale peuvent les favoriser, ou les limiter. La géographie peut également être une cause de conflit lorsque des acteurs étatiques et non étatiques se disputent le contrôle d'un territoire. Enfin, en particulier en Afrique subsaharienne, les conflits peuvent se propager sur les territoires. La troisième partie examine dans quelle mesure des facteurs géographiques comme la distance, l'identité, les frontières, le territoire et l'échelle influent sur la spatialité des conflits modernes.

MESSAGES CLÉS

- **Depuis les années 90, l'Afrique subsaharienne est en proie à des conflits armés résultant d'une combinaison de facteurs politiques qui exigent de prêter une attention accrue aux déterminants locaux des insurrections.**
- **Certains facteurs qui expliquent la complexité et la persistance des conflits armés dans la région doivent être interprétés sous l'angle géographique.**
- **Une approche spatiale permet de comprendre pourquoi les conflits naissent, s'amplifient et se propagent dans la région.**
- **Il convient de spatialiser les conflits pour mieux comprendre l'incidence que peuvent avoir des caractéristiques géographiques comme le lieu, la distance, les frontières, le territoire et l'échelle, ainsi que la manière dont les luttes armées se diffusent dans l'espace.**

POURQUOI TANT DE CONFLITS EN AFRIQUE ?

L'Afrique a connu une multiplication des conflits après la Guerre froide, contrairement au reste du monde, où la violence décroît depuis le début des années 90. La progression de la violence organisée en Afrique s'explique par de nombreux facteurs qui se combinent différemment dans chaque conflit. Le mode de gouvernance des élites postcoloniales, la présence ou l'absence de ressources naturelles, la quête de souveraineté et l'exploitation de l'identité ethnique et religieuse figurent parmi les ingrédients les plus importants (Williams, 2016). Pris isolément toutefois, aucun de ces ingrédients n'est en soi une cause de conflit.

Mode de gouvernance des élites postcoloniales

Les régimes africains postcoloniaux ont été sujets à l'instabilité sans pour autant être violents par nature. En temps de crise économique ou politique, toutefois, ils ont pu être le théâtre d'actes de violence organisée. Au cours de la période de démocratisation qui a suivi la fin de la Guerre froide, de nombreux régimes ont perdu l'appui financier de leurs alliés internationaux, ce qui a diminué leur capacité de redistribuer des richesses et compromis leur

capacité de réduire l'écart entre ceux qui bénéficiaient des ressources publiques et ceux qui en étaient privés (Bates, 2008).

Les guerres civiles qui ont éclaté à la suite de l'effondrement des réseaux centralisés de clientélisme en Afrique de l'Ouest ont profondément déstabilisé la région et ont donné lieu à plusieurs interventions militaires menées par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union africaine (UA), les Nations Unies et des puissances occidentales. Ces conflits ne se sont jamais mués en révoltes populaires, ni n'ont fondamentalement remis en question la propension des élites à puiser dans les ressources publiques pour satisfaire leurs soutiens au sein de la population. Au contraire, ces conflits visaient principalement à s'assurer une meilleure place au sein du système clientéliste existant (Reno, 2011). Comme l'indiquent Chabal et Daloz (1999, p. 37), c'est l'effritement des ressources disponibles pour le clientélisme plutôt que l'insatisfaction vis-à-vis de l'ordre patrimonial proprement dit qui a contribué à saper la légitimité des élites politiques.

Présence ou absence de ressources naturelles

L'augmentation du nombre de conflits armés en Afrique, que ce soit entre chefs de guerre ou entre éleveurs et agriculteurs, est souvent imputée à la présence de ressources naturelles. Pour les tenants de la « thèse de l'avidité », les insurgés sont davantage motivés par l'enrichissement personnel que par des considérations idéologiques ou des doléances sociales (Collier et Hoeffler, 2004 ; Le Billon, 2001). Selon cette thèse, le pétrole, les diamants et les drogues font vivre des groupes incontrôlables qui s'affrontent pour avoir la mainmise sur les mines et les routes de contrebande. Les ressources naturelles représentent un capital initial qui permet aux dirigeants de lever certaines des entraves à l'organisation d'insurrections. Par conséquent, les groupes qui naissent dans des environnements où les ressources abondent ont davantage tendance à se livrer à des actes de violence aveugle que les autres (Weinstein, 2007). Même si elle est populaire dans la sphère politique, l'idée qu'il existe un lien direct ou indirect entre les ressources et les conflits armés suscite toujours un vif débat dans la littérature scientifique.

De l'avis de nombreux spécialistes, le changement climatique accroît le risque de conflits armés dans le monde en favorisant les migrations et en modifiant la disponibilité de l'eau, des terres et des pâturages (Welzer, 2012 ; Hsiang et al., 2013 ; Burke et al., 2015). Hendrix et Salehyan (2012) affirment ainsi qu'il existe une corrélation positive entre les écarts extrêmes de précipitations et les diverses formes de conflits politiques. D'autres chercheurs estiment toutefois que l'abondance ou la pénurie de ressources naturelles ne favorisent pas nécessairement les conflits armés (Theisen et al., 2012 ; Raleigh et al., 2015 ; Brzoska et Fröhlich, 2016). Selon eux, le contexte socioéconomique et politique général dans lequel s'inscrivent les conflits est un facteur de violence organisée beaucoup plus important que la sécheresse ou les mauvaises récoltes (Buhaug et al., 2015 ; Witmer et al., 2017). D'après Williams (2016), ce ne sont pas les ressources en soi mais les systèmes politiques qui constituent le principal facteur d'élévation du risque de conflits armés. Au Libéria et en Sierra Leone, par exemple, ce ne sont pas les ressources matérielles qui ont déterminé le comportement des dirigeants et des combattants, mais plutôt les rapports entretenus au sein du système politique (Reno, 2011). Si les groupes rebelles ont certes puisé dans les recettes générées par l'exploitation illicite des mines de diamant pour faire durer les conflits dans le golfe de Guinée durant les années 90, les ressources naturelles n'étaient pas directement à l'origine du conflit (Richards, 1996). Elles ont permis aux insurgés de poursuivre leurs objectifs politiques et ont contribué à rendre plus difficile la résolution de ces conflits.

Souveraineté

La quête de souveraineté est un autre ingrédient qui peut expliquer pourquoi les rébellions ont été si nombreuses en Afrique depuis la fin de la Guerre froide (Englebert, 2009). Des conflits peuvent naître lorsque des groupes marginalisés aspirent à créer un nouvel État dans lequel ils pourraient jouir des privilèges de la souveraineté, lorsqu'ils se battent pour faire sécession en redessinant les frontières nationales, ou lorsqu'ils

revendiquent un meilleur accès aux ressources nationales à travers l'autodétermination.

À ce jour, les guerres d'autodétermination sans prétention séparatiste, où les rebelles cherchent un plus grand accès aux ressources publiques et une meilleure reconnaissance de leurs minorités marginalisées, sont la forme de conflit la plus répandue. L'évolution du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), au Mali, est le reflet de cette tendance générale. Fondé en 2011 par certains Touareg, le MNLA a déclaré l'indépendance de l'Azawad en 2012, avant de revendiquer une plus grande autonomie au sein du territoire malien (Lecocq et Klute, 2019). Il est par ailleurs surprenant que l'Afrique subsaharienne ait connu si peu de guerres à visée purement sécessionniste alors que le continent se caractérise par une grande diversité de groupes ethniques et par une efficacité limitée de l'appareil étatique. Cet apparent paradoxe s'explique en partie par l'existence du principe d'intangibilité des frontières héritées de la colonisation et de celui, associé, de l'*uti possidetis juris*, adopté par l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) au début des années 60. Ces deux principes empêchent les États nouvellement formés de contester leurs frontières nationales (Nugent, 2019).

Exploitation de l'identité ethnique

L'identité ethnique, ou ethnicité, est un autre ingrédient qui contribue aux conflits en Afrique. Il s'agit de la propriété d'un groupe de personnes qui se considèrent comme différentes parce qu'elles partagent certains traits culturels. L'identité ethnique est couramment utilisée pour décrire un type particulier de guerre où des groupes ayant des caractéristiques religieuses, linguistiques ou culturelles différentes recourent à la violence organisée (Bosker et de Ree, 2014). Comme l'affirme Wolff (2006), « il est relativement facile, d'un point de vue empirique, de déterminer quel conflit est un conflit ethnique ... De fait, les manifestations de ces conflits sont violentes, et leurs causes, tout comme leurs conséquences, sont à l'évidence ethniques ». En s'appuyant sur l'exemple du génocide perpétré au Rwanda en 1994, les partisans de la thèse ethnique soutiennent que la haine entre les groupes se développe jusqu'à ce qu'un événement particulier déclenche une éruption de violence généralisée.

Ces dernières années toutefois, un consensus s'est dégagé en sciences sociales pour reconnaître que les groupes ethniques ne sont ni une pure invention des puissances coloniales, ni des groupes figés ancrés dans un passé intemporel (Nugent, 2008). Allant à l'encontre de l'opinion générale selon laquelle les conflits ethniques sont facilement identifiables, les travaux de recherche récents suggèrent que, comme toute autre construction sociale, les élites politiques instrumentalisent l'ethnicité pour orienter les conflits. L'identité ethnique n'est pas nécessairement un facteur de conflit violent en Afrique, où, pour la plupart, les groupes vivent en paix et où des pays qui se caractérisent pourtant par une homogénéité ethnique peuvent être déchirés par la guerre, comme le montre l'exemple de la Somalie (Vaughan, 2019). En Afrique de l'Ouest, les conflits « ethniques » témoignent souvent de l'existence de clivages au sein des sociétés. À titre d'illustration, les Touareg, un groupe ethnique perçu comme homogène, sont en réalité divisés en plusieurs groupes qui s'affrontent sur la question de la création d'un État indépendant dans la région de l'Azawad (Encadré 2.1).

Exploitation de la religion

La religion est un autre facteur souvent invoqué pour expliquer les conflits en Afrique (Basedau et al., 2011). En Afrique du Nord et de l'Ouest en particulier, l'accroissement récent de la violence politique s'explique dans une large mesure par la présence d'organisations extrémistes affiliées à Al-Qaïda ou à l'État islamique, qui défendent un programme religieux, s'estiment en guerre avec l'Occident et rejettent toute autre approche de l'islam. Les études actuelles relèvent que la grande majorité des victimes des groupes radicaux sont des musulmans et rejettent l'idée d'un « choc des civilisations » entre les chrétiens et les musulmans dans la région. Si la plupart des conflits les plus récents se produisent dans des pays musulmans, c'est parce que le nombre de conflits s'est réduit ailleurs dans le monde et non parce que les groupes musulmans sont particulièrement belliqueux (Bormann et al., 2015 ; Gleditsch et Rudolfsen, 2016).

Encadré 2.1

Divisions au sein des sociétés nomades au Mali et au Niger

Au Sahara-Sahel, les rapports de force entre les diverses composantes des sociétés nomades sont à l'origine de nombreux conflits. Ceux-ci reflètent les clivages tribaux, régionaux et sociaux qui divisent ces sociétés et l'incapacité de ces dernières à s'unir au niveau national ou supranational. Les sociétés nomades sont divisées en confédérations, en tribus, en factions et en sous-factions qui peuvent s'allier contre d'autres segments du même ordre ou au contraire s'unir avec ces derniers pour lutter contre des pans plus larges de la société.

Les Touareg, par exemple, sont divisés en plusieurs catégories sociales, à savoir les nobles (*imajeghen*), les hommes libres et puissants (*ilellan*), les vassaux (*imghad*) et les anciens esclaves (*iklan*) (Lecocq et Klute, 2019). Les tribus nobles historiques telles que les Ifogha entretiennent des relations conflictuelles avec les anciennes tribus vassales ainsi qu'avec des tribus nobles d'autres régions. Au cours des rébellions des années 90, le Front populaire de libération de l'Azawad (FPLA) et l'Armée révolutionnaire de libération de l'Azawad (ARLA) représentaient les strates sociales inférieures, tandis que le Mouvement populaire de libération de l'Azawad (MPLA) représentait les nobles. Des divisions semblables ont marqué la rébellion touareg de 2012 : le MNLA, Ansar al-Dine et le Haut Conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA) représentaient les nobles ifogha, tandis que le Groupe d'autodéfense des Touareg imghad et alliés (GATIA) représentait les vassaux.

Il existe également des clivages entre pays. Les mouvements rebelles touareg du Niger et du Mali n'ont jamais fusionné, malgré un patrimoine culturel commun et des revendications analogues vis-à-vis de leurs gouvernements respectifs. Les sociétés touareg et arabes sont également divisées en leur sein entre ceux qui ont migré vers des pays voisins en raison des sécheresses des années 70 et 80 et ceux qui sont restés dans le pays. Au niveau local, des différends opposent les personnes enrichies par le trafic illicite et la vaste majorité de paysans et d'éleveurs pauvres, dont le mode de vie a été détruit par la multiplication des sécheresses et l'effondrement de l'industrie touristique. Au Mali, existent également des divisions internes entre les chefs qui se sont alliés au gouvernement depuis la rébellion de 1963 afin de préserver leurs privilèges et les jeunes chômeurs revenus d'Algérie et de Libye dans les années 90 (Lecocq, 2004).

La question de savoir si un projet plus idéologique tel que le rétablissement d'un ordre théologique pourrait à terme mettre fin à de telles divisions continue de faire débat parmi les spécialistes. La formation du groupe islamiste Ansar al-Dine – dont le nom signifie « défenseurs de la foi » – par exemple, a été motivée à la fois par des facteurs religieux et par des luttes de pouvoir internes entre tribus touareg. La création, plus récente, du Front de libération du Macina (FLM) est vue par beaucoup comme une tentative visant à rétablir le califat de Hamdullahi, fondé au XIXe siècle dans le delta intérieur du Niger par Sékou Amadou. Ansar al-Dine comme le FLM ont conçu un projet religieux et politique, qui ne repose pas exclusivement sur des alliances tribales et ethniques pour lutter contre un ennemi commun.

Source: Walther et Tisseron 2015.

À plusieurs égards, le type de terrorisme religieux qui est apparu dans les années 80 diffère du terrorisme des vagues antérieures (Tableau 2.1). Le terrorisme religieux exerce une violence sans entrave contre ses ennemis sous forme de massacres collectifs, d'actes de violence sexuelle, de décapitations, d'engins explosifs improvisés et d'attentats-suicides dirigés contre les forces de l'État, mais aussi contre les populations civiles. Par rapport au terrorisme à caractère ethnonationaliste, séparatiste ou idéologique, le terrorisme religieux contemporain a un rayon d'action géographiquement beaucoup plus étendu. À l'inverse des mouvements terroristes plus anciens, dont l'action se concentrait sur une région ou un État donné, les groupes religieux violents actuels affirment que les États-nations modernes sont incompatibles

Tableau 2.1

Mouvements ethnonationalistes, idéologiques et religieux

Type de mouvement	Type de violence	Champ de la violence	Profil du groupe formé par les membres	Positionnement par rapport au système en place
Ethnonationaliste/séparatiste				
Exemples : Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) (2011-présent), Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC) (1984-présent)	Relativement limitée	Ciblé	Ouvert	Restructuration ou reconstruction de la société
Idéologique				
Exemples : Front populaire de libération de l'Érythrée (FPLE) (Éthiopie/Érythrée, 1970-94), Front de libération du Mozambique (Frelimo) (Mozambique, 1962-75)	Limitée	Ciblé	Restreint, insulaire et isolé	Restructuration ou reconstruction de la société
Religieux				
Exemples : Al-Qaïda au Maghreb islamique (Algérie, Mali, Niger, 2007-présent), État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) (Égypte, Libye, Mali, Nigéria, Somalie, Tchad, 2006-présent), Ansaroul Islam (Burkina Faso, Mali, 2016-présent), Armée de résistance du seigneur (LRA) (Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo (RDC), Soudan du Sud, 1984-présent)	Choix illimité d'armes et de tactiques	Étendu	Restreint, insulaire et isolé	Reconfiguration totale de l'ordre social et politique

Sources: Adapté de Hoffman 2017 et, Martin et Prager 2019.

avec la loi religieuse et que leurs frontières ne signifient rien pour la communauté des croyants. Les membres des groupes terroristes religieux forment un groupe restreint, insulaire et isolé. En Afrique du Nord et de l'Ouest, les groupes terroristes religieux sont souvent numériquement faibles et ne se soucient guère de gagner les cœurs et les esprits. Ils sont difficilement comparables aux « fronts de libération » et autres « combattants de la liberté » qui se battaient au Pays basque, en Corse, en Irlande du Nord ou en Amérique latine dans les années 70. Les actes de violence aveugle perpétrés par les groupes terroristes religieux contemporains contre ceux qui renient leur foi et ceux qui ne sont pas de « vrais croyants », visent à détruire l'ordre social et politique et non à restructurer ou reconstruire la société, comme le souhaitaient les mouvements terroristes précédents.

Les mouvements islamiques modernes sont très divers et ne sont pas tous violents (Dowd, 2015). Les fondamentalistes musulmans prônent une interprétation littérale du Coran et de la sunna (paroles et pratiques de Mahomet), ainsi que le strict respect de la loi religieuse (charia) sans lutte armée. À l'inverse des mouvements islamistes qui rejettent toute violence politique, les groupes jihadistes cherchent à renverser les régimes laïques, à rompre avec l'Occident et à « purifier » les autres musulmans en recourant à la violence. Ils partagent trois visions idéologiques qui les distinguent des autres mouvements religieux réformistes de la région (Ibrahim, 2017). Tout d'abord, ils envisagent le monde sous le prisme du choc des religions et estiment qu'il est du devoir de tous les musulmans de se battre contre l'Occident et ses alliés locaux par des voies militaires et des tactiques terroristes. Ensuite, ils rejettent ce qu'ils considèrent comme

des pratiques contraires à l'islam, à l'instar du soufisme, et les institutions inspirées de l'Occident, telles que la démocratie, l'État-nation ou l'éducation moderne (Thurston, 2018). Enfin, ils voient dans les musulmans qui ne suivent pas une interprétation littérale du Coran et de la sunna des infidèles qui ont le choix entre l'abandon de leurs pratiques religieuses ou la mort.

Le terme « salafiste » est souvent employé pour décrire les groupes religieux modernes présents en Afrique du Nord et de l'Ouest. Tous ne sont pas violents. Le mouvement salafiste, né en Arabie saoudite au XII^{e} siècle, s'est adapté aux sociétés locales et revêt diverses formes. Dans le nord du Nigéria et au Niger, par exemple, la Société pour la suppression de l'innovation et le rétablissement de la sunna, aussi connu sous le nom d'Izala, est un mouvement islamiste qui prône un programme réformiste non violent pour contrer les fraternités soufi (Loimeier, 1997). Il est particulièrement populaire parmi les marchands ouest-africains, car il rejette l'ostentation et les obligations sociales coûteuses qui empêchent de nombreux entrepreneurs de s'enrichir (Kuépié et al., 2016). Dans la même région, le groupe salafiste-jihadiste Boko Haram a vu le jour en tant que mouvement religieux de masse prêchant l'exclusivisme, avant de se transformer en un groupe armé parmi les plus meurtriers du monde (Thurston, 2018). Ses attaques sont dirigées contre des mouvements religieux soufi et salafistes, contre les populations civiles musulmanes et chrétiennes en général et contre l'État nigérian, que le mouvement juge corrompu et illégitime.

GÉOGRAPHIE ET GUERRES

L'espace est une dimension fondamentale des conflits armés. La géographie fournit non seulement le cadre physique des batailles, mais influe également sur les stratégies des acteurs politiques. L'espace peut être un facteur facilitateur ou au contraire réducteur de conflit, mais aussi une cause de conflit lorsque les États et/ou des acteurs non étatiques se disputent un territoire. L'espace peut également favoriser l'expansion géographique des conflits, parfois par-delà les frontières, comme c'est le cas en Afrique du Nord et de l'Ouest.

Géographie et guerre inter-États

Une grande partie des études géographiques se concentre sur les guerres entre États dans le cadre du système international (Starr, 2015). Même si le présent rapport n'a pas vocation à analyser ce type de guerre, il est pertinent de s'arrêter brièvement sur la manière dont la géographie y est associée. Les travaux publiés s'intéressent en premier lieu à la géographie comme facteur facilitateur/réducteur de conflit ou comme cause de conflit. À titre secondaire, ils cherchent à déterminer par quels mécanismes la guerre se propage ou se diffuse au sein du système international.

La manière dont la distance géographique (euclidienne) influe sur les interactions politiques, y compris les conflits, est un thème important et constant de ces travaux. La distance est couramment considérée comme un facteur déterminant des interactions entre deux États (Gleditsch, 1995). Ainsi, elle constitue un élément central du modèle gravitaire du commerce international, selon lequel le volume d'échanges entre deux États est directement fonction de la population et de la distance entre ces derniers – plus la distance est grande, moins les échanges sont importants (Chaney, 2018). Dans les publications consacrées aux conflits, les obstacles causés par la distance sont calculés par un « coefficient de perte de la capacité d'influence » (*loss-of-strength gradient* en anglais). Il montre que la capacité des États de projeter leur pouvoir se réduit à mesure que s'accroît la distance, en raison des coûts liés au transport (Webb, 2007).

La distance est, dans les thèses énoncées plus haut, considérée comme un effet déterministe ; cette approche suscite cependant de nombreuses critiques. Les interprétations plus nuancées, selon lesquelles ni la distance ni les autres caractéristiques géographiques ne constituent un facteur déterminant des actions politiques, sont plus courantes. Ainsi, les effets liés à

la distance sont plutôt appréhendés comme pouvant potentiellement orienter les stratégies des acteurs politiques, certaines plus que d'autres (Radil et al., 2013). Plutôt que de considérer comme déterministes la distance et autres caractéristiques géographiques susceptibles d'avoir une influence sur les interactions, les responsables politiques intègrent délibérément ces dimensions selon la perception et l'interprétation qu'ils en ont.

La probabilité qu'un État soit impliqué dans un conflit dépend tout autant des opportunités offertes par le système international que de la volonté d'entrer en guerre avec ses voisins (Starr, 1978). La proximité géographique est le premier facteur qui influe sur les interactions entre États et donc sur la probabilité qu'un conflit éclate, étant donné que ces derniers ne sont pas en mesure de projeter leur pouvoir sur de longues distances et qu'ils ont davantage tendance à entrer en guerre avec des adversaires proches. Par ailleurs, les interactions entre États voisins sont plus nombreuses, ce qui accroît le potentiel de désaccord et, partant, de conflit. La volonté d'entrer en conflit peut être influencée par les alliances, les similarités des régimes et la capacité militaire. Ces éléments étant par ailleurs liés aux critères géograhiques, la volonté politique l'est également.

Selon ces écoles, la géographie est considérée comme facilitateur ou réducteur de conflit. Les publications sur les relations internationales pointent davantage sur la première dimension, notamment les tensions liées au contrôle du territoire (Vasquez et Valeriano, 2009). Le territoire, ou l'espace délimité subordonné à l'autorité politique, est clé pour deux raisons : ses ressources ou ses avantages stratégiques, d'une part, et sa portée symbolique au regard des identités politiques, culturelles ou nationales de ses populations, d'autre part (Toft, 2014).

De ce point de vue, la préoccupation la plus récurrente est liée à la répartition inégale de la population, des ressources, des produits de base ou des éléments stratégiques comme les ports en eau profonde, conduisant certains États à cibler certaines régions pour des motifs politiques. Parmi les exemples connus figurent l'occupation du plateau du Golan par Israël à des fins défensives, l'annexion par la Russie de la péninsule ukrainienne de Crimée ou le programme de construction et d'expansion d'îles chinoises en mer de Chine méridionale (Huth, 2009). Le caractère symbolique de certains espaces, en termes d'identités nationales ou autres, est lui aussi essentiel. De nombreux territoires sont ainsi perçus comme lieu d'ancrage des liens historiques que l'État entretient avec ses citoyens (Murphy, 2010). Les conflits territoriaux, de par leur dimension stratégique ou affective, sont imperméables à tout compromis politique (Fearon, 1995).

La géographie, que ce soit comme facteur d'influence ou comme cause de conflit, fait l'objet de nombreuses études. Une corrélation a été établie entre le risque accru d'une guerre et le nombre et les caractéristiques des frontières partagées, de même qu'un conflit en cours dans un pays voisin (Reed et Chiba, 2010). Cette corrélation impliquant la distance et les frontières est confirmée par de nombreuses études (Gibler, 2012). Par ailleurs, d'abondantes données suggèrent que les conflits territoriaux sont davantage propices à une escalade des tensions de nature plus récurrente que d'autres tensions politiques. Dans l'ensemble donc, il apparaît que le risque de conflits entre États dépend en partie de ces deux interprétations de la géographie (Senese, 2005).

Quelques publications sur les guerres inter-États s'intéressent à la manière dont la guerre se diffuse. Les guerres impliquant plus de deux États, ou les guerres multipartites, sont relativement rares, mais coûtent très cher et sont très destructrices (Vasquez et Valeriano, 2010). Les géographes recensent deux modes de diffusion : par contagion et hiérarchique.

La diffusion par contagion s'inspire de l'analogie avec la propagation d'une maladie et suppose une interaction sociale, entre individus ou entre groupes. L'approche retient que l'exposition aux autres peut entraîner la propagation et que ce processus dépend toujours de la distance. Dans la littérature sur la guerre, l'accent est mis sur les États en tant qu'acteurs, de sorte que cette interaction est généralement comprise comme survenant par-delà les frontières terrestres internationales. Les États qui ont une frontière terrestre commune

sont qualifiés de « contigus » et perçus comme davantage susceptibles d'interagir politiquement. La diffusion hiérarchique reconnaît une interaction, par le biais d'une structure organisationnelle commune, par exemple lorsque ceux qui se rallient à la guerre font partie de la même alliance. La distance est alors conçue en termes de structure organisationnelle. Dans ces situations, la guerre se propage à des États distants d'un point de vue géographique mais proches d'un point de vue organisationnel, comme ce fut le cas de la Triple Entente entre la France, la Grande-Bretagne et la Russie, qui contribua à l'expansion de la Première Guerre mondiale.

Outre la contiguïté géographique et les alliances, les rivalités politiques constituent un autre facteur essentiel de diffusion des grands conflits internationaux tels que la Première Guerre mondiale (Radil et al., 2013). À titre d'illustration, l'entrée de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne dans une course à l'armement naval en 1890 et en 1914 a contribué à créer un climat de tension politique durable qui a joué dans la décision de la Grande-Bretagne d'entrer en guerre contre l'Allemagne lorsque celle-ci a envahi la Belgique (Kennedy, 1980). Ces rivalités dépendent généralement de la distance et reflètent des alliances existantes, les États distants ou alliés n'étant généralement pas des rivaux politiques (Diehl et Goertz, 2000). D'aucuns font valoir de ce fait que les alliances constituent le premier facteur de diffusion des conflits, puisqu'elles ont pour but d'engager des États à entrer en guerre dans le cas où l'un de leurs alliés serait menacé (Vasquez et Rundlett, 2016). Par conséquent, dans le système international, l'hypothèse prévaut que la guerre se propage à d'autres États par la voie hiérarchique d'abord, puis par contagion.

Géographie et guerre civile

Les travaux relatifs aux guerres civiles se démarquent de ceux consacrés aux guerres inter-États. Les deux phénomènes sont assez différents. Dans les conflits internes, les relations sont généralement très asymétriques, les rebelles étant le plus souvent des adversaires faibles face à l'État. Pour autant, les études sur les guerres civiles s'intéressent elles aussi à la double fonction de la géographie – comme facteur d'influence et comme source de conflit. Les travaux qui intègrent la dimension géographique s'intéressent à certains aspects politiques ou économiques localisés et/ou mettent l'accent sur les liens politiques entre les gouvernements centraux et leurs périphéries. Par ailleurs, la littérature demeure axée sur l'incidence de caractéristiques explicitement géographiques telles que le terrain, les routes, les ressources naturelles et la démographie, ou encore sur la matérialisation et la propagation du conflit.

Les études sur les guerres civiles confortent l'idée que les soulèvements armés dirigés par des groupes d'opposition organisés contre un gouvernement central sont influencés par trois facteurs interdépendants : la motivation, la possibilité d'agir et l'identité (Collier et Sambanis, 2005). La motivation renvoie au décalage entre les résultats économiques tels qu'ils sont perçus par un groupe et ses attentes (« théorie de la privation relative »). La possibilité d'agir regroupe les divers moyens par lesquels un groupe peut lancer une action contre un gouvernement. L'identité désigne les liens communs par lesquels les personnes s'identifient à un groupe plus vaste. D'un point de vue géographique, ces facteurs sont considérés comme changeants au sein du système international mais aussi au sein d'un même État.

Ces trois facteurs sont également interprétés sous l'angle géographique. Ainsi, les arguments relatifs à la privation relative suggèrent que les personnes qui vivent dans des lieux pauvres ou qui sont marginalisées devraient être plus enclines à soutenir et rejoindre un groupe rebelle, rendant nécessaire une cartographie des lieux de forte pauvreté (Hegre et al., 2009). Le discours politique du MNLA au Mali, par exemple, évoque souvent l'état de privation dans lequel se trouve la région de Kidal pour justifier son mouvement politique. Les études à grande échelle ont confirmé qu'il existe une corrélation positive entre les inégalités intrarégionales et les guerres civiles (Østby et al., 2009). S'il existe différentes formes de moyens d'action, la littérature a mis en lumière la manière dont les rébellions sont financées, notamment par l'extorsion de ressources naturelles précieuses, les réseaux de financement de la diaspora et le soutien d'États étrangers (Le Billon, 2005). Souvent, la question des moyens

d'action fait ressortir les avantages d'un terrain difficile, qui peut offrir une protection contre les forces gouvernementales (Hendrix, 2011). La proximité de frontières peut également permettre aux groupes de trouver refuge et peut faciliter le commerce illicite et la contrebande (Goodhand, 2008). La distance qui sépare les centres du pouvoir politique, tels que les capitales et les bases militaires (Cederman et al., 2009; Buhaug, 2010), est un autre facteur qui influe sur la probabilité d'un conflit, de même qu'est déterminante l'existence de réseaux routiers, qui peuvent faciliter ou limiter la mobilité des groupes rebelles et des forces gouvernementales dans des régions reculées (Zhukov, 2012). Enfin, la répartition des groupes ethniques ou d'autres identités sociales (par exemple l'affiliation religieuse) sert d'indicateur pour estimer le potentiel d'émergence de mouvements séparatistes ou révolutionnaires (Denny et Walter, 2014).

La manière dont les guerres civiles se propagent au sein d'un État est moins bien documentée. Ainsi, Buhaug et Gates (2002) font valoir que les buts poursuivis par un groupe non étatique sont essentiels pour comprendre la géographie d'un conflit au sein d'un État. Ces auteurs constatent que les groupes séparatistes ont tendance à se battre dans des régions plus éloignées de la capitale que les groupes révolutionnaires, car les capitales sont des sièges symboliques et concrets du pouvoir central. Les études partent largement du principe que la violence non étatique naît en premier lieu dans l'« arrière-pays » rural d'un pays ou là où la capacité coercitive de l'État est trop faible pour prévenir ou prohiber la rébellion (Fearon et Laitin, 2003 ; Collier et al., 2009). Ce constat vient dans une large mesure étayer l'importance des caractéristiques géographiques de nature à faciliter la guérilla. Les ressources propres et les réseaux de transport sont également susceptibles de faciliter les déplacements des insurgés et des forces gouvernementales.

Ces diverses préoccupations ont amené les chercheurs à insister, au cours des dix dernières années, sur la production de données géoréférencées, ce qui a favorisé l'utilisation de systèmes d'information géographique et l'analyse statistique des données spatiales (Walther et Miles, 2018). Alors que les analyses des guerres civiles étaient jusqu'alors conceptuellement limitées du fait d'approches centrées sur l'État et d'un manque général de données fiables au niveau infranational, les études contemporaines s'appuient désormais sur des données satellitaires, désagrégées ou localisées. Ces données permettent de comprendre comment la violence politique se déclenche et se diffuse dans le temps et dans l'espace (Zammit-Mangion et al., 2013).

En conséquence, des travaux s'attachent à examiner comment des caractéristiques géographiques localisées influent sur la probabilité de déclenchement d'une guerre civile (Buhaug et Rød, 2006 ; Raleigh et Hegre, 2009) et sur la durée des conflits (Buhaug et al., 2009). Les indicateurs politiques et économiques locaux intègrent désormais des facteurs tels que la nature du gouvernement, les divisions ethniques, la pauvreté, le revenu, les inégalités ou l'effectif et le moral des troupes. Les déterminants locaux des conflits intègrent également des facteurs environnementaux tels que la variabilité des précipitations et des températures, les conditions de visibilité et de vent, la fréquence des sécheresses et la richesse en ressources naturelles (Carter et Veale, 2013). Les études sur le terrorisme s'intéressent elles aussi aux déterminants géographiques de la violence (Braithwaite et Li, 2007). Les modèles statistiques intègrent davantage de variables comme le relief montagneux, le couvert forestier, la distance par rapport aux frontières nationales et aux capitales, le degré d'intensité du conflit civil, l'activité économique et la densité de population pour tenter d'expliquer et de prévoir les épisodes de violence organisée (Marineau et al., 2018).

Le projet de système d'alerte précoce des actes de violence (Violence Early-Warning System - ViEWS), lancé par l'université d'Uppsala, est représentatif de cette approche qui présume que les facteurs géographiques, sociaux, économiques et politiques conduisent certains groupes ou personnes à recourir à la violence organisée (Hegre et al., 2019). Selon cette approche, le milieu ou le contexte dans lequel survient la violence politique est un déterminant important de l'action des participants, pour deux raisons. Tout d'abord, les ressources disponibles pour soutenir un conflit varient au plan géographique et, ensuite, ce type d'influence contextuelle est

toujours observé et mesuré là où est menée l'action. L'approche type consiste à mettre au point des modèles « globaux » qui présupposent que les sites sont indépendants les uns des autres (Radil, 2019). Le plus souvent, les études mesurent de nombreuses variables relatives au contexte en question de manière à cerner les effets contextuels et partent du principe que les liens entre le contexte et l'action ne changent pas au sein d'une même région géographique.

En matière de géographie politique, une autre école appréhende les influences contextuelles en reconnaissant qu'elles représentent plus que la somme des diverses caractéristiques locales. Cette école reconnaît l'existence de multiples échelles d'influence potentielle. Dans un conflit armé, les groupes rebelles peuvent simultanément exploiter les doléances des populations locales, mettre sur pied un programme d'action national, mener des opérations à l'échelle régionale et exploiter des ressources mondiales. Le groupe jihadiste Boko Haram, par exemple, puise sa force dans les conflits locaux autour des ressources naturelles auxquels les pays de la région du lac Tchad n'apportent pas de réponse. Il lutte contre l'État nigérian, attaque les populations civiles et les forces de sécurité dans les pays voisins et s'appuie sur une allégeance officielle à une organisation jihadiste mondiale comme l'État islamique (Thurston, 2018). Ces effets apparaissent au grand jour en certains lieux, sans toutefois être le résultat d'actes politiques ni être directement observables là où se sont produits ces actes.

Les modèles mis au point par les tenants de cette école partent de l'hypothèse selon laquelle les lieux géographiques sont interdépendants (Franzese et al., 2016). Selon cette approche, le contexte ne saurait être réduit à une série de variables indépendantes mesurées localement. À titre d'illustration, autant la région des Grands lacs, en Afrique de l'Est (Burundi, RDC, Rwanda, Tanzanie, Ouganda) que l'Afrique de l'Ouest (Guinée, Libéria, Sénégal et Sierra Leone) ont connu de nombreuses guerres civiles qui ne peuvent pas être appréhendées indépendamment (O'Loughlin et Raleigh, 2008). Ce constat souligne la nécessité de prendre en compte l'interdépendance spatiale pour analyser les conflits civils.

COMMENT L'ESPACE INFLUE SUR LES ACTEURS POLITIQUES

L'intérêt porté à la géographie de la violence politique s'est considérablement accru après les attentats du 11 Septembre 2001 et l'émergence d'organisations telles qu'Al-Qaïda ou l'État islamique, dont la sphère d'action et le discours contrastent avec les priorités locales de la plupart des organisations terroristes à caractère religieux. Il convient toutefois de noter que le terrorisme n'est pas la seule manifestation de violence politique qui a une dimension géographique explicite : les rebelles, les chefs de guerre et les milices doivent rechercher des fonds, planifier des attaques, acquérir des armes, recruter de nouveaux membres et échapper aux forces gouvernementales, autant d'activités liées par nature à l'espace. La géographie de ces activités peut être étudiée à travers le prisme de diverses notions spatiales telles que le lieu, la distance, l'identité, les frontières, le territoire et l'échelle.

Lieu

Le lieu où se trouvent les protagonistes d'un conflit est souvent l'information la plus facile, voire la seule information disponible pour mieux comprendre la géographie des conflits. Ce lieu peut se mesurer par les coordonnées géographiques et par ses caractéristiques contextuelles. La ville d'Agadez, par exemple, est à la fois une localité située aux degrés 16° 97′ de latitude nord et 7° 98′ de longitude est et une ville nigérienne de 119 500 habitants située au carrefour des routes commerciales et migratoires qui relient la mer Méditerranée au Sahel.

Dans le contexte de l'analyse des conflits, le lieu fait référence à l'endroit où les protagonistes ont vécu, fait leurs études et rencontré d'autres acteurs ou, ce qui est plus souvent le cas, au lieu d'une attaque. Dans l'une des premières études consacrées aux attentats du 11 Septembre 2001, par exemple, Krebs (2002) énumère plusieurs

lieux où les membres d'Al-Qaïda auteurs des détournements d'avions qui se sont écrasés à New York, en Virginie et en Pennsylvanie, sont allés à l'université, ont pris des cours d'aviation et se sont côtoyés. Le fait d'être ensemble au même endroit a été crucial pour acquérir des compétences techniques et nouer des liens sociaux en préparation des attentats. Dans une autre étude, Medina et Hepner (2008) reconstruisent le réseau spatio-social d'Aafia Siddiqui, membre pakistanaise d'Al-Qaïda qui a étudié au Massachusetts Institute of Technology (MIT) à Boston et a effectué de nombreux voyages entre les États-Unis, le Pakistan, l'Afghanistan et l'Afrique de l'Ouest.

La position géographique est de plus en plus prise en compte pour analyser les réactions à des événements politiques violents, diffusées dans les médias sociaux en temps quasi réel. Ainsi, Carley et al. (2013) ont utilisé des outils de réseau et des outils géographiques pour visualiser l'emplacement des utilisateurs de Twitter qui avaient commenté l'attaque de la mission spéciale des États-Unis à Benghazi, en Libye, les 11 et 12 septembre 2012. Lorsque le lieu exact n'est pas disponible ou inexploitable, il est parfois nécessaire d'agréger les données par district ou par région. Medina et al. (2011), par exemple, ont étudié les schémas spatio-temporels des attaques d'insurgés en Iraq entre 2004 et 2009 en se servant de données relatives aux districts administratifs et non de coordonnées géographiques réelles.

Distance

Si les protagonistes d'un conflit se trouvent dans un lieu différent, la distance entre eux, et entre les lieux qui leur sont associés, peut être mesurée de plusieurs façons. Le critère le plus utilisé est celui de la distance euclidienne, qui mesure la distance à vol d'oiseau entre deux points. L'hypothèse sous-jacente veut que des acteurs situés à proximité l'un de l'autre affichent une plus forte densité d'interactions sociales.

La distance euclidienne n'est toutefois pas une condition suffisante pour expliquer la formation de réseaux sociaux ; il faut également prendre en compte d'autres formes de proximité – cognitive, sociale, institutionnelle, structurelle – qui accroissent la densité du réseau (Boschma, 2005). Ces informations peuvent être utiles pour évaluer dans quelle mesure de nouvelles interactions peuvent se produire entre les acteurs au fil du temps.

La distance entre les acteurs d'un conflit révèle l'étendue du rayon d'action des organisations : local, national ou international. Les travaux existants tendent à indiquer que la plupart des organisations violentes continuent de s'appuyer sur des liens de proximité pour nouer des alliances ou perpétrer des attaques, malgré la disponibilité des nouvelles technologies de l'information. Au sein du réseau terroriste islamiste étudié par Medina et Hepner (2011), par exemple, la densité des liens entre les membres du réseau se réduit rapidement à mesure qu'augmente la distance géographique. Cette observation suggère que la distance réduit considérablement la connectivité et que la plupart des interactions reposent sur la communication physique et l'existence de liens étroits. À ce titre, les organisations violentes ont tendance à imiter d'autres groupes sociaux, pour lesquels les nouvelles technologies servent essentiellement à échanger des informations codifiées (Klausen, 2015).

Le fait que les organisations violentes forment souvent des groupes très soudés ne signifie toutefois pas que leurs cibles soient nécessairement locales. Les organisations terroristes en particulier doivent déterminer si elles souhaitent diriger leurs attaques contre des États proches, qu'elles perçoivent comme corrompus et « non islamiques », ou contre les pays occidentaux, qui apportent un soutien militaire ou politique aux régimes locaux, comme la France et les États-Unis (Encadré 2.2). La lutte contre l'« ennemi proche » est souvent en contradiction avec les objectifs de portée plus globale, ce qui crée des tensions internes et conduit à des scissions et à des défections (Ouellet et al., 2014). Dans les années 90, Al-Qaïda était divisée entre les mondialistes (Osama Ben Laden ou Ayman al-Zawahiri, par exemple), pour lesquels les États-Unis et leurs alliés représentaient l'obstacle principal à l'établissement d'un mouvement islamiste mondial, et les partisans d'une action locale désireux de renverser les régimes qui maintenaient les sociétés musulmanes dans un régime laïque (Sageman, 2004). Ces tensions n'ont jamais vraiment disparu et Al-Qaïda a adopté une structure constituée

Encadré 2.2

Cibler l'ennemi proche ou l'ennemi lointain ?

Lorsqu'en 1992, la guerre civile a débuté en Algérie, les groupes islamistes ont dirigé leurs attaques contre les forces de sécurité de l'État. Lorsque les violences se sont intensifiées au cours des années 90, la définition de l'ennemi s'est élargi (Le Sueur, 2010). La stratégie de violence incontrôlée dirigée contre les populations civiles musulmanes adoptée par le Groupe islamique armé (GIA) a conduit, en 1998, à la création du GSPC, dirigé par Hassan Hattab.

Le GSPC était divisé entre plusieurs factions aux opinions divergentes quant à l'usage de la violence aveugle, au meurtre de civils et à l'expansion internationale. Alors que Hassan Hattab souhaitait diriger les attaques contre les représentants de l'État et mettre sur pied un programme d'action nationale, d'autres dirigeants souhaitaient étendre la lutte à l'ennemi lointain, en particulier la France, comme le recommandait Al-Qaïda. Hassan Hattab a par la suite été remplacé par Nabil Sahrawi (en 2003) et a rejoint le programme de réconciliation nationale lancé par le président Bouteflika en 2005. Al-Qaïda a joué un rôle important dans la réorientation de l'ambition nationaliste des groupes islamistes locaux en Afrique, y compris le GSPC, qui a changé de nom en 2007, sous la direction d'Abdelmalek Droukdel.

En Afghanistan, la guerre de 1979-89 opposait initialement les moudjahidines à leur « ennemi proche », représenté par l'armée soviétique et le régime soutenu par l'Union soviétique. Le but premier des Talibans, apparus dans les années 90, visait également à se battre au sein de leur pays pour reprendre le pouvoir aux chefs de guerre moudjahidines. La guerre a été réorientée contre l'« ennemi lointain », incarné par les États-Unis, lorsque l'Afghanistan, sous contrôle taliban, est devenu un refuge pour Al-Qaïda, au milieu des années 90.

d'un commandement central et de nombreuses franchises locales ou régionales, à l'instar d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI).

En Afrique du Nord et de l'Ouest, les groupes qui s'attachaient à lutter contre les régimes locaux, à l'instar du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), d'AQMI (Algérie) et de Boko Haram (Nigéria), ont récemment adopté une approche plus globale prônée par Al-Qaïda et l'État islamique. Toutefois, la grande majorité de leurs attaques continue de viser leur pays cible historique. Depuis que Boko Haram a embrassé la violence, en 2009, plus de 70 % de ses attaques et 80 % de ses victimes sont enregistrées au Nigéria (Matfess, 2019).

Le choix de cibler un ennemi proche ou lointain n'explique qu'en partie pourquoi certaines organisations extrémistes s'internationalisent. Les organisations qui luttent contre un ennemi lointain n'ont pas nécessairement à perpétrer des attaques loin de leur pays d'origine. Elles peuvent choisir de cibler des personnes ou des intérêts au niveau local, en prenant des otages ou en attaquant des bars, des restaurants et des hôtels fréquentés par des étrangers. Les groupes extrémistes peuvent également internationaliser leur action sans avoir à redéfinir leur ennemi, en particulier lorsqu'ils sont mis à rude épreuve par les organes gouvernementaux. L'expansion croissante d'AQMI vers le Sahara et le Sahel entre 2000 et 2010, par exemple, s'explique par les opérations antiterroristes menées contre le groupe par l'État algérien, ainsi que par l'absence d'adhésion populaire aux attaques violentes perpétrées en Algérie (Werenfels, 2015).

Même si les groupes armés dirigent leur propagande contre un ennemi lointain, leur champ d'action directe peut être beaucoup plus limité d'un point de vue géographique. Il est donc essentiel de distinguer entre le champ d'action militaire d'une organisation violente et son discours, comme le montre le Tableau 2.2, Ce tableau montre que les effets des attaques perpétrées contre les ennemis proches ou lointains des organisations terroristes peuvent se ressentir au niveau local ou international. En

Tableau 2.2
Attaques et effets sur l'ennemi

	Attaques ciblant un ennemi proche	**Attaques ciblant un ennemi lointain**
Effets locaux escomptés	Attaques contre des cibles locales pour induire un changement au niveau de la politique locale. Exemple : attaques d'églises et d'installations publiques dans le nord du Burkina Faso par Ansaroul Islam en 2019.	Attaques contre des cibles étrangères pour induire un changement au niveau de la politique locale. Exemple : enlèvement de 32 touristes européens dans le sud de l'Algérie par le GSPC en 2003.
Effets escomptés sur des pays lointains	Attaques perpétrées contre des cibles locales pour induire un changement au niveau de la politique internationale. Exemple : attaque de l'hôtel Radisson Blu à Bamako par AQMI et Al-Mourabitoun en 2015.	Attaques perpétrées contre des cibles étrangères pour induire un changement au niveau de la politique internationale. Exemple : attaque du 11 Septembre aux États-Unis par Al-Qaïda en 2001.

Source : Adapté de Medina et Hepner, 2013.

Afrique du Nord et de l'Ouest, la grande majorité des organisations violentes dirigent leurs attaques contre des ennemis proches et cherchent à avoir des retombées au niveau local. C'est le cas par exemple des militants islamistes d'Ansaroul Islam, qui tuent des représentants de l'État et les populations chrétiennes au Sahel (cellule en haut à gauche du tableau). Ce type d'organisation violente ne suit pas de programme d'action international, et n'a pas la capacité de mener des opérations militaires loin de sa terre natale. Les attaques perpétrées contre des ennemis proches peuvent également viser à transformer la politique étrangère ou internationale (cellule en bas à gauche du tableau). C'est le cas des groupes terroristes qui ciblent des structures appartenant à des Occidentaux ou sont gérées par eux, comme l'illustre l'attaque par AQMI et Al-Mourabitoun de l'hôtel Radisson Blu à Bamako, en 2015.

Les combattants peuvent également cibler un ennemi lointain pour induire des changements au niveau de la politique locale (colonne en haut à droite, Tableau 2.2). Au début des années 2000, par exemple, le GSPC a enlevé une trentaine de touristes européens au Sahara afin de dégager des ressources au profit d'un mouvement qui luttait essentiellement contre le gouvernement algérien. Cette stratégie s'est révélée aussi lucrative qu'efficace : en moins d'une décennie, le nord du Mali, l'ouest du Niger et l'est de la Mauritanie se sont pour ainsi dire vidés de leurs populations européennes, tandis que le tourisme au Sahel et au Sahara s'est presque tari. Enfin, les attaques perpétrées contre un ennemi lointain dans le but d'avoir des retombées internationales (colonne en bas à droite) visent à frapper les pays occidentaux en leur cœur, tout en touchant un public le plus large possible dans le monde. L'exemple le plus emblématique est celui des attentats du 11 Septembre 2001 aux États-Unis. Pour spectaculaire qu'il soit, ce type d'attaque est rare.

Identité

Dans un conflit, chaque acteur noue et entretient des liens affectifs, un sentiment d'identité et un attachement à l'égard de son lieu de naissance ou de résidence. Les conflits contemporains en Afrique portent sur des problématiques liées à l'identité de groupe. Mary Kaldor (2012) et d'autres spécialistes ont forgé l'expression « politique identitaire » pour décrire les mouvements qui se mobilisent autour de l'identité ethnique, raciale ou religieuse aux fins de revendiquer le pouvoir. L'effondrement des États autoritaires après la Guerre froide, la perte de légitimité des États postcoloniaux et la désillusion face aux régimes laïques nationalistes postcoloniaux sont autant de facteurs qui ont favorisé l'essor de politiques identitaires. Il s'agit d'un motif puissant de conflit pour les groupes rebelles qui revendiquent une meilleure répartition des ressources nationales, une plus grande autonomie ou l'indépendance.

La mobilisation de l'identité de groupe à des fins politiques peut être appréhendée d'un point de vue géographique, étant donné que l'identité des groupes rebelles s'inscrit dans des contextes qui ont toujours une dimension spatiale. Par conséquent, l'espace associé au contexte dans lequel vit un groupe a des conséquences sur la politique identitaire. Même s'ils ne sont pas bien définis d'un point de vue géographique ou historique, ces espaces présentent une grande valeur au plan politique. Les groupes peuvent revendiquer le fait qu'ils sont la représentation politique de ces espaces et des populations qui y vivent, et donc en tirer un sentiment de légitimité pour user de la violence.

Les divers mouvements rebelles touareg au Mali font ainsi expressément référence à l'Azawad, un terme touareg dérivé d'Azawagh, qui désignait à l'origine une région vaste et aride couvrant le nord-ouest du Niger, le nord-est du Mali et le sud de l'Algérie. L'Azawad est aujourd'hui employé pour désigner la partie septentrionale du Mali (les régions de Gao, Menaka, Tombouctou, Taoudeni, Kidal et une partie de la région de Mopti), où vivent principalement des Songhaï, des Peul, des Touareg et des populations arabes. Le fait que le territoire formé par l'Azawad aurait été négligé par l'État malien était l'une des principales raisons avancées par les rebelles touareg pour justifier le dernier conflit (Zounmenou, 2013).

L'espace géographique est également un élément important pour la formation et la reproduction de l'identité de groupe. Charles Tilly (2015) et d'autres ont posé le postulat selon lequel les relations interpersonnelles constituent les éléments fondamentaux de processus sociaux plus vastes qui se combinent et s'assemblent pour former des liens sociaux durables. Ces liens forgent les identités du groupe ; les sentiments d'appartenance à des communautés sont nourris par l'appartenance effective à des communautés de solidarité, que l'ordre du groupe met à profit et s'approprie (de Federico de la Rúa, 2007). L'espace a des implications manifestes pour les réseaux interpersonnels et la proximité est considérée comme jouant un rôle essentiel dans le développement de ces réseaux (Bloom, 1990).

Frontières

Les conflits contemporains transcendent souvent les frontières nationales (Salehyan, 2009). C'est particulièrement le cas en Afrique, où les conflits transnationaux impliquant des acteurs non étatiques sont devenus beaucoup plus fréquents que les guerres entre États depuis la fin de la Guerre froide (Gow et al., 2013). Cette évolution a tendance à brouiller la distinction entre affaires nationales et internationales.

Les frontières africaines sont devenues synonymes de troubles politiques pour plusieurs raisons qui concernent à la fois l'État et les acteurs non étatiques (Walther et Miles, 2018). Dans certains cas, les forces armées traversent les frontières pour pénétrer dans des États voisins afin d'exercer leur droit de poursuite, d'éliminer les bases rebelles et de rétablir l'ordre (Reno, 2011). En 2010 par exemple, la Mauritanie a mené une série d'expéditions contre AQMI au nord du Mali pour réduire leur capacité de mener des attaques et de prendre des otages (Harmon, 2014). Les forces gouvernementales viennent également en aide aux pays voisins alliés menacés par des rébellions. Ainsi, les troupes guinéennes ont occupé la ville de Yenga, en 2011, afin d'aider l'armée de la Sierra Leone à se battre contre le Front révolutionnaire uni (FRU), un mouvement rebelle fondé par des Sierraléonais au Libéria.

Les conflits se propagent également par-delà les frontières lorsque les forces gouvernementales et leurs milices cherchent à déstabiliser des régimes voisins ou interviennent dans des camps de réfugiés supposés abriter des rebelles. Dans la région des Grands lacs, le Front patriotique rwandais (FPR) a envahi le Rwanda et mis fin au génocide perpétré contre les Tutsi et les Hutu modérés en 1994. En 1996, le Rwanda et ses alliés ont envahi le Zaïre dans l'intention de remplacer le président Mobutu Sese Seko, qui soutenait les extrémistes hutu dans l'est du pays. Cette invasion a déclenché la première guerre du Congo. La deuxième guerre du Congo a éclaté en 1998, lorsque des rebelles soutenus par le Rwanda et l'Ouganda ont envahi la nouvellement renommée République démocratique du Congo (RDC) afin de mettre fin aux incursions des Hutu par-delà les frontières occidentales des

deux premiers pays et de créer une zone tampon pour protéger les Tutsi du Kivu (Prunier, 2009).

Les conflits qui touchent le continent africain traversent également les frontières lorsque les États lancent des opérations militaires coordonnées afin de contrer des menaces qui ne peuvent pas être éliminées à l'échelle nationale. Les initiatives militaires conjointes permettent aux forces armées, souvent réduites et sous-équipées, de mettre en commun leur personnel et leur matériel et de partager des renseignements sur la configuration spatiale des organisations violentes. Ainsi, le Mali et la Mauritanie ont mené une série d'opérations antiterroristes collectives contre les bases militaires d'AQMI situées dans la forêt de Ouagadou, au nord-ouest du Mali, en 2011. Plus récemment, le Cameroun, le Niger, le Nigéria et le Tchad ont inscrit les opérations antiterroristes au mandat de leur Force multinationale mixte (MNJTF) afin de faire face à la menace posée par Boko Haram dans la région du lac Tchad. En 2015, le Niger et le Tchad ont lancé une offensive conjointe par-delà la frontière et ont repoussé Boko Haram dans les zones rurales (Campbell et Page, 2018). Des attaques aériennes coordonnées menées par les forces tchadiennes et nigérianes ont également aidé les quatre pays à reconquérir des territoires perdus dans le Borno cette année-là (Kendhammer et McCain, 2018). Toutefois, la coordination est très insuffisante en raison de rivalités entre le Nigéria et ses voisins et de la faiblesse militaire du Nigéria face à un ennemi extrêmement motivé (Thurston, 2018).

Enfin, les conflits se régionalisent quand des groupes armés déplacent leurs efforts dans d'autres pays sous la pression des opérations anti-insurrectionnelles. Le cas récent d'AQMI en est un bon exemple. Connu jusqu'en 2007 sous le nom de GSPC, un groupe dissident du GIA, AQMI a été expulsé par les forces algériennes de son fief en Kabylie et repoussé vers le Sahel et le Sahara au milieu des années 2000. Dans le nord du Mali, l'organisation a été tolérée pendant de nombreuses années par le gouvernement malien et s'est constitué un réseau d'alliances avec des tribus touareg et arabes qui lui a permis de mener de nombreuses opérations dans la région jusqu'au début des années 2010 (Carte 2.1) (Walther et Christopoulos, 2015). Après l'intervention française de 2013, certains membres d'AQMI se sont réfugiés en Libye, où le chaos qui régnait après l'effondrement du régime du colonel Kadhafi représentait un terrain fertile pour les organisations jihadistes.

Boko Haram a connu une évolution semblable au cours des dernières années. Si le groupe concentrait ses attaques dans le nord-est du Nigéria jusqu'en 2014, la pression croissante exercée par les forces gouvernementales l'a amené à perpétrer de plus en plus d'attaques dans les pays voisins du Cameroun, du Niger et du Tchad. En Afrique centrale, la LRA a suivi la même tendance. Historiquement basé dans le nord de l'Ouganda, le groupe a commencé à étendre son cercle d'action à la RDC et à la République centrafricaine au milieu des années 2000, à la suite d'une série d'offensives militaires conjointes menées sans succès par les pays voisins (Allen et Vlassenroot, 2010).

La porosité de nombreuses frontières en Afrique facilite les déplacements de combattants, d'otages et d'armes, et étend la portée géographique de ces conflits. Dans la région, les organisations violentes utilisent les régions frontalières comme des bases à partir desquelles ils lancent leurs opérations militaires, recherchent de nouvelles recrues et établissent de nouvelles positions. L'offensive menée par des groupes jihadistes et le MNLA contre l'armée malienne en 2012, par exemple, a pu s'appuyer sur des combattants touareg ayant fui la Libye avec des armes légères, des munitions et des engins explosifs provenant du stock pléthorique de Kadhafi. Lors des rébellions qui ont ravagé la partie occidentale du golfe de Guinée au cours des années 90, les groupes rebelles se sont également largement servis des zones frontalières.

Le caractère transnational des conflits africains a été analysé comme étant soit une conséquence de la défaillance de l'État, soit une stratégie de survie. Selon la première approche, les États qui ont perdu le monopole de l'usage légitime de la violence ont tendance à attirer des organisations violentes chassées d'autres pays ou en quête d'un refuge plus sûr. L'idée que la défaillance des États permet à des organisations violentes de prendre pied dans des régions de non-droit et d'y créer des sanctuaires a

suscité une adhésion accrue après les attentats du 11 Septembre 2001 et demeure largement populaire (Gray et LaTour, 2010). En étroite corrélation avec cette vision, la seconde thèse fait valoir que les organisations violentes qui subissent des défaites dans leur pays d'origine n'ont d'autre choix que de se réinstaller au-delà des frontières (D'Amato, 2018).

Ces deux thèses partent du principe que l'essor des organisations violentes découle de la défaillance de l'État ou de sa politique : les États sont soit trop faibles pour contrôler leur territoire, soit trop forts pour tolérer la présence d'organisations terroristes sur leur territoire. Des études plus récentes tendent à indiquer que ces approches sont complémentaires. Au Pakistan, par exemple, les groupes terroristes se développent lorsque l'État n'a ni la volonté ni la capacité de les contrer (Arsenault et Bacon, 2015). En Afrique du Nord et de l'Ouest également, la Mauritanie et le Tchad sont très engagés dans la lutte contre des groupes transnationaux et ont subi moins d'attaques que le Mali ou le Niger (Walther et al., 2018).

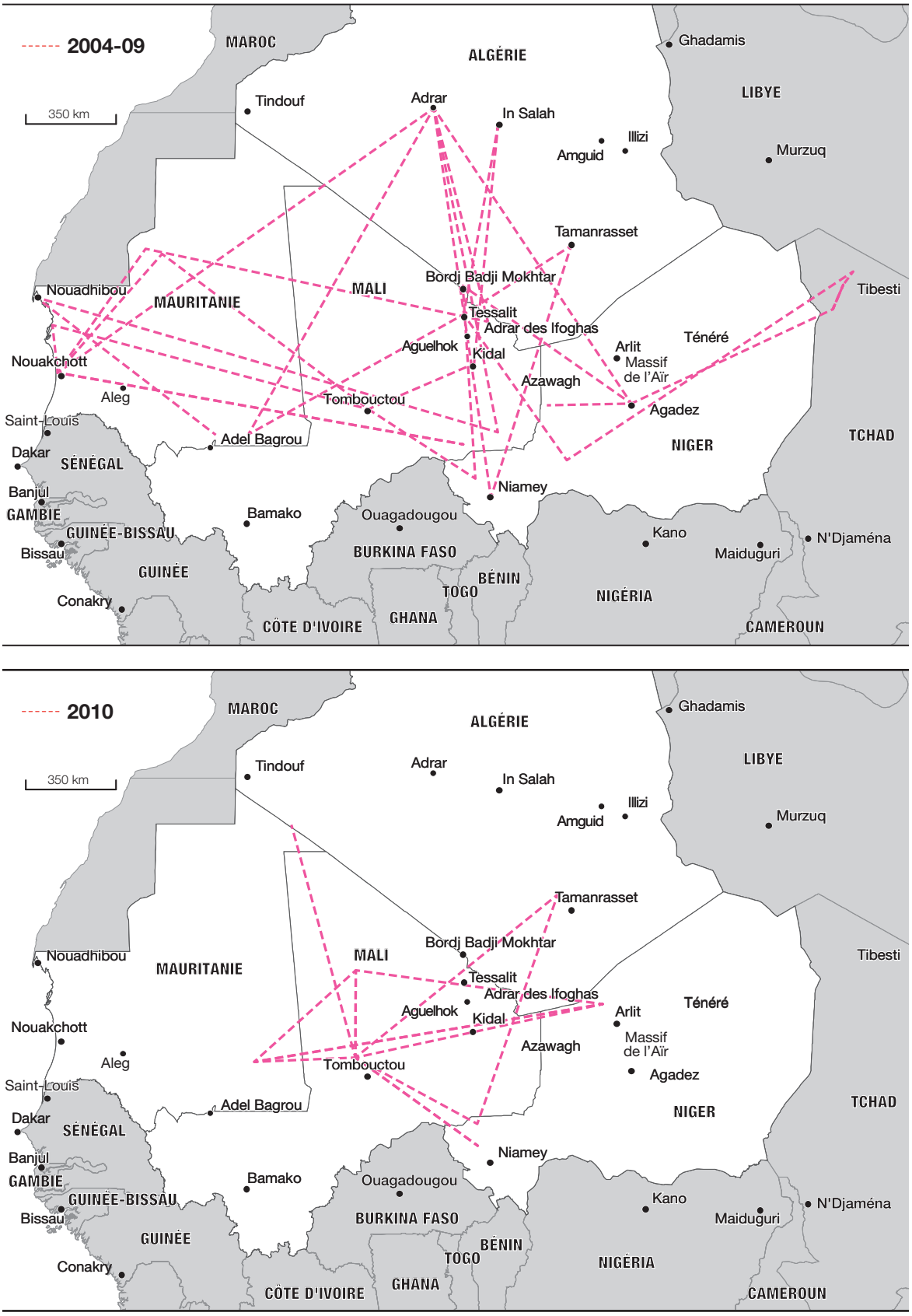
Le monde compte maintes régions frontalières qui servent de sanctuaire à des organisations violentes. Sur les 68 groupes terroristes placés sur la liste du Département d'État américain en juin 2019, 38 utilisaient une zone refuge près d'une frontière pour lancer leurs opérations militaires (Carte 2.2). Près de 40 % de ces groupes opèrent entre l'Afghanistan, le Pakistan et l'Inde, une région qui inclut le Cachemire administré par le Pakistan, les zones tribales sous administration fédérale pakistanaise (FATA, pour Federally Administered Tribal Areas), le nord du Waziristan pakistanais, le Balouchistan et le Cachemire administré par l'Inde. Cette région frontalière sert de refuge à des organisations violentes soutenues par le Pakistan depuis au moins la guerre d'Afghanistan de 1979 à 89 contre les Soviétiques. La frontière entre le Liban et la Libye, les régions limitrophes entre la Syrie et l'Iraq, le Liban du Sud et le Kurdistan abritent dix organisations terroristes étrangères. Au milieu des années 2010, par exemple, les forces d'opposition syriennes ont trouvé refuge dans les zones à majorité sunnite, tandis que le Hezbollah lançait ses attaques ou pénétrait en Syrie depuis des zones à majorité chiite. Au Sahel, sept organisations terroristes étrangères opèrent dans des régions frontalières, du centre du Mali, à l'ouest, au bassin du lac Tchad, à l'est.

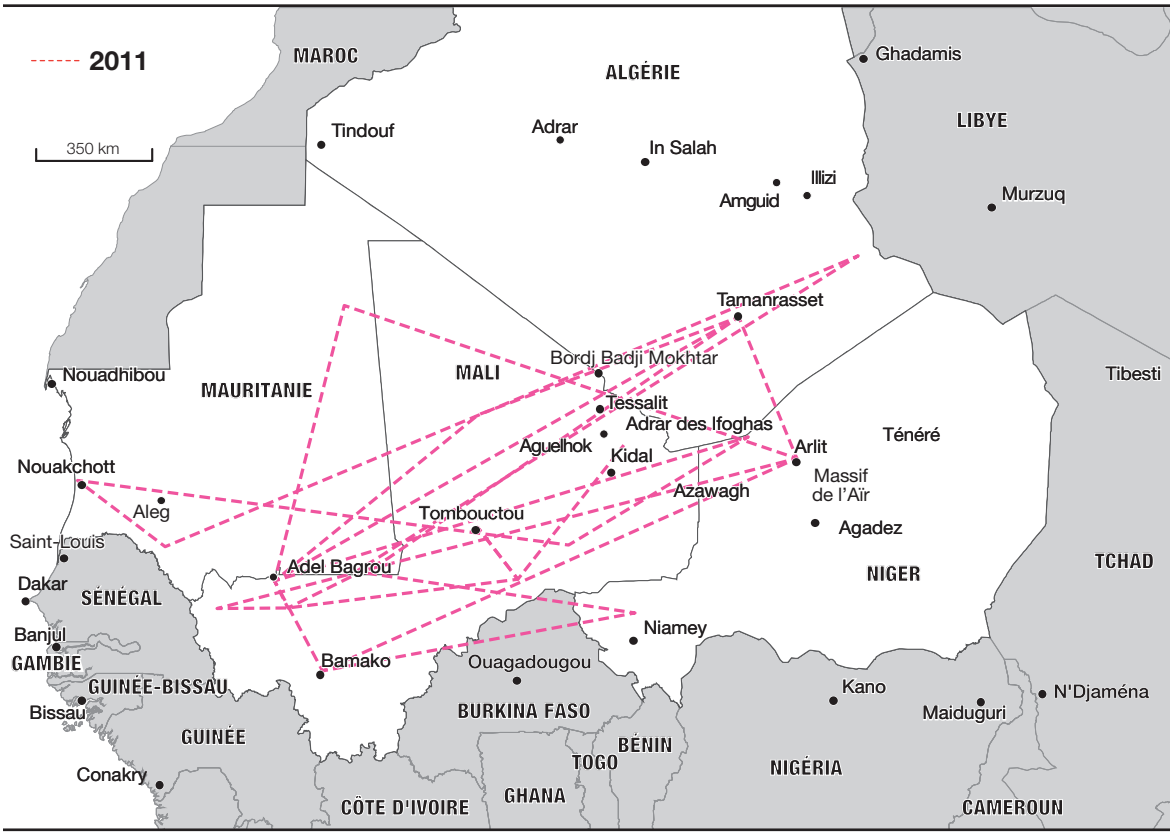
La thèse axée sur la défaillance de l'État, sur laquelle se fonde la notion de sanctuaire, fait l'objet de critiques croissantes depuis la fin des années 2010, pour plusieurs raisons. En premier lieu, la présence d'organisations violentes ne saurait être imputée à la seule faiblesse des États. Comme le montre clairement l'exemple des FATA, au Pakistan, les organisations terroristes peuvent non seulement fleurir au sein d'États forts, mais aussi être activement soutenues par ces derniers (Newman, 2007). Ensuite, il n'existe pas de « vide du pouvoir » qui permettrait à des organisations violentes de prospérer sans se heurter à d'autres formes de gouvernance (Campana et Ducol, 2011). Même dans des régions comme le nord du Mali ou du Nigéria, où l'État central est incapable de remplir ses fonctions, d'autres formes de pouvoir fondées sur le droit coutumier ou le droit civil peuvent présenter une forte capacité de résistance.

Englebert (2009) fait valoir à cet égard que l'objectif des mouvements rebelles africains n'est pas de nature à remettre en question l'intégrité de l'État, aussi faible soit-il, mais à le préserver afin d'en récolter une partie des fruits. Cette approche explique pourquoi les groupes rebelles africains cherchent rarement à remplacer l'État et ses institutions dans la fourniture des services publics. Au contraire, leur lutte est motivée par la quête des privilèges qu'apporte la souveraineté, celle-ci pouvant ensuite être mise à profit pour contrôler et extraire des ressources auprès de leurs propres populations. Dans la même veine, Dowd et Raleigh (2013) affirment que la compréhension des déterminants locaux des conflits permet de remettre en question les discours sur les zones « non gouvernées », ainsi que la manière dont les élites politiques exploitent ces discours pour détourner l'attention de leur mauvaise gouvernance. Dans les pays où l'identité ethnique détermine la répartition des ressources nationales, les groupes dissidents exclus du pouvoir n'ont guère d'autre choix que de s'étiqueter « islamistes ».

Carte 2.1

Événements violents liés aux organisations affiliées à Al-Qaïda, 2004-11





Notes : Chaque point indique le lieu d'une attaque. Les lignes en pointillés relient chronologiquement les actes de violence commis par des groupes affiliés à Al-Qaïda. Elles n'indiquent pas des mouvements réels, mais une succession d'événements historiques survenus dans la région.

Source : Walther et al., 2018.

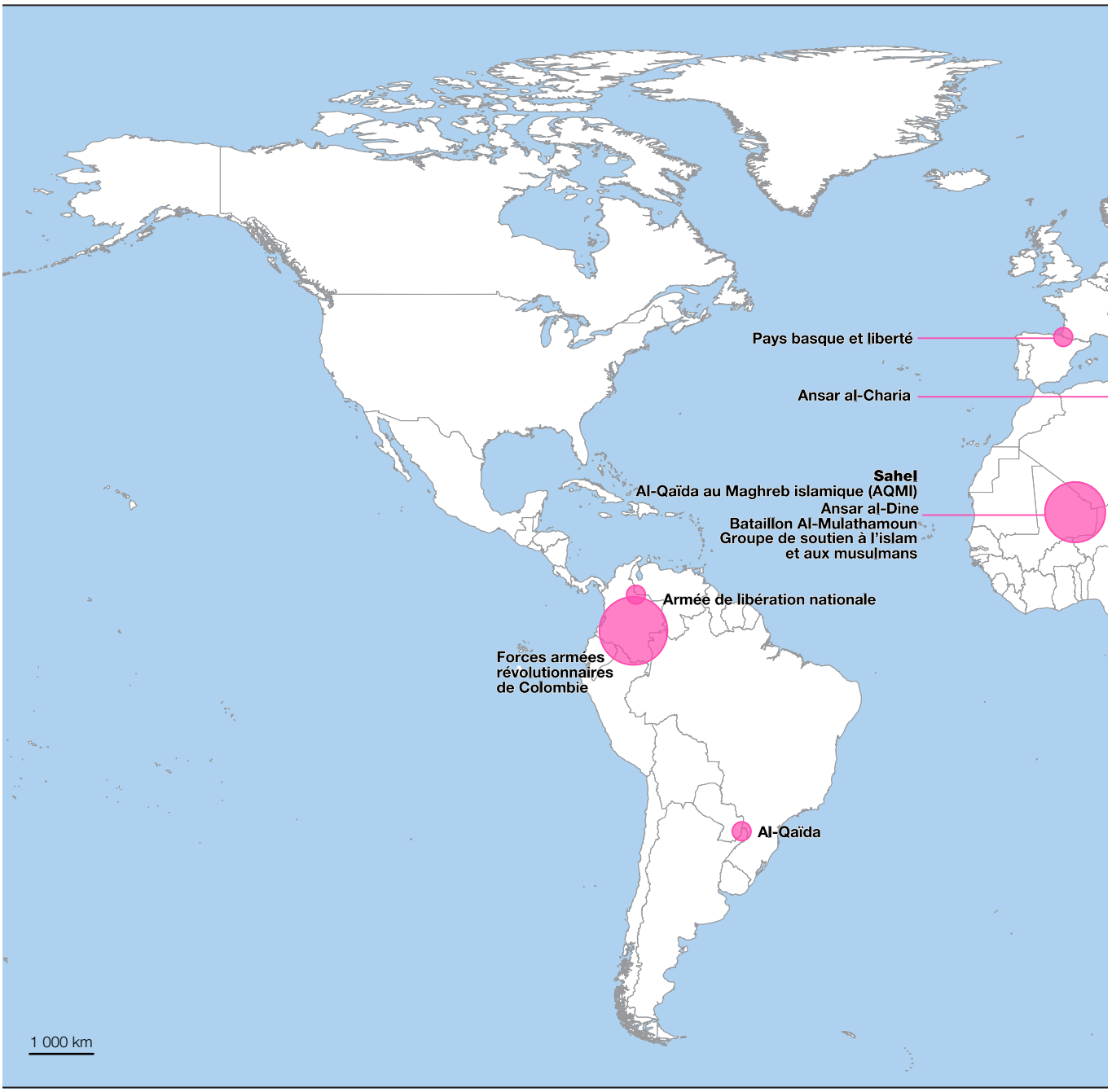
L'expansion géographique d'AQMI et d'autres groupes ne devrait pas faire oublier que le terrorisme transnational est une activité onéreuse, risquée et incertaine, même lorsque les frontières sont poreuses (Skillicorn et al., 2018). Les organisations qui ont un rayon d'action régional doivent supporter des coûts matériels destinés à cordonner des actions à longue distance, des coûts sociaux liés à la nécessité de nouer des liens avec d'autres insurgés et avec les populations locales, et des coûts stratégiques, en raison des mesures prises par l'État pour faire face aux menaces extérieures (D'Amato, 2018). Au Sahel, il a fallu de nombreuses années à AQMI pour apprendre à opérer sur de longues distances, traverser de nombreuses frontières et rallier les populations locales (Walther et al., 2018). La trajectoire de Boko Haram est similaire : le mouvement jihadiste a d'abord étendu son rayon d'action au sein du Nigéria avant d'établir des bases militaires dans les pays voisins (Dowd, 2018). Dans le cadre de l'expansion de ses activités dans le bassin du lac Tchad, Boko Haram a également noué des alliances avec des éleveurs peul locaux, dont le bétail sert à la contrebande transnationale et, par la suite, avec des pêcheurs buduma, qui contrôlent le lac (Seignobos, 2018).

Territoire

Le territoire désigne un espace politique et institutionnel délimité, lié aux systèmes de gouvernance mis en place pour réglementer et contrôler les personnes et leurs activités au sein d'une région géographique définie (Antonsich, 2009). La question de savoir si les groupes terroristes ont tendance à reproduire des modes d'action étatiques ou au contraire à ignorer ou éviter le contrôle du territoire, est un sujet de débat essentiel (Elden, 2009 ; Medina et Hepner, 2013). Elle

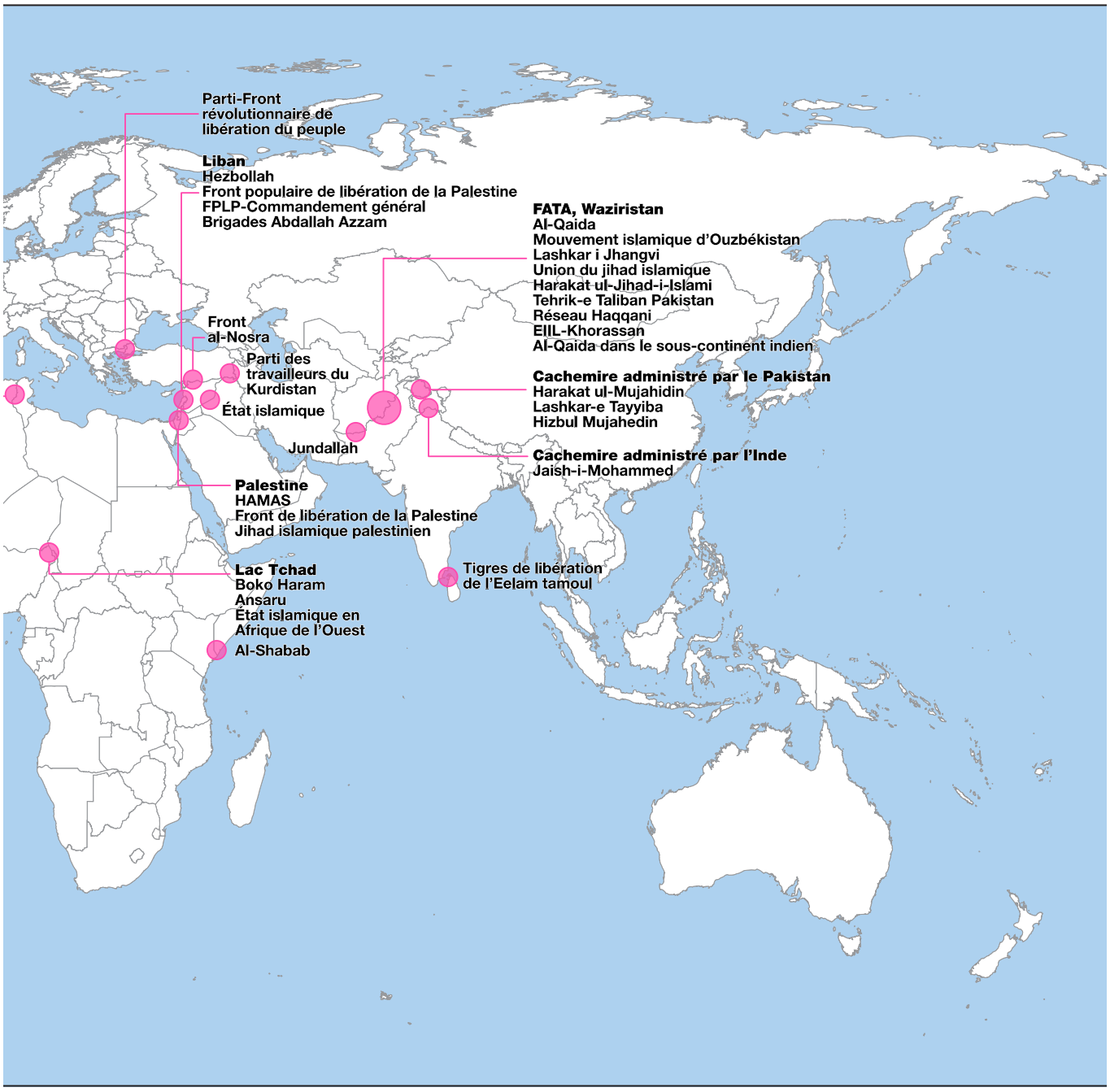
Carte 2.2

Organisations terroristes étrangères opérant dans des sanctuaires frontaliers



Notes : Les cercles roses indiquent l'emplacement de régions frontalières et non la zone d'opération de chaque organisation. Seules les organisations terroristes étrangères figurant sur la liste des États-Unis en juin 2019 sont prises en compte. Les organisations mondiales telles qu'Al-Qaïda sont représentées uniquement au niveau des principaux sanctuaires frontaliers et non à l'échelle mondiale.

Sources : Département d'État américain 2019, Arsenault et Bacon 2015. Sanctuaires frontaliers recensés par Walther et Leuprecht 2015, et par les auteurs.


Parti-Front
révolutionnaire de
libération du peuple
Liban
Hezbollah
Front populaire de libération de la Palestine
FPLP-Commandement général
Brigades Abdallah Azzam
FATA, Waziristan
Al-Qaida
Mouvement islamique d'Ouzbékistan
Lashkar i Jhangvi
Union du jihad islamique
Harakat ul-Jihad-i-Islami
Tehrik-e Taliban Pakistan
Réseau Haqqani
EIIL-Khorassan
Al-Qaida dans le sous-continent indien
Front
al-Nosra
Parti des
travailleurs du
Kurdistan
État islamique
Cachemire administré par le Pakistan
Harakat ul-Mujahidin
Lashkar-e Tayyiba
Hizbul Mujahedin
Jundallah
Cachemire administré par l'Inde
Jaish-i-Mohammed
Palestine
HAMAS
Front de libération de la Palestine
Jihad islamique palestinien
Lac Tchad
Boko Haram
Ansaru
État islamique en
Afrique de l'Ouest
Tigres de libération
de l'Eelam tamoul
Al-Shabab

met en lumière les dimensions stratégiques du territoire, en particulier la composante liée au contrôle de l'espace. Hoffman (2017), par exemple, a observé que si les groupes terroristes ne tentent généralement pas d'occuper un territoire, nombreuses sont les organisations terroristes qui s'efforcent d'exercer un contrôle sur un territoire et sa population. Dans le même sens, Asal et Rethemeyer (2008) affirment que la possession d'un territoire joue un rôle important pour les organisations terroristes, ne serait-ce que parce que le contrôle territorial est utile pour accroître les capacités opérationnelles et les ressources du groupe. Kydd et Walter (2006) font leur cette conception de la notion de territoire lorsqu'ils recommandent aux États de tout mettre en œuvre pour empêcher que des groupes ne contrôlent un territoire.

Ces interprétations illustrent une conception du territoire en tant que ressource susceptible d'être exploitée par les groupes pour atteindre leurs objectifs. Toutefois, pour d'autres, ce n'est pas le seul lien entre territoire et terrorisme (Castan Pinos et Radil, 2020). Le territoire étant inextricablement lié au développement de l'identité politique, il suscite un attachement particulier de la part des groupes, jusqu'à la volonté de commettre des actes de violence extrême pour le défendre (Pape, 2006). La défense du territoire ou, très souvent, la modification du statu quo territorial, peut donc devenir une ambition ou un but essentiel d'un groupe terroriste. L'aspiration nationaliste ou séparatiste a été le principal moteur de l'action de nombreux groupes, corses, basques et irlandais notamment. En l'espèce, le contrôle du territoire représente davantage une aspiration – le regain d'un contrôle de ce qui est perçu comme la patrie – qu'un intérêt stratégique.

Le territoire revêt donc une importance pour le terrorisme pour au moins deux raisons, l'une stratégique, l'autre plus idéologique – ce qui a pu être décrit comme la différence entre le « contrôle effectif » et les « prétentions de souveraineté » sur un territoire donné (Castan Pinos et Radil, 2020). La mise en contraste de ces différences peut mettre en évidence une forte variabilité quant aux raisons pour lesquelles, et la mesure dans laquelle, le territoire revêt une importance pour ces groupes. À titre d'illustration, la géographie de nombreux groupes est souvent représentée comme limitée à une série de « sanctuaires » ou de « bases terroristes » (Walther et Retaillé, 2015). La réalité est toutefois plus complexe. Si certaines organisations ont circonscrit un territoire donné au sein duquel elles jouissent du soutien de la majeure partie de la population (les Talibans en Afghanistan, le Hezbollah au Liban, l'Armée républicaine irlandaise en Irlande du Nord), d'autres n'exercent de contrôle exclusif sur aucun territoire et peuvent difficilement être associées à une région particulière (AQMI). Par ailleurs, la structure d'un groupe peut modifier son comportement territorial. L'impossibilité de stationner des garnisons dans une région aussi peu peuplée que le Sahara rend futile toute tentative de contrôle du territoire. Les organisations violentes présentes dans la région s'efforcent par conséquent de contrôler la circulation des personnes et des biens (souvent illicites) en restreignant l'accès aux villes, aux marchés, aux points d'eau et aux routes (Bøås, 2015).

Échelle

L'échelle géographique est une notion contestée, mais qui désigne, dans son acception la plus conventionnelle, l'étendue ou la portée géographique des processus sociaux, du pouvoir ou des juridictions. Ces processus peuvent concerner des distances réduites (désignées généralement par le terme « local ») ou vastes (« global » ou « mondial »), ou une échelle entre les deux, ou encore, de multiples échelles à la fois. Les échelles et les processus qui y sont associés conduisent souvent à la définition territoriale de zones dont le périmètre varie – État, province, comté, commune ou quartier. À cette interprétation est liée la notion de limites/frontières, qui sont associées à ces espaces ainsi délimités, ainsi que l'éventualité que ces caractéristiques influent sur les interactions sociales.

La violence politique est rarement limitée à une échelle en particulier. Au contraire, elle se nourrit des différends locaux et des revendications nationales, s'exprime par le biais de canaux internationaux et mobilise des ressources mondiales. Un groupe comme Boko Haram, par exemple, exploite les ressources

halieutiques, pastorales et agricoles présentes dans le bassin du lac Tchad, dirige la plupart de ses attaques contre son pays d'origine et a établi des bases dans la région du lac Tchad. Son discours transcende également les échelles : il exploite le discours historique de l'empire du Kanem-Bornou, qui régna sur le bassin du lac Tchad et sur son extension saharienne pendant un millier d'années, pour asseoir ses revendications politiques sur une prétendue continuité historique qu'aurait interrompue la conquête coloniale (Barkindo, 2016). En inscrivant ses racines dans l'histoire locale, le groupe peut justifier sa stratégie de renouvellement politique et son rejet des structures institutionnelles liées à la colonisation, y compris la République fédérale du Nigéria. Parallèlement, Boko Haram exploite la vision panislamiste d'un monde musulman uni dont les frontières transcendent les frontières nationales pour inclure l'ensemble des croyants. De même, AQMI est une organisation « glocale » qui est à la fois profondément ancrée dans son contexte local, en Algérie, et en mesure de générer des ressources mondiales à travers l'enlèvement d'otages européens (Marret, 2008 ; Werenfels, 2015).

Des études récentes montrent que ce sont davantage les problématiques internes que les discours relatifs à un terrorisme islamique mondial qui fournissent le terreau de l'extrémisme violent dans la région (Steinberg et Weber, 2015). Plutôt que d'opposer le local et le mondial, il conviendrait de parler de continuum. Dowd et Raleigh expliquent que des groupes comme Ansar al-Dine et d'autres se positionnent dans un discours islamiste mondial susceptible de leur apporter des ressources (2013 : 6). Parallèlement, ces groupes s'efforcent d'éviter toute assimilation avec les groupes ouvertement affiliés à Al-Qaïda, qui ont statut de parias, afin de favoriser un engagement national potentiel. L'enracinement local favorise l'accès à de nouvelles recrues et à des renseignements, permet à des groupes rebelles faibles d'éviter les conflits avec les forces de sécurité et contribue à accroître leur légitimité. Les liens à l'échelle mondiale permettent de s'assurer une reconnaissance internationale, de partager les ressources logistiques et de tenir un discours qui transcende les divisions locales, tribales et ethniques.

L'allégeance à des mouvements jihadistes internationaux est l'un des moyens par lesquels les mouvements locaux s'efforcent de construire un discours de portée mondiale et de s'attirer une reconnaissance internationale.

En 2007, le GSPC a prêté allégeance à Al-Qaïda et a pris le nom d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) sous la direction d'Abdelmalek Droukdel. En 2015, Al-Mourabitoun a prêté allégeance à l'État islamique et a été rebaptisé État islamique au Grand Sahara sous la direction d'Adnan Abu Walid al-Sahrawi (Warner, 2017).

Boko Haram a reçu un soutien financier et un entraînement par AQMI en 2010 (Thurston, 2018). En mars 2015, une faction de Boko Haram emmenée par Abubakar Shekau a prêté allégeance à l'État islamique et est devenue l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWA). En août 2016, l'État islamique a annoncé la nomination d'Abu-Musab al-Barnawi à la tête de l'ISWA en remplacement de Shekau.

En Libye, le Conseil de la Choura de la jeunesse islamique a prêté allégeance à l'État islamique en octobre 2014 et a été officiellement reconnu sous le nom d'État islamique, Wilayat Barqa (province de la Cyrénaïque) (Truitte, 2018).

Les résultats de cette stratégie sont mitigés. Si l'allégeance à des mouvements jihadistes mondiaux a contribué à la reconnaissance internationale de certains groupes et permis la mobilisation de ressources supplémentaires, cette démarche a également été interprétée comme un signe de faiblesse lorsque ces allégeances concordaient avec des défaites face aux forces gouvernementales (Thurston, 2018).

Si tant d'observateurs mettent l'accent sur la dimension internationale du terrorisme, c'est également parce que les États de la région se présentent souvent comme des remparts contre les mouvements islamistes mondiaux. Cette stratégie politique est finalement proche de la théorie des dominos en vogue dans les années 50, qui considérait que le changement de régime d'une nation en faveur du communisme entraînerait rapidement le basculement des pays voisins. Deux conférences ont été organisées à la fin de l'année 2017 à Paris pour éviter une telle perspective. Ainsi, le Tchad a mobilisé 20 milliards de dollars US (USD) pour mettre en œuvre son plan national de développement. Quelques semaines

plus tard, le Niger a suivi ces pas et a récolté 23 milliards USD à l'occasion d'une « conférence de la renaissance ». Ces montants sont considérables par rapport à l'aide étrangère reçue par ces pays, qui s'est élevée à 229 millions USD pour le Tchad et 427 millions USD pour le Niger en 2017. Au Nigéria, le président Jonathan a exploité l'argument de la guerre contre le terrorisme pour mobiliser la communauté internationale et obtenir des armes (Campbell, 2014).

Depuis les années 90, l'Afrique subsaharienne est en proie à des conflits armés résultant d'une combinaison de facteurs politiques qui exigent de s'intéresser aux déterminants locaux, aux tendances nationales et aux forces mondiales. Dans ce chapitre, il est illustré comment les facteurs internes ou externes qui expliquent la complexité et la persistance des conflits armés dans la région sont interprétés d'un point de vue géographique. Il convient de spatialiser les conflits pour mieux comprendre l'incidence que peuvent avoir des caractéristiques géographiques comme le lieu, la distance, les frontières, le territoire et l'échelle, ainsi que la manière dont les luttes armées se diffusent dans l'espace. D'une manière générale, un corpus important de connaissances sur la violence politique a pris forme au cours des dernières décennies. Ainsi, d'abondants travaux permettent de mieux appréhender les corrélations des facteurs d'instabilité politique, les sources communes de doléances et de rébellion et le comportement et les processus décisionnels des groupes violents au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Pour autant, il semble que la connaissance de la région, prise dans son ensemble, soit d'ordre plus microscopique que macroscopique. La littérature spécialisée s'appuie largement sur une conception binaire désormais dépassée (acteurs étatiques par opposition à non étatiques, etc.) et n'a guère apporté de réponses à la question de savoir pourquoi les conflits naissent, s'amplifient et se propagent au sein d'une région.

L'approche spatiale offre une occasion privilégiée de développer des connaissances à l'échelle régionale, en particulier avec de nouvelles sources de données géolocalisées sur les conflits armés. Comme le décrit le chapitre qui suit, les outils et techniques de l'analyse spatiale peuvent être mis à profit pour combler les lacunes évoquées plus haut, tout en prenant également en compte la dynamique des conflits dans l'espace et dans le temps. L'étude de la dimension spatiale des conflits en est toujours à un stade relativement embryonnaire et il reste encore beaucoup à faire pour mettre au point une approche globale prenant expressément en compte l'espace. Deux innovations majeures devront être introduites à cette fin. En premier lieu, une nouvelle théorie relative aux dimensions spatiales des conflits doit être proposée pour faciliter l'élaboration d'hypothèses vérifiables. En second lieu, de nouvelles méthodes doivent être adoptées pour permettre la conduite d'études systématiques et reproductibles à l'échelle régionale.

Références

Allen, T. et K. Vlassenroot (2010), *The Lord's resistance army: Myth and reality*, Zed Books, New York.

Anderson, B. (2006), *Imagined communities: Reflections on the origin and spread of nationalism*, Verso, New York.

Antonsich, M. (2009), « On territory, the nation-state and the crisis of the hyphen », *Progress in Human Geography*, vol. 33, n° 6, pp. 789-806.

Arsenault, E.G. et T. Bacon (2015), « Disaggregating and defeating terrorist safe havens », *Studies in Conflict and Terrorism*, vol. 38, n° 2, pp. 85-112.

Asal, V. et R.K. Rethemeyer (2008), « The nature of the beast: Organizational structures and the lethality of terrorist attacks », *The Journal of Politics*, vol. 70, n° 2, pp. 437-449.

Barkindo, A. (2016), « How Boko Haram exploits history and memory », Africa Research Institute, 4 octobre.

Basedau, M., G. Strüver, J. Vüllers et T. Wegenast (2011), « Do religious factors impact armed conflict? Empirical evidence from Sub-Saharan Africa », *Terrorism and Political Violence*, vol. 23, n° 5, pp. 752-779.

Bates, R.H. (2008), *When things fell apart. State failure in late-century Africa*, Cambridge University Press, Cambridge.

Bloom, W. (1990), *Personal identity, national Identity and international relations*, Cambridge University Press, Cambridge.

Bøås, M. (2015), *The Politics of conflict economies*, Routledge, Londres.

Bormann, N.C., L.E. Cederman et M. Vogt (2015), « Language, religion, and ethnic civil war », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 61, n° 4, pp. 744-771.

Boschma, R. (2005), « Proximity and innovation: A critical assessment », *Regional Studies,* vol. 39, n° 1, pp. 62-74.

Bosker, M. et J. de Ree (2014), « Ethnicity and the spread of civil war », *Journal of Development Economics*, vol. 108, pp. 206-221.

Braithwaite, A. et Q. Li (2007), « Transnational terrorism hot spots: Identification and impact evaluation », *Conflict Management and Peace Science*, vol. 24, n° 4, pp. 281-296.

Brzoska, M. et C. Fröhlich (2016), « Climate change, migration and violent conflict: vulnerabilities, pathways and adaptation strategies », *Migration and Development*, vol. 5, n° 2, pp.190-210.

Buhaug, H. (2010), « Dude, where's my conflict? LSG, relative strength, and the location of civil war », *Conflict Management and Peace Science*, vol. 27, n° 2, pp. 107-128.

Buhaug, H. et J.K. Rød (2006), « Local determinants of African civil wars, 1970-2001 », *Political Geography*, vol. 25, n° 3, pp. 315-335.

Buhaug, H. et S. Gates (2002), « The geography of civil war », *Journal of Peace Research*, vol. 39, n° 4, pp. 417-433.

Buhaug, H., S. Gates et P. Lujala (2009), « Geography, rebel capability, and the duration of civil conflict », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 53, n° 4, pp. 544-569.

Buhaug, H., T.A. Benjaminsen, E. Sjaastad et O.M. Theisen (2015), « Climate variability, food production shocks, and violent conflict in Sub-Saharan Africa », *Environmental Research Letters*, vol. 10, n° 12, 125015.

Burke, M., S.M. Hsiang et E. Miguel (2015), « Climate and conflict », *Annual Review of Economics*, vol. 7, pp. 577-617.

Campana, A. et B. Ducol (2011), « Rethinking terrorist safe havens: Beyond a state centric approach », *Civil Wars*, vol. 13, n° 4, pp. 396-413.

Campbell, J. (2014), « U.S. Policy to counter Nigeria's Boko Haram », *Council on Foreign Relations Special Report* No. 7.

Campbell, J. et M.T. Page (2018), *Nigeria. What everyone needs to know*, Oxford University, Oxford.

Carley, K.M., J. Pfeffer, H. Liu et F. Morstatter (2013), *Near real time assessment of social media using geo-temporal network analytics*, Proceedings of the 2013 IEEE/ACM international conference on advances in social network analysis and mining.

Carter, T.A. et D.J. Veale (2013), « Weather, terrain and warfare: Coalition fatalities in Afghanistan », *Conflict Management and Peace Science*, vol. 30, n° 3, pp. 220-239.

Castan Pinos, J. et S.M. Radil (2020), « The territorial contours of terrorism: A conceptual model of territory for non-state violence », *Terrorism and Political Violence*, vol. 32, n° 5, pp. 1027-1046.

Cederman, L.E., H. Buhaug, et J.K. Rød (2009), « Ethno-naionalist dyads and civil wars », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 53, n° 4, pp. 496-525.

Chabal, P. et J.P. Daloz (1999), *Africa works. Disorders as political instrument*, James Currey, Oxford.

Chaney, T. (2018), « The gravity equation in international trade: An explanation », *Journal of Political Economy*, vol. 126, n° 1, pp. 150-177.

Collier, P., A. Hoeffler et D. Rohner (2009), « Beyond greed and grievance », *Oxford Economic Papers*, vol. 61, n° 1, pp. 1-27.

Collier, P. et A. Hoeffler (2004), « Greed and grievance in civil war », *Oxford Economic Papers*, vol. 56, n° 4, pp. 563-595.

Collier, P. et N. Sambanis (dir. pub.) (2005), *Understanding Civil War (Volume 1: Africa) Evidence and Analysis*, Banque mondiale.

D'Amato, S. (2018), « Terrorists going transnational: Rethinking the role of states in the case of AQIM and Boko Haram », *Critical Studies on Terrorism*, vol. 11, n° 1, pp. 151-172.

De Federico de la Rúa, A. (2007), « Networks and identifications: A relational approach to social identities », *International Sociology*, vol. 22, n° 6, pp. 683-699.

Denny, E.K. et B.F. Walter (2014), « Ethnicity and civil war », *Journal of Peace Research*, vol. 51, n° 2, pp. 199-212.

Diehl, P.F. et G. Goertz (2000), *War and peace in international rivalry*, University of Michigan Press, Ann Arbor.

Dowd, C. (2018), Nigeria's Boko Haram: Local, national and transnational dynamics, in Walther, O. et W.F. Miles (dir. pub.), *African border disorders*. *Addressing transnational extremist organizations*, Routledge, New York, pp. 115-135.

Dowd, C. (2015), « Grievances, governance and Islamist violence in sub-Saharan Africa », *The Journal of Modern African Studies*, vol. 53, n° 4, pp.505-531.

Dowd, C. et C. Raleigh (2013), « The myth of global Islamic terrorism and local conflict in Mali and the Sahel », *African Affairs*, vol. 112, n° 448, pp. 498-509.

Elden, S. (2009), *Terror and territory: The spatial extent of sovereignty*, University of Minnesota Press, Minneapolis.

Englebert, P. (2009), *Africa: Unity, sovereignty and sorrow*, Lynne Rienner, Boulder.

Fearon, J.D. (1995), « Rationalist explanations for war », *International Organization*, vol. 49, n° 3, pp. 379-414.

Fearon, J.D. et D. Laitin (2003), « Ethnicity, insurgency, and civil war », *American Political Science Review*, vol. 97, pp. 75-90.

Franzese, R.J., J.C. Hays et S.J. Cook (2016), « Spatial- and spatiotemporal-autoregressive probit models of inderdependent binary outcomes », *Political Science Research and Methods*, vol. 4, n° 1, pp. 151-173.

Gibler, D.M. (2012), *The territorial peace: Borders, state development, and international conflict*, Cambridge University Press, Cambridge.

Gleditsch, N.P. (1995), « Geography, democracy, and peace », *International Interactions,* vol. 20, n° 4, pp. 297-323.

Gleditsch, N.P. et I. Rudolfsen (2016), « Are muslim countries more prone to violence? », *Research & Politics*, vol. 3, n° 2, pp. 1-9.

Goodhand, J. (2008), « War, peace and the places in between: Why borderlands are central », in Pugh M., N. Cooper et M. Turner (dir. pub), *Whose peace? Critical perspectives on the political economy of peacebuilding*, Palgrave Macmillan, Londres, pp. 225-244.

Gow, J., F. Olonisakin et E. Dijxhoorn (dir. pub.) (2013), *Militancy and Violence in West Africa: Religion, politics, and radicalisation*, Routledge, New York.

Gray, D.H. et K. LaTour (2010), « Terrorist black holes: Global regions shrouded in lawlessness », *Global Security Studies*, vol. 1, n° 3, pp. 154-163.

Harmon, S.A. (2014), *Terror and insurgency in the Shara-Sahel region*, Ashgate, Farnham.

Hegre, H. et al. (2019), « ViEWS: A political violence early-warning system », *Journal of Peace Research*, vol. 56, n° 2, pp. 155-174.

Hegre, H., G. Østby et C. Raleigh (2009), « Poverty and civil war events: A disaggregated study of Liberia », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 53, n° 4, pp. 598-623.

Hendrix, C.S. (2011), « Head for the hills? Rough terrain, state capacity, and civil war onset », *Civil Wars*, vol. 13, n° 4, pp. 345-370.

Hendrix, C.S. et I. Salehyan (2012), « Climate change, rainfall, and social conflict in Africa », *Journal of Peace Research*, vol. 49, n° 1, pp. 35-50.

Hoffman, B. (2017), *Inside Terrorism*, Columbia University Press, New York.

Hsiang, S.M., M. Burke et E. Miguel (2013), « Quantifying the influence of climate on human conflict », *Science,* vol. 341, n° 6151.

Huth, P.K. (2009), *Standing your ground: Territorial disputes and international conflict*, University of Michigan Press, Ann Arbor.

Ibrahim, I.Y. (2017), « Insurrections jihadistes en Afrique de l'Ouest : idéologie mondiale, contexte local, motivations individuelles », *Notes ouest-africaines*, n° 7, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/1da64565-fr.

Kaldor, M. (2012), *New and old wars. Organized violence in a global area*, Stanford University Press, Stanford.

Kendhammer, B. et C. McCain (2018), *Boko Haram*, Ohio University Press, Athènes.

Kennedy, P. (1980), *The rise of the Anglo-German antagonism, 1860-1914*, Allen and Unwin, Londres.

Klausen, J. (2015), « Tweeting the Jihad: Social media networks of Western foreign fighters in Syria and Iraq », *Studies in Conflict & Terrorism*, vol. 38, n° 1, pp. 1-22.

Krebs, V. (2002), « Uncloaking terrorist networks », *First Monday*, vol. 7, n° 4.

Kuépié M, M. Tenikue et O. Walther (2016), « Social networks and small businesses performance in West African border regions », *Oxford Development Studies*, vol. 44, n° 2, pp. 202-219.

Kydd, A.H. et B.F. Walter (2006), « The strategies of terrorism », *International Security*, vol. 31, n° 1, pp. 49-80.

Lacher, W. (2015), « Libya: A jihadist growth market », in Steinberg, G. et A. Weber (dir. pub.), *Jihadism in Africa. Local Causes, Regional Expansion, International Alliances*, German Institute for International and Security Affairs, Berlin.

Le Billon, P. (dir. pub.), (2005), *The geopolitics of resource wars*, Frank Cass, New York.

Le Billon, P. (2001), « The political ecology of war: Natural resources and armed conflicts », *Political Geography*, vol. 20, n° 5, pp. 561-584.

Lebovich, A. (2017), « Bringing the desert together: How to advance Sahel-Maghreb integration », *European Council on Foreign Relations Policy brief*.

Lecocq, B. (2004), « Unemployed intellectuals in the Sahara: The *Teshumara* Nationalist Movement and the revolutions in Tuareg society », *International Review of Social History*, vol. 49, n° 12, pp. 87-109.

Lecocq, B. et G. Klute (2019), « Tuareg separatism in Mali and Niger », in de Vries, L., P. Englebert et M. Schomerus (dir. pub.), *Secessionism in African politics: Aspiration, grievance, performance, disenchantment,* Palgrave Macmillan, New York, pp. 23-58.

Le Sueur, J.D. (2010), *Algeria since 1989: Between terror and democracy*, Zed Books, New York.

Loimeier, R. (1997), *Islamic reform and political change in Northern Nigeria*, Northwestern University, Evanston.

Marineau, J., H. Pascoe, A. Braithwaite, M. Findley et J. Young (2018), « The local geography of transnational terrorism », *Conflict Management and Peace Science*, vol. 37, n° 3, pp. 350-381.

Marret, J.-L. (2008), « Al Qaeda in Islamic Maghreb: A “glocal” organization », *Studies in Conflict & Terrorism*, vol. 31, n° 6, pp. 541-552.

Martin, G. et F. Prager (2019), *Terrorism. An international perspective*, SAGE, Londres.

Matfess, H. (2019), *No home field advantage: The expansion of Boko Haram's activity outside of Nigeria in 2019*, ACLED, 20 mai.

Medina, R.M. et G.F. Hepner (2013), *The geography of international terrorism. An introduction to spaces and places of violent non-state groups*, CRC Press, Boca Raton.

Medina, R.M. et G.F. Hepner (2011), « Advancing the understanding of sociospatial dependencies in terrorist networks », *Transactions in GIS*, vol. 15, n° 5, pp. 577-597.

Medina, R.M. et G.F. Hepner (2008), « Geospatial analysis of dynamic terrorist networks », in Karawan, I., W. McCormack et S.E. Reynolds (dir. pub.), *Values and violence: Intangible aspects of terrorism*, Springer, Berlin.

Medina, R.M., L.K. Siebeneck et G.F. Hepner (2011), « A Geographic Information Systems (GIS) analysis of spatiotemporal patterns of terrorist incidents in Iraq 2004-2009 », *Studies in Conflict and Terrorism*, vol. 34, n° 11, pp. 862-882.

Murphy, A.B. (2010), « Identity and territory », *Geopolitics*, vol. 15, n° 4, pp. 769-772.

Newman, E. (2007), « Weak states, state failure, and terrorism », *Terrorism and Political Violence*, vol. 19, n° 4, pp. 463-488.

Nugent, P. (2019), « Border politics in Africa », *Oxford Research Encyclopedia*, http://dx.doi.org/10.1093/acrefore/9780190228637.013.730.

Nugent, P. (2008), « Putting the history back into ethnicity: Enslavement, religion, and cultural brokerage in the construction of Mandinka/Jola and Ewe/Agotime identities in West Africa, c. 1650-1930 », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 50, n° 4, pp. 920-948.

OCDE (2019), Versements d'aide (APD) vers les pays et régions, *OECD.Stat*, https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=TABLE2A.

O'Loughlin, J. et C. Raleigh (2008), « The spatial analysis of civil war violence », in Cox, K., M. Low et J. Robinson (dir. pub.), *A handbook of political geography*, Sage, Thousand Oaks, pp. 493-508.

Østby, G., R. Nordåset et J.K. Rød (2009), « Regional inequalities and civil conflict in Sub-Saharan Africa », *International Studies Quarterly*, vol. 53, n° 2, pp. 301-324.

Ouellet, E., J. Lacroix-Leclair et P. Pahlavi (2014), « The institutionalization of Al-Qaeda in the Islamic Maghreb (AQMI) », *Terrorism and Political Violence*, vol. 26, n° 4, pp. 650-665.

Pape, R.A. (2006), *Dying to win: The strategic logic of suicide terrorism*, Random House, New York.

Prunier, G. (2009), *Africa's World War. Congo, the Rwandan genocide, and the making of a continental catastrophe*, Oxford University Press, Oxford.

Radil, S.M. (2019), « A network approach to the production of geographic context using exponential random graph models », *International Journal of Geographical Information Science*, vol. 33, n° 6, pp. 1270-1288.

Radil, S.M., C. Flint et S.H. Chi (2013), « A relational geography of war: Actor-context interaction and the spread of World War I », *Annals of the American Association of Geographers*, vol. 103, n° 6, pp. 1468-1484.

Raleigh, C. et H. Hegre (2009), « Population size, concentration, and civil war. A geographically disaggregated analysis », *Political Geography*, vol. 28, n° 4, pp. 224-238.

Raleigh, C., H.J. Choi et D. Kniveton (2015), « The devil is in the details: An investigation of the relationships between conflict, food price and climate across Africa », *Global Environmental Change*, vol. 32, pp. 187-199.

Reed, W. et D. Chiba (2010), « Decomposing the relationship between contiguity and militarized conflict », *American Journal of Political Science*, vol. 54, n° 1, pp. 61-73.

Reno, W. (2011), *Warfare in independent Africa*, Cambridge University Press, New York.

Richards, P. (1996), *Fighting for the rain forest: War, youth and resources in Sierra Leone*, James Currey, Oxford.

Sageman, M. (2004), *Understanding terror networks*, University of Pennsylvania Press, Philadelphia.

Salehyan, I. (2009), *Rebels without borders: Transnational insurgencies in world politics*, Cornell University Press, Ithaca.

Seignobos, C. (2018), « Chronique d'un siège (2) », *Afrique contemporaine*, vol. 265, n° 1, pp. 99-115.

Senese, P.D. (2005), « Territory, contiguity, and international conflict: Assessing a new joint explanation », *American Journal of Political Science*, vol. 49, n° 4, pp. 769-779.

Skillicorn, D., O. Walther, Q. Zheng et C. Leuprecht (2018), « Spatial and temporal diffusion of political violence in North and West Africa », in Walther, O. et W.F. Miles (dir. pub.), *African border disorders*. Routledge, New York, pp. 87-112.

Starr, H. (2015), *On geopolitics: Space, place, and international relations*, Routledge, New York.

Starr, H. (1978), « “Opportunity” and “willingness” as ordering concepts in the study of war », *International Interactions*, vol. 4, n° 4, pp. 363-387.

Steinberg, G. et A. Weber (dir. pub.) (2015), *Jihadism in Africa. Local causes, regional expansion, international alliances*, German Institute for International and Security Affairs, Berlin.

Theisen, O.M., H. Holtermann et H. Buhaug (2012), « Climate wars? Assessing the claim that drought breeds conflict », *International Security*, vol. 36, n° 3, pp. 79-106.

Thurston, A. (2018), *Boko Haram. The history of an African jihadist movement*, Princeton University Press, Princeton.

Tilly, C. (2015), *Identities, boundaries and social ties*, Routledge, Londres.

Toft, M.D. (2014), « Territory and war », *Journal of Peace Research*, vol. 51, n° 2, pp. 185-198.

Truitte, K. (2018), « The Derna Mujahideen Shura Council: A revolutionary islamist coalition in Libya », *Perspectives on Terrorism*, vol. 12, n° 5, pp. 4-17.

United States Department of State (2019), Foreign terrorist organizations, 25 juin.

Vasquez, J.A. et A. Rundlett (2016), « Alliances as a necessary condition of multiparty wars », *Journal of Conflict Resolution,* vol. 60, n° 8, pp. 1395-1418.

Vasquez, J.A. et B. Valeriano (2010), « Classification of interstate wars », *The Journal of Politics*, vol. 72, n° 2, pp. 292-309.

Vasquez, J.A. et B. Valeriano (2009), « Territory as a source of conflict and a road to peace », in Bercovitch, J., V. Kremenyuk et I.W. Zartman (dir. pub.), *The Sage handbook of conflict resolution*, Sage, Londres, pp. 191-209.

Vaughan, S. (2019), « Ethiopia, Somalia, and the Ogaden: Still a running sore at the heart of the Horn of Africa », in de Vries, L., P. Englebert et M. Schomerus (dir. pub.), *Secessionism in African politics: Aspiration, grievance, performance, disenchantment*, Palgrave Macmillan, New York, pp. 91-123.

Walther, O. et A. Tisseron (2015), *Strange bedfellows: A network analysis of Mali's northern conflict*, The Broker, 18 décembre.

Walther, O. et C. Leuprecht (2015), « Mapping and deterring violent extremist networks in North-West Africa », *Working Papers* 7, University of Southern Denmark, Centre for Border Region Studies, Sønderborg.

Walther, O. et D. Christopoulos (2015), « Islamic terrorism and the Malian rebellion », *Terrorism and Political Violence*, vol. 27, n° 3, pp. 497-519.

Walther, O. et D. Retaillé (2015), « Rethinking borders in a mobile world: An alternative model », in Amilhat-Szary, A.-L. et F. Giraut (dir. pub.), *Borderities and the politics of contemporary mobile borders*, Palgrave Macmillan, Basingstoke, pp. 191-203.

Walther, O. et W.F. Miles (dir. pub.) (2018), *African border disorders*. *Addressing transnational extremist organisations*, Routledge, New York.

Warner, J. (2017), « Sub-Saharan Africa's three "new" Islamic State affiliates », *CTC Sentinel*, vol. 10, n° 1, pp. 28-32.

Webb, K. (2007), « The continued importance of geographic distance and Boulding's loss of strength gradient », *Comparative Strategy*, vol. 26, n° 4, pp. 295-310.

Weinstein, J.M. (2007), *Inside rebellion. The politics of insurgent violence*, Cambridge University Press, Cambridge.

Welzer, H. (2012), *Climate wars: What people will be killed for in the 21st century*, Polity Press, Cambridge.

Werenfels, I. (2015), « Going "glocal": Jihadism in Algeria and Tunisia », in Steinberg, G. et A. Weber (dir. pub.), *Jihadism in Africa: Local causes, regional expansion, international alliances*, German Institute for International and Security Affairs, Berlin, pp. 51-68.

Williams, P.D. (2016), *War and conflict in Africa*, Polity Press, Cambridge.

Witmer, F.D., A.M. Linke, J. O'Loughlin, A. Gettelman et A. Laing (2017), « Subnational violent conflict forecasts for sub-Saharan Africa, 2015–65, using climate-sensitive models », *Journal of Peace Research*, vol. 54, n° 2, pp. 175-192.

Wolff, S. (2006), *Ethnic conflict. A global perspective*, Oxford University Press, Oxford.

Zammit-Mangion, A., M. Dewar, V. Kadirkamanathan, A. Flesken et G. Sanguinetti (2013), *Modeling conflict dynamics with spatio-temporal data*, Springer, Berlin.

Zhukov, Y.M. (2012), « Roads and the diffusion of insurgent violence: The logistics of conflict in Russia's North Caucasus », *Political Geography*, vol. 31, n° 3, pp. 144-156.

Zounmenou, D. (2013), « The National Movement for the Liberation of Azawad factor in the Mali crisis », *African Security Review*, vol. 22, n° 3, pp. 167-174.

Annexe 2.A1

Organisations terroristes étrangères opérant dans des sanctuaires frontaliers, juin 2019

Date d'inscription sur la liste des organisations terroristes	Libellé	Principales régions d'activité	Sanctuaire frontalier
8 octobre 1997	Pays basque et liberté (ETA)	Espagne, France	Régions frontalières Espagne-France
8 octobre 1997	Hamas	Cisjordanie et bande de Gaza, Israël, Liban	Sud du Liban
8 octobre 1997	Harakat ul-Mujahidin (HUM)	Afghanistan, Pakistan	Cachemire administré par le Pakistan
8 octobre 1997	Hezbollah	Liban et monde entier	Sud du Liban
8 octobre 1997	Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, alias KONGRA-GEL)	Turquie, Iraq, Europe	Kurdistan turc-iraquien
8 octobre 1997	Tigres de libération de l'Eelam tamoul (TLET)	Sri Lanka, Inde	Sri Lanka-Inde
8 octobre 1997	Armée de libération nationale (ALN)	Colombie-Venezuela	Régions frontalières Colombie-Venezuela
8 octobre 1997	Front de libération de la Palestine (FLP)	Cisjordanie et bande de Gaza, Israël, Liban	Camps de réfugiés au Liban
8 octobre 1997	Jihad islamique palestinien (JIP)	Cisjordanie et bande de Gaza, Israël, Syrie, Liban	Cisjordanie, Liban
8 octobre 1997	Front populaire de libération de la Palestine (FPLP)	Syrie, Liban, bande de Gaza	Frontière Liban-Syrie
8 octobre 1997	FPLP-Commandement général (FPLP-CG)	Syrie, Liban, bande de Gaza	Frontière Liban-Syrie
8 octobre 1997	Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC)	Colombie, Venezuela, Pérou, Équateur	Régions frontalières Venezuela, Colombie-Pérou-Équateur
8 octobre 1997	Front-Parti révolutionnaire populaire de libération (DHKP/C)	Turquie	Régions frontalières Turquie, Turquie-Grèce
8 octobre 1999	Al-Qaïda	Afghanistan, Pakistan, Iraq, Syrie, Yémen, Sahara, Sahel, Somalie et monde entier	Zones tribales sous administration fédérale pakistanaise (Federally Administered Tribal Areas - FATA), triangle Brésil-Paraguay-Argentine, Sahara-Sahel
25 septembre 2000	Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO)	Afghanistan, Pakistan, Tadjikistan	Nord du Waziristan, au Pakistan
26 décembre 2001	Jaish-i-Mohammed	Afghanistan, Pakistan, Inde	Cachemire administré par l'Inde
26 décembre 2001	Lashkar-e-Tayyiba (LeT)	Afghanistan, Pakistan, Inde	Cachemire administré par le Pakistan
27 mars 2002	Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI)	Algérie, Mali, Niger, Mauritanie	Régions frontalières Algérie-Mali, Niger-Libye
30 janvier 2003	Lashkar i Jhangvi (LJ)	Afghanistan, Pakistan	FATA

Date d'inscription sur la liste des organisations terroristes	Libellé	Principales régions d'activité	Sanctuaire frontalier
17 décembre 2004	État islamique d'Iraq et du Levant (anciennement Al-Qaïda en Iraq)	Iraq, Syrie, Jordanie, monde entier	Régions frontalières Syrie-Iraq
17 juin 2005	Union du jihad islamique (IJU)	Afghanistan, Pakistan, Ouzbékistan, Kirghizistan	FATA
18 mars 2008	Al-Chabaab	Somalie, Kenya, Tanzanie, Mozambique, Yémen,	Sud de la Somalie
6 août 2010	Harakat ul-Jihad-Islami (HUJI)	Pakistan, Bangladesh, Inde	Sud du Waziristan, au Pakistan
1er septembre 2010	Tehrik-e Taliban Pakistan (TTP)	Afghanistan, Pakistan	FATA
4 novembre 2010	Jundallah	Iran, Afghanistan, Pakistan	Balouchistan, Iran-Afghanistan-Pakistan
30 mai 2012	Brigades Abdallah Azzam (BAA)	Liban, Péninsule arabe	Sud du Liban
19 septembre 2012	Réseau Haqqani (HQN)	Afghanistan, Pakistan	Nord du Waziristan, au Pakistan
22 mars 2013	Ansar al-Dine	Mali, Libye	Régions frontalières Algérie-Mali, Libye-Niger
14 novembre 2013	Boko Haram	Nigéria, Tchad, Cameroun, Niger	Bassin du lac Tchad
14 novembre 2013	Ansaru	Nigéria	Bassin du lac Tchad
19 décembre 2013	Bataillon Al-Mulathamoun (AMB)	Algérie, Libye, Mali, Niger	Régions frontalières Algérie-Mali, Libye-Niger
13 janvier 2014	Ansar al-Charia en Tunisie	Tunisie, Libye	Régions frontalières Tunisie-Libye
15 mai 2014	Front el-Nosra pour le peuple du Levant	Syrie	Régions frontalières Syrie-Turquie
14 janvier 2016	État islamique d'Iraq et du Levant-Khorassan (EIIL-K)	Afghanistan, Pakistan, Tadjikistan, Inde	FATA
1er juillet 2016	Al-Qaïda dans le sous-continent indien (AQSI)	Pakistan, Bangladesh, Inde	FATA, Afghanistan
17 août 2017	Hizbul Mujahedin (HM)	Pakistan, Inde	Régions frontalières Pakistan/Jammu-et-Cachemire
28 février 2018	État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWA)	Nigéria, Tchad, Cameroun, Niger	Bassin du lac Tchad
6 septembre 2018	Jama'a Nusrat ul-Islam wa Al-Muslimin, JNIM (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, GSIM)	Mali, Algérie, Burkina Faso, Niger	Régions frontalières Mali-Burkina Faso

Sources : Département d'État américain 2019, Arsenault et Bacon 2015. Sanctuaires frontaliers recensés par Walther et Leuprecht 2015, et par les auteurs.

Chapitre 3

Cartographier les violences politiques en Afrique du Nord et de l'Ouest

Le Chapitre 3 montre que les violences politiques sont très inégalement réparties en Afrique du Nord et de l'Ouest. Afin de mieux comprendre la géographie des conflits dans cette région, le chapitre présente un nouvel « indicateur de la dynamique spatiale des conflits » (SCDi), qui porte sur l'intensité et le degré de concentration des événements violents. L'indicateur met en évidence les régions qui connaissent le plus de conflits, l'évolution géographique des conflits dans le temps et les répercussions des interventions militaires sur la géographie des conflits. L'analyse de l'évolution des violences politiques est conduite au niveau régional (Afrique du Nord et de l'Ouest) et dans trois espaces (Mali et Sahel central, lac Tchad, Libye). Elle repose sur des données du projet *Armed Conflict Location and Event Data* (ACLED), qui répertorie les événements violents survenus en Afrique depuis 1997.

MESSAGES CLÉS

- **Les violences politiques sont très inégalement réparties en Afrique du Nord et de l'Ouest : les principaux foyers se trouvent au Nigéria, en Libye et dans le Sahel central.**
- **Le nouvel indicateur de la dynamique spatiale des conflits (SCDi) mesure à la fois l'intensité et le degré de concentration des conflits.**
- **L'indicateur permet de déterminer les régions qui connaissent le plus de conflits, l'évolution temporelle et géographique des conflits et les répercussions des interventions militaires sur la géographie des conflits.**

ANALYSE DE LA GÉOGRAPHIE DE LA VIOLENCE

Les violences politiques sont très inégalement réparties en Afrique du Nord et de l'Ouest. Certaines régions, comme le lac Tchad ou le delta intérieur du fleuve Niger, semblent être le théâtre d'un nombre disproportionné d'attaques et de combats, alors que d'autres régions sont en grande partie exemptes d'incidents violents. La localisation des événements violents dans la région est aussi susceptible d'évoluer dans le temps : avant les insurrections jihadistes survenues dans les années 2000, ni le lac Tchad ni le delta intérieur n'étaient connus pour être des foyers de violences. Il est primordial de comprendre pour quelles raisons, de quelle manière et à quel moment une région devient un foyer de violences afin de mieux appréhender l'évolution des conflits.

Les présents travaux ont pour objectif de cartographier cette évolution géographique des violences. À cette fin, est présenté ici un nouvel « indicateur de la dynamique spatiale des conflits » (SCDi), qui détermine les régions qui connaissent le plus de conflits, comment ces derniers se diffusent, et quelles sont les répercussions des interventions militaires sur la géographie des conflits. Chaque question est traitée dans une perspective spatiale (Tableau 3.1). Afin d'évaluer l'intensité des violences, l'intensité des événements violents survenus est cartographiée depuis 1997 en Afrique du Nord et de l'Ouest. La concentration ou la dispersion géographique des conflits est déterminée par une analyse de la distance moyenne au plus proche voisin, une mesure appréciant la diffusion des événements violents. Les répercussions des interventions militaires sur les conflits sont évaluées à l'aide du SCDi, qui englobe ces deux mesures.

Focalisation sur les organisations

Au cours des dernières décennies, l'analyse des conflits armés s'est successivement focalisée

Tableau 3.1

Questions, méthodes et mesures utilisées pour étudier la géographie des violences

Questions de recherche	Méthode	Mesure
Quelles régions connaissent le plus de conflits ?	Évaluation de l'intensité des violences dans l'ensemble de la région étudiée et son évolution dans le temps	Analyse de la densité : nombre d'événements violents par unité géographique
Comment les conflits se diffusent ils géographiquement ?	Évaluation du degré de concentration spatiale des violences et son évolution dans le temps	Analyse de la distance moyenne au plus proche voisin : distance entre chaque acte de violence
Comment les interventions militaires influent-elles sur la géographie des conflits ?	Évaluation des répercussions des interventions militaires sur l'intensité et le degré de concentration des violences	Indicateur de la dynamique spatiale des conflits (SCDi)

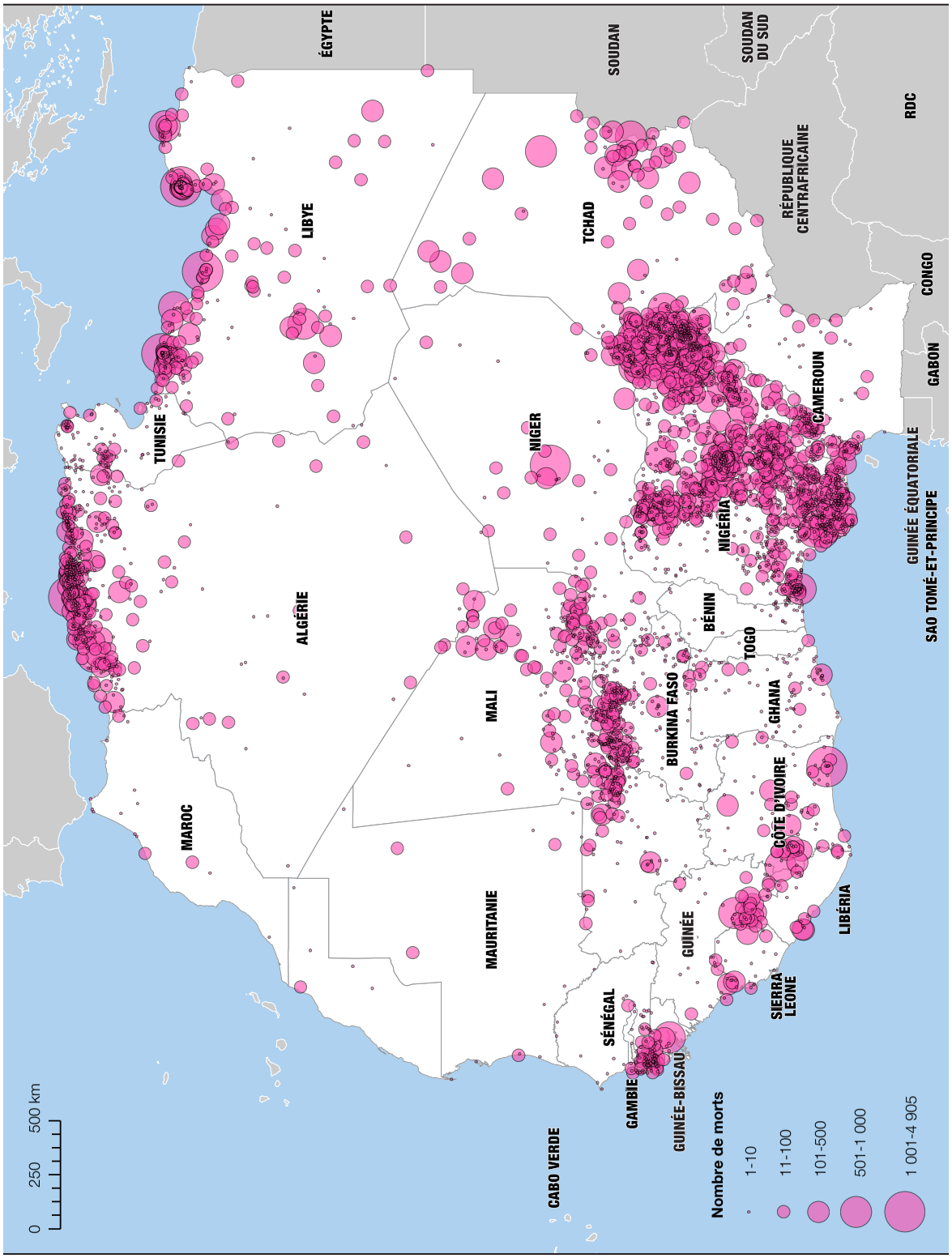
sur différentes échelles. Jusqu'au milieu des années 2000, les études portant sur de vastes échantillons concernaient essentiellement des données relatives aux inégalités sociales, à la pauvreté, à l'éducation, aux ressources naturelles et aux exportations de produits de base, recueillies à l'échelon national. Ces macrodonnées étaient certes utiles pour déterminer l'occurrence des conflits, mais elles n'étaient pas particulièrement appropriées pour expliquer pourquoi des guerres civiles éclataient, comment des alliances se formaient et pourquoi il était si difficile de mettre fin aux guerres civiles (Bultmann, 2018). À la fin des années 2000, ces méthodes ont été remplacées par des études micro axées sur les interactions sociales entre insurgés (Wood, 2008) et sur les changements intervenant en temps de conflit (Kalyvas, 2006). L'une des principales contributions a été d'établir que les individus s'enrôlaient dans des groupes armés pour une multitude de raisons. Loin d'être exclusivement mus par l'avidité ou le ressentiment, ils luttaient aussi pour obtenir une reconnaissance politique, se protéger ou défendre leurs biens.

Depuis quelques années, un nouvel axe de la littérature fait valoir que le méso-niveau, qui permet de rendre compte de l'organisation des groupes armés, est le mieux adapté pour comprendre la dynamique des conflits (Price, 2019). Le présent rapport s'inscrit dans cette tendance en se fondant sur le niveau des organisations comme principale unité d'analyse. Les organisations renvoient à des acteurs politiques poursuivant un but précis et pourvus d'une structure distincte. Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), par exemple, est une organisation formelle dotée d'un dirigeant, d'un Conseil des notables, d'un Conseil de la charia chargé des questions de droit islamique, et de plusieurs comités responsables des affaires militaires, des finances, des soins médicaux, de l'action politique et des relations internationales (CEP, 2019 ; Werenfels, 2015). En tant qu'organisation, AQMI a mis sur pied une branche professionnelle chargée des médias, ayant pour mission de promouvoir la doctrine de l'organisation au niveau national et de diffuser des déclarations audio et vidéo, en arabe et en anglais, pour revendiquer des attaques (DHS, 2016).

Les organisations constituent une unité d'analyse intermédiaire située en dessous des mouvements politiques, mais au-dessus des sous-groupes et des individus (Tableau 3.2). Au Mali, par exemple, la rébellion se compose de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), une coalition de plusieurs organisations nationalistes, et de la Plateforme, une coalition progouvernementale formée de milices et d'autres fronts « populaires ». Chacun de ces mouvements englobe de nombreuses organisations, comme le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) et le Haut Conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA), qui conservent des structures distinctes et participent au mouvement dans le seul but de favoriser la réalisation de leurs propres objectifs.

Carte 3.1

Décès causés par des violences politiques en Afrique du Nord et de l'Ouest, 1997-2019



Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019a.

Tableau 3.2
Quatre niveaux sociaux d'analyse

Niveau	Définition	Exemple au Mali
Mouvements	Les mouvements sont des entreprises collectives menées par des personnes œuvrant à la réalisation d'un objectif commun	Mouvement jihadiste
Organisations	Les organisations sont des institutions ou des associations indépendantes qui poursuivent un but politique précis ; elles sont constituées de membres et sont dotées de structures administratives et fonctionnelles	Jama'a Nusrat ul-Islam wa Al-Muslimin (JNIM)
Sous-groupes	Les sous-groupes sont des composantes d'organisation regroupant plusieurs individus ; ils remplissent habituellement différentes fonctions sous la direction de l'organisation générale	Katiba Serma
Individus	Les individus sont des êtres humains pris individuellement	Abu Jalil al Fulani

Les organisations sont loin d'être des blocs homogènes, en particulier en Afrique du Nord et de l'Ouest, où les factions se sont souvent établies en fonction de l'appartenance ethnique ou tribale. Chaque organisation comprend différents sous-groupes qui, souvent, se séparent de l'entité principale ou fusionnent avec des organisations existantes. Les groupes islamistes présentent une grande diversité en ce qui concerne leur composition ethnique, leurs objectifs politiques ou leurs tactiques militaires. Ils forment rarement une entité unique qui s'apparenterait à un « réseau terroriste mondial » ou un « réseau jihadiste mondial » (Dowd et Raleigh, 2013).

En Afrique du Nord et de l'Ouest, des luttes internes peuvent éclater *au sein de* chaque niveau social et *entre* les différents acteurs qui le constituent. D'après certains auteurs, les alliances intraorganisationnelles, qui rassemblent des sous-groupes, des factions et des tribus, se distinguent des alliances interorganisationnelles, qui unissent différentes organisations dans un cadre commun (Bencherif et Campana, 2017). La même idée vaut pour la fragmentation en organisations opérant sous des dénominations différentes, et pour le factionnalisme intragroupe se manifestant au sein de chaque organisation (Dowd, 2015). Ces questions sont particulièrement pertinentes en Afrique du Nord et de l'Ouest, où la distinction entre mouvement et organisation peut être assez floue. Ainsi, le MNLA se qualifie lui-même de « mouvement » du fait qu'il résulte de la fusion de plusieurs groupes rebelles, mais il s'agit aussi d'une organisation dotée d'une hiérarchie de commandement, de branches politique et militaire, d'un service chargé des relations publiques et des médias sociaux, ainsi que d'un drapeau (Lecocq et Klute, 2019).

Analyses locales et régionales

L'analyse de l'évolution des violences politiques en Afrique du Nord et de l'Ouest est conduite aux niveaux régional et local. L'étude porte sur les principales tendances des violences dans la région, qui comprend l'Algérie, le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée Bissau, le Libéria, la Libye, le Mali, le Maroc, la Mauritanie, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, la Sierra Leone, le Tchad, le Togo et la Tunisie (Carte 3.1). Cette portée géographique s'explique par les origines et par la mobilité des organisations violentes qui mènent généralement leurs attaques à travers le Sahel et le Sahara et ne sont pas circonscrites à un seul pays ou à une seule région.

Dans la région, la répartition géographique des 138 000 personnes décédées des suites de violences entre 1997 et juin 2019 est très contrastée (Walther, 2017). Autrement dit, les violences politiques surviennent dans un certain nombre de sous-régions bien précises, et non à des échelles nationales. Il existe trois principales zones géographiques ou foyers de violences :

- La principale zone de conflits se trouve au Nigéria. Elle comprend l'insurrection jihadiste menée par Boko Haram dans la région du lac Tchad, les actes de violence perpétrés par les groupes armés du delta

Encadré 3.1

La guerre civile tchadienne (1998-2002, 2005-10)

En 1998, la première guerre civile tchadienne commence avec le déclenchement d'une rébellion conduite par le Mouvement pour la démocratie et la justice au Tchad (MDJT). Avec l'aide de la France, le gouvernement du président Idriss Déby Itno parvient à mettre un terme à la rébellion et un traité de paix est signé en 2002. L'opposition politique aux pratiques répressives d'Idriss Déby et le sentiment qu'il manquait de légitimité n'ont cessé de prendre de l'ampleur et ont entraîné, à partir des années 90, la formation de factions politiques et rebelles armées. Idriss Déby Itno, qui avait initialement pris le pouvoir en 1990 à la faveur d'un coup d'État contre Hissène Habré, dirige le Tchad depuis lors. Bien qu'il ait mis en place les premières élections démocratiques multipartites de l'histoire du Tchad en 1996, il a progressivement concentré et consolidé le pouvoir entre les mains des membres de son groupe ethnique, les Beri (Zaghawa), tout en réprimant l'opposition au moyen de divers mécanismes (Eizenga, 2018). Les Beri représentent 3 % de la population mais occupent la majorité des postes au sein de l'administration, et ce népotisme politique a suscité l'hostilité des autres groupes.

En 2005, Idriss Déby supprime les limitations imposées aux mandats, ce qui lui donne la possibilité de se représenter indéfiniment aux élections. Juste avant qu'il ne remporte l'élection pour un quatrième mandat en 2011, son parti, le Mouvement patriotique du salut (MPS), obtient la majorité à l'Assemblée nationale et est accusé d'avoir manipulé l'élection. Un dialogue national entre le parti présidentiel et les partis de l'opposition est alors poursuivi, qui aboutit à l'adoption de réformes superficielles (Eizenga, 2018). Parmi ces concessions figurent la création d'une commission électorale nationale (CEN), la représentation des partis politiques de l'opposition, la tenue d'élections municipales, ainsi qu'un recensement biométrique et l'établissement de listes électorales (Eizenga, 2018). L'opposition envers Déby et son parti n'a cessé de s'intensifier au Tchad sous l'effet d'une crise budgétaire liée aux prix du pétrole, d'atteintes aux libertés civiles et d'un dévoiement récurrent des élections (Eizenga, 2018).

La deuxième guerre civile commence en 2005, avec une série de raids opérés par le MDJT sur des positions stratégiques de l'État situées dans l'est du Tchad. Divers groupes rebelles soudanais appuient les groupes rebelles tchadiens tout au long de leurs campagnes. D'autres milices et groupes rebelles prennent part aux offensives du MDJT, parmi lesquels le Rassemblement pour la démocratie et la liberté (RDL) et le Front uni pour le changement démocratique (FUC), coalition de huit groupes rebelles. En 2006, Idriss Déby déclare l'état d'urgence, et en 2007, à Syrte, en Libye, les principaux groupes rebelles de l'est du Tchad signent un accord de paix. Au début de 2008, les forces rebelles marchent sur la capitale dans une tentative manquée de coup d'État.

La France est un important allié d'Idriss Déby, à qui l'armée française a prêté son appui lors de nombreuses tentatives de coup d'État (Eizenga, 2018). De même, les États-Unis considèrent le Tchad comme un partenaire géostratégique essentiel dans la guerre régionale contre le terrorisme. En 2007, le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies adopte la résolution 1778, qui entraîne l'établissement d'une présence multinationale au Tchad, et la République centrafricaine demande le déploiement de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad (MINURCAT). Plusieurs groupes de la société civile opposés au régime se forment pour protester contre les pratiques autoritaires et répressives d'Idriss Déby, au nombre desquels Ça suffit, IYINA et Trop c'est trop.

Source : Matthew Pflaum.

du Niger contre les autorités fédérales et les compagnies pétrolières, et les violences intercommunautaires entre éleveurs et agriculteurs dans la Middle Belt. Ces conflits ont été à l'origine de 30 % des événements violents et de la moitié (49 %) des victimes enregistrées dans la région depuis 1997.

- Le deuxième épicentre géographique des violences est situé au nord du Sahara. En Libye, les tensions liées à la chute

Tableau 3.3

Nombre d'événements violents et nombre de victimes par pays, 1997-2019

Pays	Nombre d'événements violents	Nombre de victimes	Conflits majeurs
Nigéria	9 017	67 512	Insurrection de Boko Haram (2009-), violences intercommunautaires dans la Middle Belt, insurrection dans le delta du Niger (2003-)
Libye	6 369	19 048	Première guerre civile libyenne (2011), deuxième guerre civile libyenne (2014-)
Algérie	2 758	13 460	Guerre civile algérienne (1991-2002)
Tchad	658	7 642	Guerre civile tchadienne (1998-2002, 2005-10), insurrection de Boko Haram (2014-)
Cameroun	1 793	6 879	Insurrection de Boko Haram (2013-)
Mali	2 211	6 845	Rébellion touareg (2007-09), guerre civile malienne (2012-)
Côte d'Ivoire	979	3 822	Première guerre civile ivoirienne (2002-07), deuxième guerre civile ivoirienne (2010-11)
Niger	623	3 265	Rébellion touareg (2007-09), insurrection islamiste (2012-), insurrection de Boko Haram (2013-)
Guinée	420	2 767	Conflit en Sierra Leone et au Libéria (2000-03), affrontements en Guinée (2013)
Burkina Faso	697	1 716	Insurrection islamiste (2016-)
Sénégal	443	1 403	Conflit en Casamance (1982-2014)
Libéria	(824)*	(1 168)*	Deuxième guerre civile libérienne (1999-2003)
Guinée-Bissau	135	946	Guerre civile bissau-guinéenne (1997-99)
Tunisie	621	615	Révolution tunisienne (2010-11), insurrection islamiste (2015-)
Ghana	286	491	Pas de conflit majeur
Sierra Leone	(2 195)*	(143)*	Guerre civile sierraléonaise (1991-2002)
Mauritanie	59	129	Pas de conflit majeur
Maroc	111	119	Pas de conflit majeur
Gambie	64	97	Pas de conflit majeur
Bénin	53	83	Pas de conflit majeur
Togo	44	57	Pas de conflit majeur
Total	**30 360**	**138 207**	

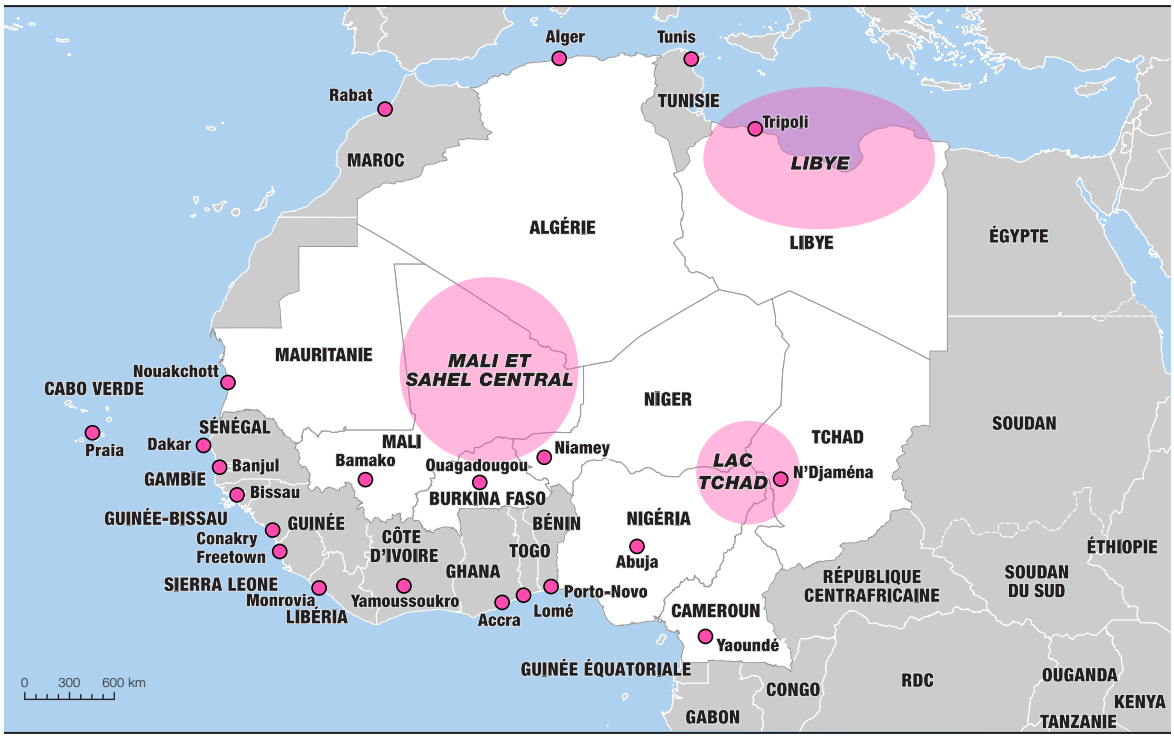
Note : *Le nombre d'événements violents et de victimes en Sierra Leone et au Libéria est sous évalué.

Source : Calculs des auteurs d'après les données ACLED, 2019a. L'ensemble des données, qui couvre une période commençant en 1997, permet de rendre compte seulement en partie de la guerre civile sierraléonaise (1991-2002) et de la deuxième guerre civile libérienne (1999-2003).

du colonel Kadhafi en 2011, ainsi que les combats ayant opposé des milices islamiques aux forces progouvernementales pendant la guerre civile, ont causé la mort de 19 000 personnes depuis 1997, soit 14 % du nombre total de victimes. En Algérie, une proportion importante des 13 000 décès enregistrés est due à la guerre civile entre les autorités et les groupes islamistes jusqu'au début des années 2000.

- Le troisième foyer de violences se trouve dans la partie centrale du Sahel, qui est constituée de l'est de la Mauritanie, d'une grande partie du Mali, du nord du Burkina Faso et de l'ouest du Niger. Dans cette région, les guerres civiles, les rébellions et les affrontements avec des groupes affiliés à Al-Qaïda et à l'État islamique (EI) sont à l'origine de la plupart des événements violents et des décès. Les violences ont évolué au fil du temps. Au Tchad, les 7 600 victimes dénombrées depuis 1997 ont perdu la vie dans les guerres civiles qui ont pris fin en 2010 (Encadré 3.1) et du fait de l'insurrection actuellement menée par Boko Haram dans la région du lac Tchad. Au Mali, la rébellion des Touareg du Nord survenue à la fin des années 2000, les violences intercommunautaires et, plus

Carte 3.2
Localisation des cas étudiés



Source : Auteurs.

récemment, la guerre civile, ont causé la mort de près de 7 000 personnes. Au Niger, plus de 3 000 personnes sont mortes des rébellions touareg de la fin des années 2000, de l'insurrection islamiste qui a gagné le pays depuis le Mali à partir de 2012, et de l'insurrection menée par Boko Haram dans l'extrême est du pays. Au Burkina Faso, l'essor du terrorisme islamiste dans le nord du pays a entraîné une hausse rapide du nombre d'événements violents et de victimes.

En dehors de ces trois principaux foyers, le plus grand nombre d'événements violents et de victimes est observé dans le golfe de Guinée où, à partir du début des années 90 et jusqu'au milieu des années 2000, la Côte d'Ivoire, la Sierra Leone, le Libéria et la Guinée ont connu plusieurs conflits connexes.

Le rapport s'appuie sur cette géographie des conflits et considère trois cas d'étude où des organisations violentes : 1) ont connu un essor particulièrement rapide depuis la fin des années 90, 2) se sont étendues au delà des frontières étatiques, 3) ont été à l'origine d'un nombre important d'événements violents et de victimes, et 4) ont conduit une puissance étrangère à intervenir militairement. Comme l'illustre la Carte 3.2, ces cas sont l'insurrection au Mali et ses conséquences dans le Sahel central (depuis 2012), l'insurrection dans la région du lac Tchad (depuis 2009) et les première et deuxième guerres civiles libyennes (depuis 2011). Au Mali et dans le Sahel central, le conflit oppose les autorités du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie et du Niger, et leurs alliés internationaux, à un certain nombre de rebelles sécessionnistes et d'organisations jihadistes comme AQMI, l'État islamique au Grand Sahara (EIGS) et d'autres groupes. Dans la région du lac Tchad, le conflit oppose les autorités du Cameroun, du Niger, du Nigéria et du Tchad, regroupées en une Force multinationale mixte (MNJTF), à l'organisation jihadiste Boko Haram et à son groupe dissident. En Libye, le conflit oppose tout d'abord les forces du colonel Kadhafi à des milices révolutionnaires, avant de dégénérer en une lutte entre des autorités concurrentes bénéficiant chacune de l'appui de nombreuses milices, de l'EI ou d'Al-Qaïda.

Encadré 3.2

Choix du quadrillage adéquat pour la région

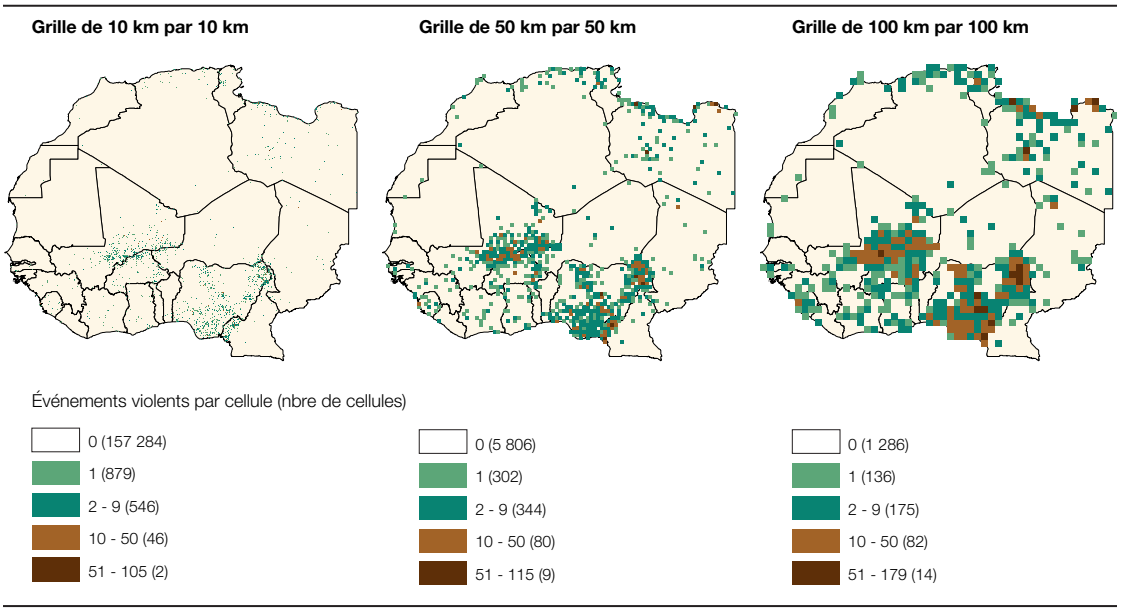
Le quadrillage retenu est adapté au contexte politique. Chaque cellule est assez grande pour regrouper un nombre suffisant d'événements violents, et ainsi permettre une analyse significative, tout en étant assez petite pour étudier la dynamique locale des violences politiques à travers la région.

D'autres tailles de cellule ont été envisagées. Ainsi, l'utilisation d'un quadrillage beaucoup plus fin, avec des cellules de 10 km par 10 km, aurait fait apparaître une localisation des violences à granularité plus fine. Toutefois, les violences politiques étant géographiquement concentrées dans un nombre limité de régions, 99 % des cellules auraient été vides en 2018. Parmi les 1 % de cellules dans lesquelles des événements violents auraient été enregistrés, seules 40 % en auraient comporté plusieurs. L'indicateur n'aurait pas été particulièrement significatif s'il y avait eu aussi peu de points dans chaque cellule. Des cellules plus grandes, par exemple de 100 km par 100 km, auraient regroupé des événements violents éloignés les uns des autres, qui n'auraient pas forcément été liés entre eux.

En comparaison, le quadrillage au moyen de cellules de 50 km par 50 km permet d'aborder ces questions de façon équilibrée, les zones étant assez vastes pour compter plusieurs événements violents au regard des critères de mesure normalisés de l'étude, sans être vastes au point de regrouper systématiquement des événements violents sans rapport entre eux. Il est ainsi possible de comparer l'évolution des conflits de Dakar à N'Djaména, et de Lomé à Alger. En outre, les violences y sont représentées de manière beaucoup plus homogène qu'au moyen des unités administratives existantes, dont la taille varie considérablement selon les pays et les zones bioclimatiques. Par exemple, dans le Sahara, qui est peu densément peuplé, les régions administratives sont généralement beaucoup plus étendues que partout ailleurs, ce qui influerait grandement sur l'intensité et la dispersion des événements violents telles qu'elles sont calculées dans le présent rapport.

Carte 3.3

Taille des cellules et nombre d'événements violents par cellule



Encadré 3.3
Catégories d'acteurs

- Les forces étatiques sont un ensemble d'acteurs qui exercent de facto la souveraineté d'un État sur un territoire donné. Elles comprennent les forces militaires et les forces de police. Dans le cas particulier de la Libye, sont répertoriés comme forces étatiques des groupes rivaux prétendant à l'exercice de fonctions gouvernementales, tels que le Gouvernement de salut national.
- Les groupes rebelles sont des organisations dont le programme politique consiste à renverser un État ou à en faire sécession. Lorsque des groupes ou factions dissidents se forment à partir d'un groupe rebelle, ils sont enregistrés dans la base de données en tant qu'acteurs distincts.
- Les milices politiques sont des organisations ayant pour objectif d'influer sur la gouvernance, la sécurité et l'action publique dans un État donné en usant de moyens violents. Contrairement aux groupes rebelles, les milices politiques ne cherchent pas l'élimination d'une autorité publique, mais sont généralement soutenues ou armées par une élite politique ou alliées avec elle, et œuvrent à la réalisation d'un objectif fixé par ces élites ou par des mouvements politiques de plus grande ampleur (ACLED, 2019b).
- Les milices identitaires sont des groupes militants assez hétérogènes structurés autour d'une appartenance ethnique, d'une religion, d'une région, d'une communauté ou d'un moyen de subsistance. Les actes perpétrés par les milices identitaires sont souvent décrits comme des violences intercommunautaires, car y participent des groupes impliqués dans des conflits locaux liés aux ressources et au pouvoir.
- Les émeutiers sont des individus ou des groupes d'individus se livrant à des violences désorganisées lors de manifestations. Ils ne sont pas armés mais peuvent commettre des actes violents contre les civils, les forces étatiques ou d'autres groupes armés. Les émeutiers sont recensés par pays d'origine. Ceux qui sont affiliés à un parti politique ou qui sont à l'origine d'un événement violent sont classés dans la catégorie d'acteur correspondante.
- Les manifestants sont des personnes pacifiques et non armées qui prennent part à une manifestation publique. Ils sont recensés par pays d'origine. Ceux qui sont affiliés à un parti politique ou qui sont à l'origine d'un événement violent sont classés dans la catégorie d'acteur correspondante.
- Les civils sont des personnes non armées, victimes d'événements violents. Ils sont recensés par pays d'origine. Les forces extérieures comprennent les organisations internationales, les forces militaires étrangères, les sociétés de sécurité privées et les mercenaires indépendants qui prennent part à des événements violents. Les forces militaires qui opèrent en dehors de leur pays d'origine sont codées dans la catégorie *Autres*.

Source : ACLED 2019a.

Outre les trois études, il est également fait appel à des mesures spatiales afin de dégager les tendances des violences au niveau infranational. Ce choix est motivé par le fait qu'une grande partie des violences politiques a des racines localisées qu'il serait difficile d'appréhender au niveau régional ou national. C'est pourquoi le nouvel indicateur spatial (SCDi) est calculé à petite échelle, en maillant l'ensemble de l'Afrique du Nord et de l'Ouest en des carrés de 50 km de côté, formant 6 540 « cellules » ou « régions » (Carte 3.3 et Encadré 3.2).

Tableau 3.4

Nombre d'acteurs par catégorie, 1997-2019

Type	Nombre	Exemples
Forces étatiques	339	Forces militaires algériennes, forces de police marocaines, Gouvernement du Ghana
Rebelles	128	Front Polisario, Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), Boko Haram, Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI)
Milices politiques	448	Alliance démocratique du 23 mai pour le changement (ADC), Janjaouid, Operation Odyssey Dawn
Milices identitaires	1 065	Milice ethnique chaâmba, milice communautaire de Raffour, milice dozo
Émeutiers	3	Émeutiers (Tchad)
Manifestants	6	Manifestants (Togo)
Civils	507	Travailleurs humanitaires, groupe ethnique des Ashanti, Association tchadienne pour la promotion et la défense des droits de l'homme
Forces extérieures	50	Forces militaires françaises, Organisation internationale de la Croix Rouge, missions des Nations Unies
Autres et inconnus	6	Mouvement Libérez Karim, Nigerian Petroleum Development Company
Total	**2 551**	

Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019a.

Un ensemble de données désagrégées

Le rapport repose sur des données concernant les violences politiques issues du projet *Armed Conflict Location and Event Data* (ACLED), qui répertorie les événements violents survenus en Afrique depuis 1997 (ACLED, 2019a). À la différence d'autres bases de données, telles que le *Worldwide Incident Tracking System* (système mondial de suivi des incidents, WITS), la *Global Terrorism Database* (base de données mondiale sur le terrorisme, GTD) ou l'ensemble de données UCDP/PRIO sur les conflits armés, ACLED fournit des informations détaillées et géoréférencées sur les acteurs en conflit sans seuil relatif au nombre de décès enregistrés pour chaque événement violent (Raleigh et al., 2010). Pour la période allant de janvier 1997 à juin 2019, l'ensemble des données ACLED contient des informations détaillées sur 30 360 événements violents associés à 2 551 organisations distinctes et à 138 207 décès.

Dans le cadre de l'étude, les organisations impliquées dans les violences politiques commises dans la région sont recensées d'après la liste d'acteurs figurant dans les données ACLED. Les acteurs y sont répartis en huit catégories (Encadré 3.3) suivant leurs objectifs et leur structure et, lorsque cela est possible, leur dimension spatiale et leurs rapports avec les populations locales (ACLED, 2019b).

Le principal paramètre de classification dans la base de données ACLED est un événement violent, ce qui exige quelques ajustements lorsque les données sont exploitées pour cartographier des violences politiques. Dans la base de données ACLED, certaines forces étatiques sont parfois désignées différemment en fonction de la période ou de leurs schémas de comportement. Les forces militaires libériennes sont par exemple mentionnées à six reprises, selon le régime qu'elles ont servi et le type d'unité responsable des événements violents. Aux fins de la présente étude, cette classification est simplifiée, et les forces militaires et de police de chaque pays sont assimilées à un acteur unique.

Dans quelques cas, le code attribué à un acteur peut changer si, par exemple, une milice est intégrée dans des forces étatiques, ou si un groupe rebelle parvient à faire sécession d'un État. Dans d'autres cas, certains acteurs peuvent parfois être répertoriés comme mouvement ou comme organisation en fonction de l'incident. Certains incidents survenus au Mali sont attribués à la CMA et à la Plateforme, considérées en principe comme des mouvements politiques, ou au MNLA et au HCUA, deux organisations appartenant aux mouvements plus vastes que sont la CMA et la Plateforme. Afin de prendre cet aspect en considération, les événements violents sont attribués à une organisation plutôt qu'à un mouvement lorsque cela possible.

Tableau 3.5

Types d'événements violents selon ACLED

Type d'événements violents	Sous-catégories	Nombre d'événements violents	Nombre de décès
Combats	Affrontement armé	12 206	59 733
	Reprise d'un territoire par les autorités	898	4 748
	Prise de territoire par un acteur non étatique	827	4 277
Violences perpétrées à distance/explosions	Arme chimique	0	0
	Frappe aérienne/frappe de drone	1 487	5 564
	Attentat suicide à la bombe	483	4 882
	Bombardement/tir d'artillerie/attaque au missile	725	1 176
	Explosif à distance/mine terrestre/engin explosif improvisé	2 137	7 605
	Grenade	53	48
Violences à l'encontre de civils	Violence sexuelle	119	887
	Attaque	9 948	49 287
	Enlèvement/disparition forcée	1 477	0
Total		**30 360**	**138 207**

Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019a.

Les données ACLED sont exploitées pour sélectionner les acteurs étatiques et non étatiques impliqués dans des actes terroristes, des rébellions et des violences intercommunautaires entre 1997 et 2019, ainsi que leurs alliés et leurs ennemis. Cette définition assez large des violences est rendue nécessaire par le fait que les acteurs peuvent être impliqués dans différents types de violences au fil du temps. ACLED distingue trois grandes manifestations (les violences, les manifestations et les actions non violentes), 6 types d'événements violents et 25 sous-catégories. L'étude porte exclusivement sur les violences à motivation politique. Les éléments suivants entrent en ligne de compte : combats, violences à distance et explosions, et violences contre les civils (Tableau 3.5). Les manifestations et les événements non violents tels que la conclusion d'accords, les arrestations, la neutralisation d'armes, la mise en place de quartiers généraux, les pillages et le transfert non violent de territoires n'entrent pas dans le champ de l'analyse.

- Un combat est une interaction violente survenant à un moment et en un lieu donnés entre deux groupes armés politiquement organisés (ACLED, 2019b). Les combats peuvent opposer des acteurs étatiques et non étatiques, quels qu'ils soient ; y interviennent au moins deux acteurs armés et organisés. Les violences contre les civils sont classées dans une catégorie distincte, bien que les civils puissent être touchés indirectement par des combats. Cette catégorie comprend des événements violents n'ayant pas entraîné de décès. Les combats se subdivisent en trois sous-catégories, selon qu'un territoire est pris par des acteurs non étatiques ou par des forces étatiques, ou qu'aucun changement territorial ne se produit.
- Les violences perpétrées à distance et les explosions sont des événements violents unilatéraux lors desquels le moyen employé pour livrer le conflit engendre une asymétrie en privant la cible de la possibilité de réagir (ACLED, 2019b). Elles peuvent être exécutées à l'aide de bombes, de grenades, d'engins explosifs improvisés (EEI), de tirs d'artillerie ou de bombardements, d'attaques au missile, de tirs de mitrailleuse lourde, de frappes aériennes ou de frappes de drone, ou d'armes chimiques.
- Les violences contre les civils renvoient à des événements violents lors desquels un groupe

armé organisé inflige délibérément des violences à des non-combattants non armés. Par définition, les civils ne sont pas armés et ne peuvent pas commettre de violences politiques, contrairement aux forces étatiques et à leurs alliés, aux rebelles, aux milices et aux forces étrangères/autres forces (ACLED, 2019b). Au nombre des violences contre les civils figurent les coups, les tirs, la torture, les viols, les mutilations, les enlèvements et les disparitions.

PRÉSENTATION D'UN NOUVEL INDICATEUR SPATIAL

Le SCDi permet de déterminer si l'intensité des conflits augmente ou diminue, leur concentration et leur dispersion géographiques. Le SCDi repose sur l'analyse spatiale, une démarche quantitative consistant à évaluer l'évolution de l'intensité et de la répartition des événements violents, ainsi que leur sens de déplacement (Encadré 3.4). Ces dernières années, l'analyse spatiale a été facilitée par la disponibilité de données désagrégées et par d'importants progrès au niveau des logiciels, comme les systèmes d'information géographique (SIG), qui permettent de stocker, gérer, afficher et analyser des données spatiales. Aujourd'hui, grâce à ces systèmes, il est possible de combiner et d'articuler des ensembles de données émanant de diverses sources pour mettre en évidence des rapports jusqu'ici inconnus entre actes violents et espace (Chainey et Ratcliffe, 2013 ; Boba Santos, 2017).

Intensité des violences

Afin d'établir si l'intensité spatiale des conflits tend à diminuer ou à augmenter, la densité des incidents violents est cartographiée dans chaque cellule de 50 km par 50 km. La densité (d) est calculée en divisant le nombre d'événements violents comptabilisés dans cette cellule pendant une période définie par la superficie mesurée d'une cellule. La limite inférieure de la densité est de 0, lorsqu'aucun événement violent n'est enregistré dans la cellule, mais il n'y a pas de limite supérieure théorique. Il n'en reste pas moins que plus la période est longue, plus la densité est susceptible d'augmenter. L'exemple ci après est basé sur des zones identiques de 10 km^2 au cours d'une même période (Graphique 3.1).

Il importe de préciser que la densité (d) ne permet pas d'évaluer la localisation des événements à l'intérieur de la cellule. Dans l'exemple ci-dessous, les régions A et B présentent toutes deux une densité de 0.6 (6 événements violents/10 km^2), mais une répartition assez différente des événements violents (Graphique 3.2).

Degré de concentration des violences

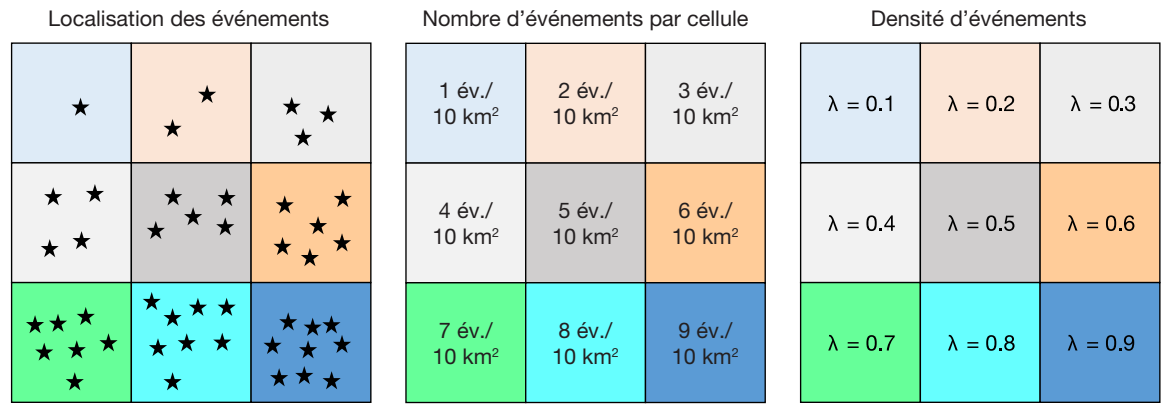
L'analyse de la distance moyenne au plus proche voisin est employée pour déterminer si les événements violents sont dispersés, concentrés ou répartis aléatoirement dans l'ensemble de la zone étudiée. Pour cette mesure, la distance est évaluée entre chaque incident violent survenu dans une région et l'incident le plus proche. La moyenne de toutes ces distances au plus proche voisin est ensuite calculée. La répartition est considérée comme concentrée si la distance moyenne est inférieure à celle d'une répartition aléatoire, et comme dispersée dans le cas contraire.

Le ratio de la distance moyenne au plus proche voisin permet d'établir si la répartition des événements violents est concentrée ou dispersée. Ce ratio est calculé en divisant la distance moyenne observée entre l'ensemble des points contenus dans une cellule par la distance moyenne obtenue si les événements violents avaient été répartis de façon aléatoire (ESRI, 2019a). Des ratios inférieurs à 1 dénotent des événements concentrés, tandis que des ratios supérieurs à 1 caractérisent ceux qui sont dispersés. À titre d'exemple, la répartition des violences dans la partie gauche du Graphique 3.3, est concentrée par comparaison à une répartition aléatoire du même nombre d'événements violents comme en témoigne son ratio de 0.5, alors que la répartition dans la partie droite est dispersée (ratio de 1.5).

L'étude combinée de l'intensité et de la concentration des violences politiques permet de dégager quatre types de géographie des conflits

Graphique 3.1

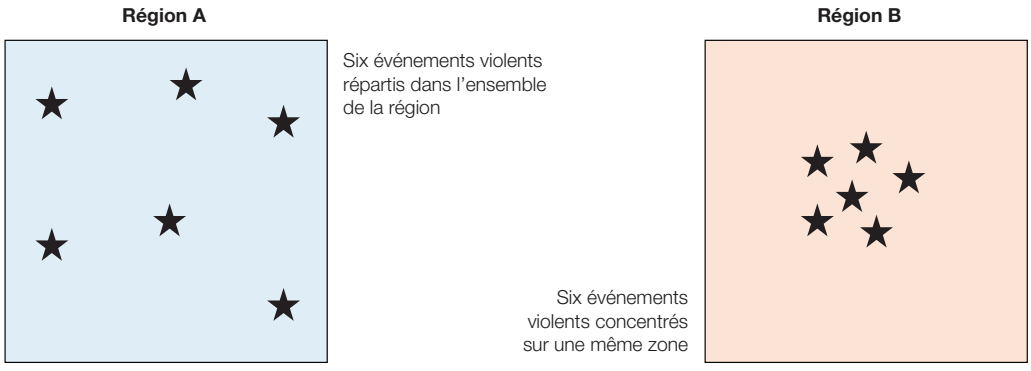
Densité des événements violents



Source : Auteurs.

Graphique 3.2

Une même densité, mais des configurations différentes pour la localisation des violences



Source : Auteurs.

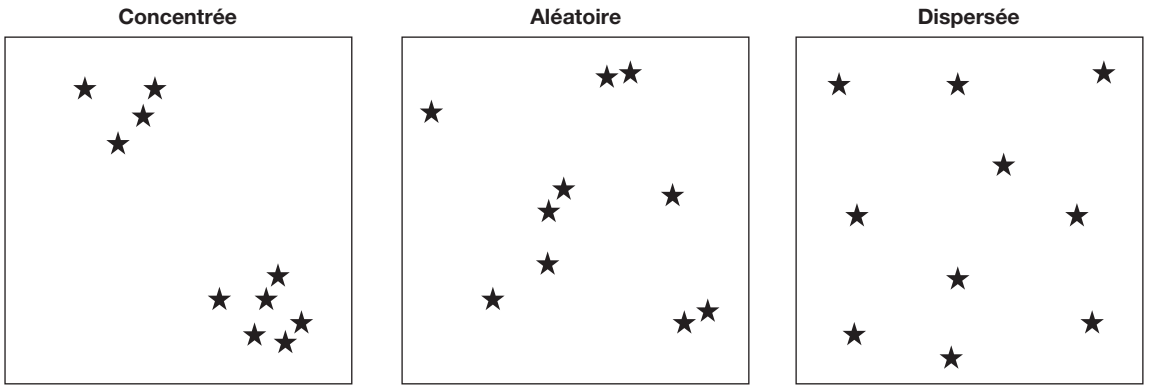
(Chapitre 1). Une diminution de la fréquence des violences conjuguée à un accroissement de leur concentration spatiale est le signe le plus fréquent de conflits relativement localisés. La situation la plus préoccupante est celle où, à l'inverse, les événements violents deviennent plus nombreux et se propagent à l'ensemble du territoire. Hormis ces deux cas extrêmes, certaines régions connaissent des conflits persistants, caractérisés par une faible intensité d'événements violents avec une répartition dispersée. D'autres régions sont touchées par un nombre croissant d'événements violents, mais à bien moindre échelle, ce qui suggère que les conflits sont circonscrits dans l'espace.

MESURER L'IMPACT DES INTERVENTIONS MILITAIRES

L'étude présente une évaluation de la manière dont les interventions militaires influent sur la géographie des conflits. Cette évaluation recense les interventions susceptibles d'avoir infléchi le cours des conflits de ces 22 dernières années. Quatre types d'acteurs sont considérés : les organisations intergouvernementales telles que l'Organisation des Nations Unies ou l'OTAN, les organismes

Graphique 3.3

Répartition concentrée, aléatoire et dispersée des événements violents, évaluée à l'aide du ratio de la distance moyenne au plus proche voisin



Source : Auteurs.

Encadré 3.4

Étapes du traitement des données

Plusieurs logiciels et outils de programmation sont utilisés dans cette étude pour traiter les données, calculer l'indicateur et élaborer une visualisation des résultats. Au nombre de ces outils figurent principalement le logiciel statistique R (R Core Team, 2019) et les outils de visualisation ggplot2 (Wickham, 2016), ArcGIS 10.6.1 (ESRI, 2019b), et Python 2.7 (Python Software Foundation, 2019), qui permettent d'examiner les rapports entre décès, type d'événements violents et localisation. Au stade le plus élémentaire, les données ACLED sont géoréférencées à l'aide d'ArcGIS sous la forme de points de localisation dans les 21 pays de la région étudiée. Tous les résultats sont cartographiés selon la projection conique conforme de Lambert.

Un quadrillage composé de cellules de 50 km de côté est appliqué dans ArcGIS de façon à couvrir l'ensemble de la région étudiée. Toutes les cellules ont la même superficie (2 500 km^2). Le quadrillage est superposé à la localisation des événements violents dans ArcGIS, puis utilisé pour calculer les deux valeurs nécessaires à l'obtention de l'indicateur : la densité spatiale des événements violents par cellule et le degré de concentration des violences à l'intérieur de chaque cellule.

Ces calculs sont effectués à l'aide d'Arcpy, une bibliothèque pour Python 2.7 liée à ArcGIS. Ce script, élaboré par l'équipe de recherche, se compose essentiellement de deux boucles imbriquées qui permettent de calculer les deux valeurs (la densité et le degré de concentration des événements) pour chaque cellule, année et type d'événement violent. Étant donné que le calcul du degré de concentration requiert la saisie d'au minimum deux points, le script sélectionne uniquement les cellules contenant plusieurs événements violents. On obtient ainsi, pour chaque année, un nouveau quadrillage, ainsi que les mesures de densité et de concentration associées à chaque cellule contenant au moins deux événements violents. Les quadrillages obtenus sont ensuite exploités sous ArcGIS pour cartographier les résultats à l'échelle de la région.

régionaux tels que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), les États nations d'autres continents, comme la France ou les États-Unis, et les pays africains (y compris leurs forces multinationales). Certaines interventions militaires sont toujours en cours ou ont duré des années, ce qui nécessite d'identifier une ou plusieurs périodes pendant lesquelles les opérations militaires ont eu des répercussions directes sur les insurgés.

Pour cela, il convient de déterminer le moment et le lieu où se sont déroulées des opérations militaires lors de chaque conflit. Par exemple, la Force multinationale mixte (MNJTF) mise sur pied par le Nigéria, le Niger, le Tchad, le Cameroun et le Bénin a conduit plusieurs opérations d'envergure contre Boko Haram dans le nord est du Nigéria depuis janvier 2015 (CBLT, 2018). Afin de déceler les évolutions dans la géographie de ces conflits, les zones les plus touchées par chaque opération militaire au cours de chaque conflit sont recensées. C'est ainsi que dans le nord est du Nigéria, certaines opérations ont visé le bassin du lac Tchad, tandis que d'autres ont ciblé la forêt de Sambisa, près de la frontière avec le Cameroun, où les insurgés de Boko Haram mènent également des activités.

Dans l'étude, deux mesures établies dans le cadre du SCDi permettent de repérer les évolutions dans la géographie des conflits pouvant être attribuées à une intervention militaire. Les répercussions spatiales des interventions militaires sont évaluées en examinant d'abord les événements violents liés aux cas mis en évidence sur la Carte 3.2, puis en analysant la manière dont ces chocs extérieurs peuvent avoir contribué à la diminution, à l'intensification, à la concentration et à la dispersion des conflits.

L'étude mesure les évolutions induites par les interventions militaires au niveau de la structure spatiale des conflits en étudiant les variations des deux composantes du SCDi. En comparant la proportion de cellules présentant une forte ou faible intensité de violence avant et après une intervention, il est possible de déterminer si les conflits sont atténués, et où une telle évolution s'opère. De même, la comparaison du degré de concentration observé avant et après une intervention permet d'établir de quelle manière une intervention peut influer sur la propagation des violences dans une direction ou une autre.

Grâce au SCDi, il est possible de prendre en considération la grande diversité des conflits qui se déroulent actuellement en Afrique. Par la combinaison de deux mesures (intensité et degré de concentration), l'indicateur est utile pour recenser les régions qui connaissent le plus de conflits, déterminer si les conflits tendent à se disperser et évaluer dans quelle mesure les interventions militaires étrangères influent sur la géographie des luttes armées. Il est fondamental d'étudier la dynamique spatiale des conflits pour éclairer et élaborer des stratégies de sécurité et de développement adaptées aux contextes locaux. À titre d'exemple, les conflits qui font généralement de nombreuses victimes dans une zone spatialement circonscrite, ne requièrent pas les mêmes réponses politiques que les conflits présentant une densité inférieure à la moyenne et une répartition dispersée des événements violents.

Le nouvel indicateur complète les méthodes existantes pour appréhender les conflits dans la région, comme le projet *Violence Early Warning System* (système d'alerte précoce des actes de violence, ViEWS). Ce dernier consiste à modéliser la façon dont des facteurs géographiques, sociaux, économiques et politiques conduisent certains groupes ou individus à recourir à la violence organisée (Hegre et al., 2019). Le SCDi peut contribuer à des initiatives en cours cartographiant l'évolution temporelle de la situation régionale en matière d'alimentation et de nutrition. Étant donné la relative simplicité du nouvel indicateur, il serait envisageable d'intégrer les résultats dans les analyses relevant du Cadre harmonisé, géré collectivement par le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) et d'autres membres du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA) (FAO, PAM, UNICEF, FEWS NET, ACF, CARE, OXFAM, Save the Children, EC-JRC, FICR, GSU/IPC, etc.) dont le CSAO. Cela pourrait permettre une meilleure compréhension de l'interdépendance entre insécurité alimentaire et insécurité politique.

Références

ACLED (2019a), Armed Conflict Location & Event Data Project, https://www.acleddata.com.

ACLED (2019b), *Codebook. Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://www.acleddata.com/wp-content/uploads/dlm_uploads/2017/10/ACLED_Codebook_2019FINAL_pbl.pdf.

Bencherif, A. et A. Campana (2017), « Alliances of convenience: assessing the dynamics of the Malian insurgency », *Mediterranean Politics*, vol. 22, n° 1, pp. 115-134.

Boba Santos, R. (2017), *Crime analysis with crime mapping*, Sage, Thousand Oaks.

Bultmann, D. (2018), « The social structure of armed groups. Reproduction and change during and after conflict », *Small Wars & Insurgencies*, vol. 29, n° 4, pp. 607-628.

Chainey, S. et J. Ratcliffe (2013), *GIS and crime mapping*, John Wiley & Sons, Londres.

CBLT (2018), *MNJTF communicates.* Commission du bassin du lac Tchad, N'Djaména, 8 mai.

CEP (2019), *Al-Qaeda in the Islamic Maghreb (AQIM)*, Counter-Extremism Project, https://www.counterextremism.com/threat/al-qaeda-islamic-maghreb-aqim.

DHS (2016), Foreign terrorist organisations' Official media arms and violent extremist web forums, Department of Homeland Security, Washington, DC.

Dowd, C. (2015), « Actor proliferation and the fragmentation of violent groups in conflict », *Research & Politics*, vol. 2, n° 4.

Dowd, C. et C. Raleigh (2013), « The myth of global Islamic terrorism and local conflict in Mali and the Sahel », *African Affairs*, vol. 112, n° 448, pp. 498-509.

Eizenga, D. (2018), « The unstable foundations of political stability in Chad », *Notes ouest-africaines*, n° 12, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/508844d3-en.

ESRI (2019a), *How Average Nearest Neighbor works*, https://pro.arcgis.com/en/pro-app/tool-reference/spatial-statistics/h-how-average-nearest-neighbor-distance-spatial-st.htm.

ESRI (2019b), *ArcGIS Release 10.6.1*., Environmental Systems Research Institute, Redlands, CA.

FAO (2018), *Cadre harmonisé for identification of risk areas and vulnerable populations in sixteen (16) States and the Federal Capital Territory (FCT) of Nigeria*, Food and Agriculture Organisation, Rome http://www.fao.org/emergencies/resources/documents/resources-detail/en/c/1146522.

Hegre, H. et al. (2019), « ViEWS: A political violence early-warning system », *Journal of Peace Research*, vol. 56, n° 2, pp. 155-174.

Kalyvas, S.N. (2006), *The logic of violence in civil war*, Cambridge University Press, Cambridge.

Lecocq, B. et G. Klute (2019), « Tuareg separatism in Mali and Niger », in de Vries, L., P. Englebert et M. Schomerus (dir. pub.), *Secessionism in African politics: Aspiration, grievance, performance, disenchantment,* Palgrave Macmillan, New York, pp. 23-57.

Price, B.C. (2019), *Targeting top terrorists: Understanding leadership removal in counterterrorism strategy*, Columbia University Press, New York.

Python Software Foundation (2019), Python language reference, version 2.7. www.python.org.

R Core Team (2019), R: A language and environment for statistical computing, R Foundation for Statistical Computing, www.R-project.org.

Raleigh, C., Linke, A., Hegre, H. et J. Karlsen (2010), « Introducing ACLED: an armed conflict location and event dataset », *Journal of Peace Research*, vol. 47, n°5, pp. 651-660.

Schmidt, E. (2018), *Foreign intervention in Africa after the Cold War. Sovereignty, responsibility and the war on terror*, Ohio University Press, Athènes.

Walther, O. (2017), « Guerres et conflits au Sahara-Sahel », *Notes ouest-africaines*, n° 10, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/04bdd7aa-fr.

Werenfels, I. (2015). « Going "glocal": Jihadism in Algeria and Tunisia », in Steinberg G. et A. Weber (dir. pub.), *Jihadism in Africa. Local causes, regional expansion, international alliances*, German Institute for International and Security Affairs, Berlin, pp. 51-67.

Wickham, H. (2016), *ggplot2: Elegant graphics for data analysis*, Springer, New York.

Wood, E.J. (2008), « The social processes of civil war: The wartime transformation of social networks », *Annual Review of Political Science*, vol. 11, pp. 539-561.

Chapitre 4

Évolution de la géographie des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest

Le Chapitre 4 analyse l'évolution de la géographie des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest depuis la fin des années 90. Il montre que les conflits impliquent de nombreux acteurs non étatiques qui poursuivent des objectifs divergents, et ciblent les civils de façon plus systématique qu'auparavant. C'est dans les régions frontalières que se concentrent souvent les violences et les victimes. À partir d'un nouvel indicateur de la dynamique spatiale des conflits (SCDi), ce chapitre met en évidence les déplacements et la propagation de la violence au fil du temps. Ce chapitre montre que les conflits sont en grande partie localisés, contrairement à certaines idées répandues. Moins d'un tiers des régions en proie à la violence affichent des signes de propagation de cette violence. Néanmoins, il confirme aussi que la géographie de la violence est moins localisée qu'il y a 20 ans. De multiples foyers à haute intensité de conflits se sont formés au Sahel, où la violence se propage aux régions et aux pays voisins. Ces foyers sont plus susceptibles que par le passé d'être entourés de régions à plus faible intensité de conflits.

MESSAGES CLÉS

- **Les 5 dernières années sont les plus violentes que la région ait jamais connues, avec un bilan de plus de 12 000 événements violents et 50 000 victimes jusqu'en juin 2019.**
- **Le nombre de zones qui connaissent une intensification de la violence politique à l'échelon local a augmenté beaucoup plus rapidement que le nombre de celles confrontées à d'autres types de conflit.**
- **La violence politique se concentre principalement dans les régions frontalières. Plus de 40 % des événements violents et des victimes se produisent à moins de 100 km d'une frontière terrestre.**
- **La violence cible de plus en plus les civils, surtout en Afrique de l'Ouest, où les attaques contre des civils excèdent les conflits entre les forces gouvernementales et les groupes armés.**
- **Les conflits sont surtout localisés, et les événements violents sont plus susceptibles d'être proches les uns des autres. Toutefois, depuis 2016, davantage de régions du Sahel sont concernées par une dispersion des conflits et une propagation de la violence au delà des frontières, affectant des régions jusqu'alors épargnées.**

Au cours des 15 dernières années, l'Afrique du Nord et de l'Ouest a vécu une instabilité politique sans précédent. De l'océan Atlantique au lac Tchad, de plus en plus de pays sont touchés par les conflits armés ou par le terrorisme (Walther et Miles, 2018). Cette situation reflète une évolution de la dynamique de la violence, alimentée par un ensemble de phénomènes : rébellions, insurrections jihadistes, bombardements, prises d'otages, coups d'État, manifestations issues du Printemps arabe et interventions militaires étrangères (Eizenga, 2019).

Prises individuellement, aucune de ces formes de violence n'est nouvelle. Des rébellions ébranlent le Sahara depuis le début de l'ère coloniale. Dans le massif de l'Aïr situé dans l'actuelle République du Niger, Ag Mohammed Wau Teguidda Kaocen a dirigé la première rébellion touareg, il y a plus d'un siècle. De même, la région a connu plusieurs vagues de jihadisme depuis la guerre sainte menée par Usman Dan Fodio en 1804 dans ce qui est aujourd'hui le nord du Nigéria. À la fin du XIX^{e} siècle, Samory Touré a fondé un grand empire islamique dans le sud du Mali et en Guinée, tandis qu'El Hadj Oumar Tall et El Hadj Mohamed al-Amin ont mené le jihad respectivement le long du fleuve Niger et du haut bassin du fleuve Sénégal (Miles, 2018).

Depuis la révolution égyptienne de 1952, 26 chefs d'État ont été renversés dans la région. Des interventions militaires ont ponctué l'histoire de nombreux pays depuis que les Français ont lancé l'opération Limousin pour venir en aide au régime du président Tombalbaye face au Front de libération nationale du Tchad (FROLINAT) en 1969 (Buijtenhuijs, 1995).

Les formes passées de la violence en Afrique du Nord et de l'Ouest conduisent à s'interroger sur les particularités des conflits actuels. Une question importante est de savoir si la région connaît une intensification des guerres et des conflits qui ont émaillé le XX^{e} siècle, ou se caractérise par des conflits armés d'un type nouveau. L'étude du nouveau visage de la violence dans la région montre que si la nature de la guerre n'a pas changé, l'Afrique du Nord et de l'Ouest est désormais confrontée à trois types de violence organisée : conflits armés pour conquérir le pouvoir politique, activités criminelles pour le gain personnel et violations des droits humains en vue de constituer des zones homogènes sur le plan ethnique et religieux (Walther, 2017). Le fait que ces formes de violence se conjuguent dans un contexte mondialisé rend la résolution des conflits plus difficile.

LES TYPES DE VIOLENCE EN AFRIQUE DU NORD ET DE L'OUEST

Contrairement à une idée répandue, l'Afrique subsaharienne n'est pas la région du monde la plus sujette aux conflits (Carter et Straus, 2019). Elle connaît certes des conflits de longue durée (Éthiopie, Ouganda, Soudan, Tchad), mais les guerres sur le continent ne sont pas plus fréquentes et ne durent, en moyenne, pas plus longtemps que dans le reste du monde. Après avoir culminé dans les années 90, les conflits entre États sont devenus plus rares en Afrique subsaharienne, et ce sont les guerres civiles qui constituent de loin le type de conflit le plus fréquent, deux tendances qui reflètent l'évolution des conflits au niveau mondial.

Les spécificités des conflits modernes dans la région

Les conflits modernes en Afrique du Nord et de l'Ouest se caractérisent par leur propagation au-delà des frontières nationales, ce qui tend à effacer la distinction entre affaires nationales et internationales. L'histoire récente de la région montre que, lorsqu'ils sont soumis à des pressions croissantes, les groupes armés se déplacent vers des pays où les capacités militaires ou la gouvernance politique sont moindres. De même, les conflits modernes ont tendance à être tout à la fois locaux, nationaux et internationaux : ils exploitent des concepts internationaux, tels que le jihad, et des ressources mondiales, telles que les otages occidentaux, pour faire valoir des revendications locales et nationales.

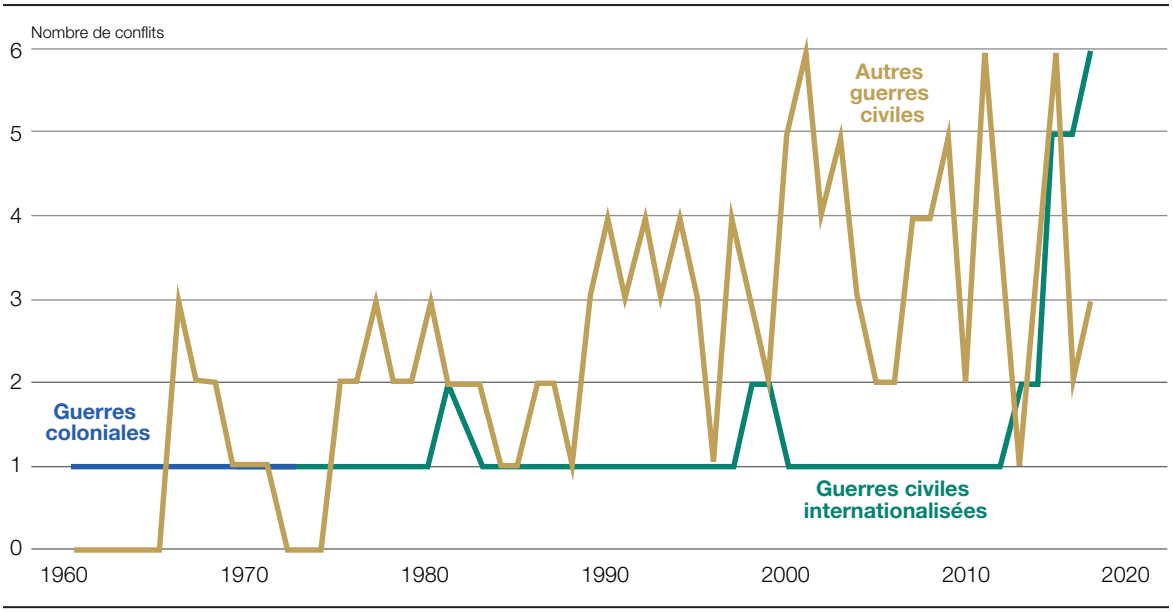
Les conflits dans la région se caractérisent aussi par le fait que les relations entre belligérants suivent des évolutions contradictoires et imprévisibles. Des groupes un jour alliés peuvent se combattre le lendemain. Des individus peuvent prêter allégeance à l'armée, puis à des milices et enfin à des groupes extrémistes, au gré des circonstances. Les revirements d'alliances et de conflits entre belligérants brouillent la distinction entre gouvernement, armée nationale et société sur laquelle les États modernes de la région étaient construits.

La troisième caractéristique est que les objectifs et stratégies militaires des belligérants sont moins idéologiques ou géopolitiques qu'auparavant. Ces conflits identitaires visent à promouvoir une vision idéalisée du passé, comme le califat promis par l'État islamique (EI) et par Boko Haram. Cette vision politique, qui a tendance à mélanger politique et identité, recourt à la peur, à la haine et à la destruction dans le but de créer des zones homogènes sur le plan ethnique ou religieux. Elle a pour conséquence le meurtre délibéré de civils, et se démarque en cela des anciennes guérillas qui visaient à conquérir le cœur et l'esprit de la population.

Aussi, les conflits modernes en Afrique du Nord et de l'Ouest se caractérisent souvent par un recours systématique à la violence organisée

Graphique 4.1

Conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest, par type, 1960-2019



Source : UCDP/PRIO, 2019.

contre les civils. Les stratégies des insurgés s'appuient sur une grande mobilité et un petit nombre de combattants, dont les attaques ne visent pas tant à défendre un territoire qu'à contrôler la population. Les milices, mouvements extrémistes violents et groupes d'autodéfense impliqués dans les conflits modernes, sont mal entraînés et organisés de manière moins hiérarchique que les armées traditionnelles. Le manque d'accès aux armes lourdes ne les rend pas moins dangereux, ainsi que le démontrent le génocide rwandais des années 90 ou les massacres de masse commis au Darfour, en Sierra Leone et au Libéria.

La faiblesse militaire de nombreux insurgés reflète la fragilité de nombreux gouvernements. Toutefois, depuis les années 2000, les puissances occidentales interviennent pour soutenir les États locaux qui combattent les insurrections, comme au Sahel aujourd'hui. Si, au cours de la Guerre froide, les insurgés pouvaient espérer recevoir une aide extérieure, ce sont aujourd'hui les États qui sont les principaux destinataires de l'aide. Malgré ces efforts, les armées africaines restent mal équipées pour lutter contre les groupes transnationaux. Par conséquent, dans de nombreux conflits, ni les rebelles ni les gouvernements ne sont en mesure de mener une frappe décisive contre l'ennemi, si bien que les conflits ont tendance à s'enliser plutôt qu'à se résoudre. Ce n'est que dans les États faibles où les structures gouvernementales s'effondrent, comme actuellement au Mali, que les rebelles gagnent du terrain. Aussi les guerres dans lesquelles les insurgés peuvent renverser les gouvernements et faire sécession sont-elles rares. Les conflits sont souvent menés dans des régions frontalières par des groupes d'insurgés qui luttent les uns contre les autres au lieu d'unir leurs forces contre le gouvernement.

Une région plus violente

Tous les pays et territoires en Afrique du Nord à l'exception de la Tunisie ont connu au moins un conflit armé depuis 1960, tandis que près des trois quarts des 18 pays ouest-africains (72 %) ont été impliqués dans un conflit armé. Ces chiffres sont légèrement plus élevés que pour l'Afrique subsaharienne, où 68 % et 61 % des pays ont traversé un conflit armé et une guerre civile récemment (Carter et Straus, 2019). En Afrique du Nord et de l'Ouest, le nombre de guerres entre États est très faible depuis 1960. L'évolution la plus marquante intervenue au cours des 60 dernières années est l'augmentation du nombre de guerres

Encadré 4.1

Le conflit en Casamance (1982-2014)

Le conflit en Casamance éclate au début des années 80, lorsque le Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC) réclame une plus grande autonomie vis-à-vis de l'État sénégalais (Theobald, 2015). Les revendications portent sur ce que les populations locales perçoivent comme un « colonialisme intérieur » et sur des facteurs socio-politiques tels que le favoritisme pour la région de Dakar, la préférence de l'État pour l'usage du wolof et du français, la privation de droits politiques et les politiques foncières qui pénalisent les ethnies du Sud (Sanchez, 2018).

En 1982, le MFDC se transforme en un groupe séparatiste plus agressif, qui compte une aile politique et une aile militaire (appelée *Atika*). Le conflit débute avec des manifestations étudiantes dans les rues de la capitale Ziguinchor contre la marginalisation et en faveur de la décentralisation des ressources publiques. Après le premier accord de cessez-le-feu conclu en 1999, *Atika* se scinde en un *Front Nord* et un *Front Sud*. Ces deux composantes éclatent en trois factions opposées : *Baraka Mandioka*, la faction extrémiste, et *Cassolol* et *Diakaye*, plus modérées. Le gouvernement sénégalais et l'armée répriment leurs manifestations en mobilisant des troupes stationnées en Casamance.

Le MFDC et le gouvernement signent un accord de paix en 2004, mais plusieurs factions extrémistes émanant du MFDC continuent de se livrer à des actes de violence sporadiques en Casamance tout en commettant d'autres formes de délit et de trafic illégal (Marut, 2010). Le MFDC n'atteint pas son objectif d'indépendance de la Casamance, bien qu'au fil du conflit certains gouvernements et présidents prennent des mesures favorables à la région du Sud. En outre, les actes et les objectifs de plus en plus violents du MFDC lui aliènent les habitants de Casamance. Par ailleurs, les exigences sécessionnistes toujours plus affirmées du MFDC se heurtent à l'attachement de la Casamance à l'intégrité nationale. Les troupes gouvernementales sont aussi accusées d'avoir violé les droits humains et tué des civils.

Aujourd'hui, la Casamance fait l'objet de reconstruction de la part de l'État et d'organisations internationales d'aide, avec notamment la réinstallation de personnes déplacées internes et de réfugiés. Bien que le conflit en Casamance soit l'un des moins violents d'Afrique, sans massacre de masse, le MFDC a été impliqué dans 326 incidents violents, causant la mort de 1 428 personnes entre 1997 et 2019, selon ACLED (2019).

Source : Matthew Pflaum.

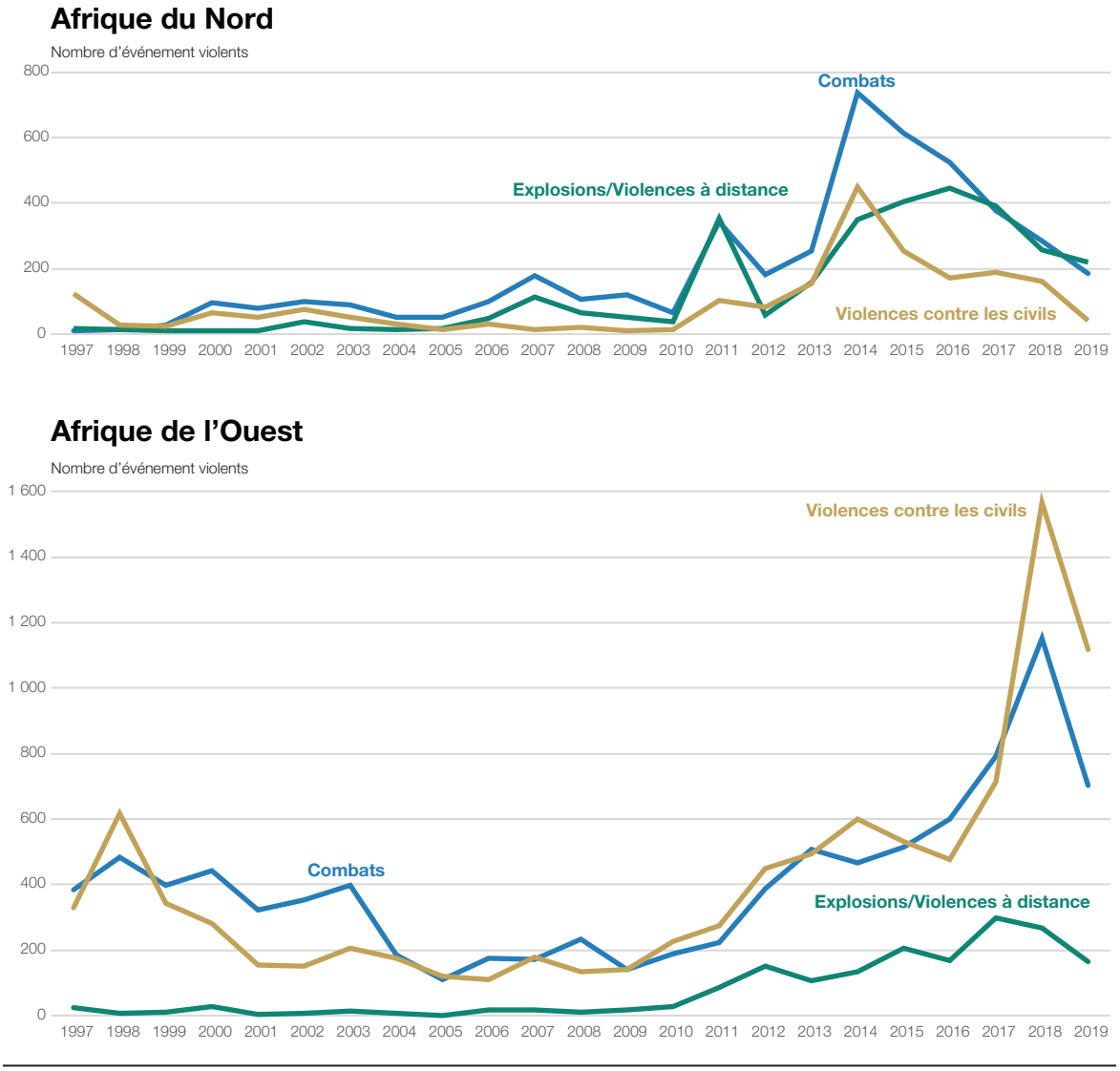
civiles, et notamment de celles de dimension transnationale, comme en Côte d'Ivoire, au Libéria et en Sierra Leone entre les années 90 et 2000, et au Sahel aujourd'hui (Graphique 4.1). La plupart de ces affrontements opposent les gouvernements à des organisations extrémistes violentes ayant des visées religieuses réformistes (Ibrahim, 2017).

La violence politique est inégalement répartie en Afrique du Nord et de l'Ouest (Chapitre 3). Étant donné que les guerres entre États sont beaucoup moins fréquentes que les guerres civiles, les événements violents surviennent généralement au niveau régional plutôt que national. La localisation spatiale de ces foyers de violences a beaucoup changé au fil du temps, à l'exception du Nigéria, qui est resté un foyer majeur de violences au cours des 20 dernières années (Carte 4.1 et Carte 4.2).

La plupart des 5 000 événements violents et des 25 000 morts enregistrés de 1997 à 2002 se concentrent dans trois sous-régions. Au nord du Sahara, le principal conflit a été de loin la guerre civile algérienne (1991-2002), qui s'est beaucoup apaisée après la reddition de l'Armée islamique du salut (AIS) et la défaite du Groupe islamique armé (GIA) au début des années 2000. Au sud du Sahara, le nombre élevé de victimes dans le golfe de Guinée est dû aux guerres civiles au Libéria (1989-97 et 1999-2003), en Sierra Leone (1991-2002) et en Guinée-Bissau (1998-99).

Graphique 4.2

Événements violents, par type, en Afrique du Nord et de l'Ouest, 1997-2019 (juin)



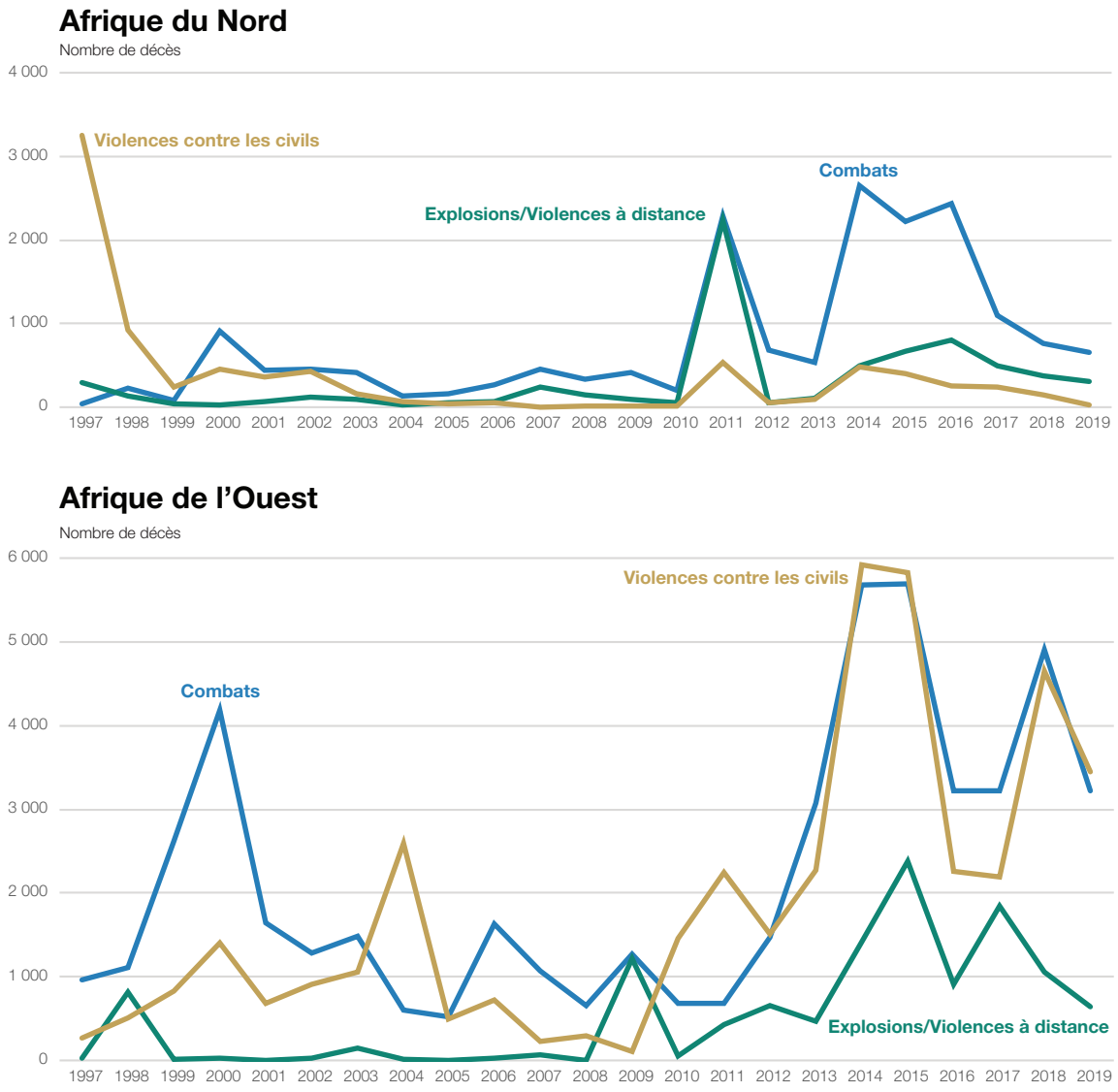
Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

Les années 2000 sont caractérisées par une décrue de la violence politique, avec 3 200 événements violents et 14 000 décès entre 2003 et 2008. La violence était pour l'essentiel concentrée au sud du Sahara. C'est au cours de cette période que le conflit en Casamance, qui opposait de longue date le gouvernement sénégalais et le Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC), prend finalement fin (Encadré 4.1). Le retour à la stabilité politique au Libéria et en Sierra Leone coïncide avec le début de la première guerre civile en Côte d'Ivoire (2002-07) et avec l'intensification du conflit au Darfour entre l'Armée de libération du Soudan (ALS) et le Mouvement pour la justice et l'égalité (JEM), d'une part, et le gouvernement soudanais et les milices arabes janjaouid, d'autre part.

Le nombre total de victimes s'accroît sensiblement à compter de la fin des années 2000 du fait des conflits qui opposent les rebelles, les extrémistes religieux et les gouvernements de la région. Près de 8 000 événements violents et plus de 40 000 victimes sont dénombrées entre 2009 et 2014. La situation sécuritaire atteint

Graphique 4.3

Décès dus à des événements violents, par type, en Afrique du Nord et de l'Ouest, 1997-2019 (juin)



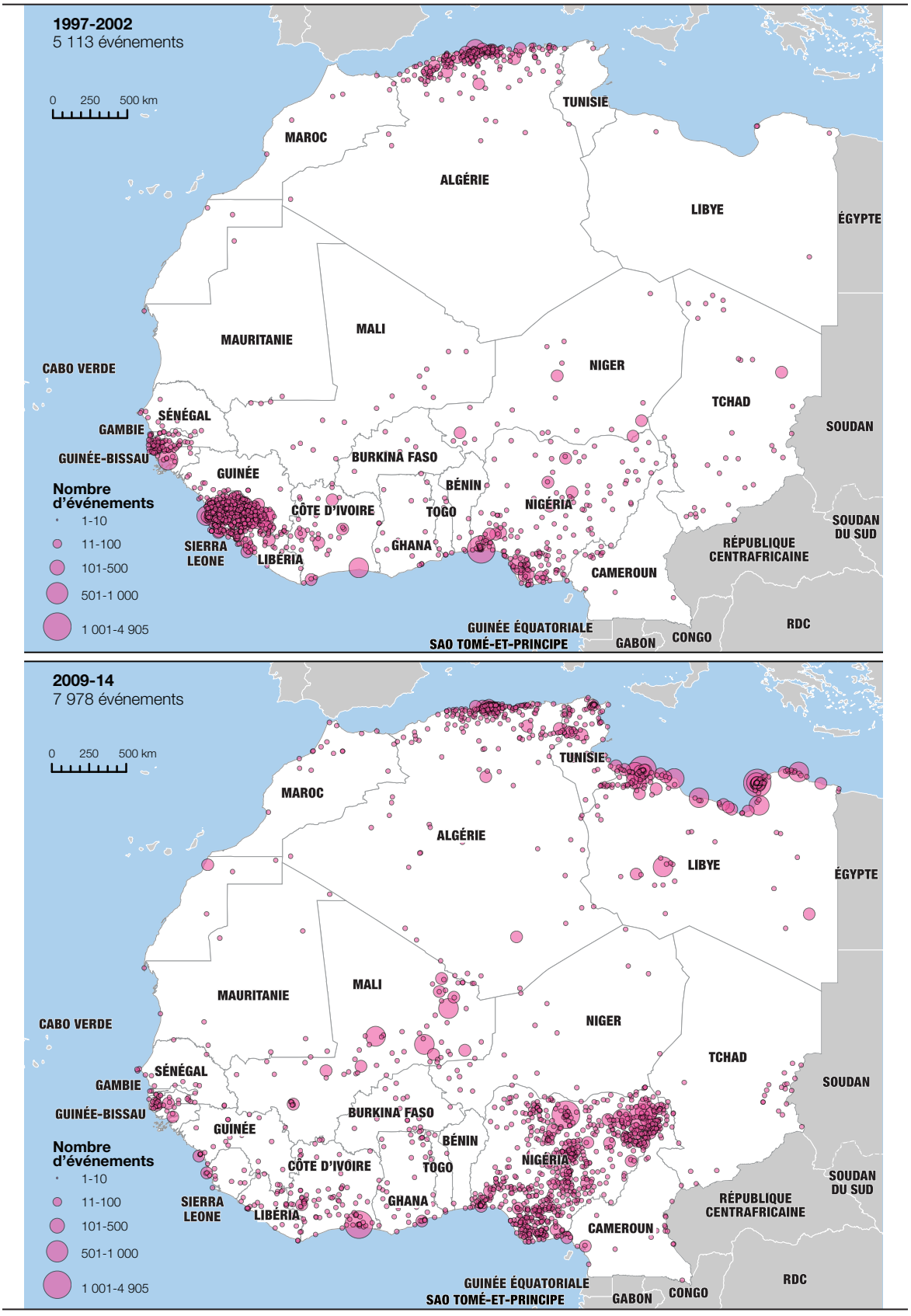
Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

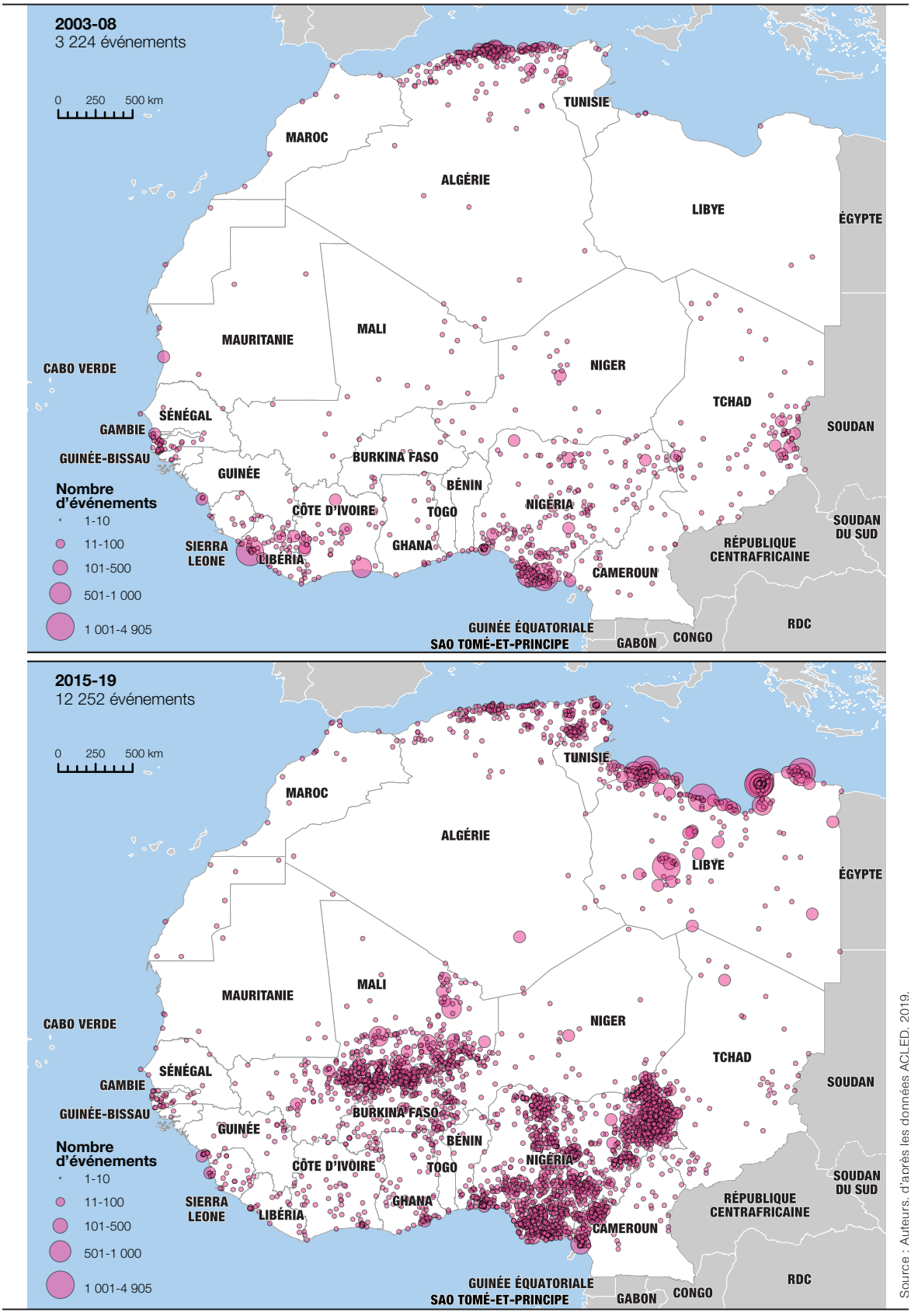
un premier niveau critique en 2014 sous l'effet combiné du conflit au Mali, des guerres civiles en République centrafricaine et en Libye, des conflits au Darfour et au Soudan du Sud, et des insurrections dans plusieurs régions du Nigéria.

Les cinq dernières années sont les plus violentes, avec plus de 12 000 événements violents et 50 000 décès recensés jusqu'en juin 2019. Si la violence politique a largement épargné le golfe de Guinée, elle embrase le Mali et les pays voisins, plusieurs régions du Nigéria et pratiquement toutes les régions peuplées de Libye. Dans le nord du Sahara, les événements violents sont toujours associés à des combats de grande ampleur dans les villes, tandis que de nombreux événements violents surviennent dans les zones rurales d'Afrique de l'Ouest. La Carte 4.1 et la Carte 4.2 illustrent clairement ces tendances : les victimes sont beaucoup plus concentrées sur la côte et dans l'intérieur de la Libye qu'au Sahel, où des centaines d'attaques isolées sont enregistrées.

Carte 4.1

Violence politique en Afrique du Nord et de l'Ouest, 1997-2019

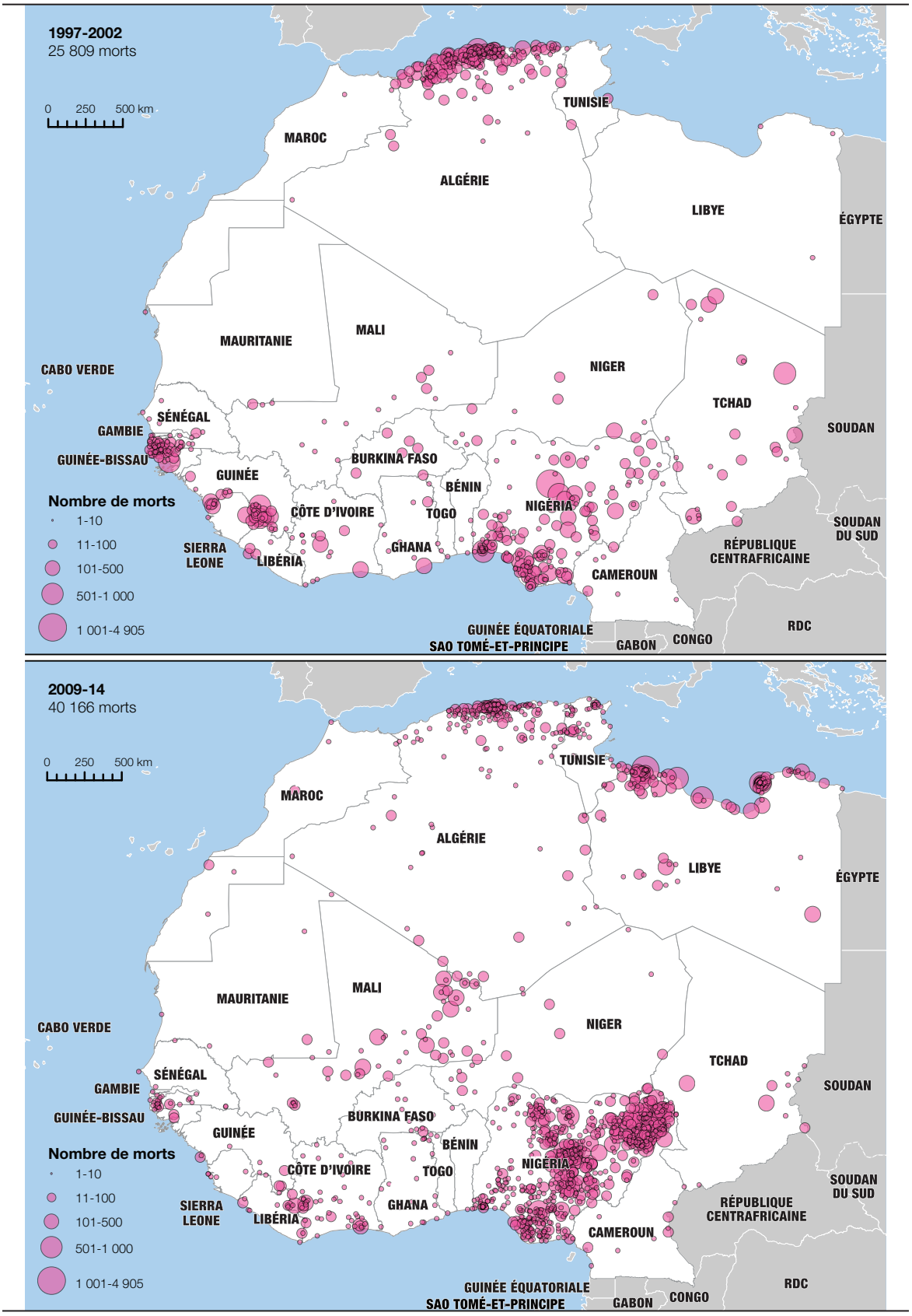


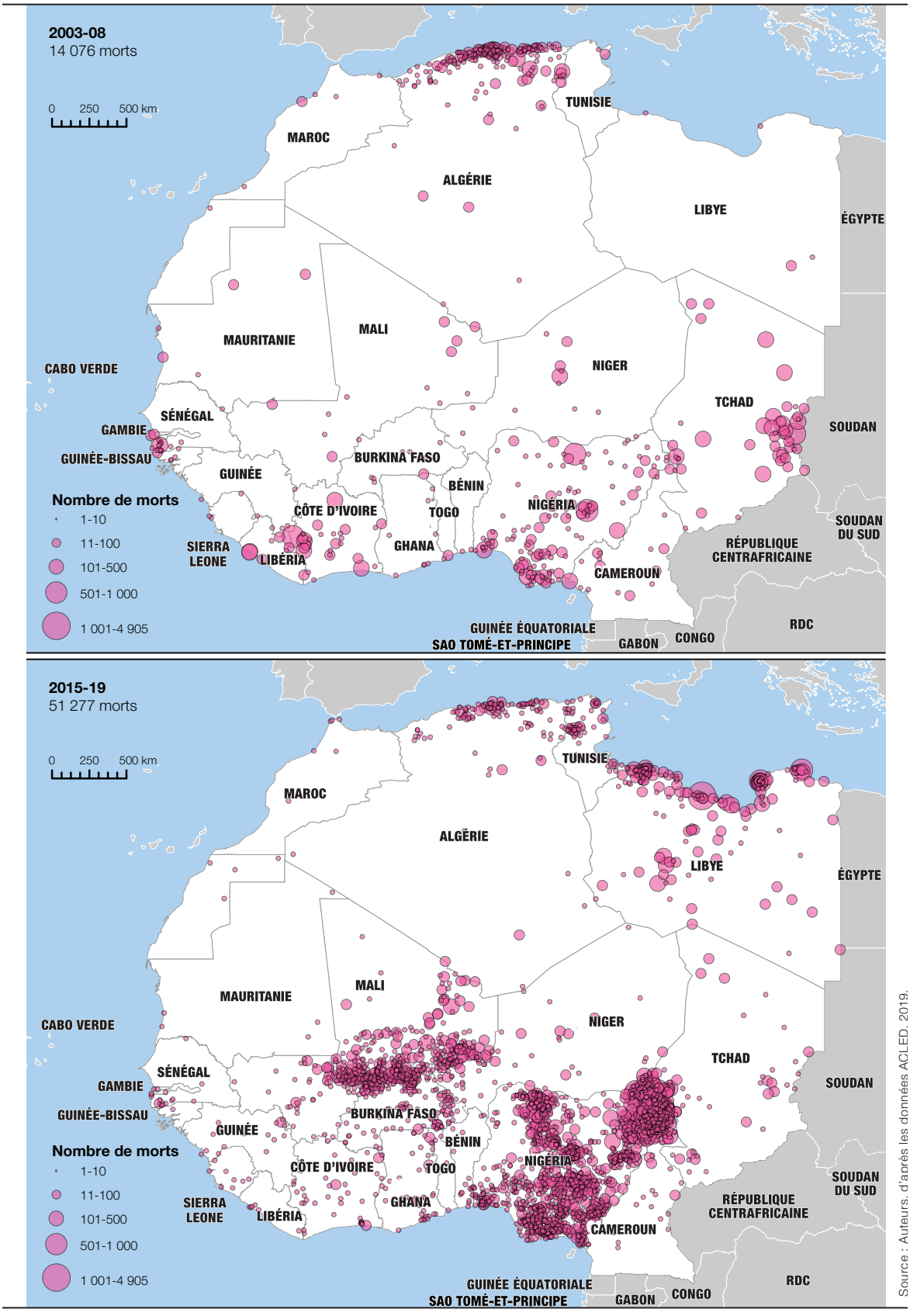


Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

Carte 4.2

Décès dus à des motifs politiques en Afrique du Nord et de l'Ouest, 1997-2019

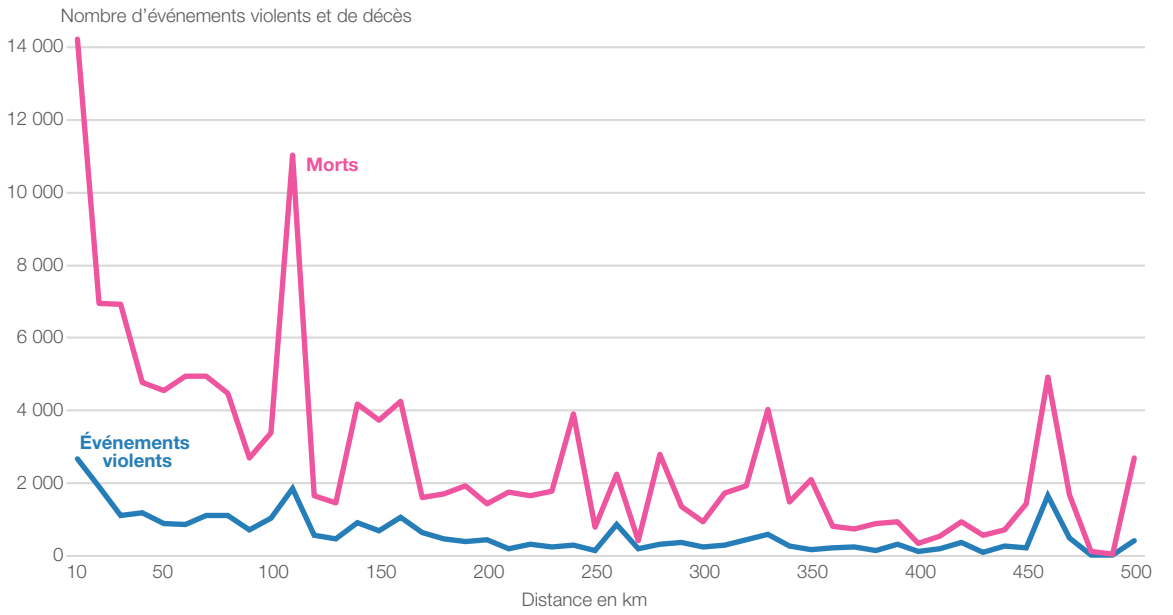




Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

Graphique 4.4

Événements violents et victimes selon la distance aux frontières terrestres, 1997-2019 (juin)



Source : Walther, 2019, d'après les données ACLED, 2019.

Plus de violence à l'encontre des civils

Depuis 1997, 30 360 événements violents ayant causé 138 207 morts sont enregistrés en Afrique du Nord et de l'Ouest, selon ACLED. Ce sont les combats qui ont fait le plus grand nombre de victimes (68 758), suivis des violences perpétrées contre les civils (50 174), des explosions et des violences perpétrées à distance (19 275).

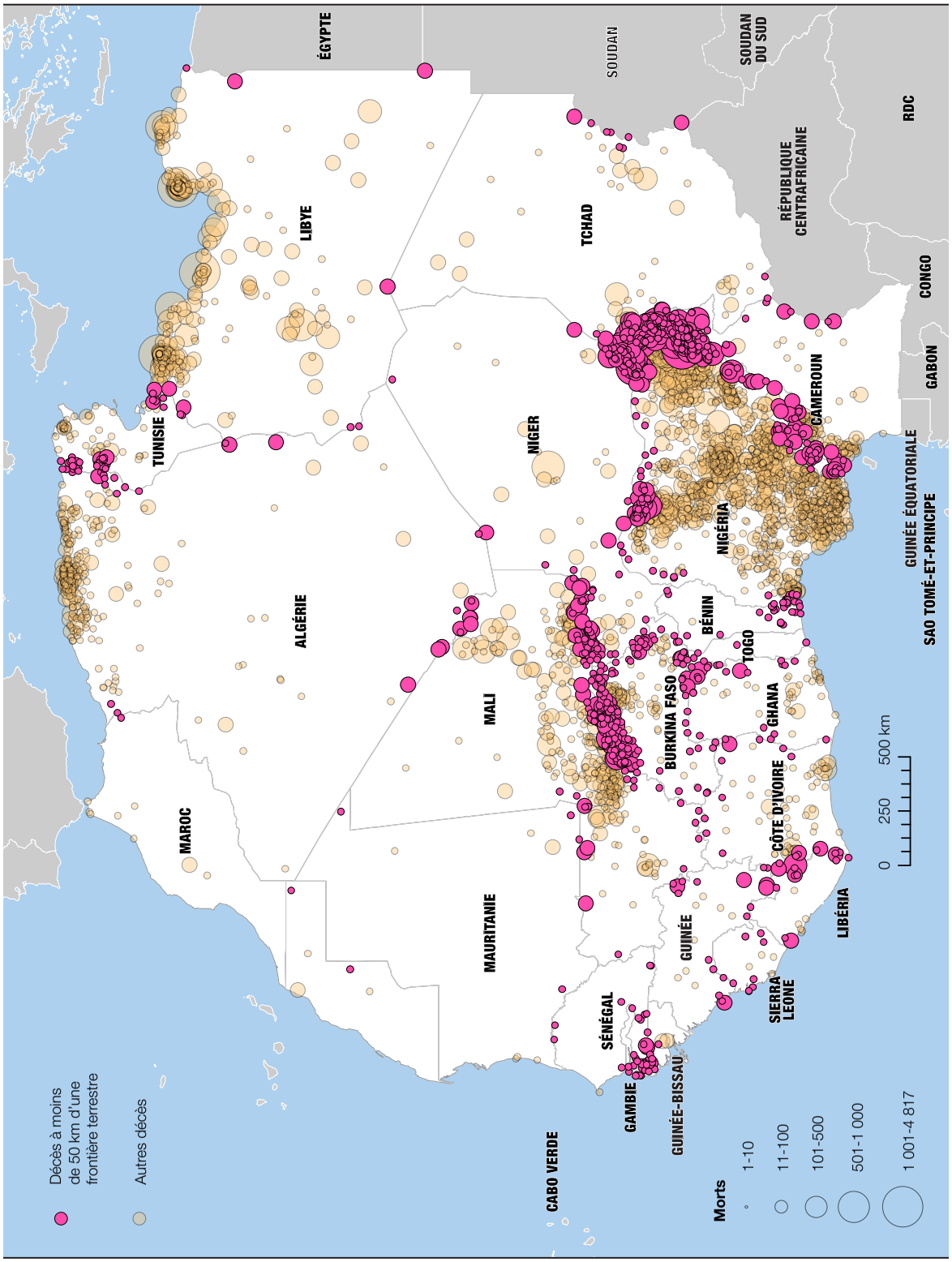
L'évolution la plus importante est l'usage accru de la violence à l'encontre des civils depuis le début des années 2010 (Graphique 4.2 et Graphique 4.3). Ces violences sont particulièrement nombreuses en Afrique de l'Ouest, où le nombre de victimes d'actes de violence sexuelle, d'attaques contre la population et d'enlèvements dépasse celui des conflits armés entre des acteurs étatiques et non étatiques. Leur nombre atteint 4 645 victimes en 2018, un pic. Avec 3 451 victimes dénombrées jusqu'en juin, 2019 est en passe de devenir l'année la plus meurtrière pour les civils depuis 1997. Cette dégradation est principalement due aux attaques de Boko Haram contre les écoles, églises et autres cibles civiles.

Les affrontements entre groupes armés organisés politiquement sont également en hausse en Afrique du Nord et de l'Ouest depuis le début de la décennie. Au nord du Sahara, les deux pics observés en 2011 et 2014 correspondent aux première et deuxième guerres civiles libyennes, qui ont mobilisé force troupes et armes. Au sud du Sahara, l'augmentation du nombre de décès liés aux combats s'explique par l'offensive jihadiste contre le gouvernement malien en 2012, suivie de la contre-offensive dirigée par la France dans le pays. D'intenses combats ont également eu lieu dans le nord du Nigéria entre Boko Haram, le gouvernement nigérian et la Force multinationale mixte (MNJTF) composée de troupes des pays voisins. En Afrique de l'Ouest surtout, les décès liés aux combats et aux violences à l'encontre de civils suivent une évolution similaire, ce qui suggère que les insurgés s'en prennent systématiquement à la fois à des cibles gouvernementales et à des cibles civiles. Cette tendance est moins nette en Afrique du Nord, où les milices qui luttent pour prendre le pouvoir ne ciblent pas les civils aussi systématiquement qu'en Afrique de l'Ouest.

Les violences perpétrées à distance sont exercées au moyen de bombes, de grenades, d'engins explosifs improvisés, de tirs d'artillerie,

Carte 4.3

Nombre de décès selon la distance par rapport aux frontières terrestres, 2009-19 (juin)



Source : Walther, 2019, d'après les données ACLED, 2019.

Tableau 4.1

Lieux les plus affectés de la région et à moins de 50 km d'une frontière terrestre, 2009-19

Rang	Afrique du Nord et de l'Ouest			À moins de 50 km d'une frontière terrestre		
	Lieu	**Pays**	**Décès**	**Lieu**	**Pays**	**Décès**
1	Maiduguri	Nigéria	4 817	Baga	Nigéria	2 140
2	Syrte	Libye	2 540	Forêt de Sambisa	Nigéria	1 042
3	Tripoli	Libye	2 183	Bama	Nigéria	900
4	Baga	Nigéria	2 140	Fotokol	Cameroun	884
5	Benghazi	Libye	1 536	Gamboru	Nigéria	752
6	Damboa	Nigéria	1 200	Madagali	Nigéria	732
7	Asaba	Nigéria	1 076	Gwoza	Nigéria	719
8	Forêt de Sambisa	Nigéria	1 042	Damasak	Nigéria	621
9	Konduga	Nigéria	973	Rann	Nigéria	607
10	Bama	Nigéria	900	Diffa	Niger	528
11	Fotokol	Cameroun	884	Dikwa	Nigéria	495
12	Darna	Libye	804	Kolofata	Cameroun	488
13	Misrata	Libye	772	Amchidé	Cameroun	484
14	Gamboru	Nigéria	752	Mubi	Nigéria	456
15	Kano	Nigéria	749	Bazza	Nigéria	378
	Monguno	Nigéria	749			

Source : Walther, 2019, d'après les données ACLED, 2019.

de frappes de missiles, de tirs de mitrailleuses lourdes, d'attaques aériennes, de drones ou encore d'armes chimiques. Leur fréquence a augmenté en Afrique du Nord et de l'Ouest depuis 2010 en raison des raids aériens menés par l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et par l'Armée nationale libyenne en Libye, les forces aériennes françaises au Mali et les forces aériennes nigérianes autour du lac Tchad. Le recours croissant aux attaques suicides par Boko Haram et l'EI, ainsi que l'utilisation d'engins explosifs improvisés au Cameroun, au Mali et au Nigéria contre le gouvernement et les forces des Nations Unies, ont également contribué à la flambée des violences perpétrées à distance au cours des dix dernières années.

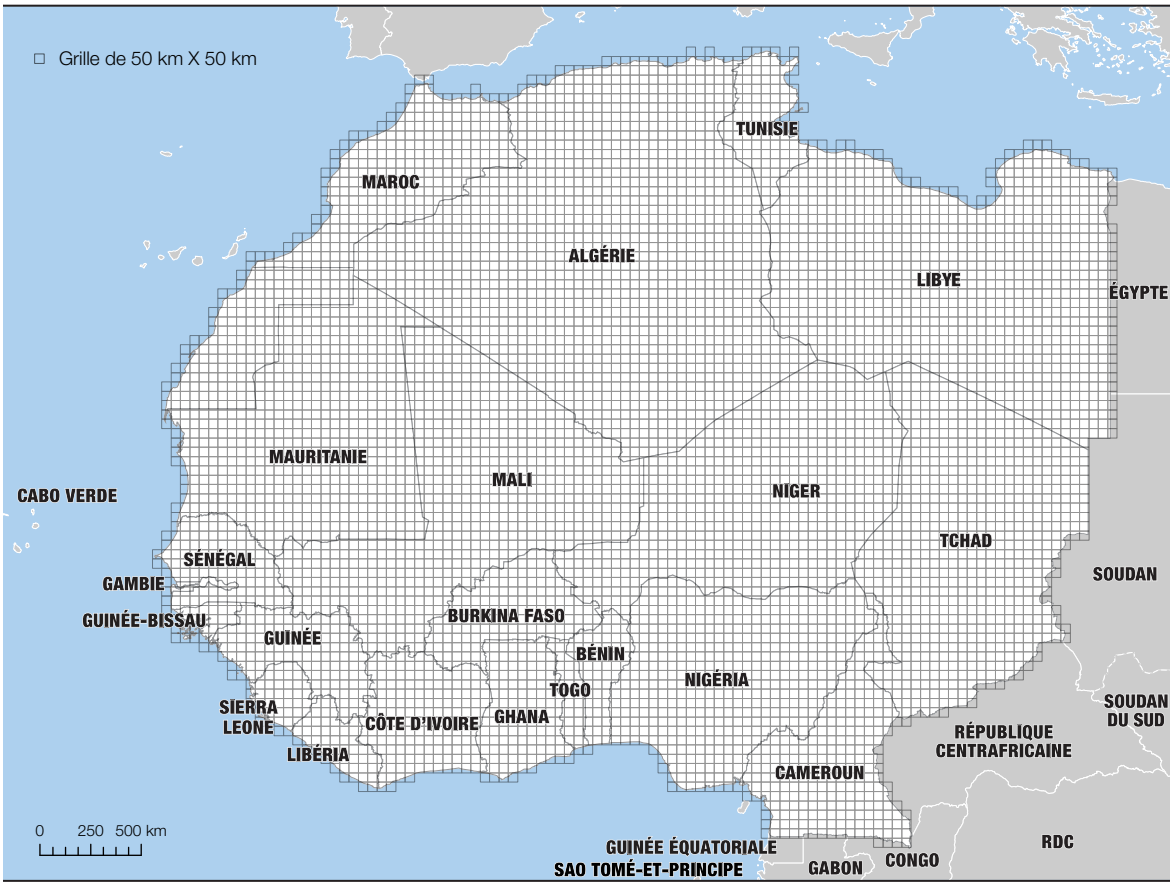
Plus de violence dans les régions frontalières

La violence politique est très concentrée dans certaines régions d'Afrique du Nord et de l'Ouest. C'est le cas des régions frontalières, où les groupes armés installent souvent leurs bases militaires et à partir desquelles ils lancent leurs incursions dans les pays voisins. Entre 1997 et 2019, 42 % des événements violents et des victimes se sont produits à moins de 100 km d'une frontière terrestre, soit une proportion équivalente à celle de la population qui vit dans ces régions (41 %, selon GPW, 2015). La bande frontalière étroite de 10 km qui sépare deux pays concentre à elle seule 10 % des victimes recensées depuis 1997 (Graphique 4.4), soit nettement plus que la proportion de la population qui vit dans ces zones en Afrique du Nord et de l'Ouest (3.5 %). Ceci suggère que les zones situées à proximité immédiate des frontières sont proportionnellement plus dangereuses que les autres.

Historiquement, les frontières de la Sierra Leone et du Libéria ont été les plus touchées par la violence politique, sous l'effet des guerres civiles faisant intervenir des forces transnationales. La Casamance est un autre lieu où l'instabilité aux frontières est historiquement forte, du fait du conflit qui oppose le gouvernement sénégalais au Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC) depuis 1982 (Encadré 4.1). L'intensité de ce conflit a cependant beaucoup diminué depuis le milieu des années 2000 et seuls 93 incidents et 119 victimes sont enregistrés dans la région frontalière depuis 2007. Au

Carte 4.4

Afrique du Nord et de l'Ouest quadrillée en 6 540 « cellules » ou « régions »



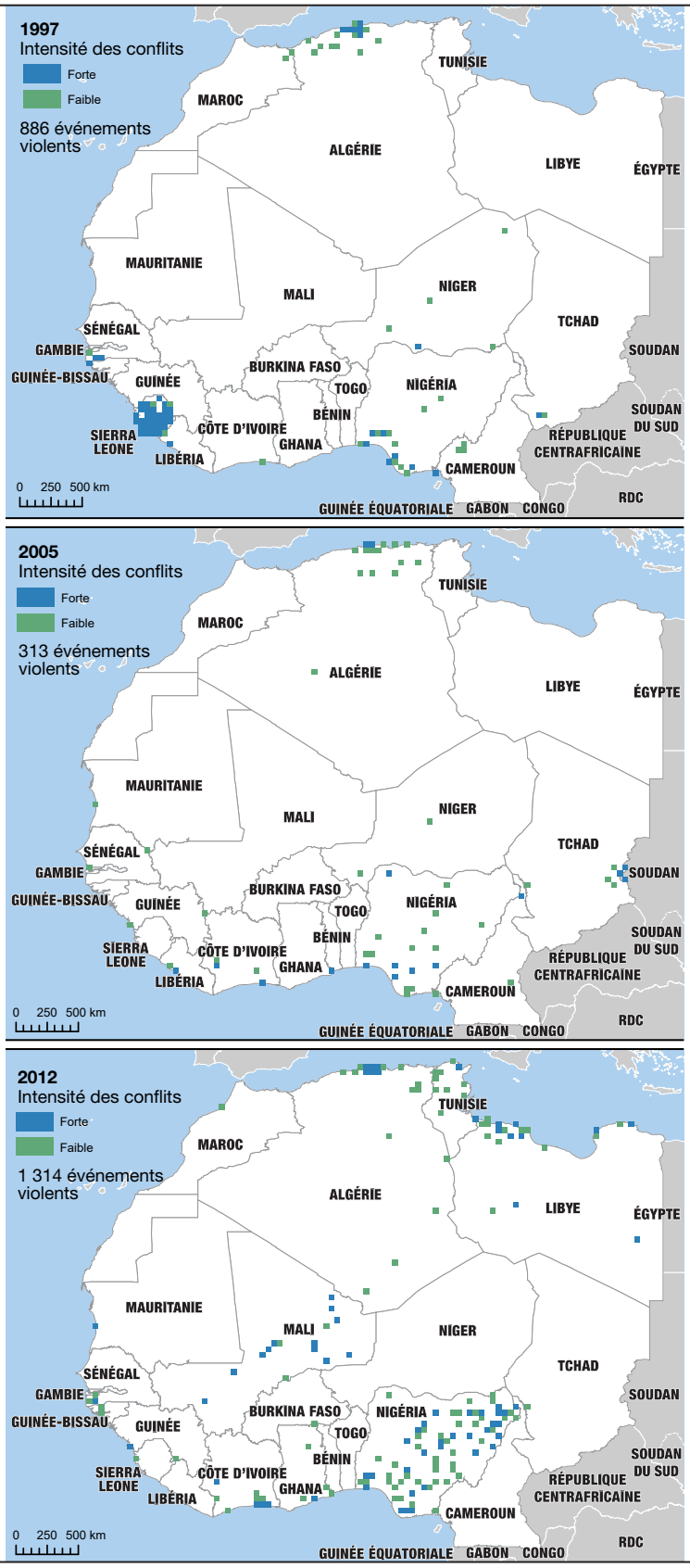
cours de la dernière décennie, les zones frontalières ont gagné en importance pour les groupes armés comme pour les gouvernements d'Afrique du Nord et de l'Ouest. Depuis 2009, un tiers des actes de violence politique et de leurs victimes dans la région sont survenus à moins de 50 km d'une frontière terrestre (Carte 4.3).

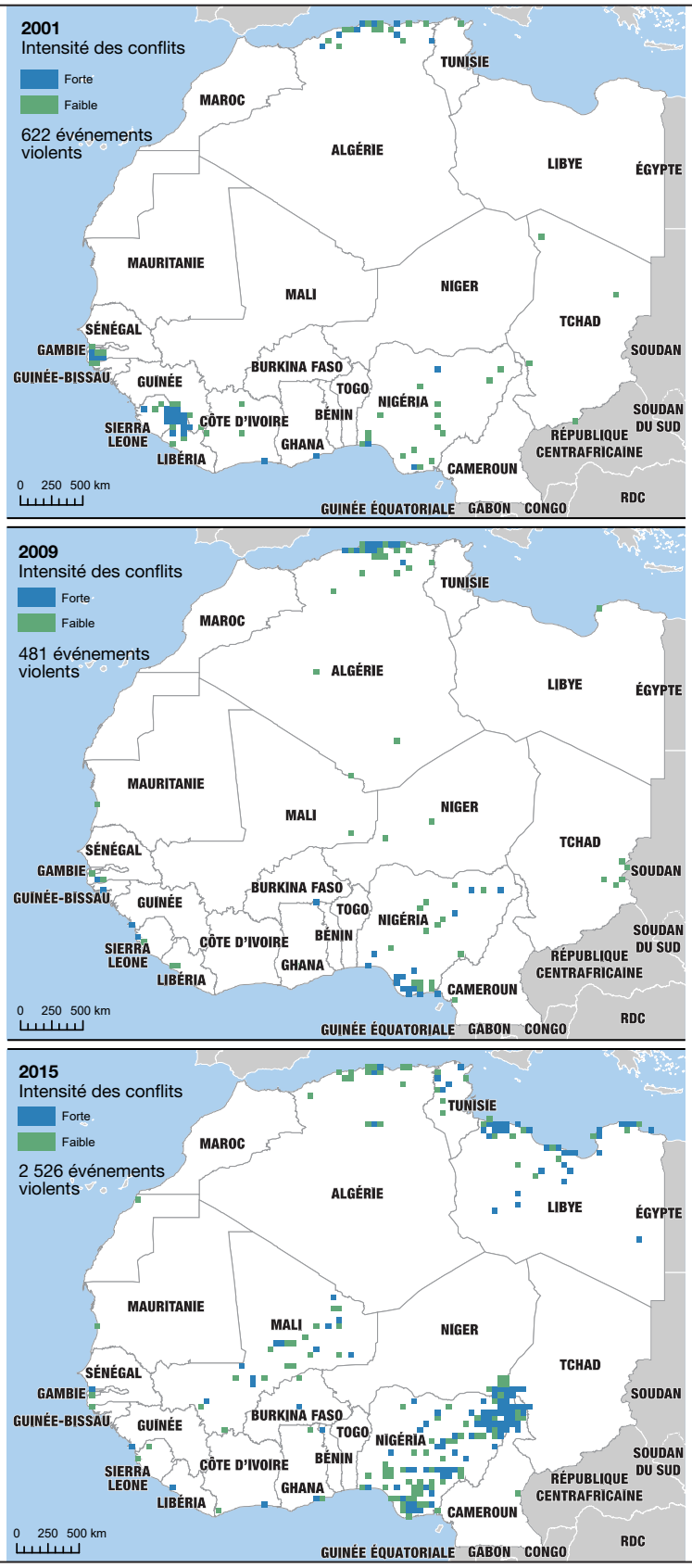
Dans les régions frontalières, les principales victimes de la violence politique de ces dix dernières années sont les habitants des villes petites et moyennes du bassin du lac Tchad. Les massacres perpétrés par Boko Haram et les représailles de l'armée nigériane dans les communautés de Baga, Bama, Damasak, Gamboru, Rann et Madagali au Nigéria, de Fotokol, Amchidé, Tourou au Cameroun, ou de Bosso et Diffa au Niger expliquent en grande partie cette situation. Les villes de Baga et de Bama, situées à moins de 50 km de la frontière, sont les plus touchées, avec respectivement 2 140 et 900 victimes, tandis que 1 042 personnes ont été tuées dans la forêt de Sambisa au sud-est de Maiduguri (Tableau 4.1).

Aucune ville malienne n'a eu à déplorer plus de 500 victimes entre 2009 et 2019 (Gao en totalise 448). Cette particularité s'explique par le fait que l'intensité du conflit malien est globalement inférieure à celle de l'insurrection de Boko Haram et par l'absence de grands centres urbains à proximité des frontières. Outre ces facteurs démographiques, de nombreux événements violents commis par des groupes armés au Sahara-Sahel se déroulent loin des lieux habités, dans la bande frontalière entre l'Algérie, la région d'Ansongo-Ménaka ou la zone de l'Azawagh au Mali et au Niger. Ces épisodes reflètent souvent des luttes de pouvoir entre rebelles, extrémistes religieux et contrebandiers pour le contrôle des routes transsahariennes et de leurs trafics.

Carte 4.5

Intensité des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest, 1997-2015

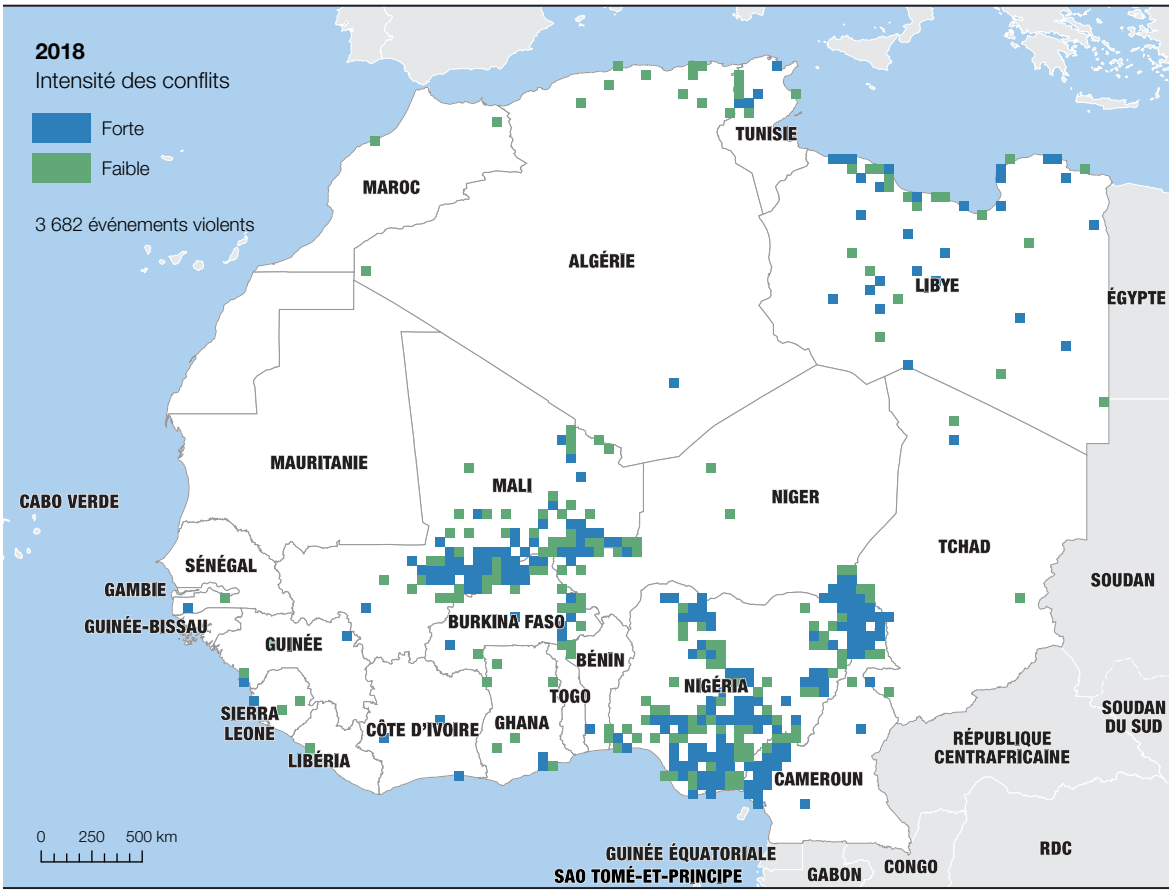




Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

Carte 4.6

Intensité des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2018



Note : L'Afrique du Nord et de l'Ouest est divisée en 6 540 « cellules » ou « régions » de 50 km sur 50 km. La carte indique si l'intensité des événements violents a tendance à être supérieure ou inférieure à la moyenne pour chacune de ces cellules. Étant donné que le quadrillage couvre uniformément l'Afrique du Nord et de l'Ouest, certaines cellules peuvent être traversées par des frontières nationales.

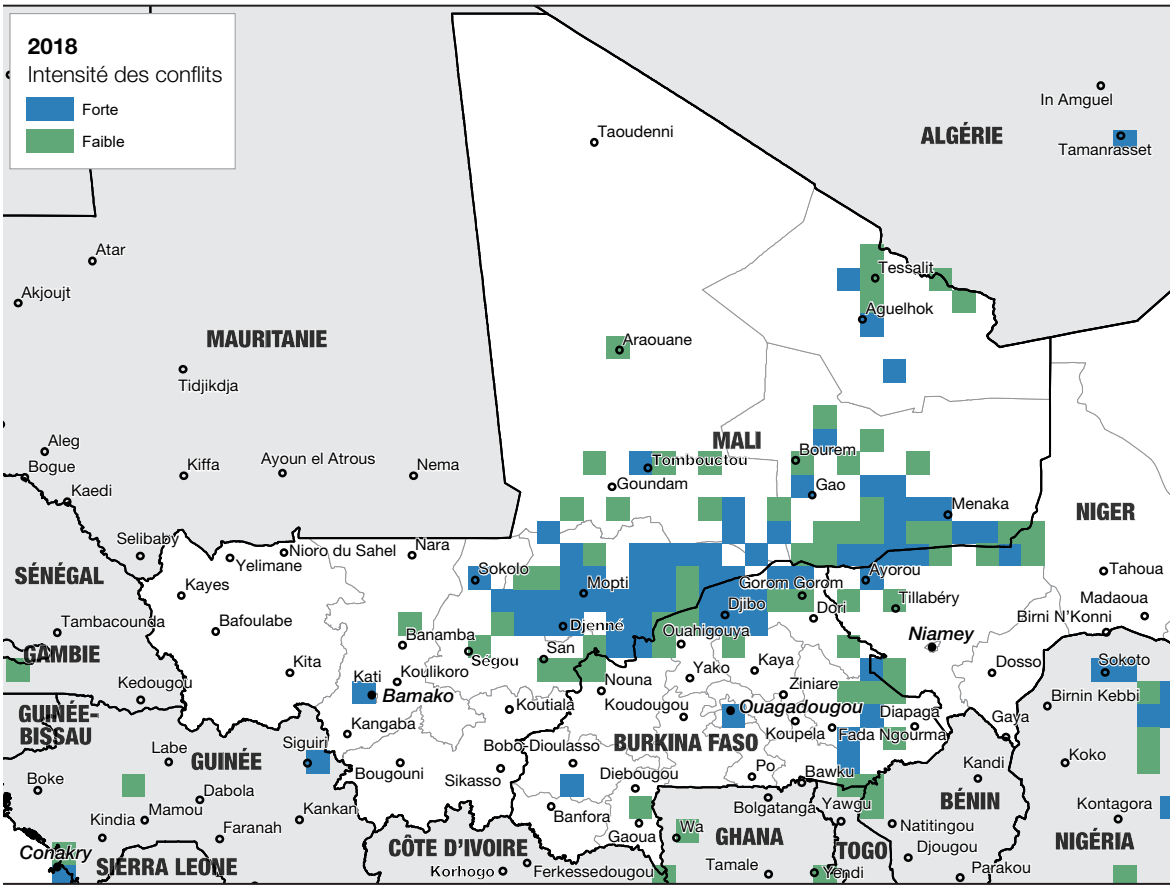
Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

La région du Liptako-Gourma est le deuxième épicentre de la violence frontalière actuelle en raison de la diffusion du conflit malien aux pays voisins. Dans la bande frontalière, les attaques les plus nombreuses affectent les provinces de Soum, Louroum et Soutou au Burkina Faso, les cercles de Koro, Bankass et Douentza en périphérie du pays dogon au Mali, l'extrême nord de la région de Tillabéri au Niger et la région allant d'Ansongo-Ménaka à Abderamboukane au Mali.

Outre les zones frontalières, les villes situées à moins de 100 km des frontières terrestres semblent être d'importants foyers d'instabilité politique. Près de 10 % des victimes et des événements violents depuis 1997 sont recensés sur une bande située de 100 à 110 km d'une frontière, comme l'indique le pic spectaculaire sur le Graphique 4.3. Cette concentration de la violence est due au fait que plusieurs villes secondaires ont été le théâtre de violences intercommunautaires ou de combats meurtriers entre groupes extrémistes et forces gouvernementales au cours des 20 dernières années. C'est notamment le cas à Maiduguri, dans le nord est du Nigéria, où des affrontements sanglants opposent Boko Haram et l'armée nigériane depuis 2009. Maiduguri détient le record du nombre de décès depuis 1997 (4 817), suivie des villes libyennes de Syrte, Tripoli, Benghazi, Darna et Misrata.

Carte 4.7

Intensité des conflits au Mali et dans les pays voisins, 2018



Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

DES CONFLITS ENCORE PLUS INTENSES

En Afrique du Nord et de l'Ouest, la violence se répartit de façon inégale sur le plan géographique car bien des facteurs qui sous-tendent cette violence sont eux aussi inégalement répartis (population, ressources, etc.). Le Nigéria, le Mali/Burkina Faso et la Libye concentrent la majorité des zones à forte intensité de violence. Ces régions sont plus nombreuses que par le passé. Elles s'amalgament entre elles et sont souvent entourées de zones de plus faible intensité de violence. En outre, la géographie de la violence évolue au fil du temps. Une comparaison du nombre annuel d'événements entre l'Afrique du Nord et de l'Ouest montre que la violence a reculé dans une partie de la région étudiée tandis qu'elle a progressé dans une autre. Bien que la violence puisse fluctuer à certains endroits, dans d'autres elle peut rester relativement constante et devenir partie intégrante de la vie quotidienne sur de longues périodes.

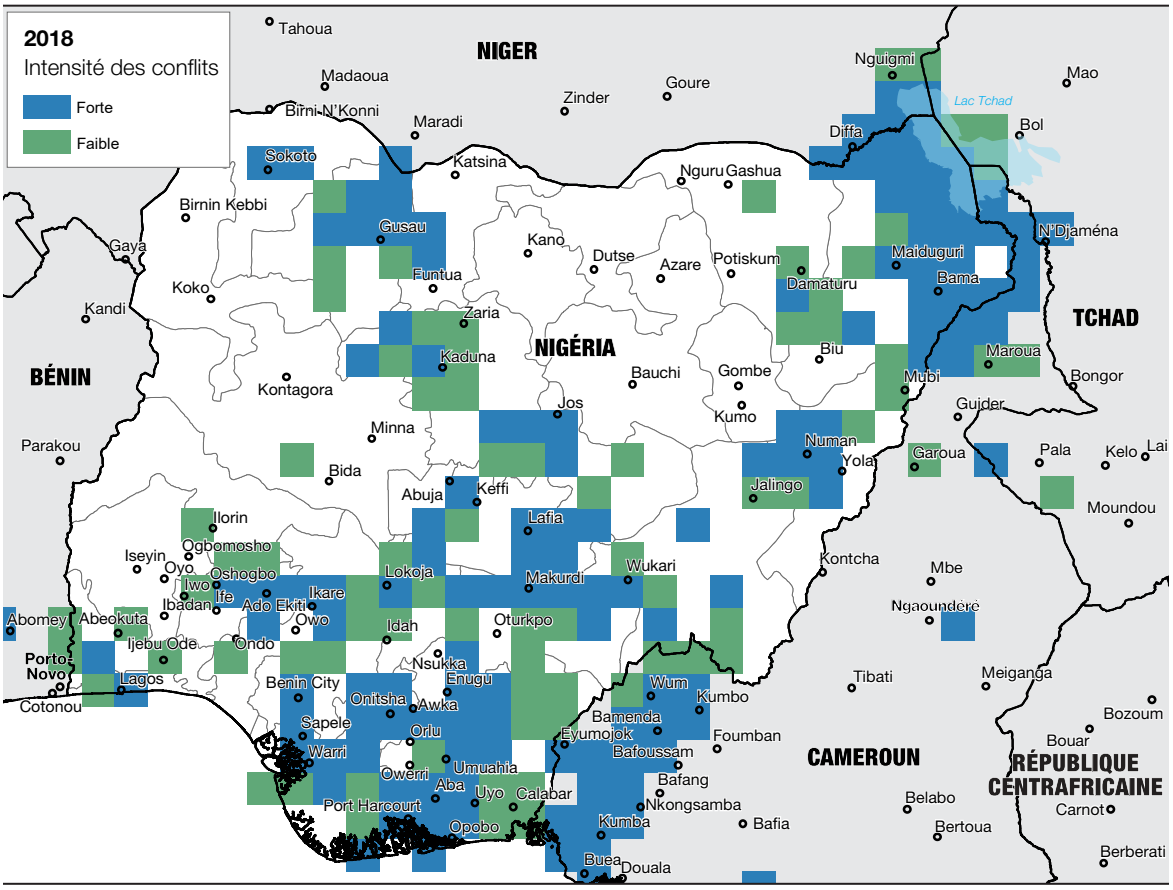
Mesurer l'intensité de la violence

L'indicateur SCDi est destiné à mesurer l'évolution de la géographie de la violence, dans l'espace et le temps. Un quadrillage constitué de 6 540 « cellules » ou « régions » de 50 km sur 50 km est appliqué sur l'Afrique du Nord et de l'Ouest (Carte 4.4).

L'indicateur combine deux dimensions spatiales de la violence : l'intensité relative du conflit dans une région (densité spatiale), et la distribution des zones de conflit les unes par rapport aux autres (concentration spatiale).

Carte 4.8

Intensité des conflits au Nigéria, 2018



Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

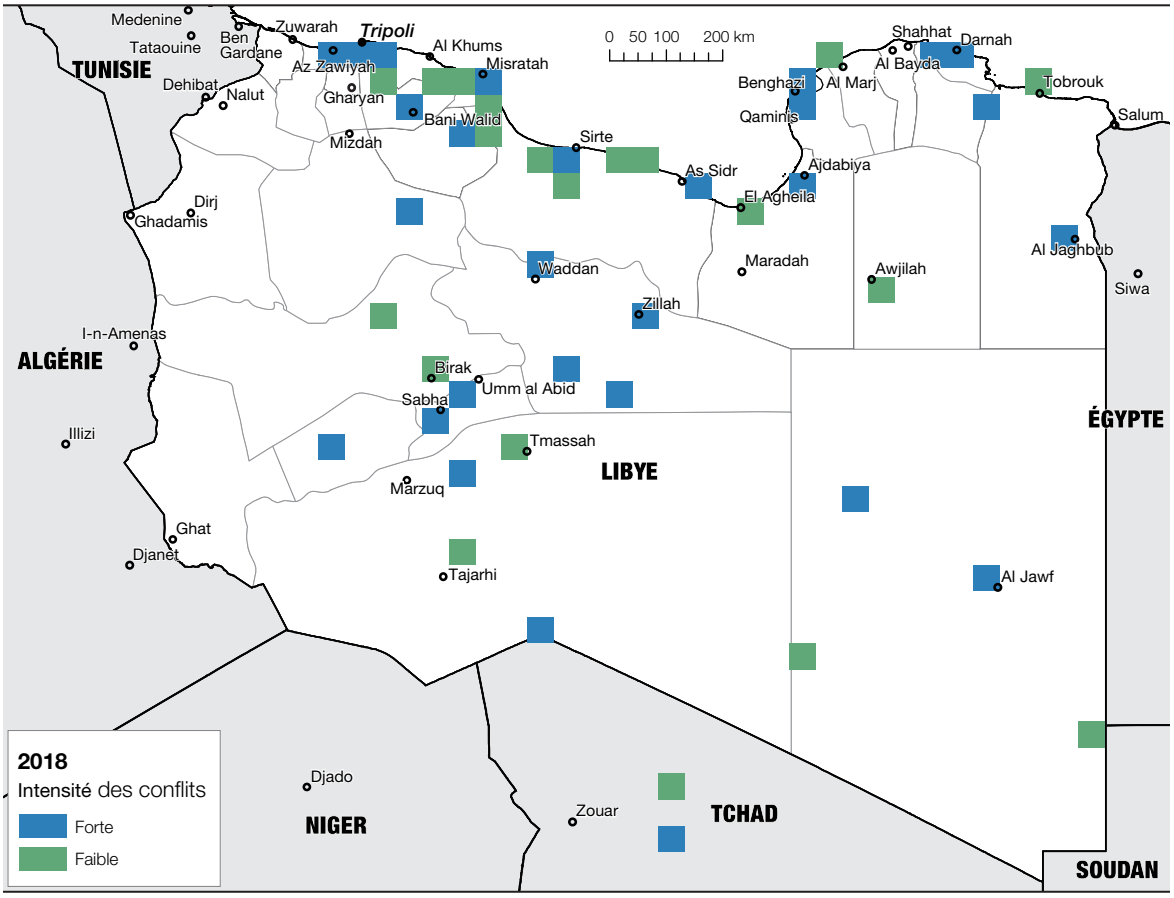
Le premier paramètre du SCDi, celui de l'*intensité des conflits* (IC), mesure le nombre d'épisodes d'une certaine durée survenus dans une cellule donnée, qui est ensuite divisé par la superficie de la cellule afin d'aboutir à un indicateur qui se prête aux comparaisons régionales. Plus précisément, l'IC mesure l'intensité globale de la violence dans une région donnée, sans mesurer la localisation précise des événements violents dans cette région. Étant donné que le nombre d'événements violents est normalisé en fonction de la superficie de la région, cet indicateur peut servir à comparer des zones de toute taille. La présente analyse utilise un quadrillage uniforme constitué de cellules de 50 km sur 50 km et calcule l'intensité des conflits pour chacune de ces cellules et pour chaque année civile entre 1997 et 2018.

Le paramètre IC a une valeur minimale de 0 (qui correspond à l'absence d'événement violent dans la région au cours d'une année donnée) et n'a pas de valeur maximale. À mesure qu'il augmente, il reflète une intensité croissante d'événements dans la région. En raison de l'étendue de la zone étudiée et de la taille relativement petite du maillage retenu, la plupart des régions enregistrent un score IC égal à 0 une année donnée.

Il est également possible de caractériser l'intensité des conflits selon qu'elle est plus élevée ou plus basse que prévu. Pour ce faire, une valeur limite doit être fixée pour servir de seuil. C'est ce qui a été fait en calculant en premier lieu le score IC pour chaque région et chaque année entre 1997 et 2016 (20 ans), puis en déterminant le score IC moyen (en excluant les zéros) sur cette période. Une moyenne générationnelle de l'indice qui correspond à la moyenne de la densité des conflits sur 20 ans est obtenue. Entre 1997 et 2016, cette moyenne générationnelle était

Carte 4.9

Intensité des conflits en Libye, 2018



Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

de 0.0017 épisode par kilomètre carré. Aussi, une région est considérée comme à forte intensité de violence si son score dépasse la moyenne générationnelle, et à faible intensité dans le cas contraire. Dans chacune des cellules de 50 km sur 50 km créées pour analyser la violence, le seuil à partir duquel une région est considérée comme à faible intensité de violence est de 4 événements (4 événements par 2 500 km² = 0.0016, soit un niveau inférieur au seuil de 0.0017).

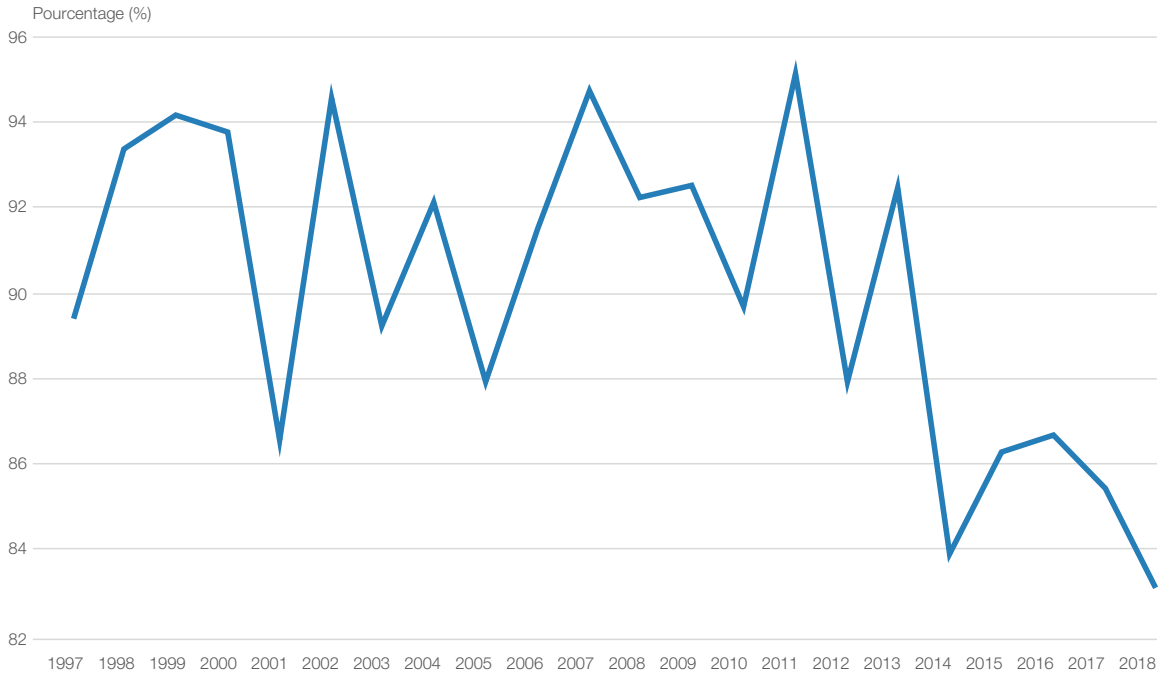
Les régions qui connaissent une violence intense sont plus nombreuses

L'application du paramètre IC à chaque cellule du quadrillage pour chaque année montre comment la géographie des conflits évolue dans la région (Carte 4.5 et Carte 4.6). Par exemple, en 1997, la plupart des actes de violence sont localisés en Sierra Leone, avec de petites poches le long des côtes algériennes et nigérianes. Toutefois, en 2018, la violence s'est déplacée et aggravée, les zones où se concentre une violence extrême se trouvant au Burkina Faso, au Cameroun, en Libye, au Mali, au Niger, au Nigéria, au Tchad,

Non seulement la violence s'est déplacée au fil du temps, mais le nombre de régions affectées par la violence est multiplié par 5 : en 1997, 85 cellules enregistrent 2 événements violents ou plus, chiffre qui passe à 433 en 2018. Cela représente une hausse légèrement supérieure à 500 % du nombre total de cellules enregistrant de la violence. Cette augmentation est cohérente lors de l'examen des régions à forte et à faible intensités. La proportion de régions qui enregistrent une forte ou une faible intensité de violence est restée comparable entre les deux années (59 % des cellules affichaient une forte intensité de violence en 1997, 55 % en 2018).

Graphique 4.5

Pourcentage des cellules où les violences sont concentrées, 1997-2018



Note : L'Afrique du Nord et de l'Ouest est divisée en 6 540 « cellules » ou « régions » de 50 km sur 50 km. Le graphique montre la proportion des cellules dans lesquelles les événements violents enregistrés entre 1997 et 2018 sont plus concentrés que s'ils étaient répartis de manière aléatoire.

Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

La violence se propage aux régions adjacentes

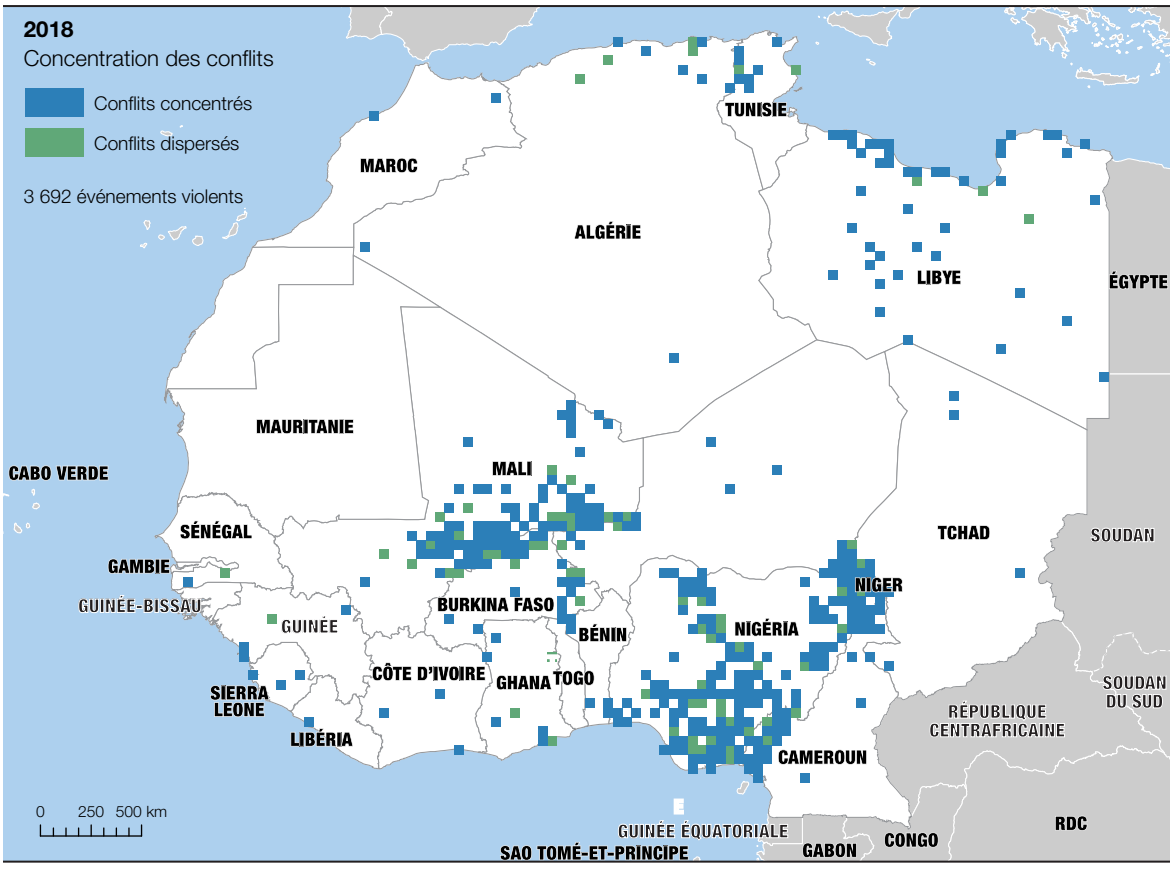
La proximité des régions à faible ou forte intensité de violence constitue un autre sujet de préoccupation. Par exemple, en 1997, 40 % seulement (14 sur 35) des cellules à faible intensité de violence étaient contiguës à une cellule à forte intensité. En 2018, c'était le cas de 68 % des cellules à faible intensité (132 sur 193). Cela signifie que la violence localisée dans une cellule à forte intensité est désormais plus susceptible de se propager aux cellules voisines.

Ce constat est troublant compte tenu de l'emplacement des foyers de conflits frontaliers. Ainsi, plusieurs cellules à forte intensité de violence sont entourées de cellules à faible intensité le long des frontières entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger (Carte 4.7). Cela illustre le risque que des régions à faible intensité deviennent des passerelles de propagation de la violence à de nouvelles zones, mais aussi à de nouveaux pays. Le phénomène est également visible dans la région du lac Tchad et le long de la frontière sud entre le Cameroun et le Nigéria (Carte 4.8).

La diffusion des conflits dans les zones rurales et les pays voisins observée au Sahel central contraste avec la situation en Libye, où les régions à faible et à forte intensité de violence se concentrent dans les villes. Les cellules à faible intensité qui y existent correspondent aux zones périurbaines et, dans une moindre mesure, aux voies de transport qui relient les centres urbains (Carte 4.9).

Carte 4.10

Degré de concentration des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2018



Note : L'Afrique du Nord et de l'Ouest est divisée en 6 540 « cellules » ou « régions » de 50 km sur 50 km. La carte indique si les événements violents ont tendance à être concentrés ou dispersés au sein de chacune de ces cellules.

Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

LA VIOLENCE POLITIQUE EST ESSENTIELLEMENT LOCALE MAIS DEVIENT PLUS DISPERSÉE

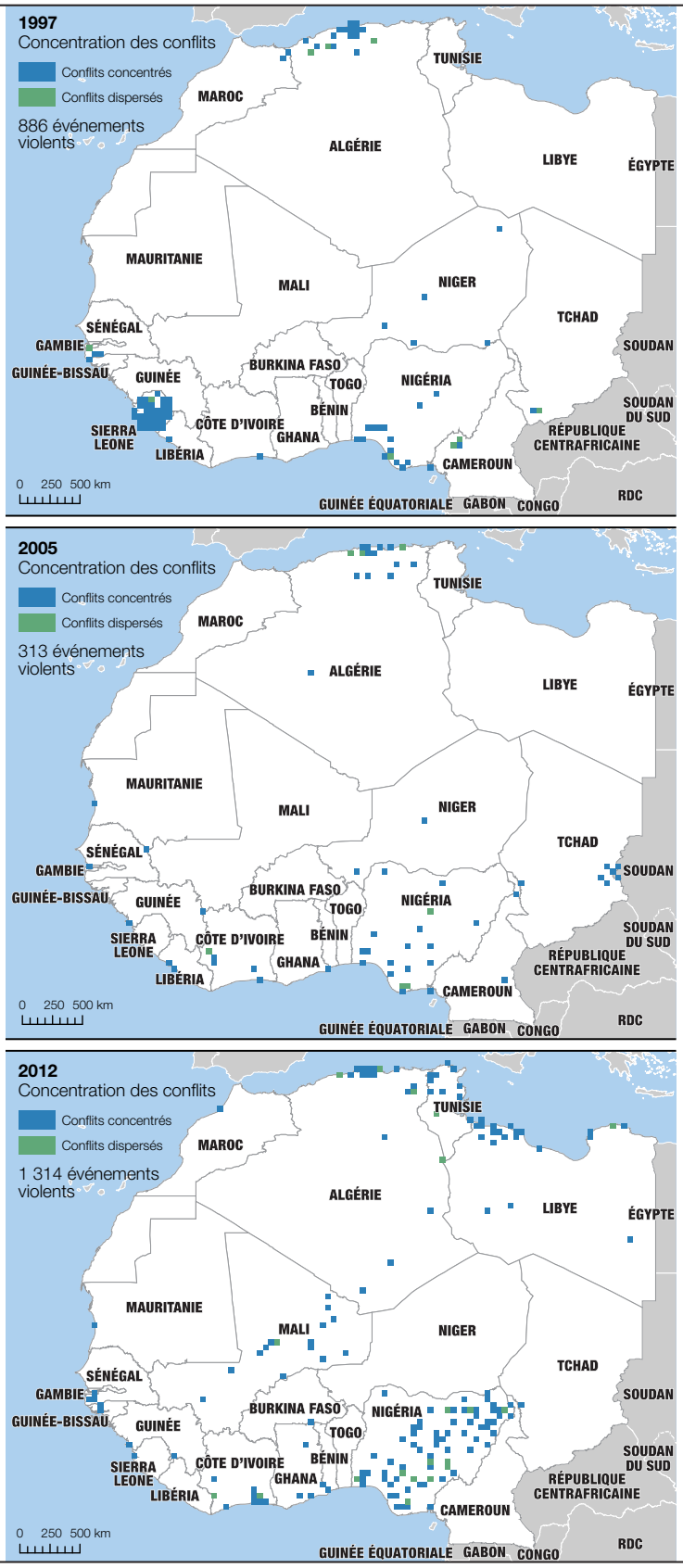
En Afrique du Nord et de l'Ouest, comme ailleurs dans le monde, la violence politique tend à se concentrer, ce qui signifie que les actes de violence ont fréquemment lieu à proximité les uns des autres. Cette spécificité illustre le fait que la violence politique est utilisée pour prendre ou conserver le contrôle de régions et de territoires. Ainsi, un territoire contesté aura plus de risques d'être le théâtre d'actes de violence répétés, ce qu'illustre la présence de groupes de cellules adjacentes à forte intensité de violence. Il importe d'analyser dans quelle mesure les conflits se diffusent dans le temps et l'espace et d'intégrer une autre dimension spatiale.

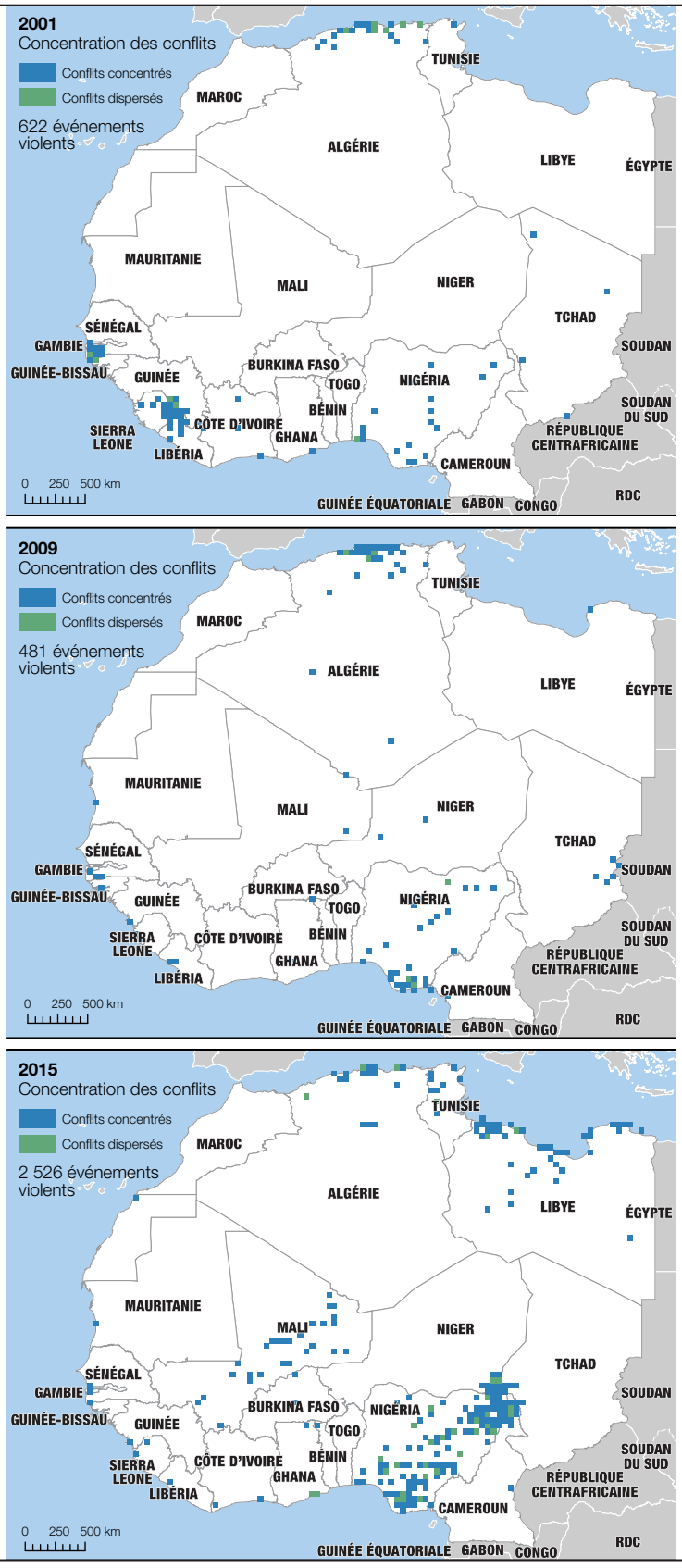
Mesurer la concentration des violences

Le deuxième paramètre du SCDi utilisé permet de déterminer la répartition des localisations des conflits les unes par rapport aux autres au sein d'une cellule donnée. Il s'agit de la *Concentration des conflits* (CC), qui se calcule en divisant la distance moyenne observée entre les événements violents dans une région donnée au cours d'une année par la distance moyenne obtenue si les conflits étaient répartis aléatoirement dans cette même cellule (Chapitre 3). La concentration des conflits évalue la localisation globale des violences au sein d'une région donnée, mais n'est pas une mesure d'intensité des conflits dans cette région. La *concentration des conflits* n'est ici calculée

Carte 4.11

Degré de concentration des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest, 1997-2015

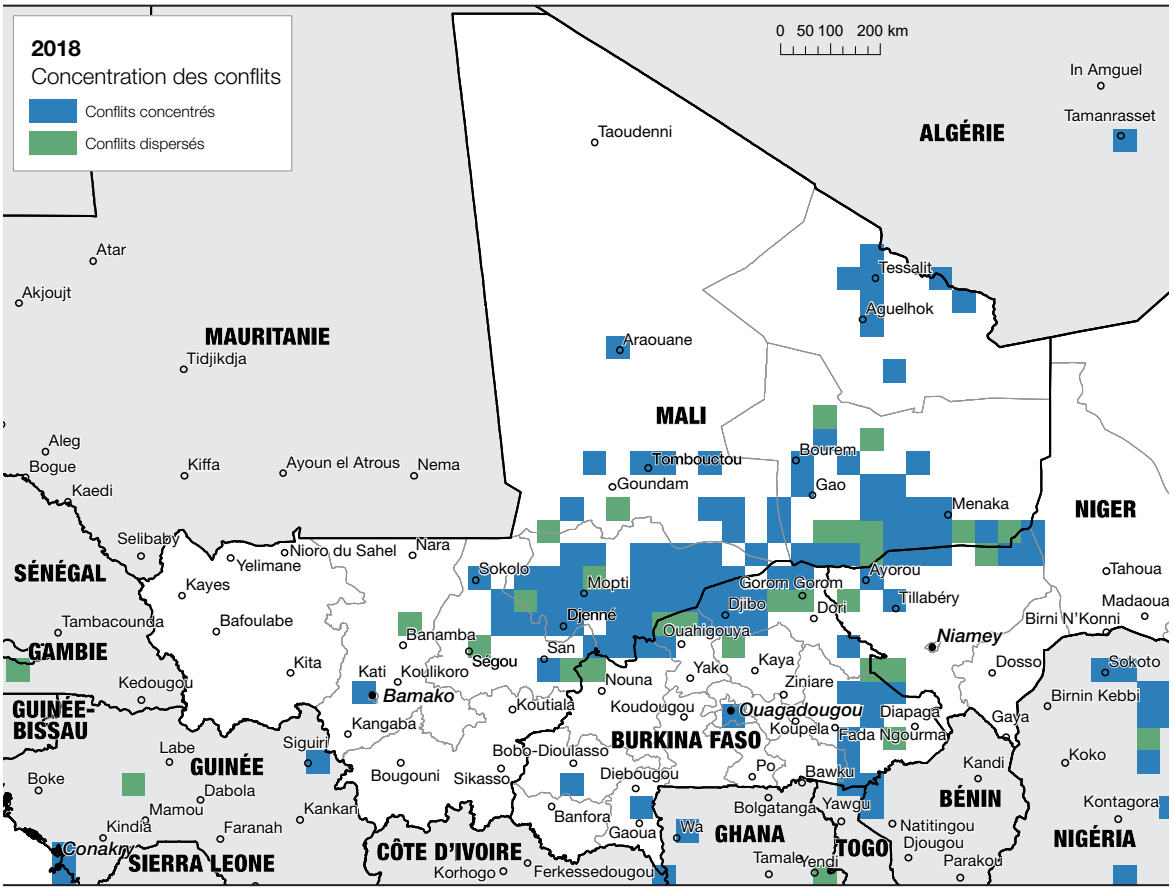




Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

Carte 4.12

Degré de concentration des conflits au Mali et dans les pays voisins, 2018



Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

que pour les cellules dans lesquelles le nombre d'événements violents est supérieur ou égal à 2 au cours d'une année donnée. Les cellules qui ont enregistré un seul événement violent ne sont pas prises en compte car il n'est alors pas possible de calculer la distance observée et escomptée entre les événements.

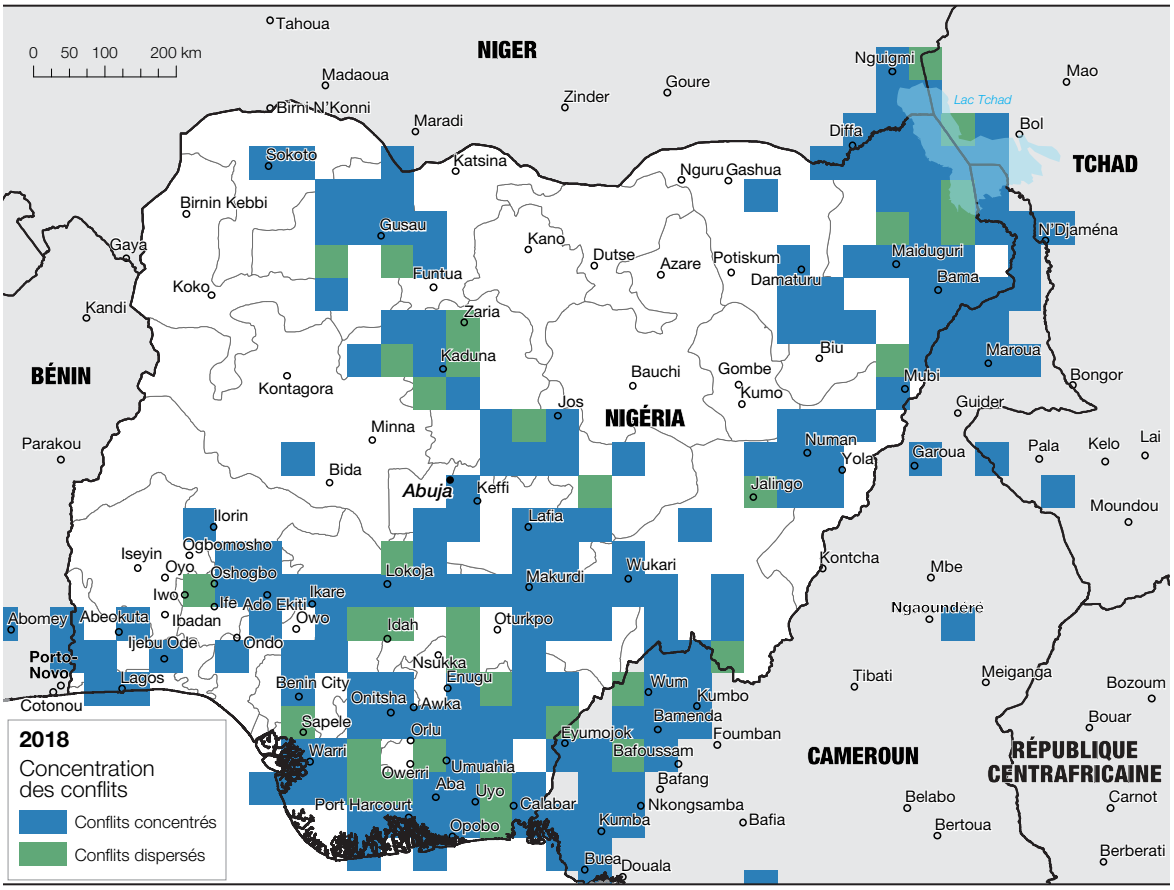
Lorsque le nombre d'événements violents est supérieur ou égal à 2, la mesure de la concentration des conflits a une valeur minimale de 0 et n'a pas de valeur maximale théorique. Un score de 0 représenterait une série d'événements survenant exactement au même endroit, et témoignerait ainsi d'un regroupement géographique extrême des événements violents dans une région. Un score égal à 1 indiquerait une répartition aléatoire des événements violents, où certains seraient éloignés les uns des autres, et d'autres plus proches, ce qui ne permettrait guère de déduire une tendance globale en matière de localisation. Un score supérieur à 1 témoignerait de la dispersion relative des événements violents à l'échelle de la région : ces événements seraient plus éloignés que si leur emplacement était dû au hasard. En d'autres termes, il est considéré que les scores CC inférieurs à 1 dans une région indiquent une concentration des événements, et que les scores CC supérieurs à 1 indiquent une dispersion.

Dans la plupart des régions, les actes de violence sont concentrés

Entre 1997 et 2016, le pourcentage moyen de cellules dans lesquelles les événements violents sont concentrés (CC < 1) frôle les 91 %. Ainsi, au sein de la plupart des cellules, les conflits sont majoritairement localisés et les actes de violence se déroulent plus fréquemment à proximité les

Carte 4.13

Degré de concentration des conflits au Nigéria, 2018



Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

uns des autres. Effet secondaire de cette distribution, les diverses répercussions négatives de la violence touchent de manière répétée les mêmes lieux.

Ces dernières années, le pourcentage des régions affichant un regroupement des violences a diminué, passant de 95 % en 2011 à 82 % en 2018 (Graphique 4.5) ce qui indique peut-être que les actes de violence deviennent légèrement plus dispersés. Cette évolution est la conséquence probable d'un changement de tactique des parties en conflit, notamment de la forte hausse du nombre des attaques contre les civils, qui a une plus faible probabilité de se reproduire de manière répétée aux même endroits.

Les violences sont aujourd'hui plus dispersées

Les régions qui connaissent des violences dispersées sont une source particulière d'inquiétude. Ces régions peuvent témoigner de la propagation d'un conflit dans une nouvelle zone à partir d'une région limitrophe. Des violences dispersées peuvent également, à l'inverse, être le signe de l'affaiblissement d'un conflit, ou de la domination de l'une des parties dans une région, du fait de la diminution du nombre d'événements violents dans les régions voisines. En d'autres termes, des violences très dispersées peuvent permettre de repérer des régions en cours de transition, dans un sens ou dans l'autre.

Il est inquiétant de constater que le pourcentage des cellules enregistrant des événements violents dispersés (CC > 1) avoisinait les 17 %

en 2018, soit le pourcentage le plus élevé des 23 années couvertes par l'étude. Ce pourcentage est supérieur de 7 % aux valeurs de référence enregistrées entre 1997 et 2016 et pourrait témoigner de l'émergence de nouvelles sources de conflits s'inscrivant dans une géographie des conflits déjà très localisée. Si cette interprétation est avérée, elle signifie que davantage de lieux sont exposés aux effets de la violence, ce qui alimente un cycle inquiétant dans la géographie des conflits régionale.

Les localisations relatives des cellules connaissant des violences concentrées ou dispersées ont également évolué au fil du temps. Ainsi, la totalité des principales zones de conflit (Carte 4.10) au sein de la région prise en compte par l'étude comportait en 2018 des cellules affichant un regroupement des violences. Les violences dispersées sont devenues peu à peu essentiellement associées à l'ensemble des différentes zones de conflit au Nigéria (delta du Niger, Middle Belt et lac Tchad) (Carte 4.11).

Comme le montre la précédente analyse de l'intensité des conflits, les cellules qui enregistrent des actes de violence dispersés en 2018 sont pour la plupart situées au Mali et au Burkina Faso (Carte 4.12) et au Nigéria (Carte 4.13). À l'inverse, le conflit en Libye concerne essentiellement trois régions dans lesquelles les violences sont concentrées (Carte 4.14).

ÉVOLUTION DE L'INTENSITÉ ET DE LA CONCENTRATION DES CONFLITS

Dans l'ensemble de la région, la multitude des belligérants, la divergence de leurs stratégies politiques et l'approche des problèmes transnationaux tendent à obscurcir la géographie des conflits. Alors que la violence augmente, il est difficile de déterminer si les organisations violentes intensifient leurs efforts dans certaines localités en particulier, répandant l'insécurité dans un nombre croissant de régions, ou si elles se redéploient dans d'autres régions sous la pression de forces gouvernementales. Afin de répondre à ces questions fondamentales, le SCDi analyse l'évolution de l'intensité spatiale et du degré de concentration des conflits depuis 1997.

Quatre types de conflit

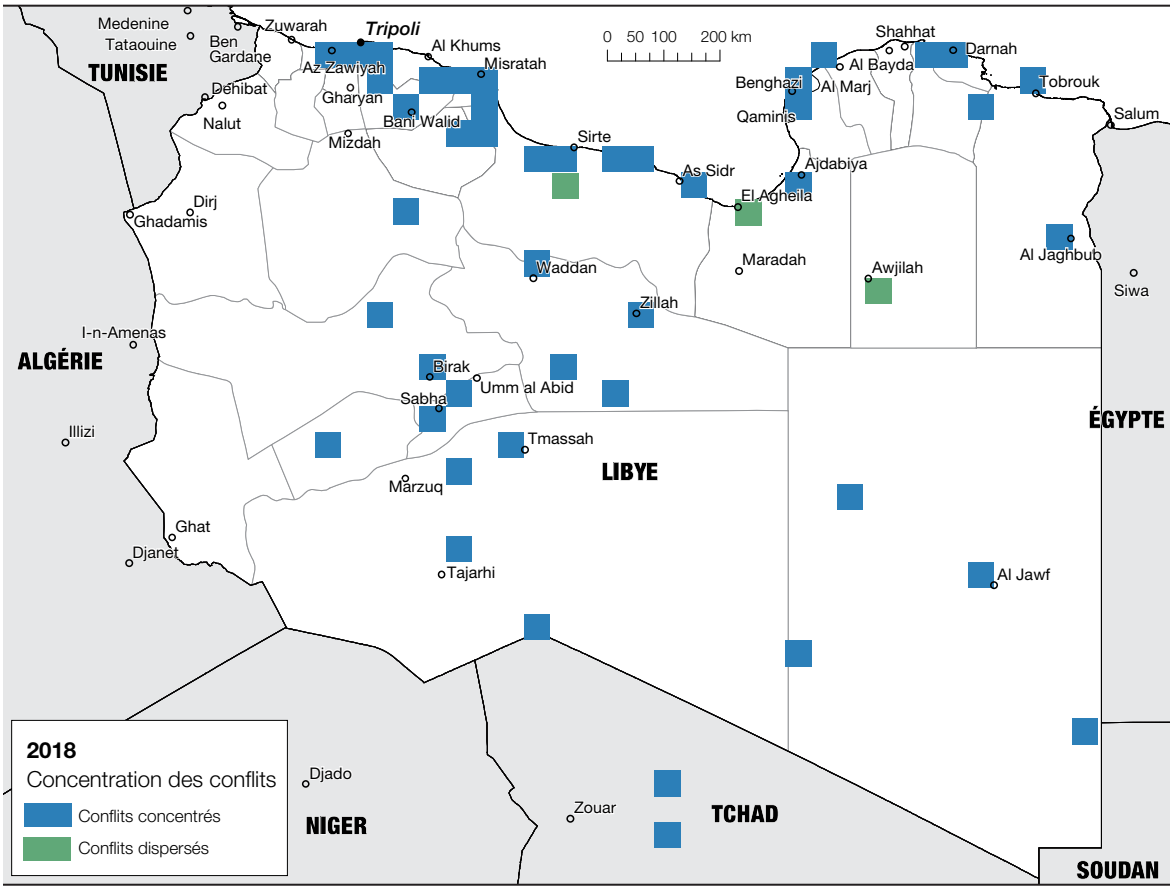
Le SCDi met en évidence quatre types de conflit en fonction du niveau de concentration des événements violents et de leur densité (Graphique 4.6).

- Le premier type s'applique à toutes les régions où l'intensité des violences est supérieure à la moyenne et où la distribution des événements violents est concentrée, situation qui suggère une intensification de la violence locale.
- Le deuxième type correspond à un conflit caractérisé par une densité supérieure à la moyenne et une distribution dispersée des événements violents, témoignant de l'accélération de la violence.
- Le troisième type s'applique aux régions où les événements violents sont moins nombreux et où la plupart d'entre eux se déroulent à proximité les uns des autres, ce qui peut indiquer une diminution du nombre de groupes violents.
- Le quatrième type, qui associe une densité spatiale des violences inférieure à la moyenne et une répartition dispersée des événements violents, témoigne de l'enlisement d'un conflit. Cette situation peut être révélatrice d'une région dans laquelle les belligérants sont extrêmement mobiles ou ne risquent guère de se heurter à une opposition tenace sur un territoire donné.

Les régions dans lesquelles les conflits s'intensifient au niveau local (type 1) sont souvent au cœur de vastes foyers de violences, comme dans le centre du Mali, le nord du Burkina Faso, autour du lac Tchad, dans la Middle Belt et le delta du Niger au Nigéria, et en Libye (Carte 4.15). Les régions qui connaissent une accélération des conflits (type 2) sont situées dans le delta intérieur du Niger au Mali, dans le sud du Nigéria, dans le Liptako-Gourma entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger, et dans la région frontalière entre le Cameroun et le Nigéria. Les régions où le regroupement et la faible intensité spatiale des violences politiques (type 3) témoignent probablement d'un affaiblissement des conflits se trouvent souvent à la périphérie de zones de conflits plus intenses,

Carte 4.14

Concentration des conflits en Libye, 2018



Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

Graphique 4.6

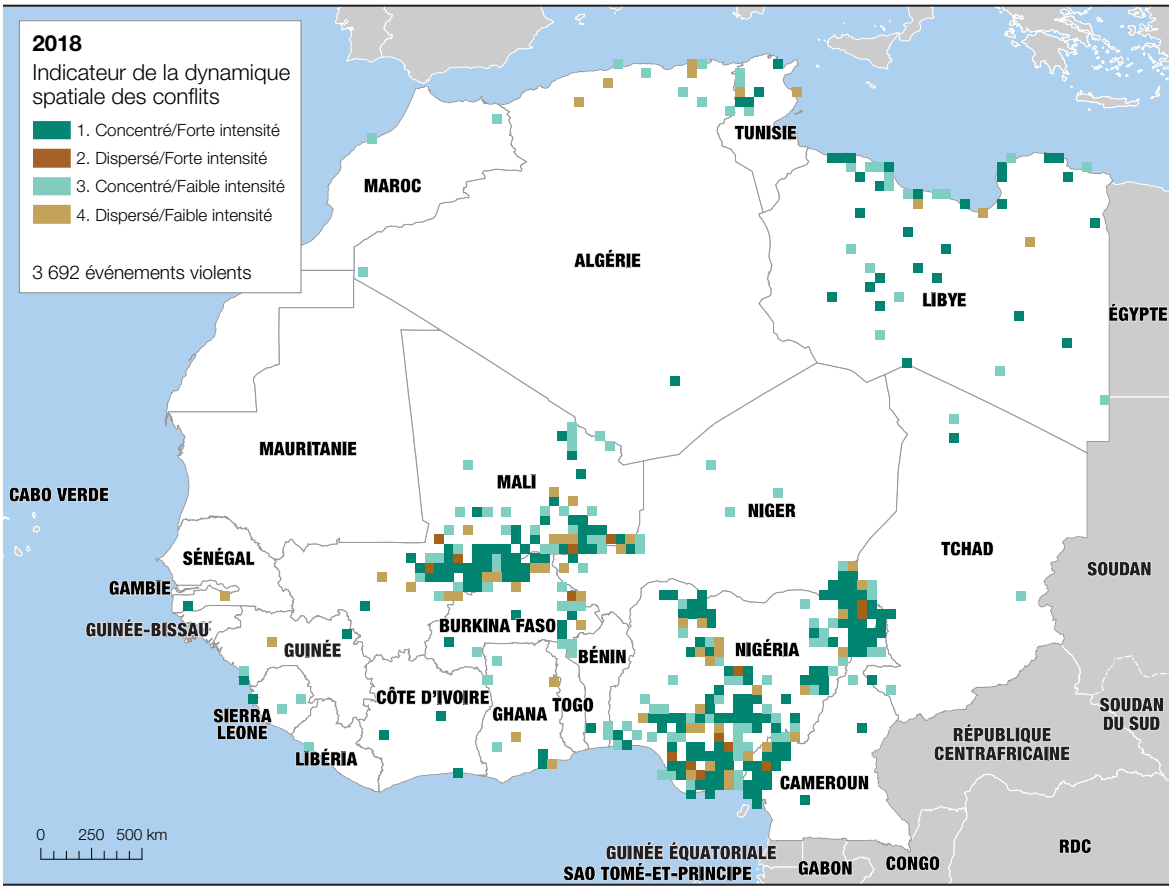
Quatre types de conflit

	Forte intensité d'événements violents	**Faible intensité d'événements violents**
Événements concentrés	(1) Le conflit **s'intensifie localement**	(3) Le conflit **diminue**
Événements dispersés	(2) Le conflit **accélère**	(4) Le conflit **s'enlise**

Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

Carte 4.15

Indicateur de la dynamique spatiale des conflits (SCDi) en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2018



Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019. .

par exemple aux abords des grandes villes en Libye. De même, les régions dans lesquelles les violences sont dispersées et à faible intensité spatiale (type 4) sont situées à la périphérie des principales zones de conflit ou dans des pays où les événements violents sont moins nombreux, comme le Ghana, la Guinée ou l'Algérie.

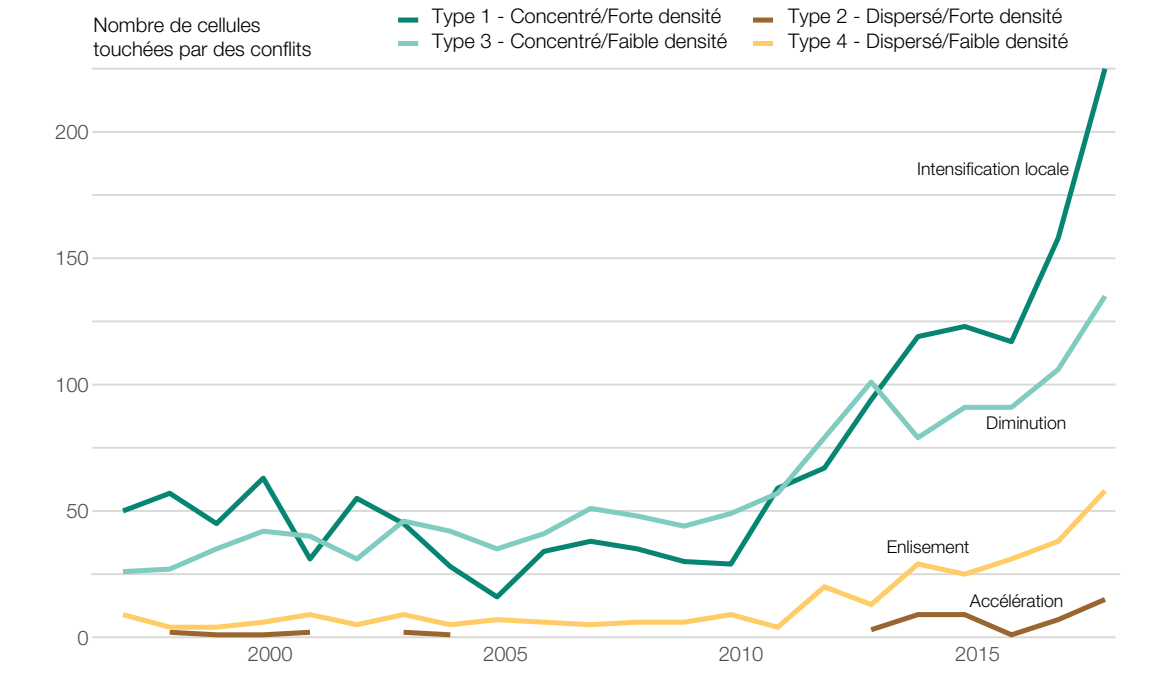
Les conflits sont plus nombreux à s'intensifier localement qu'auparavant

La nature des conflits a profondément changé ces 20 dernières années. Si au cours de la première décennie, l'intensité et le niveau de concentration de la violence politique n'ont que peu évolué, ces dix dernières années sont marquées par une forte augmentation de tous les types de conflit (Graphique 4.7).

- Le nombre des régions qui enregistrent une intensification locale de la violence (type 1) a augmenté beaucoup plus rapidement que pour les autres types de conflit. Ces conflits, caractérisés par des actes de violence concentrés et présentant une forte intensité, sont les plus répandus dans la région. Si ce type de violence a de tout temps été le plus représenté en Afrique du Nord et de l'Ouest (Graphique 4.8), sa proportion ne cesse de croître depuis le milieu des années 2000, de 38 % en 2008 à plus de la moitié des conflits dix ans plus tard.
- Les régions dans lesquelles les conflits s'accélèrent (type 2), et qui sont caractérisées par une forte intensité d'événements dispersés, sont relativement rares dans la région. Ce type de conflit ne concerne que 3 % des cellules, une proportion globalement stable depuis 20 ans. Le Graphique 4.8 montre plusieurs discontinuités témoignant de l'absence de cellules alliant événements

Graphique 4.7

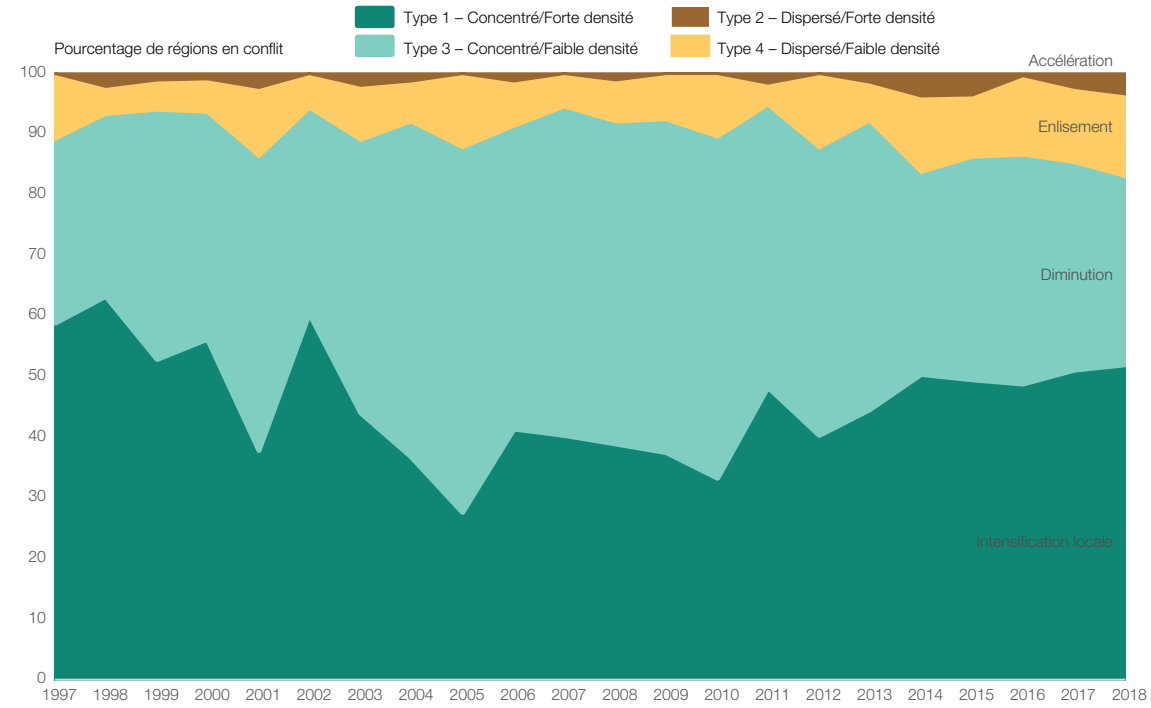
Nombre de conflits par type, 1997-2018



Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

Graphique 4.8

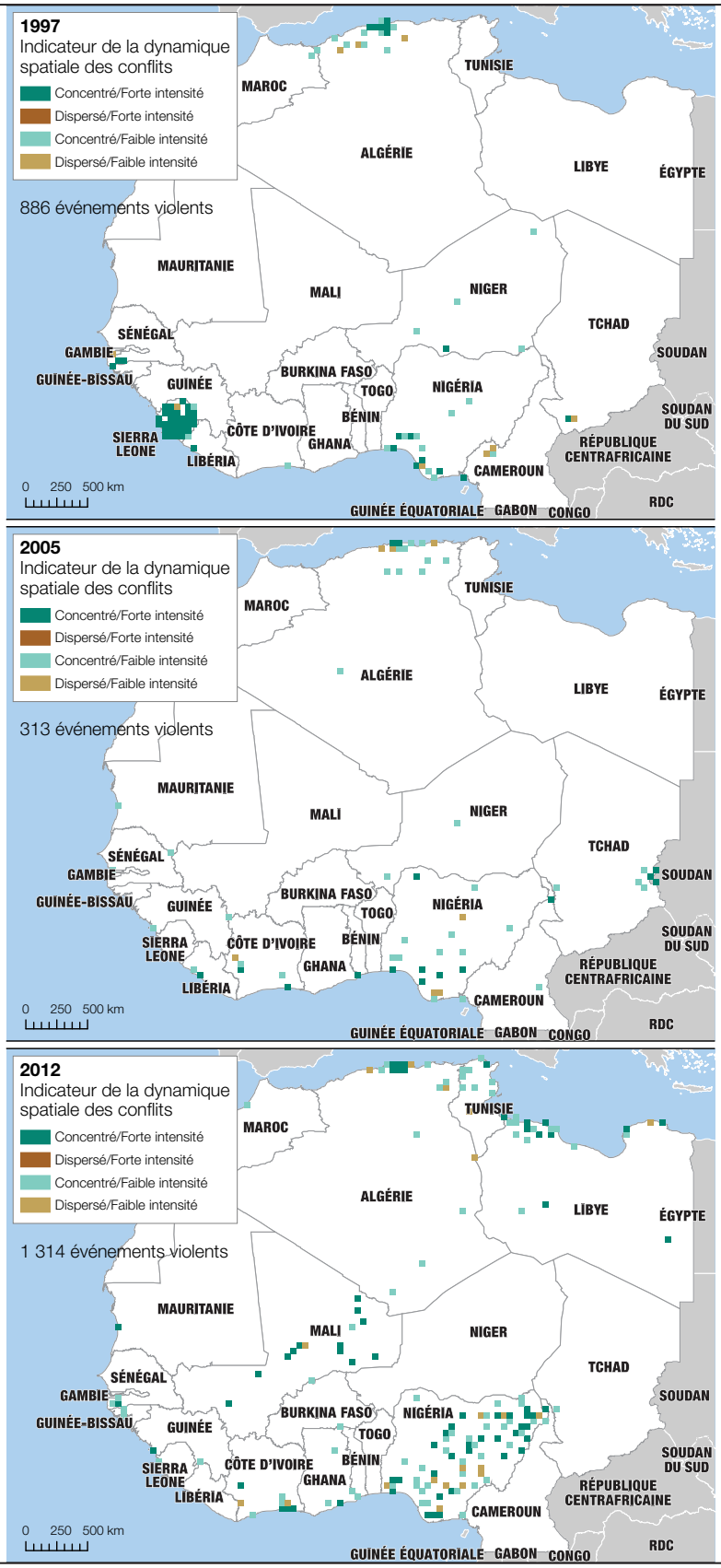
Proportion des régions en proie à un conflit, par type, 1997-2018

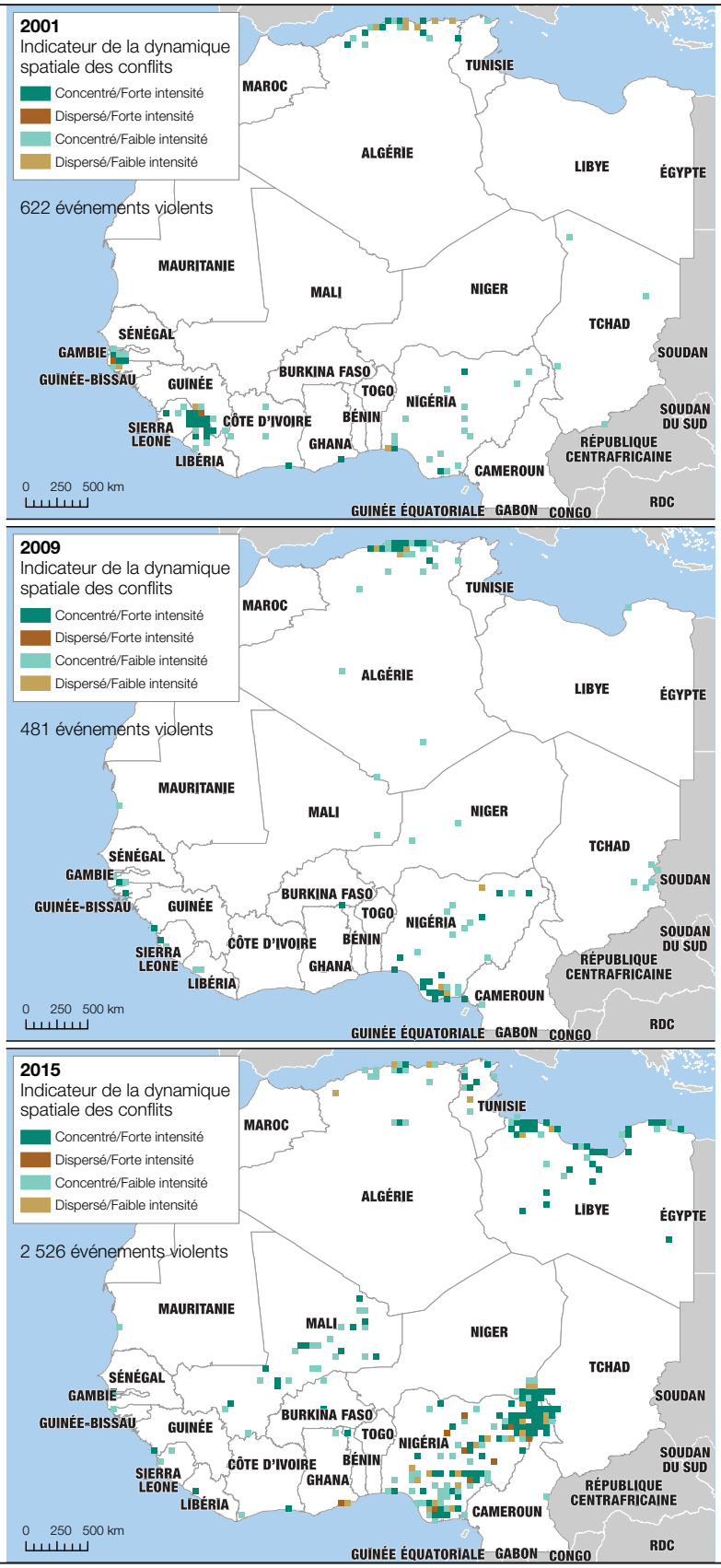


Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

Carte 4.16

Indicateur de la dynamique spatiale des conflits (SCDi) en Afrique du Nord et de l'Ouest, 1997-2015





Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

violents dispersés et intensité élevée, d'où il ressort que l'accélération des conflits semble être un phénomène relativement rare dans la région.

- Le nombre des régions dans lesquelles les violences politiques sont à la fois concentrées et de faible intensité (type 3) est en forte hausse depuis 2010. Ce type de violence concerne un tiers (31 %) des cellules de la région. Ces cellules sont moins représentées qu'au milieu des années 2000, où elles comptent pour la moitié des conflits.
- Les régions confrontées à des conflits prolongés dus à des événements violents dispersés et de faible intensité spatiale (type 4) sont également rares. Elles ne représentent que 13 % des cellules, un pourcentage qui a doublé au cours des dix dernières années.

L'évolution de la géographie des violences politiques

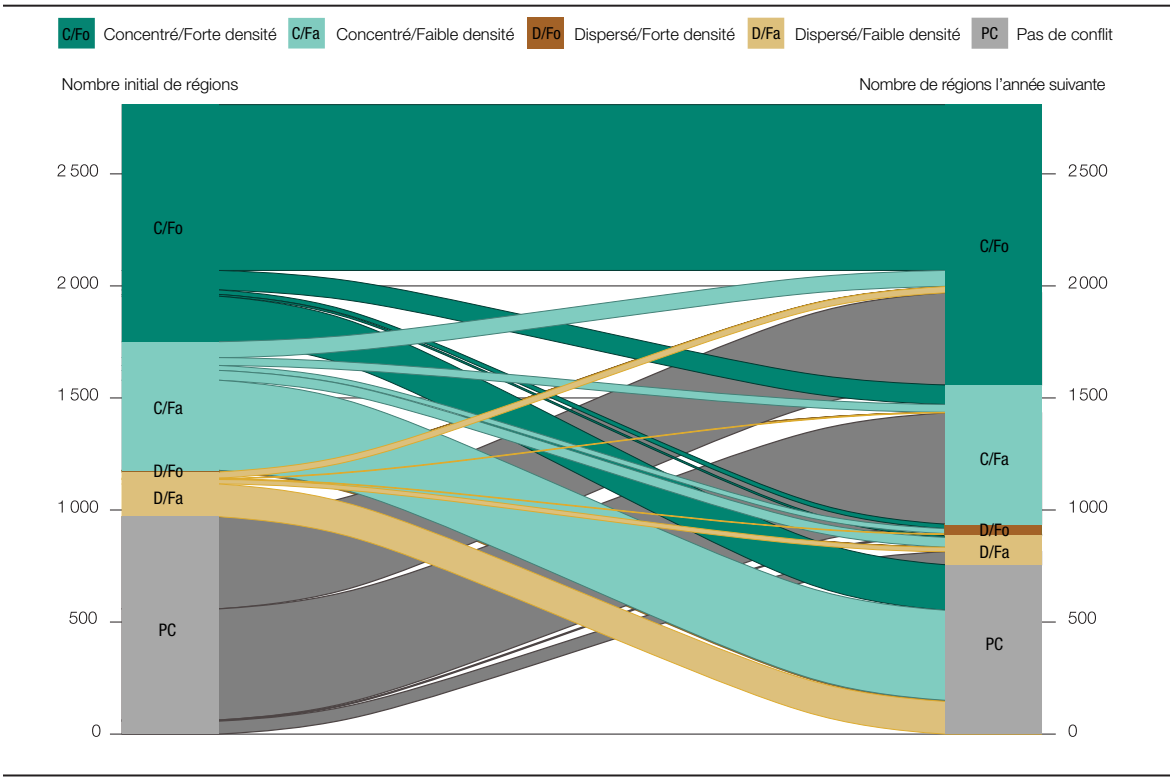
L'étude de l'indicateur confirme que la violence politique a connu des transformations majeures ces 20 dernières années (Carte 4.16). À la fin des années 90 et au début des années 2000, la plupart des conflits sont très localisés et extrêmement violents, à l'image des guerres civiles en Algérie, au Libéria et en Sierra Leone. Un certain nombre de conflits localisés et modérément violents touchent également le sud du Nigéria et sa Middle Belt au cours de la même période. Au milieu des années 2000, la majorité des conflits cessent ou diminuent fortement, à l'exception de la guerre civile en Côte d'Ivoire, qui apparaît sur la carte sous la forme d'un ensemble de conflits concentrés. L'essor d'organisations extrémistes violentes est clairement visible dès le début des années 2010, avec l'émergence de conflits concentrés et violents dans un nombre croissant de régions, à savoir la Libye, le nord du Mali et le nord du Nigéria.

Une étape supplémentaire est nécessaire pour comprendre l'évolution des scores du SCDi au fil du temps. Au cours d'une année donnée, chaque région se voit attribuer un score SCDi si elle a connu au moins deux événements violents. Les régions ne comptabilisant aucun ou un seul événement violent ne sont pas prises en compte. Cette démarche est appliquée à chaque cellule pour chaque année, ce qui permet d'évaluer les transitions d'une catégorie à l'autre au fil du temps. Par exemple, des événements violents dans une région peuvent avoir un score *concentré/forte intensité* en 2003, *concentré/faible intensité* en 2004, et aucun score en 2005. L'étude de ces changements permet de saisir la transformation de la géographie des conflits au fil du temps. Le Graphique 4.9 illustre la façon dont le SCDi peut passer d'une catégorie à l'autre entre deux années.

- **Les espaces dans lesquels les violences sont à la fois concentrées et spatialement denses (type 1) n'évoluent généralement pas.** Le plus souvent (dans 70 % des cas), elles restent dans la même catégorie d'une année sur l'autre. Ce statu quo indique qu'un conflit localisé se poursuit généralement pendant de nombreuses années, ce qui se produit fréquemment dans les diverses zones de conflit au Nigéria, par exemple. Toutefois, la deuxième issue la plus fréquente pour ce type de région est de ne connaître aucun conflit l'année suivante (19 %), ce qui signifie que même des conflits localisés denses peuvent prendre subitement fin. La dernière évolution significative est le passage dans la catégorie des régions connaissant des violences concentrées et peu denses (8 %), ce qui est interprété comme une phase de transition vers une désescalade du conflit. Ainsi, nombre de grandes villes de Libye (Tripoli, Benghazi, Misratah, Al Khums) continuent d'afficher un nombre d'événements violents supérieur à la moyenne d'une année sur l'autre. Entre 2017 et 2018, ces événements au sein de ces zones de conflit sont restés concentrés à l'intérieur du périmètre des villes et ne se sont pas dispersés dans les zones rurales.
- **Les régions dans lesquelles les violences sont concentrées mais peu denses spatialement (type 3) connaissent généralement une évolution positive,** dont la plus courante est l'absence de conflit au cours de l'année suivante (70 % des cas) ou la transition vers le statut de région à violences concentrées et spatialement denses (12 %). Cette trajectoire tend à montrer que les régions connaissant des événements violents concentrés et peu denses sont dans une phase de transition et que le

Graphique 4.9

Évolutions annuelles de l'indicateur de la dynamique spatiale des conflits (SCDi)



Note : Ce graphique permet de visualiser le nombre de cellules dans lesquelles les conflits ont changé de forme d'une année sur l'autre entre 1997 et 2019. Chaque cellule est classée en fonction de l'intensité et de la distribution spatiale des événements violents. Le graphique ne prend pas en compte les cellules qui n'ont jamais reçu de score SCDi au cours de la période sur laquelle porte l'étude.

Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

maintien dans cette catégorie d'une année sur l'autre est peu probable (6 % des cas). Ainsi, plusieurs régions en proie à un conflit dans les États de Yobe et de Gombe au nord-est du Nigéria sont passées de la catégorie *concentré/faible intensité* en 2017 à celle des régions sans conflit l'année suivante.

- **Les régions dans lesquelles les violences sont dispersées et peu denses spatialement (type 2) connaissent elles aussi en général une amélioration.** Il s'agit des régions les moins nombreuses de l'étude, un signe positif, en ce qu'elles peuvent représenter à la fois une intensification et une dispersion d'un conflit. L'issue la plus courante pour ce type de région est de ne recevoir aucun score l'année suivante (71 %), ce qui met en lumière leur instabilité. Les autres évolutions les plus courantes sont soit le statu quo, soit la transition vers le statut *concentré/forte intensité* (14 % pour chacun de ces cas). Ainsi, la région de Biu, dans l'État de Borno au Nigéria, est passée de la catégorie des régions connaissant des violences dispersées mais spatialement denses à celle des régions sans conflit entre 2017 et 2018. Des exemples similaires sont observés au cours de cette même période dans les régions rurales des États de Benue et d'Edo au Nigéria, ainsi qu'au Tchad autour de Moundou, dans le Logone occidental.
- **Il est probable que les régions caractérisées par des violences à la fois dispersées et peu denses spatialement (type 4) retrouvent une trajectoire positive.** À l'instar des régions connaissant des événements violents concentrés et peu denses, et des régions où les violences sont dispersées et spatialement denses, elles ne reçoivent en général aucun score l'année suivante (73 %). Dans 14 % des cas, ces régions passent dans la catégorie *concentré/forte intensité* ;

10 % d'entre elles n'évoluent pas. Le Nigéria (États de Bayelsa, de Benue, de Borno, d'Edo et d'Imo), le Mali (région de Tombouctou) et la Libye (près de Benghazi) montrent de nombreux exemples de zones en proie à des conflits dispersés et de faible intensité spatiale en 2017, devenues des régions sans conflit en 2018.

- **Les régions qui ne sont pas touchées par des conflits restent en général pacifiques. Lorsqu'un changement survient, il prend le plus souvent la forme de violences concentrées et peu denses spatialement (type 3).** La plupart des régions n'ont connu aucun conflit au cours de la période étudiée. Toutefois, le cas des régions auparavant sans score SCDi et qui ont changé de catégorie est préoccupant car leur évolution témoigne de la survenue ou de la réémergence soudaine d'un conflit dans une région auparavant pacifique. Lorsqu'un conflit éclate dans une région qui auparavant n'en comptait pas, il s'agit le plus souvent d'actes de violence concentrés et peu denses (51 %). Toutefois, il est également courant que les événements violents soient immédiatement concentrés et spatialement denses (42 %). Il s'agit là de l'évolution la plus défavorable compte tenu de la persistance de la catégorie *concentré/forte intensité*. Ainsi, plusieurs zones de la partie centrale de la région de Mopti au Mali, qui n'ont connu aucun acte de violence en 2016 et en 2017, sont classées parmi les régions connaissant des actes de violence concentrés et à forte intensité spatiale en 2018. Lorsque le conflit a éclaté, il a été classé directement dans la catégorie la plus persistante.

LES CONFLITS LOCAUX AU MALI, AU NIGÉRIA ET EN LIBYE

Le Mali, le Nigéria et la Libye sont trois épicentres de la violence dans la région. L'indicateur spatial élaboré dans le cadre de cette étude révèle que la nature des conflits est très différente entre ces régions. Alors que la violence politique se propage du nord du Mali et du Nigéria vers les zones rurales, la plupart des actes de violence recensés en Libye se concentrent sur un petit nombre de points névralgiques, à la fois le long de la côte et dans le Fezzan.

La guerre civile malienne et l'insurrection au Sahel central

Le Mali a connu quatre rébellions touareg depuis son indépendance en 1960 (Bourgeot, 2012) (Encadré 4.2). La dernière en date, qui marque le début de la guerre civile malienne en janvier 2012, est principalement analysée comme la conséquence de la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011 et du retour des combattants touareg de Libye dans le nord du Mali (Pezard et Shurkin, 2015). D'autres facteurs expliquent le déclenchement de ce conflit, comme le désir d'autonomie de certaines communautés touareg, la marginalisation économique et politique (perçue) de ces communautés et les rivalités internes entre tribus, chefs traditionnels et élites émergentes (Bencherif, 2019). La sécurité globale dans la région est également compromise par des décennies de trafics illicites, de criminalité et de réseaux de passeurs de drogues et de contrebande couvrant le nord du Mali depuis les années 90.

Le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) est le principal groupe rebelle impliqué dans le conflit. Ce groupe naît en 2011 de l'alliance entre deux groupes existants, l'Alliance touareg Niger-Mali (ATNM) et le Mouvement national de l'Azawad (MNA), qui exigent que le gouvernement mette fin à la marginalisation socioéconomique du nord du pays. Leurs motivations et objectifs sont pour une large part séculaires et sociopolitiques. Après la chute de Mouammar Kadhafi en Libye (2011) et du Président Amadou Toumani Touré au Mali (2012), une alliance provisoire entre les rebelles du MNLA et des groupes affiliés à Al-Qaïda lance une offensive militaire de vaste portée contre l'armée malienne.

En quelques semaines, toutes les grandes villes du nord du Mali sont investies, y compris Tessalit et Kidal, où l'offensive a débuté, ainsi que Ménaka, Tombouctou et Gao. De nouveaux

Encadré 4.2

Les rébellions touareg au Niger et au Mali (2006-09)

La rébellion au Mali est déclenchée en 2006 par l'Alliance démocratique pour le changement (ADC), un groupe rebelle dominé par Iyad Ag Ghali, Ibrahim Ag Bahanga et Hassan Ag Fagaga, issus de différentes factions de la tribu des Ifogha (Wikileaks, 2008). Leur objectif initial est de contraindre l'État malien à remédier à la marginalisation du Nord (Bencherif, 2019). Après moins d'un an d'affrontements, l'ADC et le gouvernement malien d'Amadou Toumani Touré signent un accord de paix à Alger. Ag Bahanga, insatisfait de cet accord, crée alors l'Alliance touareg Nord-Mali pour le changement (ATNMC) et mène des attaques sporadiques contre l'État entre 2007 et 2009 (Lecocq et Klute, 2013). La milice Imghad d'El Hadj Ag Gamou, un ancien rebelle touareg intégré dans l'armée malienne en tant qu'officier, vaint finalement Ag Bahanga. Cet épisode contribue à attiser les tensions entre les Ifogha et les Imghad, qui resurgissent au cours de la rébellion de 2012.

Au Niger, la rébellion touareg est déclenchée par le Mouvement des Nigériens pour la justice (MNJ) à Iférouane en février 2007. La rébellion menée par Aghali Alambo est causée par de multiples facteurs. Les chefs touareg marginalisés politiquement, voire emprisonnés dans le cas de Rhissa Ag Boula, jouent un rôle décisif dans la mobilisation de leurs communautés touareg dans la région de l'Aïr (Deycard, 2012 ; Guichaoua et Pellerin, 2017). Les jeunes touareg rejoignent la rébellion dans l'espoir d'obtenir de meilleurs emplois administratifs et d'améliorer leur situation économique. Certains narcotrafiquants tentent également de se positionner sur l'échiquier politique local et national (Deycard, 2007). Le MNJ se fragmente au cours du temps et ne s'allie pas aux autres mouvements ethnonationalistes du Mali (Guichaoua, 2009). La fin du conflit est facilitée par Mouammar Kadhafi, qui joue le rôle informel de médiateur (Lecocq et Klute, 2019) et verse de l'argent aux rebelles pour qu'ils renoncent au conflit armé contre l'État nigérien (Deycard, 2013). La rébellion touareg prend fin en 2009 sans signature d'accord de paix entre les groupes armés touareg.

Source : Adib Bencherif.

groupes tels que le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) et Ansar al-Dine commencent à s'opposer à leurs anciens alliés touareg pour le contrôle des villes du nord du pays et des principales lignes de communication. Les groupes jihadistes exploitent les griefs des Touareg et détournent l'insurrection pour poursuivre leurs propres objectifs religieux fondamentalistes. De nombreux membres jihadistes de ces groupes avaient acquis une expérience des insurrections en Afghanistan, en Algérie, en Iraq, en Somalie, en Syrie et au Yémen. L'acteur le plus ambitieux de ces groupes armés est l'organisation jihadiste Ansar al-Dine (« Les défenseurs de la foi »). Dirigée par Ag Ghali, l'un des principaux chefs de la rébellion touareg des années 90 et de 2006, Ansar al-Dine est lié aux anciennes rébellions touareg et proche du mouvement Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et du MUJAO (Lecocq et al., 2013).

En janvier 2013, une nouvelle offensive menée par les extrémistes religieux vers Mopti convaint le gouvernement malien provisoire de demander l'intervention de l'armée française, qui lance l'opération Serval. Cette opération d'une échelle sans précédent depuis la guerre d'Algérie pour l'armée française, soutenue par des troupes maliennes et tchadiennes, permet de reconquir le nord du Mali et de détruire des bases appartenant aux mouvements AQMI, MUJAO et Ansar al-Dine à Tombouctou, Gao, Kidal et dans l'Adrar des Ifogha. En restaurant l'intégrité territoriale du Mali, l'armée française ouvre la voie au déploiement de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) et de la Mission de formation de l'Union européenne au Mali (EUTM Mali).

Après l'intervention française, le MNLA devient un acteur clé de la collaboration avec d'autres forces pour combattre les groupes

jihadistes. Des membres d'Ansar al-Dine, notamment Alghabass Ag Intalla, quittent le groupe afin de réinventer son identité et son objectif. Ils créent le Haut Conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA) et sont affiliés à la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), l'une des trois parties signataires de l'Accord de paix d'Alger de 2015 (Boutellis et Zahar, 2017). Les membres restés fidèles à Ansar al-Dine dirigé par Iyad Ag Ghali deviennent de plus en plus radicaux pendant le conflit malien et leur confrontation avec les forces militaires (Bencherif et Campana, 2017). Ils unissent leurs forces au sein du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), une coalition jihadiste regroupant Ansar al-Dine, Al-Mourabitoun, la branche saharienne d'AQMI et le Front de libération du Macina en mars 2015 (Joscelyn, 2017).

À la mi-2014, les forces militaires françaises lancent l'opération Barkhane pour combattre les groupes terroristes (Griffin, 2016) alors qu'une solution politique au conflit au Mali reste hors de portée. Six ans après la reconquête du nord du Mali, l'insécurité provoquée par les rivalités entre d'anciens rebelles, des extrémistes religieux et des factions de la force internationale de maintien de la paix demeure préoccupante. Malgré le succès initial de l'opération militaire Serval, les forces maliennes, africaines et internationales présentes au Mali sont régulièrement la cible d'attaques de groupes extrémistes violents affiliés au GSIM ou à l'État islamique au Grand Sahara (EIGS).

Pendant le conflit, les élites politiques à Bamako ont recouru à diverses stratégies pour contrôler les insurgés, oscillant entre la carotte et le bâton face aux groupes armés. Une stratégie populaire a consisté à impliquer des milices issues d'autres communautés pour nourrir la contre-insurrection. Les milices Ganda Izo et Ganda Koy, principalement composées de Songhaï, de Peul et de Bella, ont été mobilisées à cette fin. Comme les Français avant eux, les dirigeants maliens ont également instrumentalisé les milices touareg, telles que le Groupe d'autodéfense touareg Imghad et alliés (GATIA), du général El Hadj Ag Gamou, pour vaincre les groupes rebelles (Grémont, 2010). Toutefois, ces groupes ont tendance à être autonomes et à défendre leurs propres intérêts plutôt que ceux de l'État malien. Leur rôle en tant que forces paramilitaires augmente le recours à la violence et conduit à des rivalités internes parmi les Touareg, par exemple entre la milice imghad d'Ag Gamou et la tribu des Ifogha représentée au sein du HCUA.

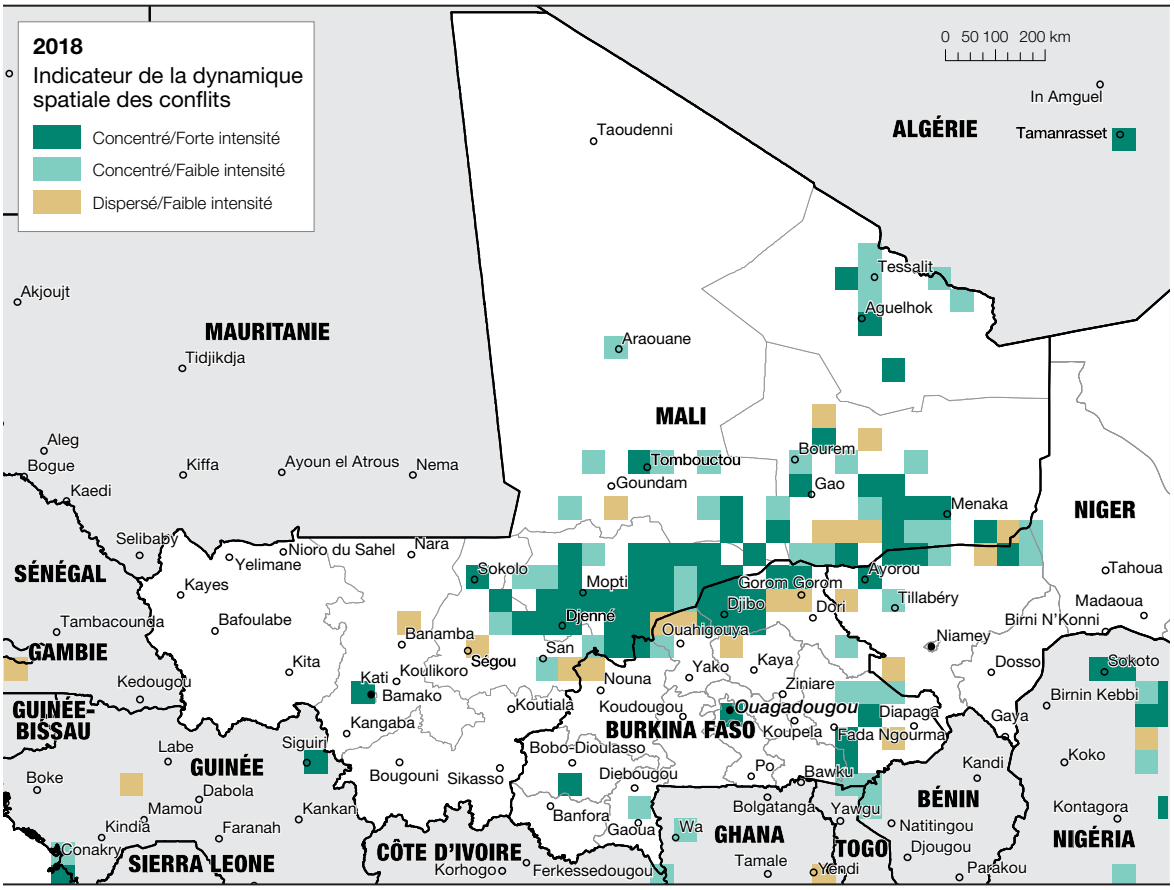
Ces dernières années, le conflit du nord du Mali s'est propagé à des régions restées largement à l'écart de la violence politique. Plusieurs attaques terroristes ont été commises dans le sud du pays, tandis que l'autorité du gouvernement du Mali reste théorique dans de nombreuses zones du Nord. Le delta intérieur du fleuve Niger, le pays dogon et la région du Liptako-Gourma à la frontière du Niger connaissent eux aussi un nombre croissant d'attaques. Une insurrection violente s'est développée dans les régions du nord du Burkina Faso, où les États et leurs partenaires internationaux s'efforcent de mettre en place une force militaire conjointe capable de faire face aux multiples insurrections (Chapitre 5).

Comme dans le Nord, l'élite politique malienne mise sur des milices locales (telles que les Dozo) pour combattre certains groupes armés dominés par les Peul qui se sont formés dans le centre et l'est du pays. Cette stratégie attise la violence entre communautés ethniques, à l'image des récents massacres entre Dogon et Peul le long de la falaise de Bandiagara. Dans la région de Ménaka, des groupes armés tels que le Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA) de Moussa Ag Acharatoumane et la milice GATIA dirigée par le Général Ag Gamou aident l'opération française Barkhane à lutter contre les groupes terroristes (Bencherif, 2018). Dans le même temps, certaines communautés peul marginalisées sont de plus en plus tentées de rejoindre l'EIGS, dirigée par Adnan Abu Walid al Sahrawi (Grémont, 2019). La violence semble être de plus en plus privilégiée par les différentes communautés. Ces nouvelles évolutions contribuent à la propagation de la violence dans la région.

L'indicateur SCDi met en évidence ces nouveaux foyers de conflit en 2018 (Carte 4.17). La partie centrale du Mali, allant de Djenné au Gourma, est aujourd'hui devenue une vaste zone de conflit dans laquelle les violences politiques sont à la fois très localisées et très denses (vert foncé). Cette zone s'étend loin à l'intérieur du Burkina Faso voisin, à la fois vers le Nord à l'ouest de Ouahigouya et dans la région du Sahel autour

Carte 4.17

Indicateur de la dynamique spatiale des conflits (SCDi) au Mali et au Sahel central, 2018



Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

de Djibo. Une ceinture d'autres régions dans lesquelles les violences politiques sont localisées mais plus dispersées (vert clair), entoure les principales zones de conflit. Ces régions, telles que le nord de la plaine de Seno entre le Mali et le Burkina Faso, ou l'ouest du delta intérieur, sont celles qui risquent le plus de connaître la guerre dans un proche avenir. Le Sahel central compte aussi de nombreuses régions caractérisées par des violences dispersées et peu denses (beige), souvent localisées entre de grandes zones de conflit. Ces régions sont potentiellement fragiles et pourraient connaître une détérioration de la situation sécuritaire.

Insurrections et violences intercommunautaires au Nigéria

Aucun des États de la région n'est plus affecté par la violence politique que le Nigéria depuis 1997. Pays le plus peuplé d'Afrique, le Nigéria est aussi celui qui comptabilise le plus grand nombre d'événements violents (9 017) et de victimes (67 512) (Graphique 4.10). L'intensité spatiale et l'étendue géographique inhabituelles des conflits qui le ravagent sont dues à trois sources majeures de violence continue : le mouvement insurrectionnel Boko Haram dans le Nord-Est, les violences intercommunautaires dans la Middle Belt, et l'insurrection dans le delta du Niger, au sud du pays (Carte 4.18). À elles trois, ces sources de conflits représentent 30 % des événements violents et la moitié des décès recensés en Afrique du Nord et de l'Ouest depuis 1997.

L'insurrection de Boko Haram

Depuis dix ans, le lac Tchad est au centre d'une insurrection meurtrière lancée par l'organisation

Carte 4.18

Nigéria : Nord-Est, Middle Belt et delta du Niger



Note : Les principales zones de conflit sont indiquées par des pois.

Source : Auteurs.

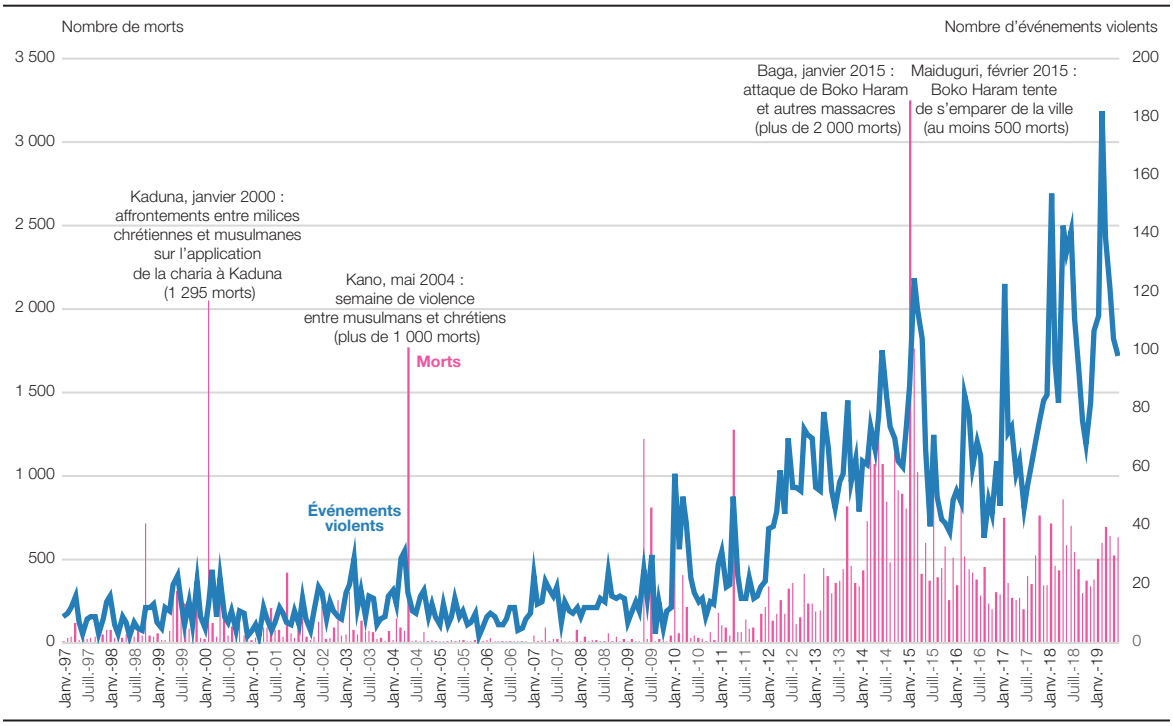
jihadiste couramment appelée Boko Haram (Kendhammer et McCain, 2018). Boko Haram est née dans l'État de Borno au début des années 2000, en tant que mouvement social et non violent (Onuoha, 2014). Il était initialement connu en tant que « Yusufiyyah », d'après le nom du prédicateur charismatique d'idéologie salafiste, Mohammed Yusuf, qui a attiré un nombre grandissant de fidèles des États de Yobe et de Borno au Nigéria, ainsi que du Niger et du Tchad (Anugwom, 2019 ; Thurston, 2018). Le nom Boko Haram, qui signifie « l'éducation occidentale est un péché » en haoussa, lui a été donné par des personnes extérieures à l'organisation et n'est pas reconnu par ses dirigeants, qui préfèrent se faire appeler Jama'atu Ahlis-Sunnah Lidda'awati Wal Jihad (Congrégation des compagnons du Prophète pour la propagation de la tradition sunnite et la guerre sainte).

L'organisation, qui a proclamé son propre califat et prêté allégeance à l'État islamique au milieu des années 2010, appelle à un rejet radical du sécularisme et de nombreuses pratiques religieuses considérées comme contraires à l'islam (Thurston, 2016). Son objectif est de renverser les gouvernements laïques, en particulier au Nigéria, de couper leurs liens avec l'Occident et de réduire à néant l'ordre social et politique de la région en ayant recours à une violence indiscriminée à l'encontre de cibles gouvernementales et civiles.

En 2009, après une série d'affrontements avec les forces gouvernementales nigérianes, Mohammed Yusuf lance une insurrection majeure à Maiduguri. Les forces nigérianes repoussent l'offensive et exécutent Yusuf durant sa détention (Adesoji, 2010). Le mouvement est depuis dirigé par Abubakar Shekau qui lance

Graphique 4.10

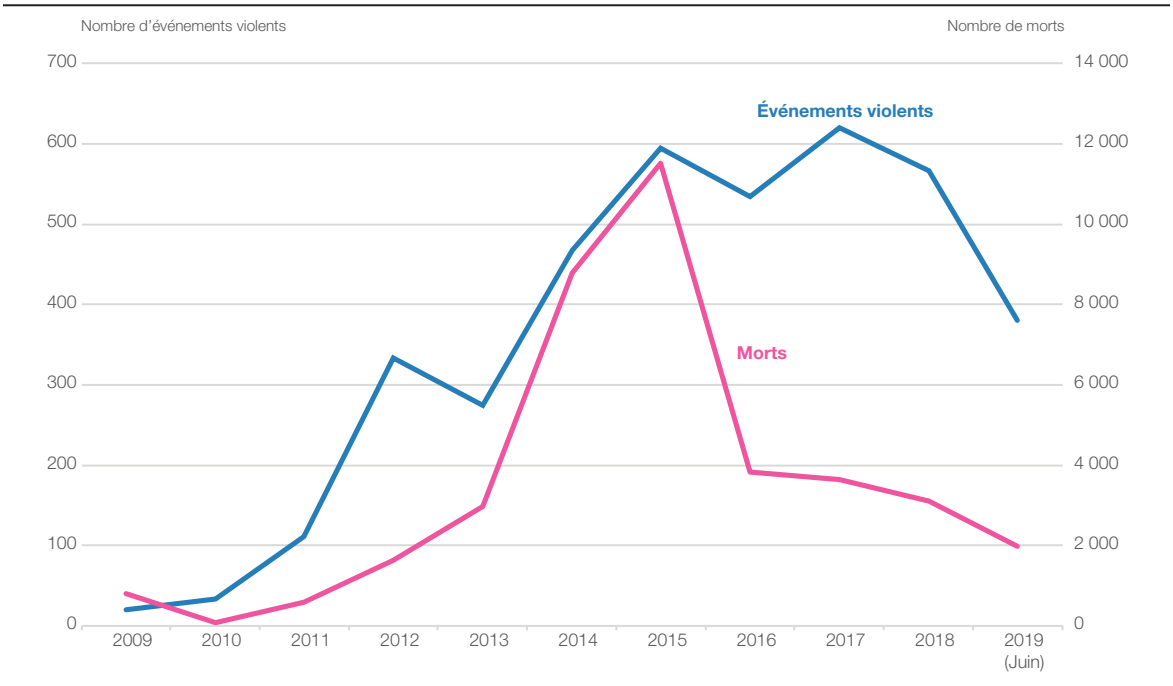
Décès dus à des événements violents au Nigéria, 1997-2019 (juin)



Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

Graphique 4.11

Événements violents et décès liés à Boko Haram, 2009-19 (juin)



Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

une nouvelle série d'attaques à Bauchi en 2010 et à Abuja en 2011 (ICG, 2014). Shekau radicalise l'organisation et s'engage dans une lutte sanglante et sans merci contre le gouvernement nigérian et la quasi-totalité des habitants de la région. Au milieu des années 2010, le gouvernement nigérian déclare l'état d'urgence dans les États de Borno, de Yobe et d'Adamawa, et encourage la constitution de groupes d'autodéfense tels que la Force d'intervention civile conjointe (*Civilian Joint Task Force*, CJTF). Cette mesure contribue à réduire la présence de Boko Haram dans les villes et à accroître ses activités dans les régions rurales, où l'organisation multiplie les enlèvements et les demandes de rançon. Ainsi, en avril 2014, Boko Haram capture 276 lycéennes d'une école secondaire publique à Chibok, dans l'État de Borno, un enlèvement qui provoque l'indignation de la communauté internationale. À partir de ses bases militaires rurales, Boko Haram se livre également à une campagne de terreur et des crimes de masse.

L'intensification de la campagne militaire contre Boko Haram contribue à exacerber la violence. Les attaques lancées par les militaires et les groupes d'autodéfense nigérians donnent lieu à des représailles de Boko Haram à l'encontre de cibles militaires et civiles, ce qui accroît le nombre d'armes en circulation dans la région. La majorité des armes utilisées par les militants de Boko Haram sont en effet volées à l'armée nigériane et seul un petit nombre provient de Libye (de Tessières, 2017). En 2014, Boko Haram atteint sa plus vaste emprise géographique dans les États du nord de Borno, de Yobe et d'Adamawa, et proclame l'établissement d'un nouveau califat. Cette annonce est suivie en janvier 2015 par une série d'opérations militaires de grande ampleur de la part du Nigéria et de ses alliés régionaux réunis au sein de la Force multinationale mixte (MNJTF). Boko Haram subit des pertes territoriales considérables, notamment les villes de Malam Fatori et Damasak, ainsi que son quartier général de Gwoza (Thurston, 2018).

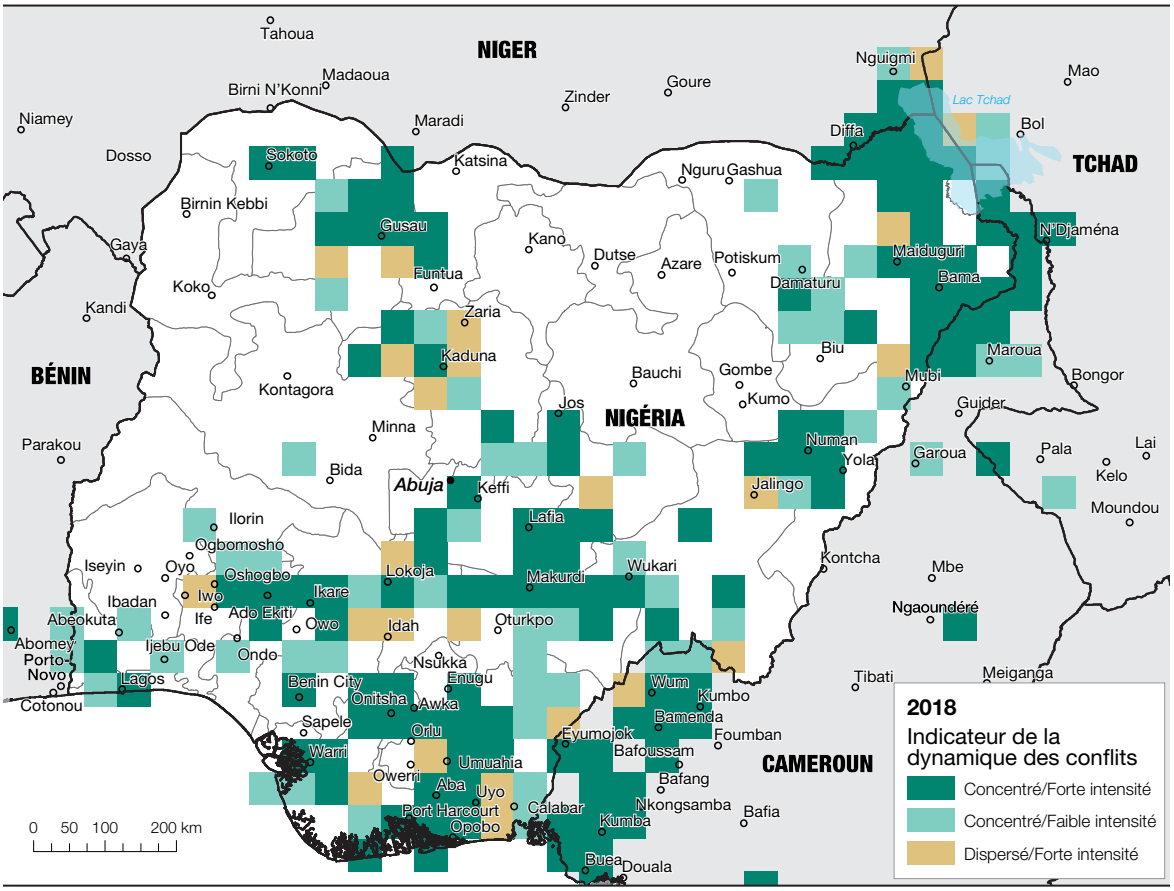
Sur les 39 000 morts directement imputées à Boko Haram depuis 2009, un tiers (11 500) sont survenues en 2015, selon les données ACLED. Depuis, le nombre de morts attribuées à Boko Haram n'a cessé de diminuer, pour s'établir à 3 100 en 2018 (Graphique 4.11). Si le mouvement insurrectionnel résiste encore, le nombre d'événements violents est également en repli, après avoir atteint le nombre record de 620 en 2017. En dépit de la déroute militaire du groupe, l'insécurité dans les régions rurales reste très élevée, et l'insurrection a des répercussions massives sur la production agricole, le pastoralisme et la population civile (van den Hoek, 2017). Au moins 20 000 personnes ont été tuées par les insurgés et les forces de sécurité, et plus de 2.5 millions ont été déplacées au cours des dernières années (ICG, 2017 ; OCHA, 2019).

Le mouvement se replie alors dans des zones isolées, montagneuses ou d'accès difficile le long de la frontière avec le Cameroun et dans le bassin du lac Tchad. Des rivalités internes affaiblissent également sa domination. Le groupe se scinde en deux grandes factions, celle de Shekau et celle d'Abou Mosab al-Barnaoui, connue sous le nom de Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique (Zenn, 2019). À partir du milieu des années 2010, les factions de Boko Haram opèrent dans le nord du Cameroun (Mbowou, 2018) et s'étendent au Niger et au Tchad (Comolli, 2015 ; Magrin et Pérouse de Montclos, 2018). Au Cameroun, Boko Haram établit des bases militaires au pied des monts Mandara et sur les rives méridionales du lac Tchad dans les départements du Mayo-Tsanaga, du Mayo-Sava et du Logone-et-Chari dans la région de l'Extrême-Nord. Boko Haram planifie souvent ses incursions à partir du Nigéria, dans un esprit de représailles ou pour piller les vivres dont le mouvement a besoin (Seignobos, 2015). Dans le sud-est du Niger, Boko Haram mène entre 2015 et 2016 de nombreuses attaques le long de la frontière avec le Nigéria, en particulier dans la région de Diffa, qui continue d'entretenir des liens sociopolitiques et économiques étroits avec l'État de Borno.

Si Boko Haram se replie dans les pays voisins (Dowd, 2018), Shekau prête allégeance à l'État islamique en mars 2015, et Boko Haram se renomme en al-Dawla al-Islamiyya fi Wilayat Gharb Ifriqiyyah, ou État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWA) (Zenn, 2019). L'alliance n'est toutefois que de courte durée, car un an plus tard, l'État islamique reconnaît Abou Mosab

Carte 4.19

Indicateur de la dynamique spatiale des conflits (SCDi) au Nigéria et dans la région du lac Tchad, 2018



Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019. Calculs et cartographie des auteurs.

al-Barnaoui (fils présumé de Yusuf) comme chef du mouvement. Shekau reprend alors l'ancien nom de Boko Haram, Jama'atu Ahlis-Sunnah Lidda'awati Wal Jihad, en août 2016. Le groupe est désormais divisé en deux factions : la première, dirigée par Abubakar Shekau, mène ses actions dans le Borno et le long de la frontière entre le Cameroun et le Nigéria ; la deuxième est dirigée par Abou Mosab al-Barnaoui, et est active dans les îles du lac Tchad et le long de la frontière avec le Niger. Elle est également présente dans l'État de Yobe et dans les régions méridionales et centrales de l'État de Borno (Seignobos, 2018).

La Carte 4.19 illustre clairement le repli de Boko Haram dans des régions rurales et des lieux sûrs et isolés au nord-est du pays. Jusqu'en 2015, Boko Haram a commis des centaines d'attaques jusque dans les régions de Kano et d'Abuja. Aujourd'hui, toutefois, le périmètre géographique de ses activités semble beaucoup plus limité. Le principal foyer de conflits extrêmement violents s'étend de la région nigérienne de Diffa au nord, jusqu'au nord de Mubi dans l'État d'Adamawa, et englobe la majorité du lac Tchad, la région de N'Djaména et le nord du Cameroun. Un pôle plus restreint de violence localisée et de forte intensité spatiale est situé en marge de la principale zone de conflit dans l'État d'Adamawa, au nord de Numan. Dans les États de Borno et de Yobe, certaines régions rurales connaissent encore des événements violents localisée et de faible intensité spatiale, par exemple entre Damaturu et Biu.

Violences intercommunautaires dans la Middle Belt

Dans la Middle Belt, les violences intercommunautaires qui sévissent depuis les années 80 dans

les États d'Adamawa, de Benue, de Kogi, de Kwara, de Nassarawa, de Niger et de Plateau représentent une menace grave et très étendue sur le plan de la sécurité (Campbell et Page, 2018). La prolifération des armes, associée au regroupement croissant de gangs de jeunes et de criminels, favorise les pillages, les kidnappings et le vol de bétail. La Middle Belt est particulièrement touchée par les violences intercommunautaires en raison de sa position géographique le long des lignes de clivages ethniques et religieux. Les tensions sont concentrées dans la région de Jos, en particulier entre les populations indigènes (essentiellement chrétiennes) et des groupes arrivés plus récemment pour travailler et commercer, comme les Haoussa à majorité musulmane (Carte 4.19).

Les violences intercommunautaires s'expriment sous trois formes : les conflits territoriaux, la lutte pour des ressources telles que le foncier, le pétrole, l'eau ou les marchés, et les différends politiques. La faiblesse de la gouvernance et la corruption alimentent également les conflits en exacerbant l'hostilité existant entre les groupes. Les violences perpétrées à l'encontre des civils et entre paysans et éleveurs ont augmenté, et plus de 1 300 personnes ont été tuées et 300 000 déplacées depuis 2018 dans les États d'Adamawa, de Benue, de Nassarawa, de Plateau et de Taraba (ICG, 2018). Les Forces de police nigérianes (NPF) peinent à endiguer la prolifération des milices d'autodéfense dans la Middle Belt.

Une insécurité persistante et des déplacements de populations font partie des conséquences des violences intercommunautaires. Au cours des 15 dernières années, plusieurs actions sont menées face à ces crises, en plus des interventions policières et militaires. Aucune d'entre elles n'a été de taille face à l'ampleur du défi sécuritaire auquel est confrontée la Middle Belt. Sur le terrain, des initiatives sont mises en œuvre pour promouvoir le dialogue, et des commissions judiciaires sont chargées d'enquêter sur les causes et les auteurs des violences. Dans les années 2010, le gouvernement fédéral a lancé l'opération Rainbow dans l'État de Plateau, et l'opération Yaki dans l'État de Kaduna, afin de renforcer les mesures de sécurité dans la région à l'aide de systèmes d'alerte précoce (ICG, 2012). Plus récemment, il a créé des réserves de pâturage et des couloirs de transhumance qui devraient permettre aux éleveurs nomades de conserver leurs moyens de subsistance sans empiéter sur les terres agricoles. Ces initiatives se sont heurtées à une forte opposition de la part des communautés agricoles et des gouvernements locaux des États de Plateau et de Kaduna (Vinson, 2018).

L'insurrection dans le delta du Niger

Le delta du Niger, qui se compose de neuf États du sud du Nigéria, détient des réserves de pétrole prouvées de plus de 30 milliards de barils, du gaz naturel, et produit plus de 80 % du Produit intérieur brut (PIB) du pays. Ces gisements considérables sont à l'origine de troubles dans la région (Adunbi, 2018). La région connaît une violence persistante, et par conséquent une insécurité élevée, situation propice à la prolifération des milices, aux demandes de rançon et aux trafics de tous ordres.

L'insurrection dans le delta du Niger débute en 2003. À l'époque, des mouvements dirigés par divers groupes militent pour plus de droits fonciers, le contrôle des ressources et des recettes pétrolières, et le développement social dans la région (Watts, 2016). La lutte pour le pétrole suscite des troubles à l'échelon régional, liés à la fois à des conflits historiques et interethniques anciens, et au bras de fer engagé avec le gouvernement et les compagnies pétrolières étrangères (Obi, 2009), qui débute avec le soulèvement des Ogoni dans les années 90. Trois groupes d'acteurs participent à l'insécurité : diverses ethnies comme les Ijaw, les Urhobo et les Itsekiri, des gangs criminels, et les populations locales préoccupées par le développement social et économique de la région du delta du Niger.

Les trois principaux groupes d'insurgés sont le Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger (MEND), la Force des volontaires du peuple du delta du Niger (NDPVF), et les Forces volontaires du delta du Niger (NDVF). Formé en 2006, le MEND milite initialement pour la minorité ethnique des Ijaw et menait des campagnes de résistance. Plus récemment, il s'est opposé aux compagnies pétrolières et aux travailleurs étrangers souhaitant accroître le contrôle sur les recettes de l'industrie pétrolière. D'autres groupes sont aussi concernés par les impacts environnementaux de ces exploitations

et le défi lié au développement de la région. Un des contentieux porte sur l'écart entre le fort PIB de la région et sa grande pauvreté. L'une des conséquences est le développement de l'insécurité, de la violence et des réseaux criminels. Cela s'exprime par des attaques contre les installations pétrolières, des kidnappings de travailleurs étrangers et des demandes de rançon, et perturbations des exportations de pétrole.

Les guerres civiles en Libye

La première guerre civile libyenne débute en février 2011 par des contestations populaires à l'encontre du régime du colonel Mouammar Kadhafi. À l'issue d'un conflit qui dure neuf mois, les rebelles soutenus par diverses puissances étrangères font chuter le gouvernement Kadhafi, et le remplace par le Conseil national de transition (CNT) de Libye, groupe constitué pour consolider l'opposition à l'échelon national. La deuxième guerre civile éclate en 2014 entre différentes milices armées qui cherchent à prendre le pouvoir politique et le contrôle des ressources. Le conflit est toujours en cours.

Les contestations qui débutent en Libye en 2011 coïncident avec les manifestations du Printemps arabe qui se produisent dans de nombreux pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. La riposte violente des forces de sécurité fait environ 80 morts et suscite une vague de protestations dans tout le pays (Mundy, 2018). Le 26 février 2011, le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies adopte la résolution 1970 à la suite de la condamnation par la Ligue arabe, l'Union africaine et l'UE de l'utilisation, par le régime de Kadhafi, d'armes mortelles contre des manifestants pacifiques. La résolution appelle à un cessez-le-feu immédiat, impose des sanctions à Kadhafi et saisit la Cour pénale internationale (CPI) pour les attaques contre la population civile (UNSC, 2011). Le lendemain, le CNT annonce la constitution d'un gouvernement d'opposition parallèle. Dans le cadre de l'opération Odyssey Dawn, des troupes britanniques, françaises et américaines attaquent les forces gouvernementales libyennes le 19 mars, en ciblant essentiellement le colonel Kadhafi, et apportent leur soutien aux milices rebelles. Des groupes rebelles capturent plusieurs villes et chassent les forces gouvernementales afin de renverser le gouvernement central.

Au cours du conflit, l'environnement sécuritaire à Tripoli se fragmente. De multiples milices et réseaux criminels s'affrontent pour le contrôle de différents territoires ainsi que pour le pouvoir politique et les ressources. Après la chute de Kadhafi, les luttes pour s'emparer de Tripoli et d'autres régions s'intensifient alors que divers groupes armés se disputent le contrôle politique et les ressources. Les quatre principales milices armées qui contrôlent différents secteurs de Tripoli et le reste de la Libye dominent l'État libyen post-Kadhafi (Lacher et Al-Idrissi, 2018).

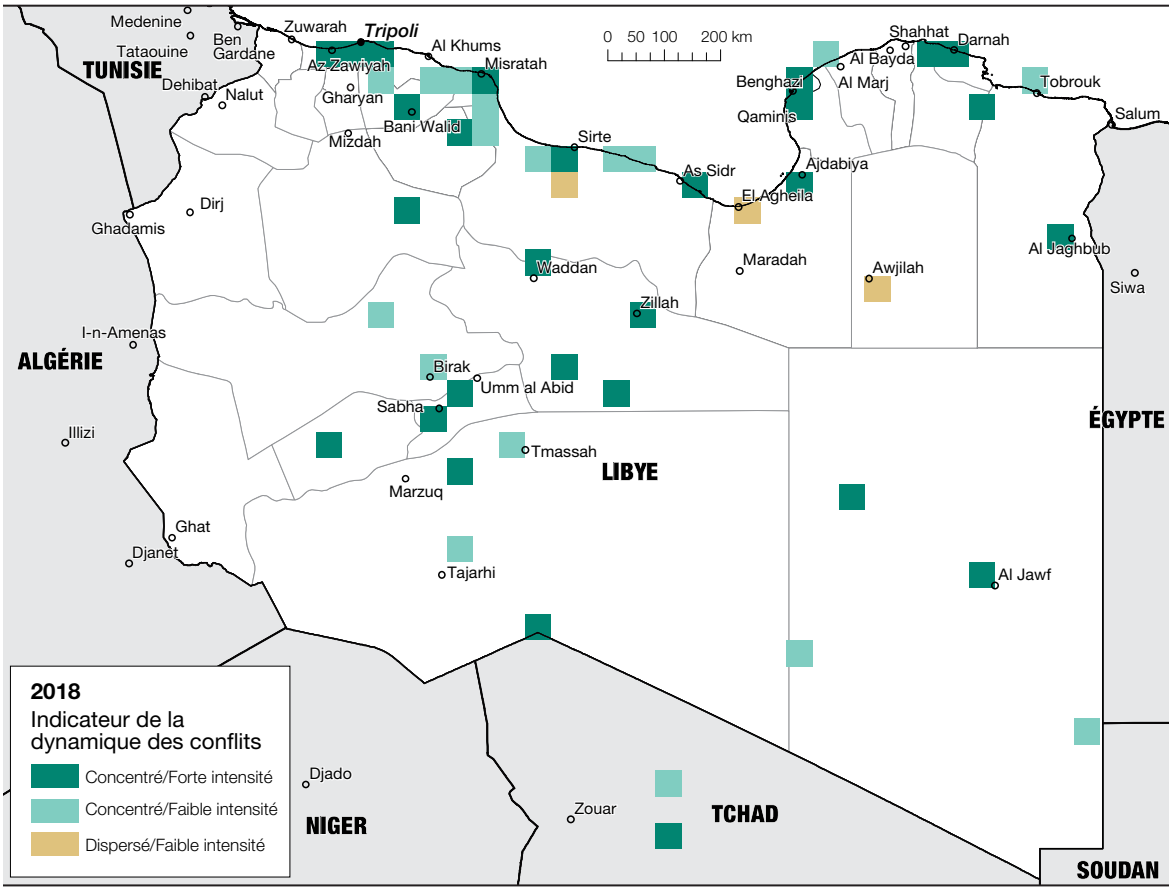
En 2014, les institutions publiques se divisent en gouvernements rivaux et les luttes de pouvoir dégénèrent en conflit ouvert. Plus de 30 groupes armés contrôlent différentes régions de la Libye et s'affrontent sans qu'une autorité unique ne soit en mesure de gouverner ou d'exercer le pouvoir. En 2016, le Conseil présidentiel, sous la pression de gouvernements et d'institutions extérieurs, s'installe à Tripoli. Les Nations Unies soutiennent le Gouvernement d'union nationale (GNA), un gouvernement de transition établi pour maintenir l'ordre et l'autorité. Les milices étendent leur contrôle sur l'ensemble du centre, du sud et de l'ouest de la Libye, et tentent de convertir leur domination territoriale en influence politique. Les gouvernements de transition successifs sont contraints d'associer des représentants de nombreuses factions, aucune d'entre elles n'étant prête à céder son autorité.

En 2017, des groupes armés forment un cartel de milices et resserrent leur contrôle sur les ressources du pays et les institutions publiques (Lacher, 2019). En 2018, un petit nombre de groupes armés prend le contrôle de l'État libyen et de Tripoli, le Conseil présidentiel ne disposant ni de l'autorité ni de la force nécessaire pour contrôler les milices. Plus récemment, Khalifa Haftar, maréchal et commandant en chef de l'Armée nationale libyenne, tente de s'emparer de Tripoli, via la plus vaste mobilisation de combattants en Libye depuis 2011 (Lacher, 2019).

La dynamique spatiale de la guerre civile libyenne diffère grandement de celles du Sahel central et du Nigéria. L'indicateur montre que, dans la vaste majorité des régions du pays en proie à un conflit, la violence est localisée (Carte 4.20).

Carte 4.20

Indicateur de la dynamique spatiale des conflits (SCDi) en Libye, 2018



Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

Cela est dû essentiellement à la géographie des établissements humains : si des insurrections peuvent éclater dans les zones rurales du Sahel, alimentées par les populations locales, la violence est fortement concentrée dans les zones urbaines de la Libye, un pays où les principales villes de Tripoli, Benghazi, Misrata, Zlitan et Sabha représentent 72 % de la population urbaine en 2015 (Africapolis, 2019). Une deuxième zone de conflit plus diffus est observée dans le Fezzan, à 700 km au sud de Tripoli, autour des villes de Sabha, Ubari et Murzuk. Les rivalités locales entre les milices pour le contrôle des itinéraires transsahariens de contrebande et des gisements de pétrole, ainsi que les tensions autour des questions de citoyenneté expliquent une grande partie des combats observés entre les communautés touareg et toubou et au sein de celles-ci dans la région (Lacher, 2014).

Perspectives politiques

La violence politique s'est à la fois progressivement déplacée et étendue en Afrique du Nord et de l'Ouest. L'indicateur spatial confirme que la géographie globale de la violence met en évidence des conflits moins isolés qu'auparavant. De multiples pôles présentant une violence de forte intensité spatiale ont émergé. Des régions connaissant une violence de plus faible intensité spatiale se développent à leur périphérie, en particulier au Sahel.

Si le nombre des conflits augmente, ceux-ci sont également plus violents. En 2018, le nombre d'événements violents et de victimes est supérieur à la moyenne sur 20 ans dans plus de la moitié des régions en proie à un conflit. En d'autres termes, dans les régions qui connaissaient un conflit, ce dernier s'est plus souvent aggravé que l'évolution passée n'aurait pu le laisser prévoir.

L'étude de la région menée sur le long terme montre également que ni l'Afrique du Nord ni l'Afrique de l'Ouest ne sont le théâtre de conflits mondiaux. Les conflits qui y sévissent sont en grande partie localisés et les événements violents surviennent le plus souvent à proximité les uns des autres. Moins d'un tiers des régions en proie à des violences montrent des signes de diffusion de cette violence. En général, les conflits naissent de différends non résolus entre communautés locales. La violence est essentiellement enracinée dans certaines régions, dont les civils subissent les conséquences extrêmement néfastes, ainsi que dans les zones frontalières, qui comptabilisent un nombre disproportionnellement élevé d'événements violents et de victimes (Walther et al., 2019).

Une hausse du nombre des régions enregistrant des événements violents plus dispersés est observée depuis 2016, ce qui pourrait témoigner d'une transition vers une intensification ou, à l'inverse, une désintensification de la violence. La fréquence de ces régions où les événements violents sont dispersés est aujourd'hui supérieure à celle enregistrée sur les 20 années couvertes par l'étude. Cette tendance reste toutefois majoritairement cantonnée aux principales zones de conflit dans le Sahel et au Nigéria ; les conflits en Libye restent fortement localisés.

La hausse du nombre de régions où les événements violents sont dispersés est probablement une conséquence du nombre croissant d'attaques à l'encontre de civils. De fait, nombre des insurrections jihadistes ont pour objectif le contrôle des populations civiles ou leur assassinat. Les attaques dispersées sont particulièrement nombreuses dans les régions frontalières, où les insurgés peuvent échapper aux forces gouvernementales. L'augmentation récente de la violence dans les régions frontalières est particulièrement préoccupante dans le Sahel, où les insurrections locales ont tendance à se déplacer d'une zone de conflit à une autre depuis le début des années 2010.

Ces résultats montrent combien il importe d'intégrer la dimension spatiale dans l'analyse et la conception des stratégies contre-insurrectionnelles. Ils soulignent les difficultés que rencontrent les forces étatiques et multinationales pour endiguer les combats, et la nécessité de mieux comprendre les interventions militaires.

Références

ACLED (2019), Armed Conflict Location and Event Data Project, https://www.acleddata.com.

Adunbi, O. (2018), « The rise and decline (and rise) of the Niger Delta rebellion », in Levan, C. et P. Ukata (dir. pub.), *The Oxford handbook of Nigerian politics*, Oxford University Press, Oxford, pp. 1-18.

Adesoji, A. (2010), « The Boko Haram uprising and islamic revivalism in Nigeria ». *Africa Spectrum*, vol. 45, n° 2, pp. 95-108.

Anugwom, E.E. (2019), *The Boko Haram insurgence in Nigeria. Perspectives from within*, Springer, New York.

Bencherif, A. (2019), « Pour une (re-) lecture des rébellions touarègues au Mali: Mémoires et représentations dans l'assemblage politique touareg », *Canadian Journal of African Studies*, vol. 53, n° 2, pp. 195-214.

Bencherif, A. (2018), « Le Mali post Accord d'Alger : une période intérimaire entre conflits et négociations », *Politique africaine,* vol. 2, n° 150, pp. 179-201.

Bencherif, A. et A. Campana (2017), « Alliances of convenience: Assessing the dynamics of the Malian insurgency », *Mediterranean Politics*, vol. 22, n° 1, pp. 115-134.

Bourgeot, A. (2012), « La crise malienne : vers une recomposition géopolitique des espaces sahariens », in Mokhefi, M. et A. Antil (dir. pub.), *Le Maghreb et son Sud: Vers des liens renouvelés*, CNRS, Paris, pp. 91-109.

Boutellis, A. et M.J. Zahar (2017), *A Process in search of peace: Lessons from the inter-Malian agreement*, International Peace Institute, New York.

Buijtenhuijs, R. (1995), « French military interventions: The case of Chad », in Kirk-Greene, A. et D. Bach (dir. pub.), *State and society in Francophone Africa since independence*, Palgrave Macmillan, Londres, pp. 213-227.

Campbell, J. et M.T. Page (2018), *Nigeria: What everyone needs to know*, Oxford University Press, Oxford.

Carter, K.M. et S. Straus (2019), « Changing patterns of political violence in sub-Saharan Africa », *Oxford Research Encyclopedia of Politics*, http://dx.doi.org/10.1093/acrefore/9780190228637.013.701.

Comolli, V. (2015), *Boko Haram: Nigeria's islamist insurgency*, Oxford University Press, Oxford.

de Tessières, S. (2017), « Measuring illicit arms flows. Niger », Small Arms Survey Briefing Paper, Genève.

Deycard, F. (2013), « Les Touaregs du Niger et la crise du Sahel », in Rouppert, B. et al. (dir. pub.), *Sahel. Éclairer le passé pour mieux dessiner l'avenir*, GRIP, Bruxelles, pp. 19-39.

Deycard, F. (2012), « Political cultures and Tuareg mobilizations: Rebels of Niger, from Kaocen to the Mouvement des Nigériens pour la justice », in Guichaoua, Y. (dir. pub.), *Understanding collective political violence*, Palgrave Macmillan, Londres, pp. 46-64.

Deycard, F. (2007), « Le Niger entre deux feux. La nouvelle rébellion touarègue face à Niamey », *Politique africaine*, vol. 4, n° 108, pp. 127-144.

Dowd, C. (2018), « Nigeria's Boko Haram: Local, national and transnational dynamics », in Walther, O. et W.F. Miles (dir. pub.), *African border disorders. Addressing transnational extremist organisations*, Routledge, New York, pp. 135-155.

Elischer, S. (2019), « Contemporary civil-military relations in the Sahel », *Notes ouest-africaines*, n° 19, Éditions OCDE, Paris, Paris, https://doi.org/10.1787/f17713c9-en.

Eizenga, D. (2019), « Long term trends across security and development in the Sahel », *Notes ouest-africaines*, n° 25, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/630477ee-en.

GPW (2015), Gridded population of the world, version 4 (GPWv4), Revision 11 data sets, Columbia University Center for International Earth Science Information Network.

Grémont, C. (2019), « Dans le piège des offres de violence. Concurrences, protections et représailles dans la région de Ménaka (Nord-Mali, 2000-2018) », *Hérodote*, n° 172, pp. 43-62.

Grémont, C. (2010), « Touaregs et Arabes dans les forces armées coloniales et maliennes : une histoire en trompe-l'oeil », *Note de l'IFRI*, janvier.

Griffin, C. (2016), « Operation Barkhane and Boko Haram: French counterterrorism and military co-operation in the Sahel », *Small Wars & Insurgencies*, vol. 27, n° 5, pp. 896-913.

Guichaoua, Y. (2009), « Circumstantial alliances and loose loyalties in rebellion making: The case of Tuareg insurgency in Northern Niger (2007-2009) », *Microcon Research Working Paper* 20.

Guichaoua, Y. et M. Pellerin (2017), « Faire la paix et construire l'État. Les relations entre pouvoir central et périphéries sahéliennes au Mali et au Niger », *Études de l'IRSEM*, n° 51, juillet.

Ibrahim, I.Y. (2017), « Insurrections jihadistes en Afrique de l'Ouest : idéologie mondiale, contexte local, motivations individuelles », *Notes ouest-africaines*, n° 7, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/1da64565-fr.

ICG (2018), *Stopping Nigeria's spiralling farmer-herder violence*, Africa Report n° 262, International Crisis Group.

ICG (2017), *Watchmen of Lake Chad: Vigilante groups fighting Boko Haram*, Africa Report n° 244, International Crisis Group.

ICG (2014), *Curbing violence in Nigeria (II): The Boko Haram insurgency*, Africa Report n° 216, International Crisis Group.

ICG (2012), *Curbing violence in Nigeria (I): The Jos Crisis*, Africa Report n° 196, International Crisis Group.

Joscelyn, T (2017), « Analysis: Al Qaeda groups reorganize in West Africa », *FDD's Long War Journal,* 13 mars.

Kendhammer, B. et C. McCain (2018), *Boko Haram*, Ohio University Press, Athènes.

Lacher, W. (2019), « Who is fighting whom in Tripoli? », *SANA Briefing Paper*.

Lacher, W. (2014), Libya's fractious South and regional instability. *Small Arms Survey* Dispatch 3, Genève.

Lacher, W. et A. Al-Idrissi (2018), « Capital of militias: Tripoli's armed groups capture the Libyan state », *SANA Briefing Paper*.

Lecocq, B. et G. Klute (2019), « Tuareg separatism in Mali and Niger », in de Vries, L., P. Englebert et M. Schomerus (dir. pub.), *Secessionism in African politics. Aspiration, grievance, performance, disenchantment,* Palgrave MacMillan, Cham, pp. 23-57.

Lecocq, B. et G. Klute (2013), « Tuareg separatism in Mali », *Canada's Journal of Global Policy Analysis*, vol. 68, n° 3, pp. 424-434.

Lecocq, B., G. Mann, B. Whitehouse, D. Badi, L. Pelckmans, N. Belalimat, B. Hall et W. Lacher (2013), « One hippopotamus and eight blind analysts: A multivocal analysis of the 2012 political crisis in the divided Republic of Mali », *Review of African Political Economy*, vol. 40, n° 137, pp. 343-357.

Magrin G. et M.-A. Pérouse de Montclos (dir. pub.) (2018), *La région du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram*, Agence française de développement, Paris.

Marut, J.C. (2010), *Le conflit de Casamance : Ce que disent les armes*, Karthala, Paris.

Mbowou, C. (2018), « Between the 'Kanuri' and others. Giving a face to a jihad with neither borders nor tribes in the Lake Chad Basin », in Collombier, V. et O. Roy (dir. pub.), *Tribes and global Jihadism*, Oxford University Press, Oxford, pp. 131-213.

Miles, W.F. (2018), « Jihads and borders: Social networks and spatial patterns in Africa, present, past and future », in Walther, O. et W.F. Miles (dir. pub.), *African border disorders. Addressing transnational extremist organisations*, Routledge, Londres, pp. 187-205.

Mundy, J. (2018), *Libya*, Polity, Cambridge.

Obi, C. (2009), « Nigeria's Niger Delta: Understanding the complex drivers of violent oil-related conflict », *Africa Development*, vol. 34, n° 2, pp. 103-128.

OCDE/CSAO (2019), « Population et morphologies des villes frontalières », *Notes ouest-africaines,* n° 21, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/866dfe5a-fr.

OCHA (2019), Lake Chad Basin. Humanitarian Snapshot, 9 août.

Onuoha, F. (2014), « Boko Haram and the evolving salafi jihadist threat in Northern Nigeria », in Pérouse de Montclos, M.-A. (dir. pub.), *Boko Haram: Islamism, politics, security and the State in Nigeria*, African Studies Centre et French Institute for Research in Africa, Leiden et Ibadan, pp. 158-191.

Pezard, S. et M. Shurkin (2015), *Achieving peace in Northern Mali: Past agreements, local conflicts, and the prospects for a durable settlement*, Rand Corporation, Santa Barbara.

Sanchez, A.J. (2018), « Peace Committees for conflict resolution in Casamance: From popular illusion to political denial », *Les Papiers de la Fondation croix-rouge française* 13, Paris.

Seignobos, C. (2018), « Boko Haram dans ses sanctuaires des monts Mandara et du lac Tchad ». *Afrique contemporaine* n° 265, pp. 99-115.

Seignobos, C. (2015), « Boko Haram et le lac Tchad : Extension ou sanctuarisation ? », *Afrique contemporaine*, n° 255, pp. 93-120.

Theobald, A. (2015), « Successful or failed rebellion? The Casamance conflict from a framing perspective », *Civil Wars*, vol. 27, n° 2, pp. 181-200.

Thurston, A. (2018), *Boko Haram: The history of an African jihadist movement*, Princeton University Press, Princeton.

Thurston, A. (2016), *Salafism in Nigeria*, Cambridge University Press, Cambridge.

UCDP/PRIO (2019), Armed Conflict Dataset, https://ucdp.uu.se/downloads.

UNSC (2011), United Nations Security Council Resolution 1970, 26 février.

Van den Hoek, J. (2017), « Agricultural market activity and Boko Haram attacks in northeastern Nigeria », *Notes ouest-africaines*, n° 9, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/13ba9f2e-en.

Vinson, L.T. (2018), « Pastoralism, ethnicity, and subnational conflict resolution in the Middle Belt », in Levan, C. et P. Ukata (dir. pub.), *The Oxford handbook of Nigerian politics*, Oxford University Press, Oxford, pp. 1-18.

Walther, O. (2019), « Frontières, sécurité et développement en Afrique de l'Ouest », *Notes ouest-africaines*, n° 26, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/04bdd7aa-fr.

Walther, O. (2017), « Guerres et conflits au Sahara-Sahel », *Notes ouest-africaines*, n° 10, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/04bdd7aa-fr.

Walther, O. et W.F. Miles (dir. pub.) (2018), *African border disorders. Addressing transnational extremist organisations*, Routledge, Londres.

Walther, O., C. Leuprecht et D. Skillicorn (2018), « Networks and spatial patterns of extremist organisations in North and West Africa », in Walther O. et W.F. Miles (dir. pub.), *African border disorders*, Routledge, New York, pp. 60-86.

Walther, O., S. Radil et D. Russell (2019), « Mapping the geography of political violence in North and West Africa », *OECD Development Matters*, 17 octobre.

Watts, M. (2016), « The political ecology of oil and gas in West Africa's Gulf of Guinea: State, petroleum, and conflict in Nigeria », in Van de Graaf, T., B.K. Sovacool, A. Ghosh, F. Kern et M.T. Klare (dir. pub.), *The Palgrave handbook of the international political economy of energy*, Palgrave Macmillan, Londres, pp. 559-584.

Wikileaks (2008), « Tribal Fault Lines within the Tuareg of Northern Mali », 6 mars, https://wikileaks.org/plusd/cables/08BAMAKO239_a.html.

Zenn, J. (2019), « Boko Haram's factional feuds: Internal extremism and external interventions », *Terrorism and Political Violence*, https://doi.org/10.1080/09546553.2019.1566127.

Chapitre 5

Interventions militaires en Afrique du Nord et de l'Ouest

Le Chapitre 5 vise à déterminer si les interventions militaires parviennent à limiter l'intensité et la propagation géographique des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest. S'appuyant sur l'indicateur de la dynamique spatiale des conflits (SCDi), il montre que ni l'intervention de la France au Mali en 2013, ni celle de l'OTAN en Libye en 2011 n'ont abouti à une stabilité durable. Dans les deux cas, le nombre de zones ayant connu des violences s'est nettement accru durant l'intervention, avant de diminuer rapidement au fur et à mesure de sa progression. Dans la région du lac Tchad, l'offensive lancée en 2015 par le Nigéria et ses pays voisins a marqué un tournant dans la guerre contre Boko Haram, puisqu'elle a initialement permis de réduire l'intensité des violences et de les circonscrire à des zones reculées. Cependant, dans ces zones, non seulement les conflits persistent, mais avec le temps, les violences ne sont pas moins denses, même si elles se sont dispersées. Dans l'ensemble, cette situation témoigne de la résilience de Boko Haram face aux interventions multinationales.

MESSAGES CLÉS

- **Au Mali, l'opération française Serval a permis de faire reculer le nombre d'événements violents et de victimes par rapport aux niveaux antérieurs à l'intervention et d'en réduire la concentration spatiale.**
- **Autour du lac Tchad, l'intervention multinationale menée par le Nigéria et ses voisins a repoussé Boko Haram vers des zones reculées et/ou montagneuses et fait rapidement évoluer la géographie des violences.**
- **Aucune de ces interventions militaires n'a apporté la stabilité à la région. Au Mali comme en Libye, une intervention militaire brève et très mécanisée a été suivie d'une recrudescence de l'activité insurrectionnelle. Dans la région du lac Tchad, des violences localisées persistent malgré des opérations militaires répétées.**
- **Les politiques régionales devraient accorder davantage d'attention à la dynamique spatiale des conflits et à la manière dont la violence politique se propage après une intervention militaire.**

La fin de la Guerre froide a marqué le début d'une période d'instabilité politique exceptionnelle en Afrique subsaharienne. Immédiatement après la chute du mur de Berlin, une vague de rébellions menées par des seigneurs de guerre opportunistes embrase le golfe de Guinée, de la Sierra Leone au Libéria et à la Guinée-Bissau, tandis que les extrémistes hutu massacrent plus d'un million de Tutsi et de Hutu modérés au Rwanda. Le grand nombre de victimes et de réfugiés a conduit la communauté internationale à intervenir lorsque les États n'étaient plus en mesure de protéger leurs propres citoyens. Le principe de la « responsabilité de protéger », adopté par les Nations Unies, officialise l'engagement mondial à prévenir le génocide, les crimes de guerre, la purification ethnique et les crimes contre l'humanité. Ces dernières décennies, les États-Unis et leurs alliés se sont également réclamés du principe popularisé sous le nom de « guerre contre le terrorisme » pour utiliser tous les moyens nécessaires contre les pays, organisations ou individus qui ont planifié, commis ou facilité les attentats du 11 Septembre 2001.

La « responsabilité de protéger » (R2P) et la « guerre contre le terrorisme » (WOT) ont justifié les interventions militaires en Afrique subsaharienne de ces 30 dernières années. Dans la région des Grands lacs et dans le golfe de Guinée, où l'apparition des conflits remonte au tout début des années 90, les interventions militaires extérieures se sont principalement prévalues de la

nécessité de renforcer la stabilité régionale et de protéger les populations civiles. En Somalie, au Soudan, au Maghreb et au Sahel, où des organisations extrémistes violentes se sont constituées, ces interventions ont été conçues comme une riposte à l'instabilité et un moyen de lutter contre le terrorisme international (Schmidt, 2018).

L'objectif de ce chapitre est d'examiner l'influence des interventions militaires sur la géographie des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest. À partir des exemples de l'intervention de la France au Mali en 2013, de l'intervention de l'OTAN en Libye en 2011 et de l'intervention multinationale contre Boko Haram en cours dans la région du lac Tchad, ce chapitre cherche à déterminer l'effet des interventions militaires sur l'intensité et la propagation géographique des conflits. Cette question reste largement inexplorée, alors qu'elle est essentielle pour comprendre les schémas de violence régionaux et évaluer les perspectives de paix dans la région. L'analyse s'appuie sur le SCDi (Chapitre 3 et Chapitre 4), qui mesure l'intensité et la concentration spatiale des événements violents.

L'IMPACT DES INTERVENTIONS MILITAIRES

Les interventions militaires peuvent être définies comme le recours au pouvoir discrétionnaire par les autorités d'un pays ou, de plus en plus, par une organisation régionale ou internationale, dans le but de résoudre des problèmes perçus dans un autre pays. Dans cet objectif, les interventions militaires sont généralement interprétées par les intervenants comme un moyen d'améliorer la situation d'un pays cible. Du point de vue des populations locales, cependant, ces interventions ne parviennent souvent pas à instaurer la situation souhaitée (Coyne, 2013).

Ces interventions s'appuient sur un vaste ensemble d'instruments de politique étrangère à la disposition des États. La distinction établie par Nye (2004) entre le « *soft power* » et le « *hard power* » illustre ce point. Le *soft power* désigne l'utilisation de la persuasion pour atteindre un but, tandis que le *hard power* renvoie à l'utilisation de la force ou de la coercition. Les interventions relevant du *soft power* peuvent inclure l'aide humanitaire, les opérations de secours en cas de catastrophe, l'aide au développement ou encore l'aide alimentaire ou monétaire. L'invasion ou l'occupation militaire, les frappes aériennes, les guerres visant un changement de régime ou les opérations de maintien de la paix relèvent, quant à elles, du *hard power*. Si ces interventions constituent les extrémités d'un continuum conceptuel de types d'interventions, il existe entre les deux une multitude d'autres possibilités, comme les négociations, la confiscation de biens, l'embargo ou les sanctions. En ce sens, les interventions sont des éléments courants du système international et font partie intégrante de la politique étrangère.

Les interventions militaires étudiées ici peuvent revêtir de multiples formes. Les interventions partisanes, qui visent à soutenir le gouvernement ou l'opposition, sont très différentes des interventions neutres, dont le but est de rétablir la paix entre les belligérants (Balch-Lindsay et al., 2008). L'intervention française dans le nord du Mali en 2013 est un exemple classique d'intervention partisane, au cours de laquelle un gouvernement africain a autorisé l'utilisation de forces militaires étrangères pour contenir une insurrection. Pendant l'opération Serval, les Français et leurs alliés ont explicitement ciblé les jihadistes et les rebelles qui menaçaient le gouvernement malien. Les interventions partisanes peuvent être très diverses (Jones, 2017). Les puissances étrangères peuvent en effet essayer d'influencer le cours d'un conflit en livrant des armes, en formant des soldats ou en assurant un soutien logistique à l'une des parties, ou bien elles peuvent décider d'intervenir directement en attaquant l'ennemi, en tenant un territoire ou en en interdisant l'accès.

Les interventions neutres sont plus rares, la plupart des pays agissant par intérêt propre plutôt que selon des principes internationaux quand ils interviennent à l'étranger. La plupart des interventions neutres sont menées par l'intermédiaire d'organisations multinationales ou internationales, comme les Nations Unies.

Encadré 5.1

Les guerres civiles en Côte d'Ivoire (2002-07, 2010-11)

En 1994, Henri Konan Bédié, président de la Côte d'Ivoire, met fin à des décennies d'inclusion sociale en faisant voter la loi sur l'ivoirité. Cette loi discriminatoire porte atteinte aux droits des électeurs : elle stipule que, pour être éligible, un candidat à l'élection présidentielle doit être de père et de mère ivoiriens (El-Khawas et Anyu, 2014). En 2000, l'ancien Premier ministre, Alassane Ouattara, est exclu de la campagne présidentielle en raison de cette nouvelle politique. Les rebelles du Nord issus de trois groupes différents, soutenant Ouattara, se regroupent au sein d'une coalition appelée Forces nouvelles de Côte d'Ivoire (FNCI). Ils s'emparent de 60 % du territoire, en particulier dans le nord, faisant 2 000 morts et 1 million de déplacés.

Les forces gouvernementales officielles soutenues par les Forces armées nationales de Côte d'Ivoire (FANCI) et une milice nationaliste appelée les Jeunes patriotes, s'opposent aux rebelles. Laurent Gbagbo, le président déclaré élu, est également soutenu par un groupe hétéroclite de mercenaires, dont des pilotes bélarusses et d'anciens combattants sous les ordres de Charles Taylor, président du Libéria, parmi lesquels se trouvent des enfants-soldats. Au nombre des autres forces qui mènent des opérations de maintien de la paix figurent des soldats de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), les forces gouvernementales libériennes et les troupes militaires françaises de l'opération Licorne, qui appuient les Nations Unies. L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) en 2004 autorise les forces françaises et celles de la CEDEAO à la soutenir ; la résolution 1572 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies instaure un embargo sur les armes. Le gouvernement et les FNCI signent un accord de paix en 2007, qui met fin aux combats et nomme Guillaume Soro, le chef des FNCI, au poste de Premier ministre.

La deuxième guerre civile ivoirienne débute au moment de l'élection de 2010, au cours de laquelle Laurent Gbagbo, battu par Ouattara au second tour, refuse de céder le pouvoir. Le pays se retrouve déstabilisé, les politiques d'ivoirité ayant entraîné factionnalisme, régionalisme et conflit. Gbagbo exige qu'une enquête soit menée, qui conclut à une fraude électorale, puis renforce le contrôle du pays en fermant les frontières et en instaurant un couvre-feu. Les partisans de Gbagbo commencent à attaquer les collaborateurs et les soutiens de Ouattara. Doutant de la loyauté de l'armée, Gbagbo fait appel à des mercenaires pour renforcer les Forces de défense et de sécurité (FDS) (Banegas, 2011). Il est soutenu par une milice appelée Groupement des patriotes pour la paix (GPP), tandis que les FNCI, le Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP), le Mouvement des jeunes patriotes et la Fédération estudiantine et scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI) s'opposent à lui.

Laurent Gbagbo s'autoproclame président et accuse les forces étrangères et les Nations Unies d'ingérence dans les affaires intérieures. Alassane Ouattara se déclare, quant à lui, président à Abidjan, avec Guillaume Soro pour Premier ministre, et est reconnu comme le dirigeant légitime par les Nations Unies, l'Union africaine (UA), la CEDEAO, l'Union européenne (UE) et les États-Unis. Les accords de partage du pouvoir échouent, ouvrant la voie de violations des droits humains, enlèvements et tortures. Les troupes des Nations Unies sont incapables de rétablir l'ordre. Ouattara demande l'aide des FNCI, qui s'emparent de plusieurs villes, tuent des centaines de personnes et finissent par contrôler la majeure partie du pays. Les affrontements atteignent Gbagbo, à Abidjan, où des hélicoptères français et des Nations Unies bombardent des installations militaires jusqu'à ce que les forces de Ouattara prennent d'assaut le palais et que de nombreux partisans de Gbagbo s'enfuient vers les pays voisins.

Ces deux guerres civiles ont fait quelque 3 000 morts et 500 000 déplacés, et donné lieu à des violences et à des crimes contre la population civile. Ces conflits et ces politiques sont à l'origine d'une instabilité et de tensions ethnoreligieuses qui perdurent aujourd'hui encore. Les politiques d'ivoirité et le nationalisme ethnique continuent de causer instabilité et division dans le pays.

Source : Matthew Pflaum.

Par exemple, l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), qui avait pour objectif premier d'« observer et surveiller l'application de l'accord de cessez-le-feu global du 3 mai 2003, et enquêter sur les éventuelles violations du cessez-le-feu », a servi de médiateur entre les parties belligérantes (Nations Unies, 2004) (Encadré 5.1).

La géographie a certainement une influence sur le processus d'intervention. Selon certains auteurs, certains pays interviennent du côté de l'opposition, dans l'espoir que les revenus tirés des ressources naturelles ou minières offrent de meilleures chances de succès aux insurgés (Findley et Marineau, 2015). Même si cette hypothèse se confirme pour certains conflits, les ressources naturelles semblent jouer un rôle beaucoup moins important pour les gouvernements occidentaux en Afrique du Nord et de l'Ouest. Rares sont les éléments qui laissent penser que les ressources minérales existantes ou inexploitées ont ainsi motivé les interventions militaires françaises dans la région (Pérouse de Montclos et Hommel, 2019). D'autres facteurs, tels que la nécessité de promouvoir la stabilité régionale, de prévenir l'immigration clandestine en Europe et de lutter contre le terrorisme international, sont nettement plus convaincants pour expliquer les interventions militaires dans la région que le désir de mainmise sur l'or, l'uranium, le pétrole ou les diamants.

Impact des interventions militaires sur les guerres civiles

Il est souvent difficile de faire le bilan des interventions militaires car il est impossible de savoir quelle aurait été l'évolution du conflit en l'absence d'intervention. Celle-ci vise souvent à réunir les conditions de la paix. La plupart des études se concentrent sur la mesure de son impact en concevant la guerre civile comme un modèle à deux acteurs, avec un État et un opposant rebelle unique. Cependant, ces interventions aboutissent souvent à une longue période de violence et de chaos politique. Ainsi, en Afrique, les interventions militaires peuvent conduire à une militarisation de la politique, renforçant les régimes autoritaires se présentant comme les garants de la sécurité internationale (Schmidt, 2018).

Les interventions militaires peuvent modifier profondément les relations entre acteurs et influencer la trajectoire des conflits, comme en atteste la guerre en Syrie (Encadré 5.2). En général, les études font valoir que les interventions partisanes permettent d'écourter les guerres en faisant pencher d'un côté l'équilibre des forces en présence, tandis que les interventions neutres induisent plutôt une stagnation du conflit en stabilisant l'équilibre des forces (Balch-Lindsay et Enterline, 2000 ; Regan, 2002). De 1816 à 1997, les interventions d'une tierce partie au nom du gouvernement ou de l'opposition ont plutôt eu pour effet d'accroître la probabilité d'un règlement négocié, alors que les interventions qui renforcent à la fois le gouvernement et l'opposition conduisent à un allongement du conflit (Balch-Lindsay et al., 2008).

Interventions militaires et insurrections

Souvent, les interventions sont menées en réponse aux menaces que les insurrections font peser sur un gouvernement élu. Les insurrections passent généralement par plusieurs stades avant d'être en mesure de renverser un régime politique (Galula, 2006 ; Graphique 5.1). En premier lieu, l'insurrection s'attache à trouver une cause politique, de préférence complexe ou longtemps négligée par le gouvernement central, telle qu'un sentiment de marginalisation politique ou économique. Le second stade consiste à organiser un mouvement capable de mobiliser un nombre raisonnable de combattants et de partisans politiques. Une fois ces conditions réunies, les groupes d'insurgés peuvent s'étendre en utilisant leur connaissance du terrain pour dissimuler leurs premières attaques contre les forces gouvernementales. Le soutien extérieur apporté par d'autres États ou groupes armés renforce considérablement leur capacité à étendre leurs activités en dehors du territoire national, tandis que l'infiltration au sein de l'appareil d'État et la propagande les aident à diffuser leurs idées à l'échelle nationale. Lorsqu'ils ont le soutien de la population locale, les groupes rebelles sont en mesure de mener une guerre de mouvement plus vaste et une campagne militaire qui finira par renverser le gouvernement central.

Ces principes, initialement élaborés pour expliquer le succès de la guérilla maoïste dans les

Encadré 5.2

Impact de l'intervention militaire sur la coopération et les rivalités en Syrie

La guerre en Syrie se caractérise par un système complexe et interconnecté de relations sociales et politiques, où coexistent des dizaines d'acteurs organisés présentant une plus ou moins grande proximité géopolitique. Cette complexité s'illustre dans la riposte à l'intervention américaine en Syrie en 2012, qui a introduit un nouvel élément dans un système politique mêlant forces étatiques, milices et groupes rebelles. L'entrée en lice des États-Unis a entraîné une augmentation du nombre de collaborations entre les belligérants, car de nombreux groupes ont décidé d'œuvrer ensemble contre l'État syrien en s'alliant aux États-Unis. Des groupes hostiles à Bachar el-Assad ont ainsi poursuivi leurs véritables objectifs (renverser le régime) en s'opposant expressément à l'État islamique. Cette stratégie a également fonctionné chez la partie adverse, car l'Iran a activé et mobilisé plusieurs milices favorables à Bachar el-Assad, qui ont toutes coopéré ensemble.

Par conséquent, le nombre de groupes travaillant ensemble n'a cessé de s'accroître sans que le rapport de force ne penche clairement en défaveur du régime syrien. Cette situation a davantage contribué à perpétuer le conflit qu'à y mettre fin. Une deuxième conséquence a été de susciter d'autres interventions militaires, en premier lieu russes. Ces interventions ont davantage renforcé le régime d'Assad que ne pouvait le faire l'Iran, et ont rendu plus difficile pour les groupes de changer de position. Jusqu'à la défaite de l'État islamique ou d'Assad, les schémas de coopération comme de conflits ultérieurs seront difficiles à modifier.

Le départ soudain des forces américaines en octobre 2019 est une toute récente manifestation de cette complexité. Il a contribué à brouiller à nouveau les relations politiques des belligérants et a finalement conduit à la rupture des relations entre les États-Unis et leur allié de longue date, les Forces démocratiques syriennes (FDS) kurdes. Les FDS étaient le principal partenaire des États-Unis dans la lutte contre l'État islamique en Syrie et s'opposaient également au régime de Bachar el-Assad pendant la guerre. Le retrait soudain des États-Unis a laissé les FDS dans une position précaire face à une nouvelle offensive turque dans le nord de la Syrie. Fin octobre, les FDS ont rapidement conclu un accord avec le gouvernement d'Assad pour réintégrer sous l'autorité du gouvernement syrien, les régions qu'ils tenaient, et peu après, les forces syriennes et russes ont commencé à effectuer des patrouilles conjointes avec les FDS. Cette inversion extrêmement rapide des relations politiques montre les effets inattendus que les interventions ont souvent sur des systèmes politiques aussi complexes.

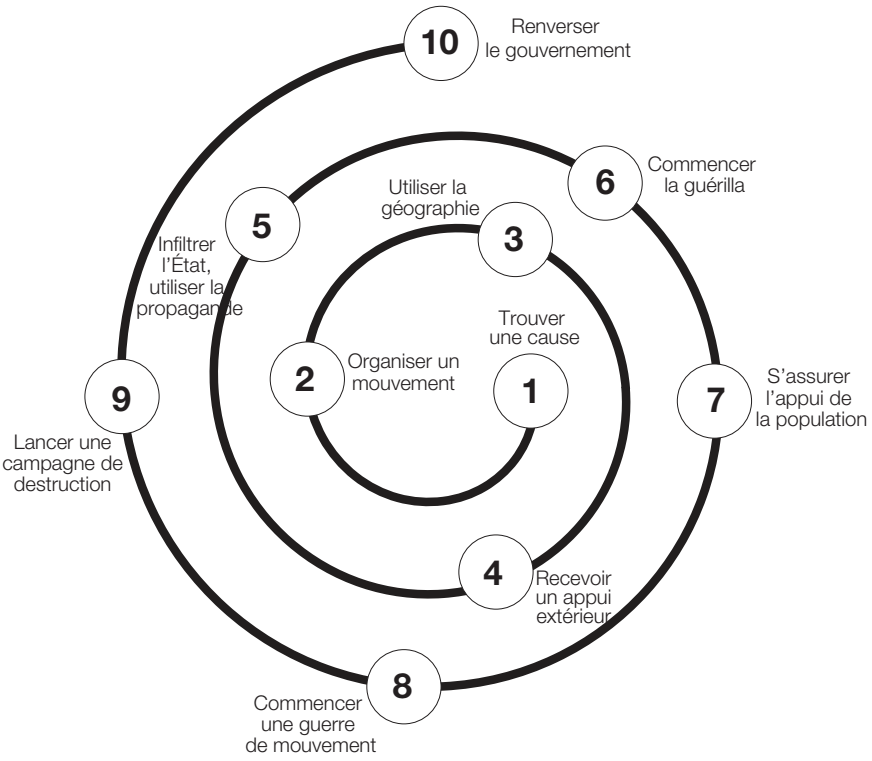
Source : Steven Radil et David Russell.

années 60, s'appliquent bien aux insurrections jihadistes qui se sont développées en Afrique de l'Ouest depuis le milieu des années 2000. Au Mali, par exemple, les rebelles et les extrémistes religieux qui ont déclenché le conflit du Nord-Mali en 2012 servaient chacun une cause qu'ils jugeaient légitime : l'indépendance vis-à-vis de l'État malien pour les premiers, et la loi religieuse pour les seconds. Ils sont parvenus à organiser un mouvement politique et militaire dans la première phase du conflit et ont utilisé leur connaissance intime du désert pour attaquer les forces maliennes sans être repérés. Ces deux groupes ont reçu un appui extérieur : les rebelles ont été soutenus par les soldats touareg de retour de Libye, tandis que les jihadistes ont bénéficié de leurs liens avec le nord de l'Algérie, où se trouvaient les dirigeants d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), ainsi que des rançons versées pour la libération d'otages européens. Ces deux groupes ont utilisé les instruments de propagande et la guérilla de manière très efficace contre les forces gouvernementales. Cependant, ni les rebelles, ni les extrémistes religieux n'ont pu compter sur le soutien sans faille de la population locale. Leur offensive militaire conjointe sur la ville de Konna a été arrêtée par les Français en 2013, et ils ont échoué dans leur objectif ultime de renverser le gouvernement central.

L'insurrection de Boko Haram a suivi une évolution similaire. Le mouvement s'est développé dans le nord du Nigéria au début des années 2000, avant qu'une série d'incidents impliquant les forces de sécurité ne conduise à un violent soulèvement dans la ville de Maiduguri en 2009. Les insurgés ont été brutalement réprimés et déplacés vers des zones rurales, d'où ils ont mené de plus en plus d'attaques contre des cibles gouvernementales.

Graphique 5.1

Stades suivis par les insurrections menant au renversement des gouvernements



Source : Olivier Walther, d'après Galula, 2006.

Ils n'ont pas reçu le soutien de la population locale, qu'ils ont souvent massacrée, rançonnée ou forcée à fuir vers les pays voisins. La contre-offensive conjointe menée par le Nigéria et ses alliés régionaux depuis 2015, a entraîné des pertes humaines et territoriales importantes pour Boko Haram, qui s'est retranché sur les îles du lac Tchad ou dans les monts Mandara au Cameroun.

LE PAYSAGE SÉCURITAIRE RÉGIONAL

Stratégies sécuritaires continentales et régionales

Au cours des dernières décennies, les pays ouest-africains ont élaboré un large registre d'accords relatifs à la sécurité (OCDE/CSAO, 2007). Les plus anciens sont le Protocole de non-agression, signé à Lagos en 1978, et le Protocole d'assistance mutuelle en matière de défense, signé à Freetown en 1981, par les pays de la CEDEAO. Dans les années 90, la CEDEAO a été la première communauté régionale africaine à se départir du principe de non-intervention, qui gouvernait jusqu'alors la gestion des conflits dans la région. Le traité révisé de la CEDEAO, signé en 1993, soutient explicitement ces innovations par le biais de procédures de conciliation, de forces de maintien de la paix et d'assistance aux États lors d'élections (article 58). Ces initiatives ont inspiré l'Architecture africaine de paix et de sécurité (AAPS), mise en place par l'Union africaine au début des années 2000.

La CEDEAO est intervenue au Libéria, en Sierra Leone et en Guinée-Bissau par le biais de l'ECOMOG, une force initialement chargée de veiller au maintien des cessez-le-feu, qui est rapidement devenue une force d'interposition dans les conflits régionaux. Le bilan de ces

interventions militaires est contrasté (Magyar et Conteh-Morgan, 1998). Au Libéria et en Sierra Leone, l'ECOMOG a mis un terme aux guerres civiles et restauré un gouvernement élu. Cependant, dans les deux pays, la force régionale a aussi été critiquée pour son soutien à des groupes rebelles et ses manquements au droit humanitaire (Adebajo, 2002). Au Libéria, par exemple, des soldats de l'ECOMOG ont été accusés de contribuer au pillage du pays, alors qu'en Sierra Leone, certains éléments de la force multinationale ont participé à l'extraction illégale de diamants avant l'arrivée de la mission des Nations Unies (Schmidt, 2018).

En 1999, alors que la brigade ECOMOG obtient un statut permanent, la CEDEAO crée un Mécanisme de prévention, de gestion et de règlement des conflits, de maintien de la paix et de la sécurité, destiné à prévenir et régler les conflits internes aux États aussi bien que leurs différends internationaux. Cette initiative régionale prévoit la possibilité d'intervenir dans les États membres sans leur consentement par le biais de missions politiques et militaires (Article 10). Deux ans plus tard, la CEDEAO signe un protocole additionnel sur la démocratie et la bonne gouvernance, qui définit les règles de conduite à adopter lors d'élections afin de promouvoir des institutions démocratiques. Ces initiatives interviennent dans un contexte marqué par une progression des institutions démocratiques, considérées par la CEDEAO comme des conditions indispensables à la promotion de la paix, du développement économique et de la coopération.

Le développement de l'extrémisme religieux violent en Afrique de l'Ouest à partir du début des années 2000, a conduit les pays et les institutions régionales à revoir les mécanismes de résolution des conflits régionaux, souvent désignés sous l'appellation « Stratégies Sahel » (Helly et al., 2015). En 2010, l'Algérie crée le Comité d'état-major opérationnel conjoint (CEMOC), avec le Mali, la Mauritanie et le Niger, tandis que l'Union africaine (UA) met en place l'Unité de fusion et de liaison, afin de coordonner les activités de lutte contre le terrorisme, le trafic de drogue et la contrebande d'armes dans huit pays. Trois ans plus tard, l'UA initie également le Processus de Nouakchott, dans l'objectif de renforcer la coopération en matière de sécurité dans la région. Ces initiatives conduisent l'UA à adopter une Stratégie pour le Sahel en 2014 (UA, 2014).

Des efforts similaires sont entrepris par des organisations régionales. En 2008, la CEDEAO adopte un système d'alerte précoce et de réponse (*ECOWAS Early Warning and Response Network, ECOWARN*) afin de mieux surveiller l'émergence et l'évolution des conflits dans la région (CEDEAO, 2008). Compte tenu de la récente dégradation de la situation en matière de sécurité, la CEDEAO est en train d'élaborer une nouvelle stratégie pour les années 2020-25, qui devrait tenir compte à la fois des défis sécuritaires et des autres sources d'instabilité comme l'insécurité alimentaire et le changement climatique (CEDEAO, 2019). En 2018, la CEDEAO a, en outre, signé un Mémorandum d'entente sur la prévention des crises et des conflits, destiné à appuyer le récent mécanisme de veille et d'alerte précoce de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).

Un pas supplémentaire vers la coopération régionale est franchi à l'issue du Sommet extraordinaire de la CEDEAO de Ouagadougou en septembre 2019, au cours duquel les pays membres décident de consacrer 1 milliard de dollars US (USD) sur 4 ans à la lutte contre le terrorisme et le crime organisé. Le plan d'action prévoit la création d'une base de données biométriques partagées à l'échelle régionale, un facteur déterminant des stratégies de contrôle aux frontières. Il doit également permettre de renforcer les capacités opérationnelles des forces nationales et conjointes mises en place par les pays de la CEDEAO, la Mauritanie et le Tchad, comme la Force multinationale mixte du bassin du lac Tchad (MNJTF) et la Force conjointe du G5 Sahel (FCG5S).

- La MNJTF est une formation militaire initialement mise en place par le Nigéria en 1994 pour lutter contre les problèmes de sécurité transfrontaliers dans la région du lac Tchad, dans le cadre d'une structure de commandement commune (Luntumbue, 2014). Cette force multinationale comprend désormais le Bénin, le Cameroun, le Niger et le Tchad. Réactivée en 2012 par l'Union africaine, la MNJTF intervient de plus en plus face à l'insurrection autour du lac Tchad depuis que Boko Haram a détruit son quartier général à Baga en janvier 2015.

Après l'attaque, la MNJTF est transférée à N'Djaména et placée sous la supervision de la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT). En 2019, le commandant en chef de la MNJTF, Chikezie Ude, a indiqué que les effectifs actuels de la MNJTF étaient de 10 250 personnes (Premium Times, 2019a). La Force opère dans quatre secteurs nationaux : Mora, au Cameroun (secteur n° 1) ; Baga-Sola, au Tchad (secteur n° 2) ; Baga, au Nigéria (secteur n° 3) ; et Diffa, au Niger (secteur n° 4). Chaque État positionne son contingent avec l'objectif d'empêcher les insurgés de fuir vers les pays limitrophes (ISS, 2016).

- La FCG5S forme, quant à elle, la composante militaire du G5 Sahel, cadre institutionnel qui réunit le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad depuis 2014. Annoncée en novembre 2015 puis en juillet 2017, elle doit à terme disposer de 5 000 hommes chargés de lutter contre les groupes armés, les trafics de drogue et d'armes et l'émigration clandestine. La Force G5 Sahel dispose d'un quartier général situé à Bamako (Mali) et s'appuie sur trois postes situés à Néma (Mauritanie), Niamey (Niger) et N'Djaména (Tchad). Les gouvernements de la région envisagent de déployer leurs activités militaires sur une bande de 50 km de part et d'autre des frontières communes. Sans mandat des Nations Unies, ces missions sont néanmoins subordonnées à la recherche d'un financement interne ou externe. Jusqu'ici, les engagements financiers pris à l'occasion de deux conférences internationales en décembre 2017 et février 2018 proviennent de l'Union européenne, des États-Unis, de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis (France Diplomatie, 2019). En vertu de la résolution 2391 des Nations Unies du 8 décembre 2017, la Force conjointe reçoit une aide opérationnelle et logistique de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA).

Stratégies de la communauté internationale au Sahel

L'expansion récente des organisations extrémistes violentes dans le Sahara-Sahel a conduit les pays occidentaux à adopter des stratégies sécuritaires qui tiennent compte de la nature transnationale des menaces dans la région (Walther et Retaillé, 2020). Après les attentats du 11 Septembre, les États-Unis ont classé le Sahara-Sahel dans les régions potentiellement à risque pour la stabilité mondiale. En 2002, le Département d'État américain met en place l'Initiative Pan Sahel (IPS) dans le but de renforcer la surveillance des frontières, de contrôler les trafics illicites et d'améliorer la coordination en matière de sécurité régionale entre le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad. L'aggravation de la situation sécuritaire conduit les États-Unis à remplacer l'IPS par un programme plus ambitieux, l'Initiative transsaharienne contre le terrorisme (TSCTI), à partir de 2005. La TSCTI comprend des exercices baptisés Flintlock entre forces armées nationales et s'étend aux États du Maghreb ainsi qu'au Burkina Faso, au Nigéria et au Sénégal. Elle est incorporée au Commandement des États-Unis pour l'Afrique (AFRICOM) inauguré en 2007. L'investissement américain dans la région passe également par la construction de bases militaires destinées aux drones à Agadez et à Dirkou, lesquels peuvent surveiller le sud de la Libye et le reste de la région (Penney et al., 2018).

La dimension transnationale des conflits est également au cœur des initiatives militaires de la France après que l'opération Serval a conduit à reconquérir le nord du Mali en 2013. L'opération Barkhane, qui succède à l'opération Serval en août 2014, se focalise explicitement sur les activités terroristes transnationales. Selon le ministère des Armées (2019, p. 3), le caractère transfrontalier de la menace terroriste nécessite de mettre en œuvre « une approche régionale pour traiter les ramifications de l'organisation terroriste et contrer des mouvements transfrontaliers dans la bande sahélo-saharienne ». Le général Jean-Pierre Palasset, commandant de l'opération jusqu'en 2015, note à ce propos que Barkhane diffère des engagements militaires antérieurs de la France en Afrique par le fait que l'opération ne vise plus seulement « un pays, une crise et un théâtre d'opérations » (Ministère des armées, 2014).

Le contingent français de 4 500 militaires s'appuie sur un poste de commandement au

Tchad, où la France maintient une présence militaire depuis des décennies. Il compte trois bases permanentes à Gao (Mali), Niamey (Niger) et N'Djaména (Tchad) et plusieurs bases avancées dans l'Adrar des Ifogha (Tessalit et Kidal), le Liptako-Gourma (Gossi, Ménaka) et à Tombouctou au Mali, l'Aïr nigérien (Aguélal) et les confins tchadiens (Faya, Abéché). L'opération repose également sur Dakar (Sénégal), Abidjan (Côte d'Ivoire) et Douala (Cameroun), ports à partir desquels le matériel venu de France peut gagner le continent. Bien que régionale dans son approche, Barkhane rencontre de grands obstacles logistiques, qui s'expliquent par l'étendue de la région – neuf fois plus vaste que la France métropolitaine – de même que des conditions météorologiques difficiles, qui mettent hommes et machines à rude épreuve. De ce fait, l'opération occasionne des coûts conséquents. En 2017, le budget des opérations sahéliennes était de 690 millions EUR (Sénat, 2019), soit environ la moitié des 1 330 millions EUR affectés par la France aux opérations extérieures.

La dégradation de la situation sécuritaire a amené nombre d'organisations intergouvernementales à reconnaître que les problèmes de sécurité du Sahel ne peuvent être réglés que par une approche régionale (Banque mondiale, 2014 ; Nations Unies, 2018). Ainsi, l'UE (2011, p. 1) note : « un certain nombre de ces problèmes se répercutent sur les pays voisins, notamment l'Algérie, la Libye, le Maroc et même le Nigéria, dont la coopération est nécessaire pour contribuer à les résoudre ». D'une manière similaire, l'un des objectifs des Nations Unies (2013, p. 20) dans la région est de construire et de soutenir des « mécanismes de sécurité nationaux et régionaux [qui] sont capables de faire face aux menaces transfrontières ». L'UA (2014, p. 20) observe, quant à elle, que le développement des trafics et du terrorisme a « aggravé le climat d'insécurité et constitue désormais la menace majeure dans la région ». Ces menaces ont « une dimension régionale et internationale ».

La stratégie de l'UE pour la sécurité et le développement au Sahel (2011) illustre les initiatives qui combinent gouvernance, sécurité et développement au plan régional. Le Plan régional d'action (RAP) de l'UE, adopté par les ministres des Affaires étrangères en 2015 et révisé en 2016, s'appuie sur plusieurs principes devant conduire à prévenir et réduire la radicalisation, à créer des conditions favorables pour la jeunesse, de sorte qu'elle ne soit pas tentée de rejoindre les groupes armés, et à lutter contre l'immigration illégale. Elle comprend également des mesures devant renforcer la gestion des frontières et lutter contre les trafics illicites et le crime organisé. L'UE s'appuie sur ses missions civiles (telle la mission de soutien aux capacités de sécurité intérieure EUCAP Sahel) au Niger et au Mali pour soutenir les efforts des gouvernements ouest-africains dans leur lutte contre le terrorisme et le crime organisé. EUCAP Sahel Niger, par exemple, conseille et entraîne les forces de sécurité nigériennes, de sorte qu'elles puissent répondre aux défis grandissants posés par les groupes armés du Liptako-Gourma et du bassin du lac Tchad. Au Mali, la Mission de formation de l'UE (EUTM Mali) appuie quant à elle les forces militaires nationales, en accord avec la résolution 2085 des Nations Unies de 2012.

Un effort de concertation entre organisations régionales et continentales semble être à l'ordre du jour depuis quelques années. La volonté d'intégration des initiatives régionales est déjà exprimée dans la stratégie Sahel de l'UA (2014), selon laquelle la coordination avec les communautés régionales comme la CEDEAO et les institutions plus spécialisées comme le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) est cruciale pour le succès de ses initiatives. La création de l'Alliance Sahel en 2017 par l'Allemagne, la France et l'Union européenne marque un pas décisif dans la coordination entre les pays du G5 Sahel et leurs partenaires internationaux. L'Alliance compte aujourd'hui 12 membres, dont le Royaume-Uni, l'Italie, l'Espagne, le Luxembourg, le Danemark, les Pays-Bas, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Comme nombre de stratégies Sahel précédentes, son programme pour la région combine actions militaires et développement. En tant que principal donneur dans la région, l'UE joue un rôle prépondérant dans le financement des programmes sahéliens, notamment par le biais de son Fonds fiduciaire d'urgence, qui atteint 8 milliards EUR pour la période 2014-20,

auxquels s'ajoutent 147 millions EUR pour le G5 Sahel (Commission européenne, 2019). Outre la pauvreté, les crises alimentaires et les migrations illégales, la violence politique est l'un des nombreux sujets de préoccupation de l'UE (Union européenne, 2019).

VINGT INTERVENTIONS MILITAIRES EN DEUX DÉCENNIES

Depuis la fin des années 90, 20 interventions militaires majeures sont recensées dans 12 pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest (Carte 5.1). Sur un continent où les conflits inter-États sont rares, la grande majorité des interventions militaires au cours des 20 dernières années sont lancées par des organisations multinationales, des alliances militaires et des communautés économiques régionales (Tableau 5.1). Les Nations Unies sont intervenues à sept reprises depuis 1997, en comptant la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), établie dans le cadre du cessez-le-feu entre le Maroc et le Front Polisario en 1991. Créée le 25 avril 2013, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) est l'une des missions les plus dangereuses jamais menées par l'Organisation, avec 204 morts en novembre 2019 (Nations Unies, 2019a).

En Libye, l'opération Unified Protector de l'OTAN (2011) a pris la forme d'une zone d'exclusion aérienne et d'un blocus maritime imposés et a été principalement divisée en quatre opérations nationales menées respectivement par le Canada, la France, le Royaume-Uni et les États-Unis. La Belgique, le Danemark, l'Italie, les Pays-Bas, la Norvège, le Qatar, l'Espagne, la Grèce et les Émirats arabes unis ont engagé des forces sous le commandement des États-Unis, tandis que la Bulgarie, la Jordanie, la Roumanie, la Suède et la Turquie ont participé indépendamment du commandement américain.

En Afrique de l'Ouest, la CEDEAO est intervenue dans trois guerres civiles qui ont déchiré le golfe de Guinée dans les années 90 en s'appuyant sur sa brigade de surveillance du cessez-le-feu (ECOMOG). L'intervention de la CEDEAO au Libéria était principalement composée de forces nigérianes. Cependant, des forces de la Gambie, du Ghana, de la Guinée, du Mali, du Sénégal et de la Sierra Leone ont également participé à différents moments (les États-Unis ont également fourni un soutien logistique limité). En Sierra Leone, l'intervention de la CEDEAO n'était au départ qu'une opération nigériane. Elle a par la suite reçu le statut d'opération ECOMOG après que des contingents plus restreints du Ghana et de Guinée ont accepté de rejoindre les forces nigérianes. En Guinée-Bissau également, l'intervention de la CEDEAO comprenait initialement les seules forces nigérianes. Celles-ci ont ensuite bénéficié du renfort de forces du Bénin, de la Gambie, du Niger et du Togo.

La France est le pays qui est le plus intervenu dans la région (Tableau 5.1). Entre 1986 et 2014, elle a lancé six opérations distinctes dans cinq pays, en plus de sa participation à l'intervention de l'OTAN en Libye. Elle détient le plus long historique d'intervention dans la région. De 1997 à 2019, elle a maintenu une présence militaire active continue dans la région et a toujours été directement impliquée dans un conflit. Au début des années 2010, la fin des opérations Épervier et Licorne au Tchad et en Côte d'Ivoire coïncide avec le lancement de l'opération Serval en 2013 et de l'opération Barkhane en 2014 au Sahel. Ces deux opérations ont pu compter sur le soutien de nombreux États, en plus de la France. L'opération Serval a, par exemple, reçu le soutien logistique de l'Allemagne, de la Belgique, du Canada, du Danemark, des Émirats arabes unis, de l'Espagne, des États-Unis, des Pays-Bas et du Royaume-Uni. Le Tchad a engagé des forces de combat sous commandement français. L'opération Barkhane a bénéficié du soutien logistique de l'Allemagne et du Royaume-Uni, tandis que l'Estonie a engagé des forces de combat sous commandement français.

Carte 5.1

Principales interventions militaires en Afrique du Nord et de l'Ouest, 1997-2019



Mauritanie
- France : Opération Barkhane (depuis 2014)

Burkina Faso
- France : Opération Barkhane (depuis 2014)

Sierra Leone
- Nations Unies : MONUSIL (1998-99) et MINUSIL (1999-2005)
- CEDEAO : ECOMOG (1997-99)

Guinée-Bissau
- Guinée et Sénégal : soutien au gouvernement Vieira (1998-99)
- CEDEAO : ECOMOG (1999)

Libéria
- Nations Unies : MONUL (1993-97) et MINUL (2003-18)
- CEDEAO : ECOMOG (1990-99)
- France : Opération Providence (2003)

Libye
- OTAN : Opération Unified Protector (2011), noms de code :
- Canada : Opération Mobile
- États-Unis : Opération Odyssey Dawn
- France : Opération Harmattan
- Royaume-Uni : Opération Ellamy

Nigéria
- Force multinationale mixte (MNJTF) (depuis 1994, 2015)

Niger
- France : Opération Barkhane (depuis 2014)

Mali
- France : Opération Serval (2013-14)
- France : Opération Barkhane (depuis 2014)
- Nations Unies : MINUSMA (depuis 2013)

Tchad
- France : Opération Épervier (1986-2014)
- France : Opération Dorca (2004)
- France : Opération Barkhane (depuis 2014)

Côte d'Ivoire
- France : Opération Licorne (2002-15)
- Nations Unies : ONUCI (2004-17)

Note : Les missions politiques telles que la mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) sont exclues du tableau. Seuls les pays et organisations à l'origine de la plupart des interventions militaires ou qui y ont contribué sont mentionnés.

Sources : Nations Unies, 2019b ; Adebajo, 2002 ; Mundy, 2018 ; Schmidt, 2018 ; Thurston, 2018 ; Griffin, 2016 ; Boeke et Schuurman, 2015 ; Magrin, 2013), 2008 ; Smith, 2003 ; Banégas, 2011 ; République française, 2019.

Tableau 5.1

Principales interventions militaires, 1997-2019

Acteurs	Pays et territoires concernés	Nom de l'intervention	Date de début et de fin
Organisations multinationales			
Brigade de surveillance du cessez-le-feu de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (ECOMOG)	Libéria	ECOMOG	Juillet 1990-mars 1999
	Sierra Leone	ECOMOG	1997-juillet 1999
	Guinée-Bissau	ECOMOG	Février-mai 1999
Force multinationale mixte (MNJTF)	Cameroun, Niger, Nigéria, Tchad,	Opérations Gama Aiki, Chikin Gudu, Rawan Kada, Amni Fakat	Depuis le 23 janvier 2015
Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN)	Libye	Opération Unified Protector (Dawn, Canada : opération Mobile, États-Unis : opération Odyssey, France : opération Harmattan, Royaume-Uni : opération Ellamy).	23 mars-31 octobre 2011
Nations Unies	Mali	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA)	Depuis le 25 avril 2013
	Côte d'Ivoire	Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI)	Février 2004-juin 2017
	Libéria	Mission d'observation des Nations Unies au Libéria (MONUL)	Septembre 1993-septembre 1997
	Sierra Leone	Mission d'observation des Nations Unies en Sierra Leone (MONUSIL)	Juillet 1998-octobre 1999
	Sierra Leone	Mission des Nations Unies en Sierra Leone (MINUSIL)	Octobre 1999-décembre 2005
	Libéria	Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL)	Septembre 2003-mars 2018
Pays			
France	Tchad	Opération Dorca	31 juillet-11 septembre 2004
	Tchad	Opération Épervier	13 février 1986-1er août 2014
	Côte d'Ivoire	Opération Licorne	Septembre 2002-21 janvier 2015
	Libéria	Opération Providence	9 juin 2003
	Mali	Opération Serval	11 janvier 2013-15 juillet 2014
	Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad,	Opération Barkhane	Depuis le 1er août 2014
Guinée	Guinée-Bissau	Intervention pour soutenir le gouvernement Vieira	10 juin 1998-16 mars 1999
Sénégal	Guinée-Bissau	Intervention pour soutenir le gouvernement Vieira	10 juin 1998-16 mars 1999
États-Unis	Algérie, Burkina Faso, Mali, Maroc, Niger, Nigéria, Mauritanie, Sénégal, Tunisie, Tchad	Opération Juniper Shield (anciennement connue sous le nom d'opération Enduring Freedom – Trans Sahara)	Depuis le 6 février 2007

Sources et notes : voir Carte 5.1. L'opération Juniper Shield est la composante militaire de l'Initiative contre le terrorisme transsaharien (TSCTI).

Tableau 5.2

Événements violents et nombre de victimes directement liés aux interventions militaires

	Combats		Violences à l'encontre de civils		Explosions et violences à distance		Total	
	Événements	Victimes	Événements	Victimes	Événements	Victimes	Événements	Victimes
Mali (11 janv. 2013-15 juill. 2014)	65	350	6	6	52	131	**123**	**487**
Lac Tchad (23 janv.-24 déc. 2015)	256	4 466	11	269	39	328	**306**	**5 063**
Libye (23 mars-31 oct. 2011)	7	138	4	28	208	1 636	**219**	**1 802**

Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

CARTOGRAPHIE DES INTERVENTIONS MILITAIRES

Élaboré pour comprendre l'évolution sur le long terme de la violence politique en Afrique du Nord et de l'Ouest, le SCDi permet d'étudier l'impact des interventions militaires sur les conflits régionaux (Chapitre 3). Cet indicateur réunit deux mesures qui résument la géographie de la violence politique dans la région : la densité relative des événements violents (intensité spatiale des conflits) et la répartition des événements violents (degré de concentration des conflits).

L'Afrique du Nord et de l'Ouest est divisée en 6 540 « cellules » ou « régions » de 50 km sur 50 km. Dans chacune des cellules, l'indicateur calcule si les événements violents sont nombreux et s'ils ont tendance à être concentrés ou dispersés spatialement. Comme les interventions militaires sont généralement limitées dans le temps, l'unité d'analyse de l'indicateur est le mois et non l'année, comme c'est le cas dans l'analyse régionale au Chapitre 4. Il est ainsi possible de mettre en évidence l'évolution mensuelle de la géographie locale des conflits.

L'étude se concentre sur trois interventions militaires qui ont façonné le conflit dans la région : l'opération française Serval au Mali, la contre-offensive lancée par le Nigéria et la Force multinationale mixte (MNJTF) dans la région du lac Tchad, ainsi que l'opération Unified Protector de l'OTAN contre le régime du colonel Kadhafi en Libye. L'étude de ces interventions permet de comprendre comment, mois après mois, la dynamique spatiale d'un conflit est influencée par les forces militaires. L'indicateur spatial est parfaitement adapté au suivi des variations de la densité et de la répartition spatiale des violences entre le début et la fin de l'intervention militaire. Cette concentration sur la géographie des conflits vient compléter les études existantes qui s'intéressent à la nature politique, religieuse et stratégique des conflits dans la région, sans nécessairement intégrer leur répartition géographique.

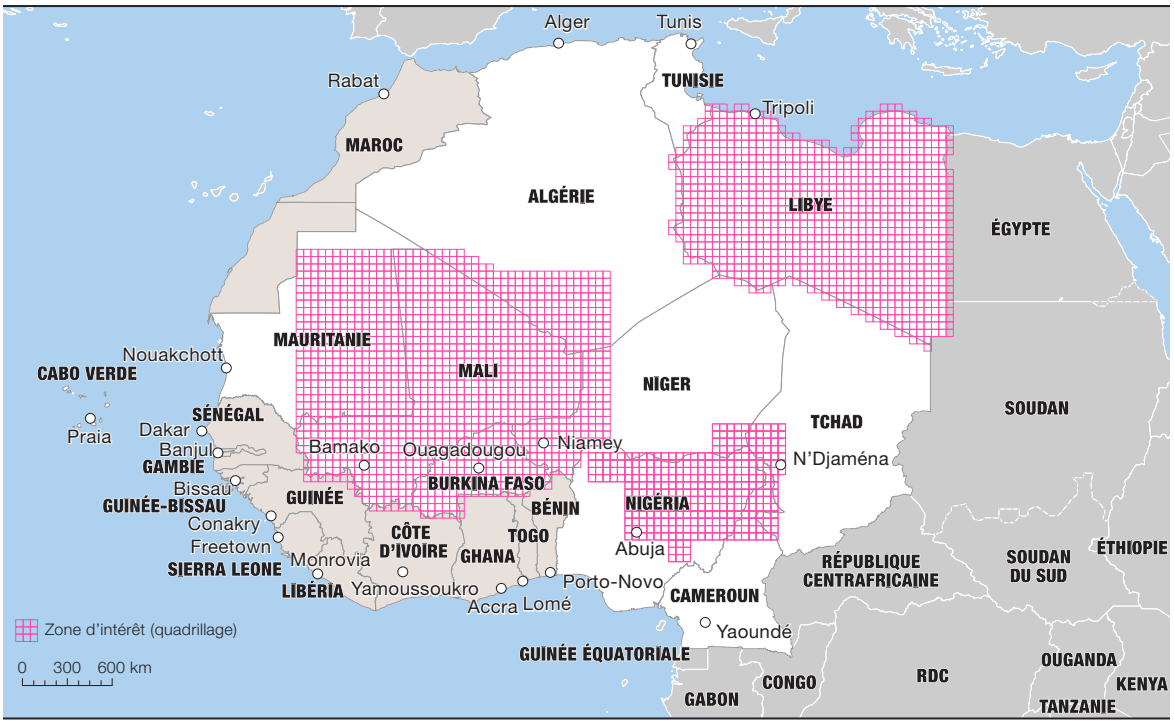
La durée d'une intervention est très variable. L'opération Serval a duré du 11 janvier 2013 au 15 juillet 2014 (19 mois). L'offensive multinationale en cours contre Boko Haram a commencé au début de l'année 2015. La présente étude porte sur la période du 23 janvier au 24 décembre 2015 (11 mois), au cours de laquelle certaines des opérations les plus décisives contre Boko Haram sont menées. L'opération Unified Protector est lancée le 23 mars 2011 et s'est terminée le 31 octobre de la même année (7 mois).

L'intensité et l'étendue géographique de ces interventions sont elles aussi très variables. L'intervention des forces armées nigérianes et de la MNJTF dans la région du lac Tchad est de loin la plus meurtrière des trois interventions étudiées, avec plus de 300 événements violents et 5 000 morts (Tableau 5.2). L'intervention contre Boko Haram a fait dix fois plus de victimes que l'intervention française au Mali et trois fois plus que l'intervention de l'OTAN en Libye.

Au Mali, les combats, d'une part, et les explosions ou les violences perpétrées à distance, d'autre part, représentent chacune la moitié des événements violents dans lesquels des

Carte 5.2

Zones d'étude au Mali et au Sahel central, dans la région du lac Tchad et en Libye



Source : Auteurs.

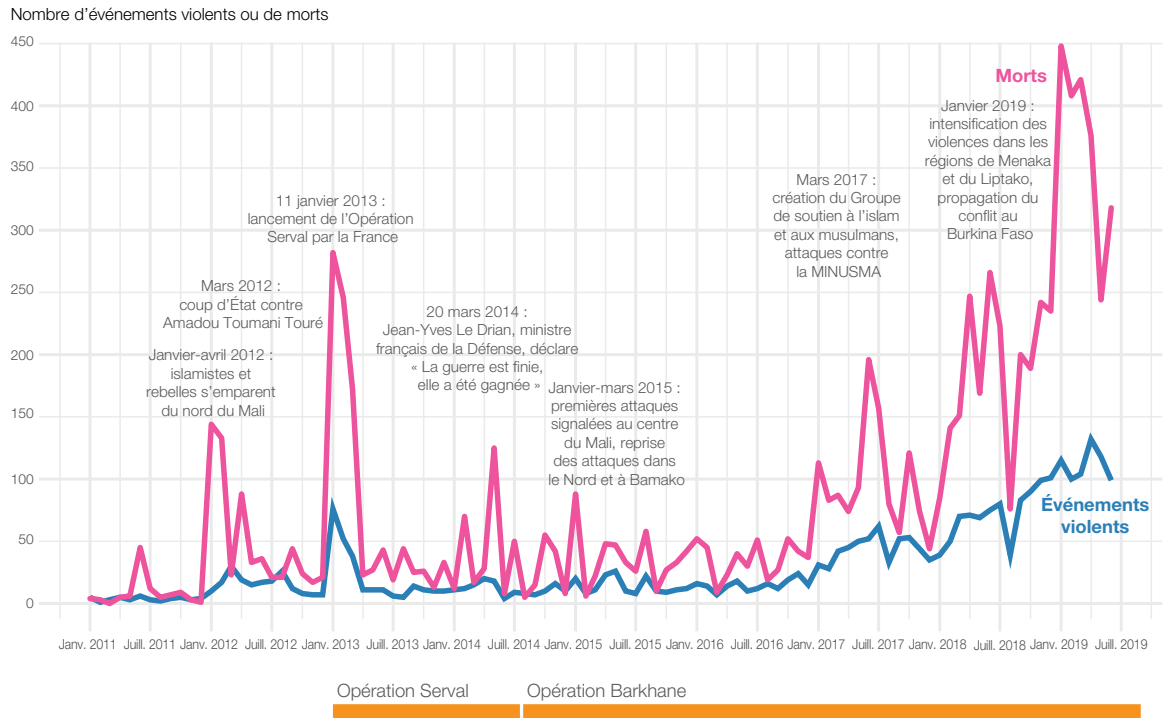
forces étrangères sont impliquées. Cependant, la proportion de victimes mortes à la suite de combats est beaucoup plus élevée (72 %) que celle des victimes d'explosions et de violences à distance (27 %). Dans la région du lac Tchad, les combats représentent la grande majorité des événements violents et des victimes (88 %) impliquant les forces nigérianes et celles de la MNJTF. Les explosions et violences perpétrées à distance représentent 95 % des événements violents et 91 % des victimes en Libye, où l'intervention militaire est principalement menée par des forces aériennes.

L'analyse couvre toute la région pour laquelle des événements violents liés à l'une des trois interventions militaires décrites plus haut sont enregistrés dans la base de données ACLED (Carte 5.2). Au Mali et dans le Sahel central, la zone de conflit (zone quadrillée, voir Chapitre 3) comprend l'ensemble du Burkina Faso et du Mali, ainsi que l'est de la Mauritanie, l'ouest du Niger et le sud de l'Algérie (1 379 cellules, soit une superficie de 3 447 500 km²). Autour du lac Tchad, l'étude couvre les régions où ont eu lieu la plupart des attaques de Boko Haram depuis 2009. Il s'agit d'une grande partie du nord et de l'est du Nigéria, de la partie sud de la région de Diffa au Niger, du nord du Cameroun, du lac Tchad et de la région de N'Djaména (324 cellules, soit 810 000 km²). En Libye, cette étude couvre la totalité du territoire (942 cellules, soit 2 355 000 km²).

Les indicateurs de l'intensité des conflits (IC) et de la concentration des conflits (CC) sont calculés dans chacune des trois zones de conflit telles que définies sur la Carte 5.2 (voir Chapitre 4 pour une analyse approfondie de ces indicateurs). Le calcul du score IC pour ces trois conflits appelle des précisions car il est sensible à la définition des zones de conflit sous-jacentes. Le score IC moyen est utilisé dans une zone d'étude pour établir le partage entre les catégories SCDi *forte intensité/faible intensité*. Ainsi, dans les analyses des différentes interventions qui suivent, les scores IC moyens sont calibrés en fonction des zones de conflit spécifiques auxquelles ils se rapportent. Pour ce faire, toutes les occurrences d'événements violents dans les zones indiquées sont utilisées pendant toute la période de l'étude (1997-2019)

Graphique 5.2

Nombre d'événements violents et de victimes au Mali et au Sahel central, 2011-19



Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

pour calculer le nombre moyen d'événements violents par « région » ou « cellule ». Pour la Libye, le score IC moyen était de 8 événements violents par cellule, pour le Mali et le Sahel central de 3.5, et pour le lac Tchad, de 4.8. Ces scores servent de seuils pour classer les régions en deux catégories : *forte intensité* (au-dessus du score moyen) ou *faible intensité* (en dessous du score moyen). Le calcul de l'indicateur CC n'est pas sensible à la définition de la zone d'étude pour chaque cas.

L'INTERVENTION FRANÇAISE AU MALI

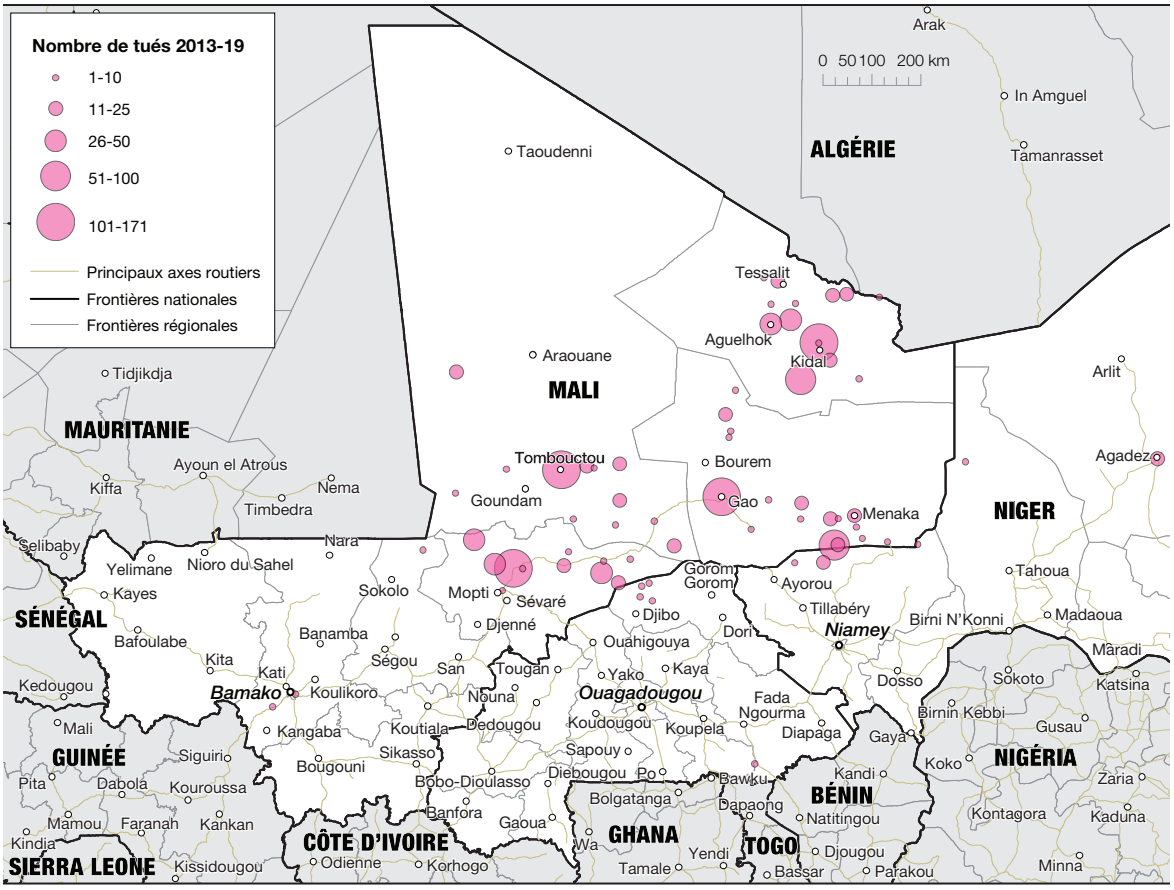
Opération Serval

Depuis le milieu des années 2000, les membres du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) ont établi des camps militaires et mis en place une activité lucrative d'enlèvements dans le nord du Mali, où l'autorité étatique est faible. Tolérés par le gouvernement malien, ces extrémistes ont commencé à nouer des alliances politiques et familiales avec les tribus locales. Rebaptisé Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) en 2007, le GSPC est rejoint par plusieurs autres groupes extrémistes, tels que le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), et Ansar al-Dine, qui recrute des membres parmi les Touareg maliens et les Arabes.

La chute de Mouammar Kadhafi en Libye en 2011 et d'Amadou Toumani Touré au Mali en 2012, permet à ces groupes de mener une offensive contre une armée malienne désorganisée et manquant de moyens. Dans les premiers mois du conflit, entre février et avril 2012, une alliance provisoire entre les extrémistes religieux et les rebelles du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) leur permet

Carte 5.3

Victimes dans les opérations conduites par la France et les Nations Unies au Mali, au Niger et au Burkina Faso, 2013-19



Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

de progresser rapidement et de prendre Kidal, Tombouctou et Gao (Graphique 5.2). Cependant, il n'a pas fallu longtemps avant que les combattants d'AQMI, d'Ansar al-Dine et du MUJAO n'expulsent le MNLA, y compris des villes qu'il tenait. Les survivants à cette attaque se rendent, disparaissent ou changent de camp (Walther et Christopoulos, 2015).

Il a fallu plusieurs mois pour que la communauté internationale réagisse de manière officielle. À la suite de négociations internationales et de l'adoption de la résolution 2071 du Conseil de sécurité des Nations Unies qui permet la création, en octobre 2012, d'une force d'intervention dirigée par l'Afrique, la France élabore deux plans d'urgence. Le premier apporte un soutien militaire au Mali, tandis que le second prévoit une intervention dans l'éventualité où les combattants continueraient à avancer vers le sud du pays avant qu'une force internationale ne soit déployée. Les militaires français effectuent de multiples vols de reconnaissance en vue de préparer le déploiement de forces spéciales ciblant les camps jihadistes, les centres de commandement, les dépôts de carburant et les centres logistiques (Boeke et Schuurman, 2015).

En janvier 2013, le gouvernement malien provisoire demande l'aide militaire de la France quand des combattants islamistes se sont emparés de la ville de Konna, à 700 km au nord-est de Bamako. La France lance l'opération Serval le 11 janvier 2013 avec pour objectif de restaurer l'intégrité territoriale du Mali et de mettre en place les conditions d'une intervention des Nations Unies (Assemblée nationale, 2013 ; Charbonneau, 2017).

Malgré d'importantes difficultés logistiques, l'opération Serval est un succès militaire. Elle fait la preuve que les moyens militaires des rebelles et des extrémistes religieux ne peuvent rivaliser avec ceux d'une armée moderne. La France peut lancer une offensive rapide et décisive contre les insurgés grâce à ses forces spéciales prépositionnées au Burkina Faso, à une puissance aérienne écrasante et à l'appui de troupes terrestres, notamment celles du Tchad, rompues à la guerre dans le désert. Les insurgés commettent plusieurs erreurs stratégiques et tactiques, en concentrant un grand nombre de véhicules en vue de leur offensive sur Sévaré et Mopti, frappés par l'armée de l'air française. Les rebelles du MNLA n'opposent que peu de résistance, préférant fuir plutôt que combattre. Tombouctou, Gao et Kidal, pourtant le fief historique des rébellions touareg, sont reconquises avec un minimum de combats. C'est surtout dans la vallée de l'Ametetai, au sud-est de Tessalit, que le conflit malien voit une confrontation directe entre les forces françaises et tchadiennes, d'un côté, et les combattants d'AQMI, de l'autre (Carte 5.3).

Le 25 février, le commandant en chef d'AQMI, Abou Zeïd, est tué lors d'une frappe aérienne. Au total, 300 à 400 combattants (estimation) sont tués au cours de l'opération Serval dans le massif des Ifogha et 200 à 300 dans les environs de Gao, soit environ un tiers des forces jihadistes (Chivvis, 2016). Beaucoup ont fui vers le Niger et la Libye ou se sont fondus dans la population malienne locale. À la fin mars 2013, l'effondrement du Mali est évité (voir Chapitre 4 pour une analyse détaillée du conflit malien).

La violence s'est aggravée depuis l'intervention Serval

L'intervention française menée au Mali entre 2013 et 2014 modifie à la fois la géographie et le type de violences. Lorsque l'intervention débute, en janvier 2013, l'emprise géographique de la violence est maximale, comme le montre la Carte 5.4, incluant les villes de Bamako, Mopti, Tombouctou et Gao. Entre janvier et mars 2013, le nombre de cellules où des violences sont enregistrées diminue de 75 %. Au fur et à mesure de l'avancée de l'intervention, la localisation des violences évolue, se limitant pour l'essentiel aux régions de Tombouctou, Kidal et Gao (Carte 5.5). Sur l'ensemble de l'année 2013, les violences sont sporadiques, ne survenant jamais dans plus de trois cellules et n'ayant plus l'emprise initiale.

L'intervention modifie également le type de violence. Le « diagramme alluvial » l'illustre : il représente, mois par mois, les évolutions du SCDi. Il montre combien chacun des différents types de conflit touche de « cellules » ou « régions » en 2013. Les cellules où les violences sont denses et concentrées (en vert foncé) sont celles où les conflits sont relativement circonscrits. Dans les cellules où les événements violents sont moins nombreux et à proximité les uns des autres (en vert clair), le conflit est probablement en train de s'amenuiser. Le passage d'une catégorie de conflit à une autre est signalé par des rubans colorés reliant un mois au suivant. Ainsi, un grand nombre de cellules qui, en janvier, enregistrent des violences à la fois denses et spatialement concentrées (en vert foncé) n'ont, en février, pas subi de conflit (en blanc).

Au début de l'intervention, les événements violents sont très denses et concentrés (Graphique 5.3). À mesure que l'intervention progresse, la violence est de courte durée, demeurant rarement dans la même cellule d'un mois sur l'autre. Lorsque des événements violents surviennent, ils sont moins concentrés qu'aux premiers stades de l'intervention. Au lieu de s'engager dans une confrontation ouverte avec une force militaire supérieure, les insurgés recourent à des stratégies de type guérilla ou attaque-éclair, ce qui signifie que les événements violents sont associés à des localisations très circonscrites et moins concentrées. Cette situation s'est maintenue à de très faibles niveaux pendant toute la durée de l'intervention. À la fin officielle de l'intervention, mi-2014, seulement deux cellules de la région de Kidal comptent plus de deux événements violents en un mois (Carte 5.5, volet du bas).

Globalement, l'opération Serval a permis de réduire le nombre d'événements violents et de victimes par rapport aux niveaux antérieurs à l'intervention, de circonscrire et de réduire les localisations des actes de violence au Mali, mais aussi d'en diminuer la concentration spatiale. Tous ces éléments indiquent que Serval a eu un effet substantiel sur la géographie de la violence. Néanmoins, à l'instar de ce qui s'est passé

Encadré 5.3

L'opération Serval et les interventions françaises antérieures

Les interventions militaires actuelles partagent de nombreux points communs avec les tentatives antérieures de restaurer l'ordre dans la région. L'opération Serval au Mali, par exemple, présente de remarquables similitudes avec la première intervention menée par les forces françaises au Tchad dans les années 60.

Les deux opérations ont des origines quasiment identiques. Dans les deux cas, des chefs d'État africains ont confié la lutte contre une insurrection à une armée étrangère. En 1969, lorsqu'il se rend compte que les rebelles du Front de libération nationale du Tchad (Frolinat) menacent la capitale, le président Tombalbaye fait appel aux Français, en vertu des accords de défense signés entre les deux pays en 1960. Les interventions françaises au Tchad et au Mali avaient plus ou moins le même objectif, à savoir réprimer une rébellion grâce à une action militaire, et toutes deux ont été relativement concluantes. Tout comme les Français ont vaincu les rebelles du Frolinat après une série de combats sanglants entre 1969 et 1972 au Tchad, ils ont repris le contrôle d'une grande partie du nord du Mali après une rapide mais intense campagne militaire en 2013 (Surkin, 2014).

Si ces deux campagnes sont couronnées de succès, aucune d'entre elles n'est suivie d'initiatives de développement, apportant des solutions pérennes au conflit. En 1972, le général Édouard Cortadellas, commandant en chef des forces franco-tchadiennes, déclare à l'Agence France Presse : « L'intervention militaire a rempli son contrat au Tchad et actuellement, le problème n'est plus tant militaire qu'administratif, économique et social » (Buijtenhuijs, 1995, p. 216). Les forces françaises sont dans une situation analogue au Mali après que l'opération Barkhane remplace l'opération Serval en juillet 2014 : elles parviennent à se débarrasser d'insurgés violents ou à les expulser vers la Libye ou l'Algérie, mais elles n'ont pas pour mission de résoudre les problèmes de développement civils.

Aussi bien la première intervention française au Tchad que les opérations ultérieures au Sahel se justifiaient par une variante locale de la théorie des dominos, selon laquelle la chute d'un pays engendrerait des événements analogues dans les pays voisins. À la fin des années 60, les dirigeants français affirmaient que s'ils n'étaient pas intervenus au Tchad pour sauver le gouvernement du président Tombalbaye, la France aurait perdu toute crédibilité auprès des pays de la région ayant récemment accédé à l'indépendance. Les pays d'Afrique de l'Ouest emploient des arguments analogues depuis le milieu des années 2010, et ont souvent déclaré que s'ils ne recevaient pas d'assistance supplémentaire de la part des donneurs occidentaux, ils tomberaient les uns après les autres du fait des insurrections jihadistes.

La situation au Tchad hier, tout comme au Mali aujourd'hui, est marquée par le manque de capacité ou de volonté des élites politiques de s'attaquer aux racines du conflit. Au début des années 70, le président Tombalbaye n'a pas pris conscience qu'au moins une partie de la rébellion trouvait son origine dans une répartition inégale des ressources et du pouvoir entre le sud et le nord du pays. De même, au Mali, le développement d'organisations extrémistes dans le delta intérieur du Niger, au pays dogon et dans le Gourma s'est nourri des problèmes sociaux, économiques et de gouvernance que le gouvernement central peine à résourdre.

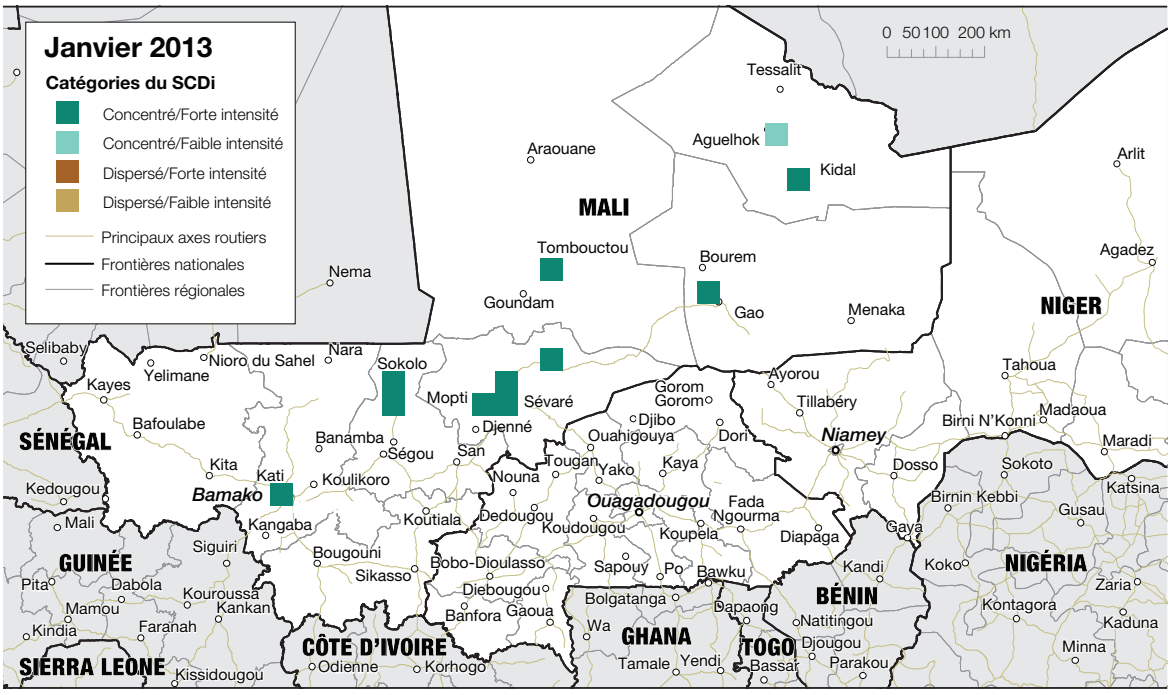
Dans les deux pays, les forces gouvernementales sont incapables de restaurer l'ordre durablement et d'exercer leur souveraineté sur la totalité du territoire. Au Tchad, le gouvernement aussi bien que les rebelles du Frolinat sont trop faibles pour s'affronter, jusqu'à ce que le colonel Mouammar Kadhafi occupe la bande d'Aouzou et s'allie aux rebelles locaux contre le gouvernement central. Le président Tombalbaye a fini par être tué en 1975, trois ans avant que les Français ne lancent une deuxième intervention militaire. Le Tchad a ensuite connu 30 ans de guerres civiles, coups d'État et violences politiques, qui ont laissé le pays au bord de l'effondrement.

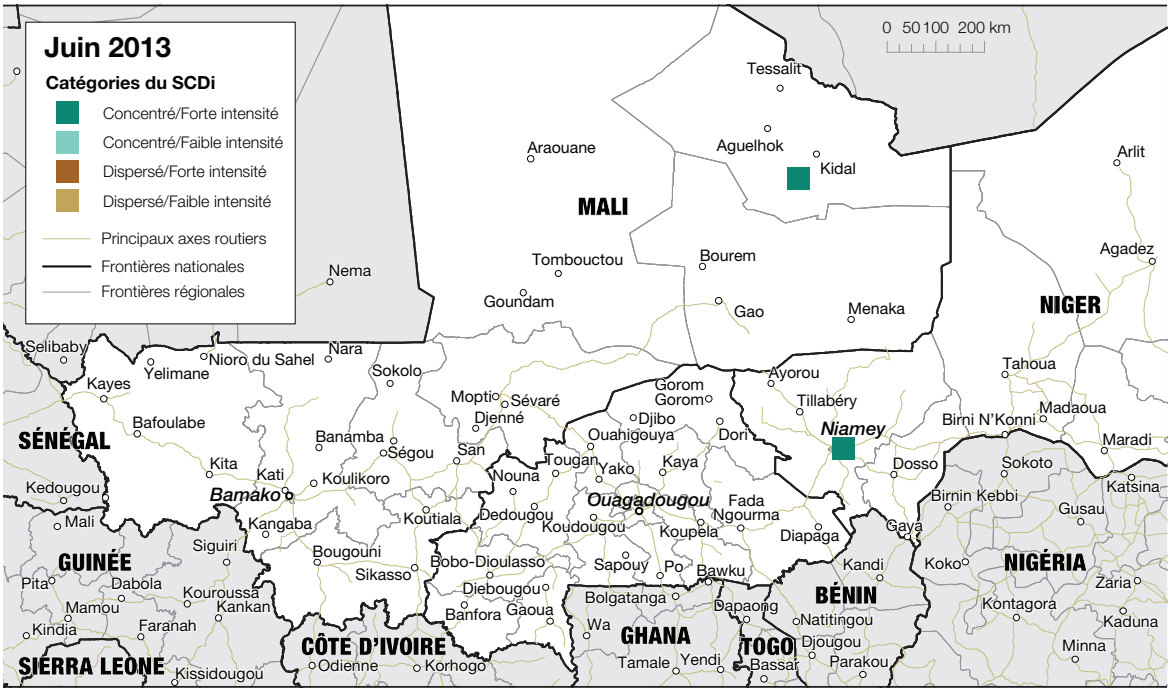
Un scénario analogue n'est pas improbable au Mali où ni les rebelles, ni les organisations extrémistes violentes, ni le gouvernement central ne sont suffisamment forts pour se menacer les uns les autres et aboutir à un accord de paix complet. Il s'ensuit qu'une grande partie de la population est désormais sans protection et que l'insécurité s'est propagée aux pays voisins.

Source : Olivier Walther.

Carte 5.4

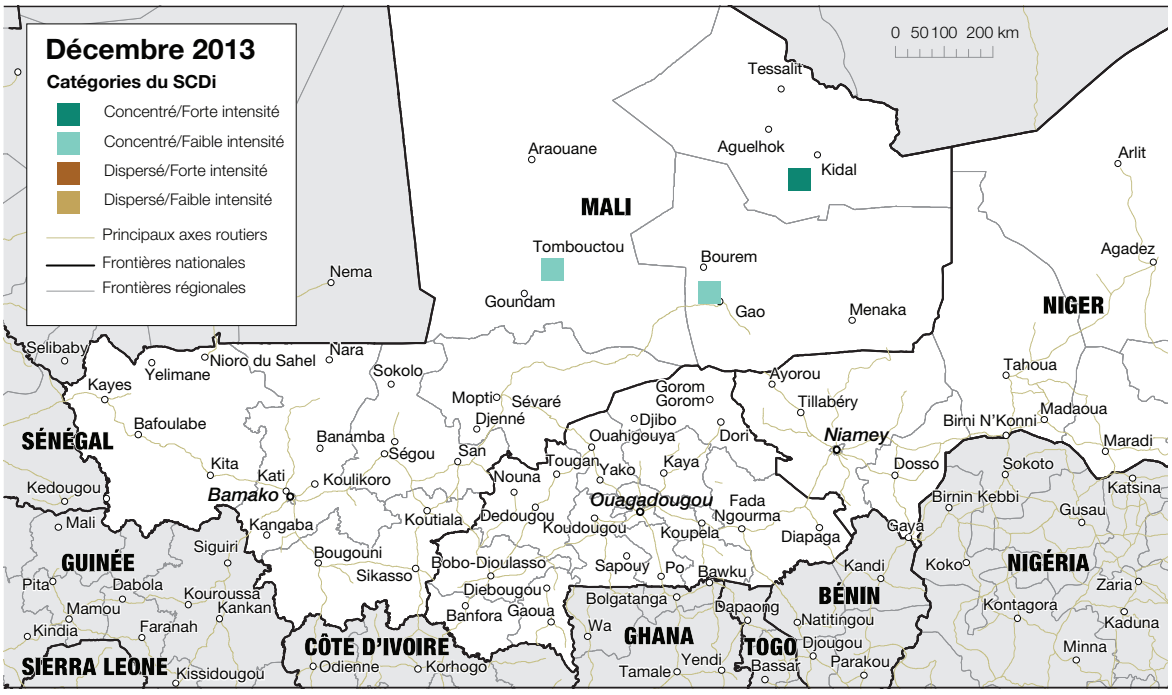
SCDi au Mali et dans le Sahel central, janvier, juin et décembre 2013





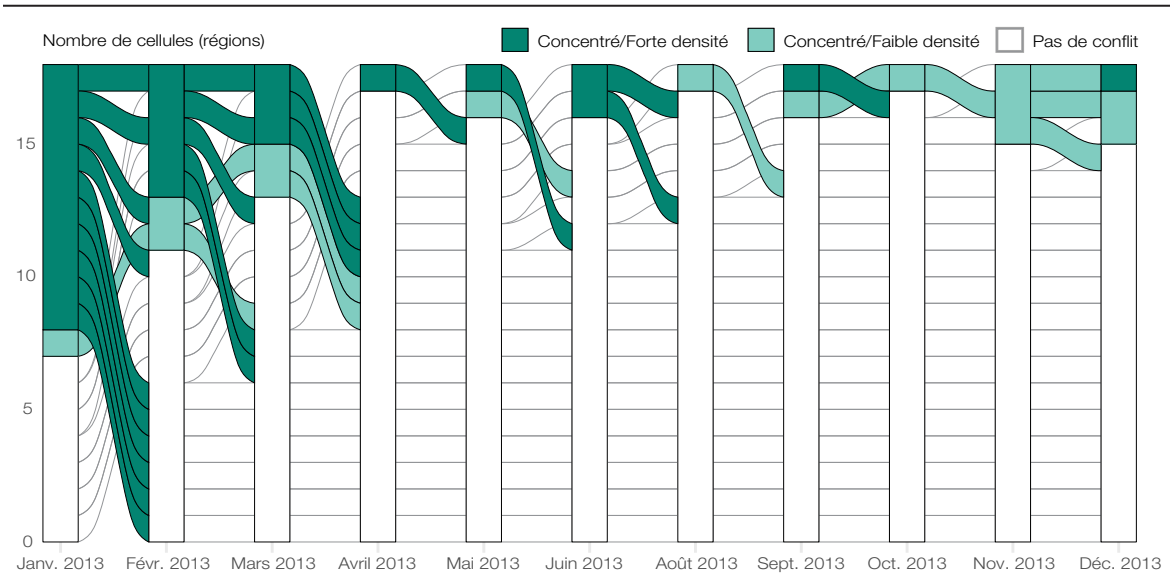
Note : Certaines catégories de conflit peuvent ne pas être observées sur la période étudiée (conflits dispersés et à forte intensité, en marron, par exemple).

Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.



Graphique 5.3

Évolution du SCDi au Mali et dans le Sahel central, 2013

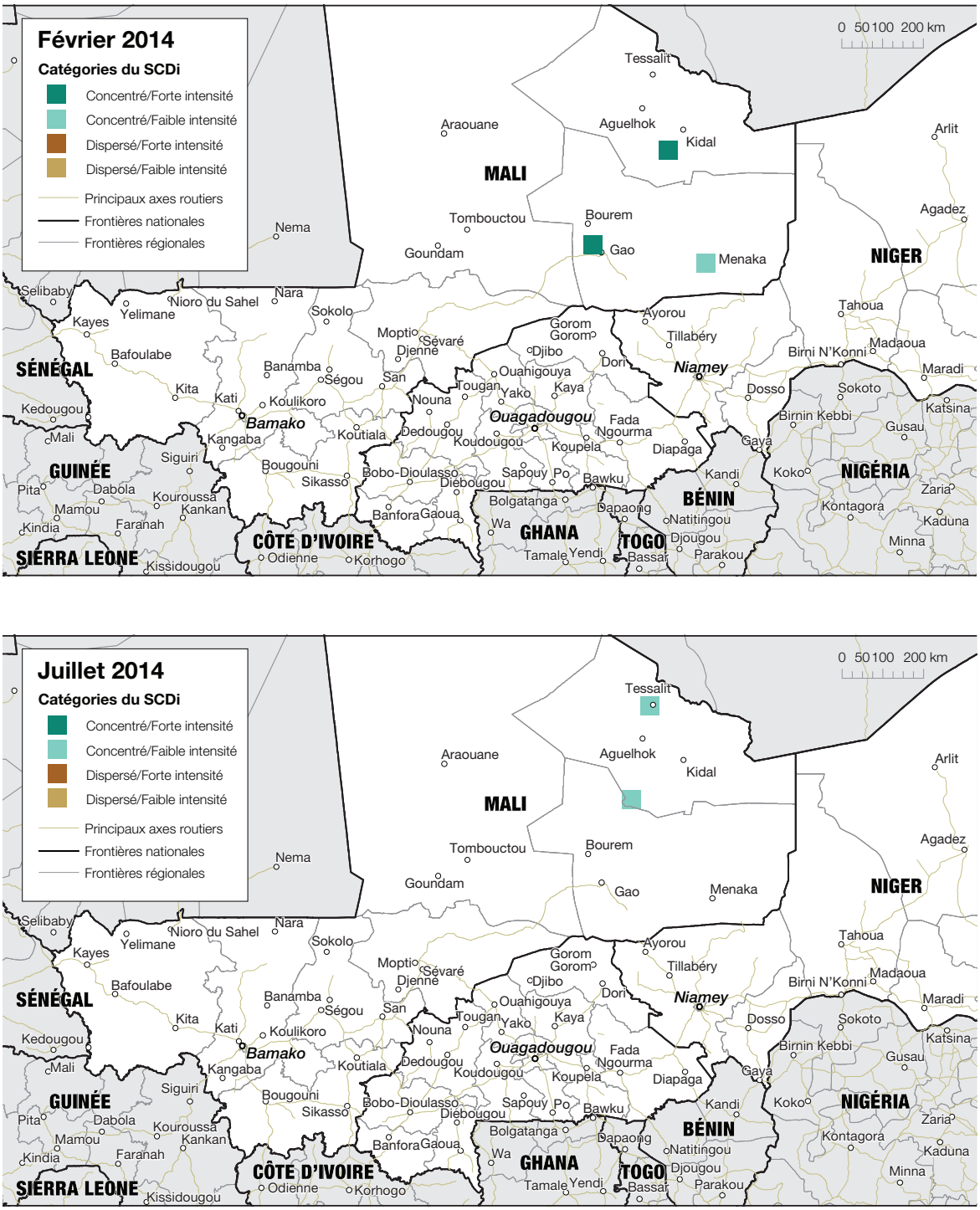


Note : Ce graphique indique combien chacun des différents types de conflit a touché de « cellules » ou « régions » de 50 km par 50 km en 2015. Le passage d'une catégorie de conflit à une autre est signalé par des rubans colorés reliant un mois au suivant. Ainsi, plus de la moitié des cellules qui, en janvier 2015, enregistraient des violences à la fois denses et concentées (en vert foncé) sont passés, en février 2015, à la catégorie *pas de conflit* (en blanc) (Encadré 5.4).

Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

Carte 5.5

SCDi au Mali et dans le Sahel central, février et juillet 2014



Note : Certaines catégories de conflit peuvent ne pas être observées sur la période étudiée (conflits dispersés et à forte intensité, en marron, par exemple).

Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

Encadré 5.4

Comment lire un diagramme alluvial

Les diagrammes alluviaux montrent l'évolution des cellules d'une catégorie de conflit à une autre, selon la catégorisation opérée par l'indicateur de la dynamique spatiale des conflits (SCDi). Chaque période est représentée par une barre verticale, placées sur l'axe des abscisses par ordre chronologique. Chacune est divisée verticalement en blocs empilés appelés « strates » : en l'occurrence, les strates correspondent aux différentes catégories du SCDi. Dans chaque barre, la taille des strates correspond au nombre de cellules que comprend la catégorie en question sur cette période. Si une strate est plus épaisse à la deuxième barre qu'à la première, cela signifie que les cellules ayant cette valeur du SCDi étaient plus nombreuses dans la deuxième période que dans la première.

Ce qui différencie les diagrammes alluviaux de simples diagrammes en barres, est la présence de rubans épais entre les barres du diagramme (rappelant les chenaux fluviaux qui s'entremêlent). Ces rubans représentent les groupes de cellules qui passent d'une catégorie à une autre entre une période et la suivante. L'épaisseur du ruban correspond au nombre de cellules ayant suivi la même évolution. Prenons un exemple : un mois, 20 cellules sont dénombrées pour la valeur du SCDi *concentré/forte intensité* ; le mois suivant, 15 d'entre elles ont conservé cette valeur, tandis que 5 sont passées à la valeur *concentré/faible intensité*. Sur le diagramme, un ruban plus épais reliera la strate concentré/forte intensité du premier mois à la strate *concentré/faible intensité* du deuxième mois, tandis qu'un ruban plus fin filera vers la strate *concentré/faible intensité* du deuxième mois. Les strates et rubans sont tous deux colorés en fonction de la catégorie de l'indicateur dont ils relèvent à la première période.

Les diagrammes alluviaux ne représentent pas l'ensemble de données du SCDi. La grande majorité des cellules dans les trois études de cas comprenaient un seul événement violent ou n'en contenaient aucun ; elles sont alors affectées à la catégorie *pas de conflit*. Si ces cellules étaient représentées dans les diagrammes alluviaux, la strate *pas de conflit* serait disproportionnée pour chaque barre, rendant le diagramme illisible. C'est pourquoi les cellules ayant comme valeur *pas de conflit* pour toutes les périodes sur la fenêtre de temps étudiée, sont supprimées.

avec les interventions antérieures (Encadré 5.3), les problèmes sont loin d'être résolus. Lors du déploiement de l'opération Barkhane, qui succède à Serval, la violence s'est ravivée depuis le début de 2017 au Mali et au Burkina Faso voisin et elle dépasse désormais les niveaux qui avaient déclenché Serval en 2013. Par ailleurs, les types de violence se sont aussi diversifiés, ce qui est préoccupant. Comme le montre l'évolution du SCDi (Graphique 5.3), les violences relèvent désormais des quatre catégories de conflit. Conséquence de cette diversification, les efforts déployés pour contenir et réduire la violence s'inscrivent dans le cadre d'une géographie bien plus complexe que celle de 2013.

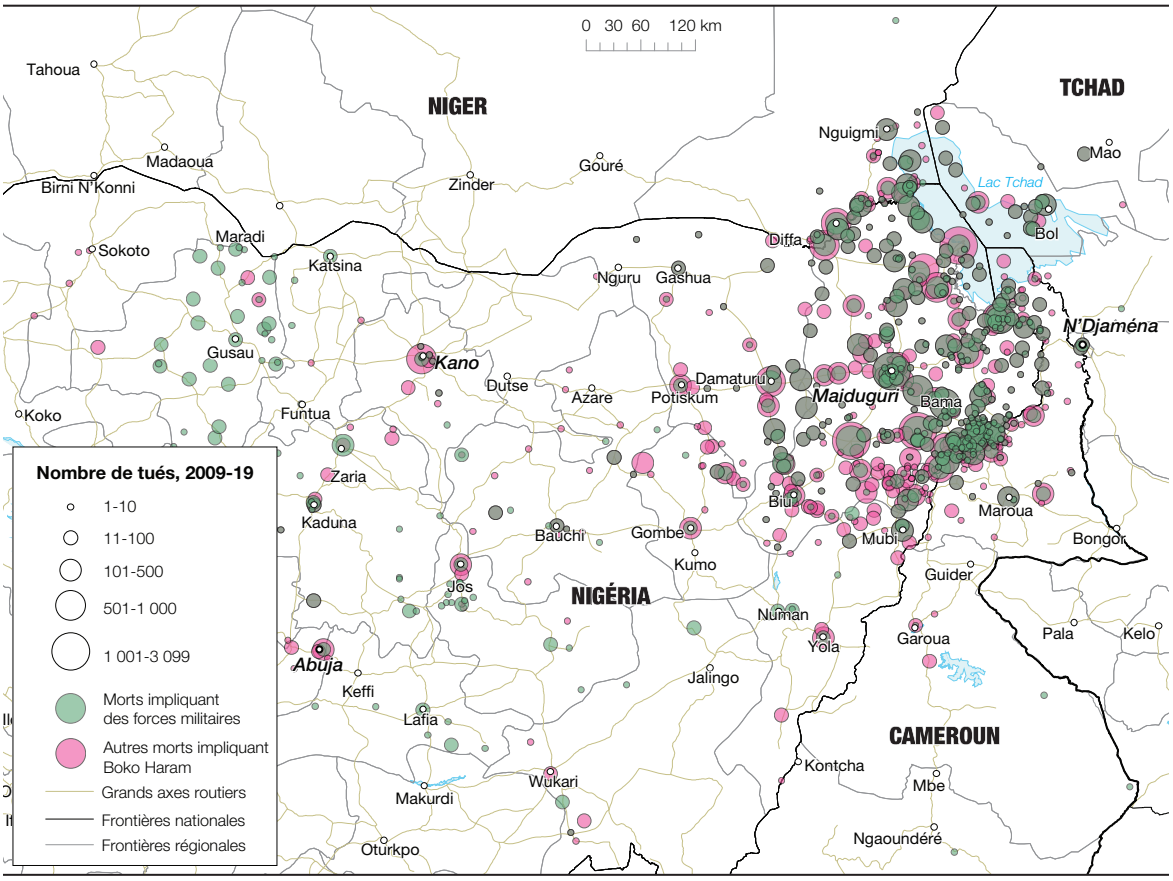
L'INTERVENTION MULTINATIONALE DANS LA RÉGION DU LAC TCHAD

Lutter contre l'insurrection de Boko Haram

Les forces armées nigérianes combattent l'insurrection de Boko Haram depuis plus de dix ans (Carte 5.6). Jusqu'au début des années 2010, l'immense majorité des violences opposant Boko Haram et les forces gouvernementales sont localisées sur le territoire nigérian (Dowd, 2018). Après la répression de l'attaque menée par Boko Haram à Maiduguri en 2009, le gouvernement nigérian lance plusieurs opérations militaires

Carte 5.6

Décès causés par des forces militaires ou Boko Haram autour du lac Tchad, 2009-19



Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

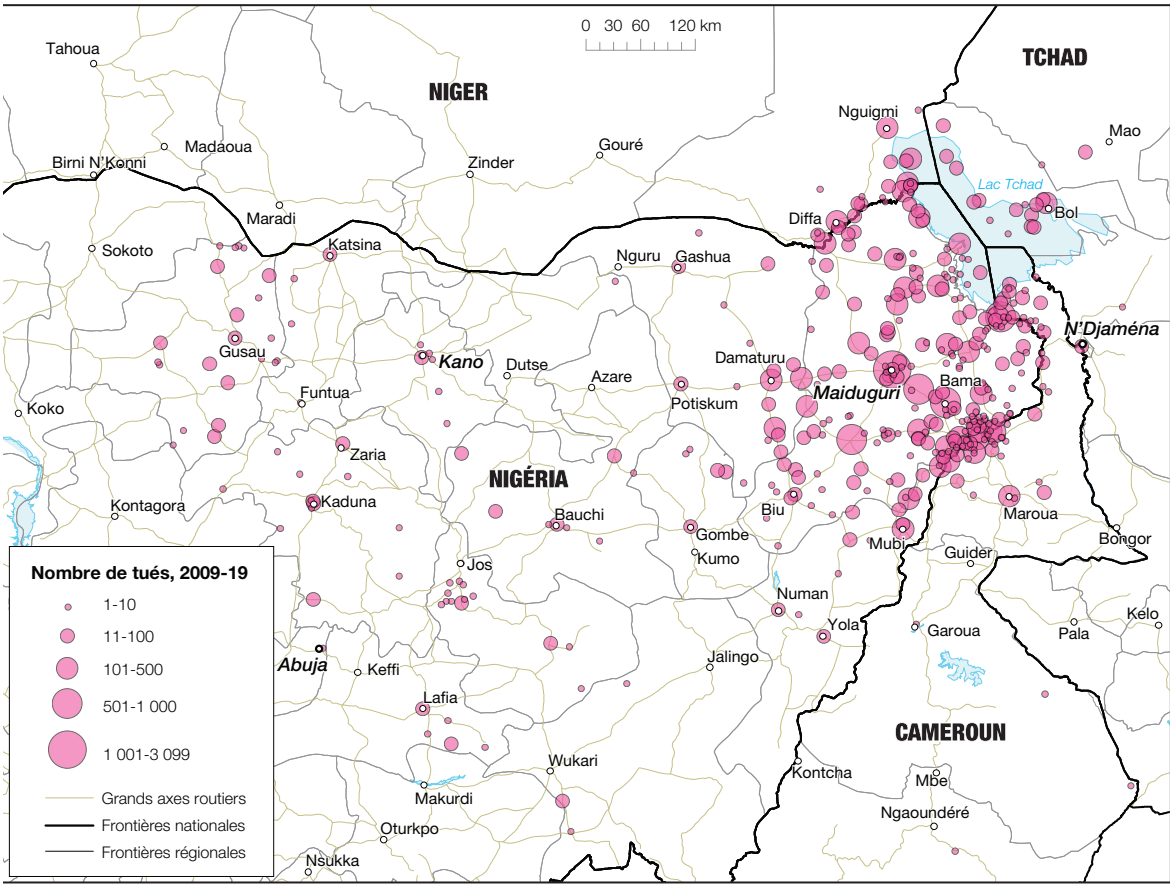
dans le nord-est du pays, via le déploiement d'une Force opérationnelle interarmées (*Joint Task Force*) regroupant des hommes de l'armée de terre, de la marine, des forces aériennes, de la police et du Service de renseignement intérieur (ou *State Security Service*). Entre décembre 2011 et mi-2013, plusieurs interventions sont menées dans le cadre de l'opération *Restore Order* dans les États de Borno, Yobe et Adamawa (Delalande, 2018). Aucune de ces initiatives ne parvient à éliminer Boko Haram, qui étend sa présence et ses attaques violentes dans le pays.

Au cours des 10 dernières années, la grande majorité des événements violents (80 %) et des décès (81 %) causés par des forces gouvernementales ou Boko Haram dans la région du lac Tchad, sont liés à des combats (Carte 5.7). Bien que spectaculaires, les explosions, les attentats-suicides et les engins explosifs improvisés ne représentent que 16 % des actes de violence et 14 % des victimes. Les attaques attribuées aux forces gouvernementales et à Boko Haram sont fortement concentrées dans le nord-est du Nigéria, en particulier dans l'État de Borno.

Certains des événements violents recensés dans les États de Zamfara et Katsina n'ont pas de lien avec l'insurrection de Boko Haram (Carte 5.8). Ils résultent d'initiatives lancées entre 2018 et 2019 par l'armée de l'air nigériane contre des voleurs de bétail et des milices locales, et notamment la milice communautaire de Zamfara, alliée à des bergers. Même s'ils sont moins médiatisés que d'autres conflits, ces actes de violence intercommunautaire entre les bergers peul et les fermiers haoussa affichent pourtant un bilan humain aussi lourd que l'insurrection autour du lac Tchad (ICG, 2018). Les bombardements menés par l'armée de l'air nigériane contre les bandits

Carte 5.7

Décès liés à des affrontements autour du lac Tchad, 2009-19



Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

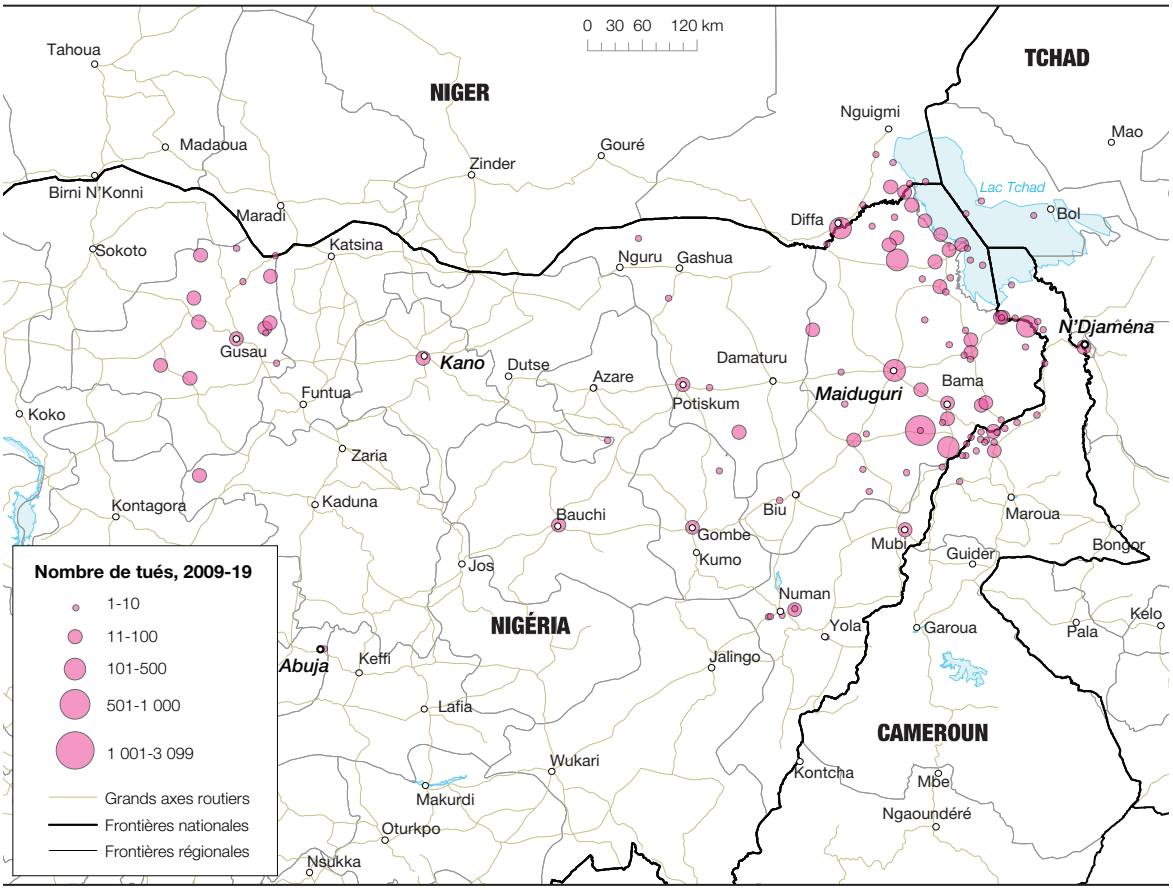
et les milices ethniques, auxquels s'ajoutent les manquements au respect des droits humains par les troupes nigérianes, expliquent probablement le peu de volonté des pays occidentaux de former et équiper les forces armées du Nigéria (Iwuoha, 2019).

Le 14 mai 2013, le gouvernement nigérian a déclaré l'état d'urgence dans les trois États les plus touchés du nord-est. Il lance l'opération Boyona, visant à affaiblir les capacités militaires de Boko Haram. En août 2013, l'opération Zaman Lafiya (« Vivre en paix », en haoussa) remplace l'opération Boyona, sans réussir à améliorer sensiblement la sécurité dans la région. En 2014, Boko Haram mène de nombreuses attaques spectaculaires. Cette même année, le mouvement étend progressivement sa présence au Cameroun, pays frontalier du Nigéria, où il est impliqué dans 77 incidents ayant fait au total 1 316 victimes. En 2015, les forces militaires et l'emprise territoriale de Boko Haram atteignent une ampleur inédite. Le mouvement étend sa mainmise dans les États de Borno, Yobe et Adamawa. Par ailleurs, il se montre de plus en plus actif au Cameroun, au Niger et au Tchad, où il est impliqué dans 165 événements violents (2 682 victimes) (Carte 5.9). La détérioration de la situation sécuritaire conduit le gouvernement nigérian à lancer une vaste contre-offensive militaire, baptisée opération Lafiya Dolé (« La paix par tous les moyens »), en coordination avec la MNJTF, Force multinationale mixte d'intervention contre Boko Haram.

Les opérations multinationales où les forces gouvernementales du Cameroun, du Niger, du Nigéria et du Tchad attaquent conjointement Boko Haram représentent 5 % des 1 671 événements violents ACLED depuis 2015. La plupart

Carte 5.8

Décès liés à des explosions et à des violences perpétrées à distance autour du lac Tchad, 2009-19



Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

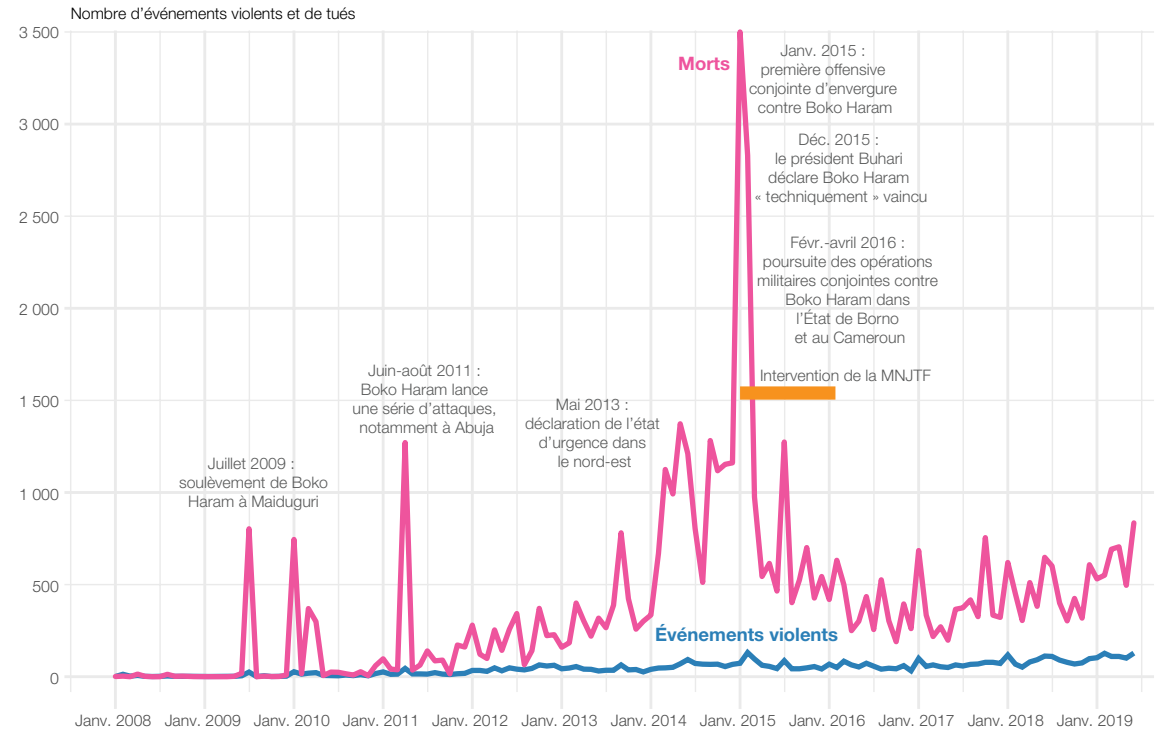
des opérations militaires ainsi coordonnées ont fait partie des offensives lancées par le Nigéria et la MNJTF en 2015 et 2016. Cette période de 2 ans concentre à elle seule plus de la moitié des événements violents (52 %) et 85 % des morts causées par les opérations multinationales dans la région. Deux scénarios s'illustrent. Dans un cas, les forces armées nigérianes opérent conjointement avec les troupes camerounaises, nigériennes et tchadiennes contre Boko Haram au Nigéria. Dans l'autre, ces dernières mènent des opérations militaires sur le territoire nigérian sans l'appui des forces nigérianes.

Les offensives visant Boko Haram sont fortement concentrées dans certaines régions : près des trois quarts des violences (72 %) et la moitié des décès liés aux opérations multinationales sont recensés dans l'État de Borno, souvent à proximité immédiate des frontières du pays. Seulement 10 à 15 % des violences et un quart des décès survenus depuis 2015 sont enregistrés respectivement au Cameroun et au Niger. Ces données laissent à penser que la MNJTF est avant tout considérée (au moins par le Nigéria) comme un instrument visant à sécuriser les frontières de la région. Les droits de poursuite sont négociés de façon bilatérale avec le Cameroun, le Niger et le Tchad mais ce sont surtout les forces militaires nigérianes qui œuvrent dans la lutte contre Boko Haram sur le territoire nigérian (Albert, 2017).

Le 28 janvier, après plusieurs jours de préparation, les forces nigérianes et tchadiennes lancent une frappe aérienne sur Malam Fatori, village situé dans l'État de Borno, tombé aux mains de Boko Haram (Graphique 5.4). Quatre jours plus tard, les forces tchadiennes sont entrées dans la ville nigériane de Gambaru après une campagne de bombardement. Boko Haram

Graphique 5.4

Événements violents et victimes dans la région du lac Tchad, 2008-19



Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

réplique à ces offensives en attaquant la ville de Fotokol, située sur le territoire camerounais, en face de Gambaru. Une vingtaine de soldats tchadiens et camerounais et au moins 300 insurgés y décèdent. Le 18 février, les troupes tchadiennes lancent une offensive visant à reprendre Dikwa, ville nigériane distante de 50 kilomètres de la frontière camerounaise. Cette offensive est suivie par un assaut coordonné des forces au sol nigérianes et tchadiennes dans la forêt de Sambisa, sanctuaire boisé proche de Maiduguri au nord et de la frontière avec le Cameroun à l'ouest. Elles mènent également des frappes aériennes sur la ville voisine de Gwoza, bastion de Boko Haram, faisant 117 victimes parmi les insurgés. Les opérations suivantes lancées dans la région font des centaines de victimes dans les rangs de Boko Haram.

Début mars 2015, une deuxième offensive conjointe est initiée contre Boko Haram après une série de frappes aériennes. Le 6 mars, le Niger et le Tchad lancent une offensive terrestre et aérienne majeure, contre les positions de Boko Haram en face des villes nigériennes de Diffa et Bosso. Dix soldats tchadiens et des centaines d'insurgés y périssent. Les deux pays mènent une autre campagne aérienne dans la zone de gouvernement local de Mobbar, qui s'étend le long de la frontière entre le Niger et le Nigéria. Le 9 mars, les forces tchadiennes lancent un assaut sur la ville nigériane de Damasak, à l'ouest de Diffa, qu'elles ont reprise à Boko Haram. Trois jours plus tard, les forces camerounaises et les insurgés s'affrontent pendant deux jours à Ndaba, ville camerounaise proche de la frontière avec le Nigéria et de Gwoza. L'armée nigériane reprend Bama le 16 mars et Gwoza le 27 mars.

Fin avril 2015, les forces armées nigérianes mènent une nouvelle offensive contre Boko Haram dans la forêt de Sambisa. Au cours de cette opération, des dizaines de bases de la secte sont détruites et quelque 700 femmes et enfants alors détenus en otage libérés. Boko Haram réplique par des attaques suicides et une contre-

Encadré 5.5
Opérations de la MNJTF depuis 2016

Les opérations militaires conjointes menées contre Boko Haram n'ont pas cessé (ISS, 2018). Le 11 février 2016, les forces camerounaises lancent une offensive transfrontalière dans la ville d'Achigachia, faisant au moins 27 victimes parmi les combattants de Boko Haram. Plus à l'ouest, les forces nigérianes reprennent plusieurs villages dans la région de Gwoza, rejoignant les soldats camerounais à Ngoshe. Les opérations conjointes se poursuivent en février le long de la frontière séparant le Nigéria et le Cameroun. Les forces alliées reprennent le contrôle de presque toute la zone, libérant 150 prisonniers. Le 12 avril, les forces nigérianes et camerounaises mènent plusieurs opérations conjointes dans la zone de gouvernement local (LGA) de Bama et de l'autre côté de la frontière sur le territoire camerounais, faisant 22 victimes parmi les combattants de Boko Haram et libérant 1 275 otages. En juin 2016, l'opération Gama Aiki (« Achever le travail ») est lancée dans le but de capturer des insurgés susceptibles de fuir et de quitter la forêt de Sambisa.

En décembre 2016, l'opération Gama Aiki fait place à l'opération Rawan Kada (« La danse du crocodile »), offensive coordonnée et déployée jusqu'en juillet 2017. Les forces camerounaises sont particulièrement actives pendant cette période. Elles procèdent à de nombreuses interventions dans les régions de Bama et Gwoza, qui font 60 victimes dans les rangs de Boko Haram et libèrent 5 000 civils, selon des sources gouvernementales. En septembre 2017, une autre opération, baptisée Chikin Gudu (« En bonne voie »), est lancée. L'une des dernières initiatives de la MNJTF est l'opération Amni Fakat (« Ramenons la paix et la sécurité »), déployée en mai 2018 dans le but de déloger les combattants de Boko Haram des îles du lac Tchad (CBLT, 2018). Des interventions militaires sont également menées dans les monts Mandara, situés à la frontière avec le Cameroun. Cette zone sert de refuge à Boko Haram en 2009, après l'échec de son insurrection à Maiduguri, puis en 2013 lorsque ses combattants sont chassés de Maiduguri par la Force d'intervention civile conjointe (Thurston, 2018), une milice civile d'autodéfense dont les actions permettent de réduire la présence de Boko Haram dans les villes. En septembre 2018, par exemple, les forces camerounaises et nigérianes attaquent des bases de Boko Haram à Yabiri Kote et Bula Dadobe (LGA de Bama), à partir desquelles des attaques transfrontalières ont été lancées jusque sur le territoire camerounais.

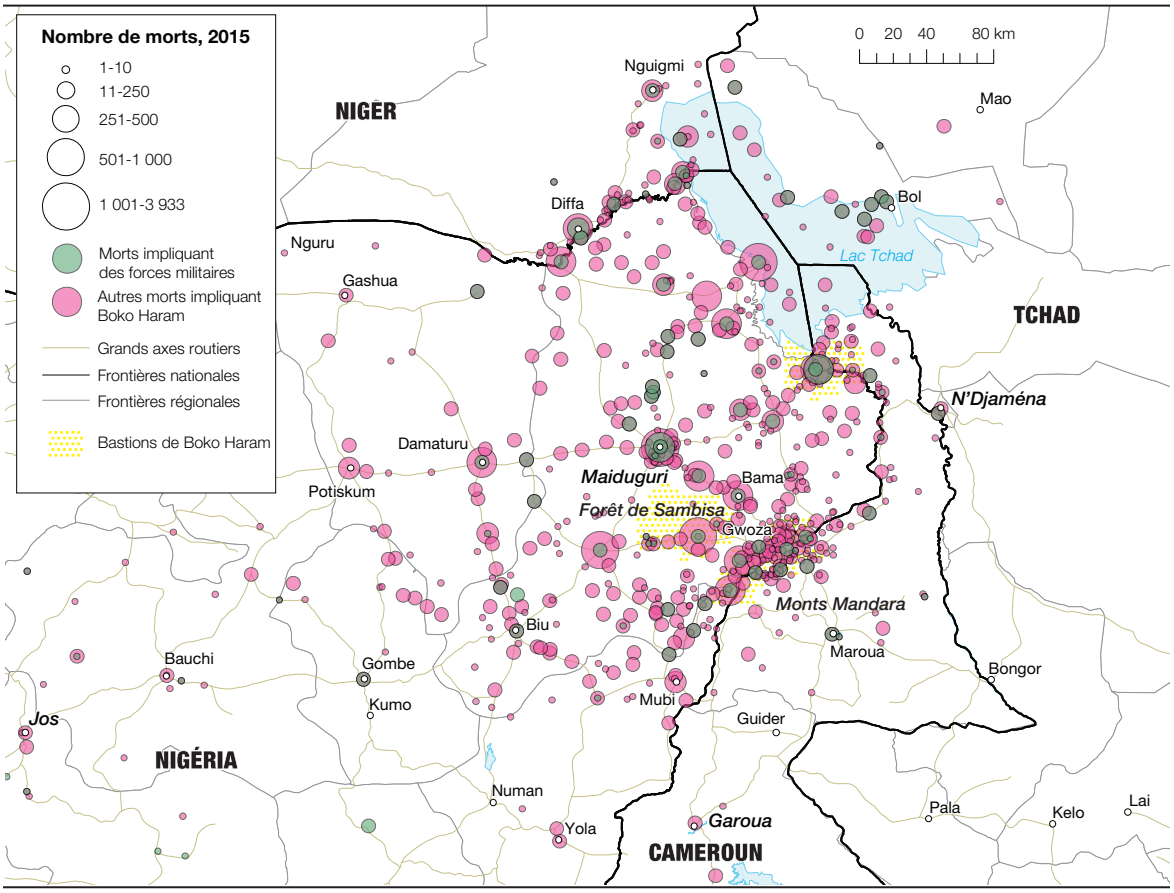
Source : Olivier Walther.

offensive ciblant la caserne de Giwa, à Maiduguri, où des membres de la secte et leur famille sont emprisonnés. Si Boko Haram réussit à reprendre certaines villes, comme Marte près de Gambaru, le mouvement insurrectionnel cède la plupart de ses anciennes positions dans l'État de Borno et les régions voisines. Le 24 décembre 2015, Muhammadu Buhari, nouveau président élu quelques mois plus tôt, déclare que le Nigéria a « techniquement gagné la guerre » contre Boko Haram (BBC, 2015). Le conflit n'en est pas pour autant terminé, et la MNJTF reste engagée dans des opérations militaires contre Boko Haram (Encadré 5.5).

Outre ces interventions conjointes au sein de la MNJTF, le Nigéria mène par ailleurs de nombreuses opérations militaires contre les bastions de Boko Haram dans la région. Depuis mai 2016, les forces armées nigérianes lancent les opérations *Crackdown* et *Rescue Final* dans la forêt de Sambisa, avec pour objectif de frapper les insurgés et de sauver les jeunes filles capturées à Chibok en 2014 (This Day, 2016). C'est ensuite l'opération Karya Gwuia qui vise les bases de Boko Haram dans le sud de l'État de Borno, puis l'opération *Hard Knock* dans la zone de gouvernement local de Marte. Au cours du printemps 2017, l'armée nigériane mène une autre intervention d'envergure dans la forêt de Sambisa, baptisée opération *Deep Punch I*. Cette intervention se prolonge jusqu'en décembre 2017. Par la suite, deux contre-offensives sont lancées dans le bassin du lac Tchad : *Deep Punch II* en décembre 2017 et *Last Hold* en mai 2018 (ISS, 2018). La même

Carte 5.9

Décès causés par les forces gouvernementales ou Boko Haram autour du lac Tchad, 2015



Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

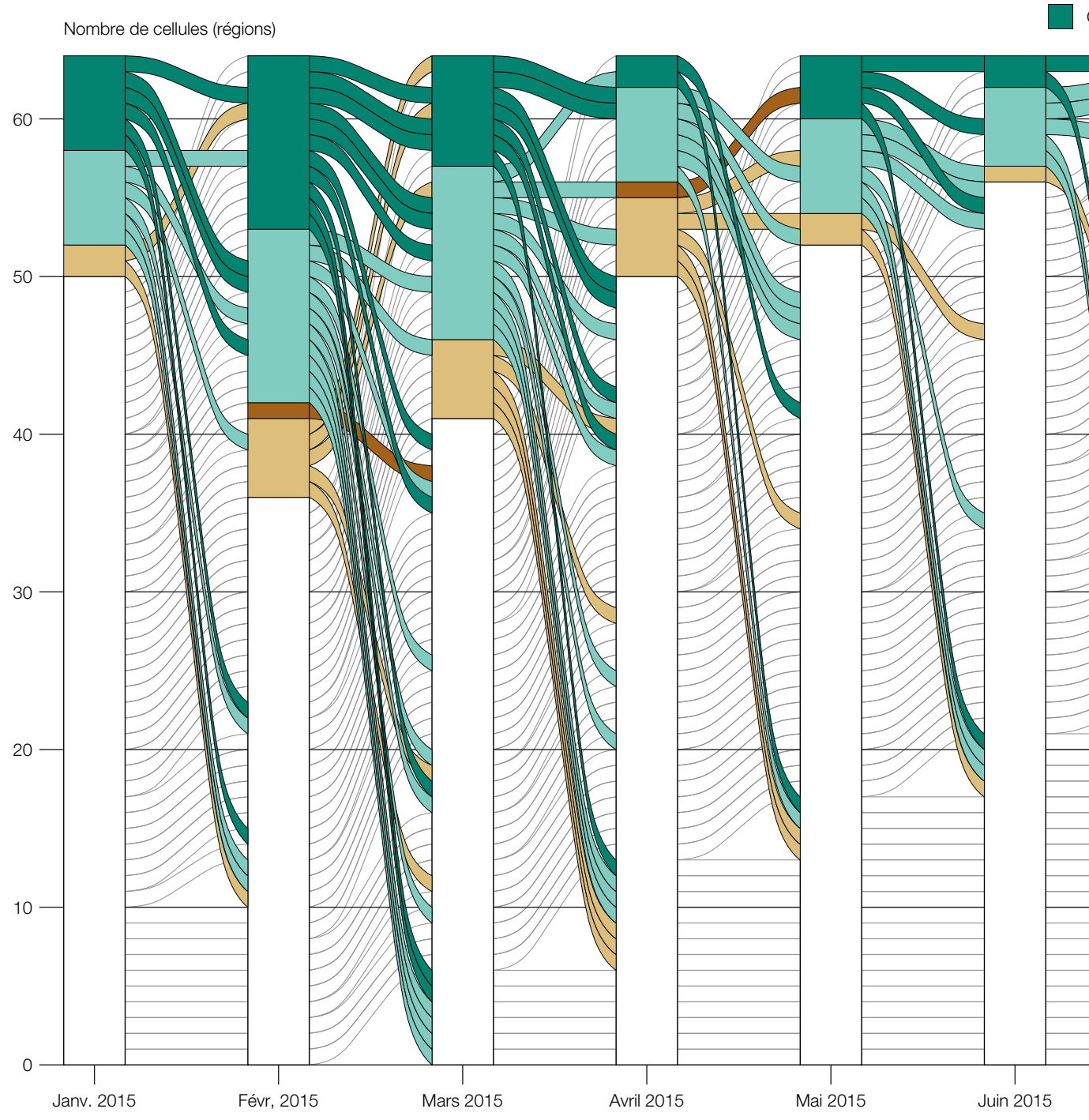
année, un programme de déradicalisation et de réinsertion des anciens combattants repentis de Boko Haram est mis en place, sous le nom de *Safe Corridor*, destiné aux combattants de sexe masculin et aux femmes mariées à des insurgés (Salih et al., 2018). Plus récemment, le gouvernement nigérian a annoncé qu'il serait exigé des habitants du nord-est du pays qu'ils produisent une pièce d'identité en cas de contrôle, dans le cadre de l'opération *Positive Identification*. Des responsables ont déclaré que cette mesure serait étendue à l'ensemble du territoire à compter de novembre 2019 afin de mettre fin aux actes de banditisme, aux enlèvements, aux vols à main armée, aux agissements des milices ethniques, aux vols de bétail, et à tout autre type de crimes dans toutes les régions du Nigéria (Premium Times, 2019b).

L'intervention de la MNJTF n'a ni éradiqué ni déplacé les actes de violence

L'intervention militaire conjointe du Nigéria et de la MNJTF contre Boko Haram a altéré le conflit de façon significative, et ce à plusieurs égards. En premier lieu, le nombre d'événements violents et de décès causés par Boko Haram a fortement diminué depuis les niveaux record de 2015. À l'instar de l'intervention française au Mali, les initiatives menées en 2015 par la MNJTF contre Boko Haram, ont également induit une modification de la géographie de la violence dans la région du lac Tchad. Selon une courbe similaire à celle de l'opération Serval, le niveau de violence était plutôt élevé lors des deux premiers mois de l'intervention, avant de se stabiliser autour des niveaux enregistrés avant l'intervention.

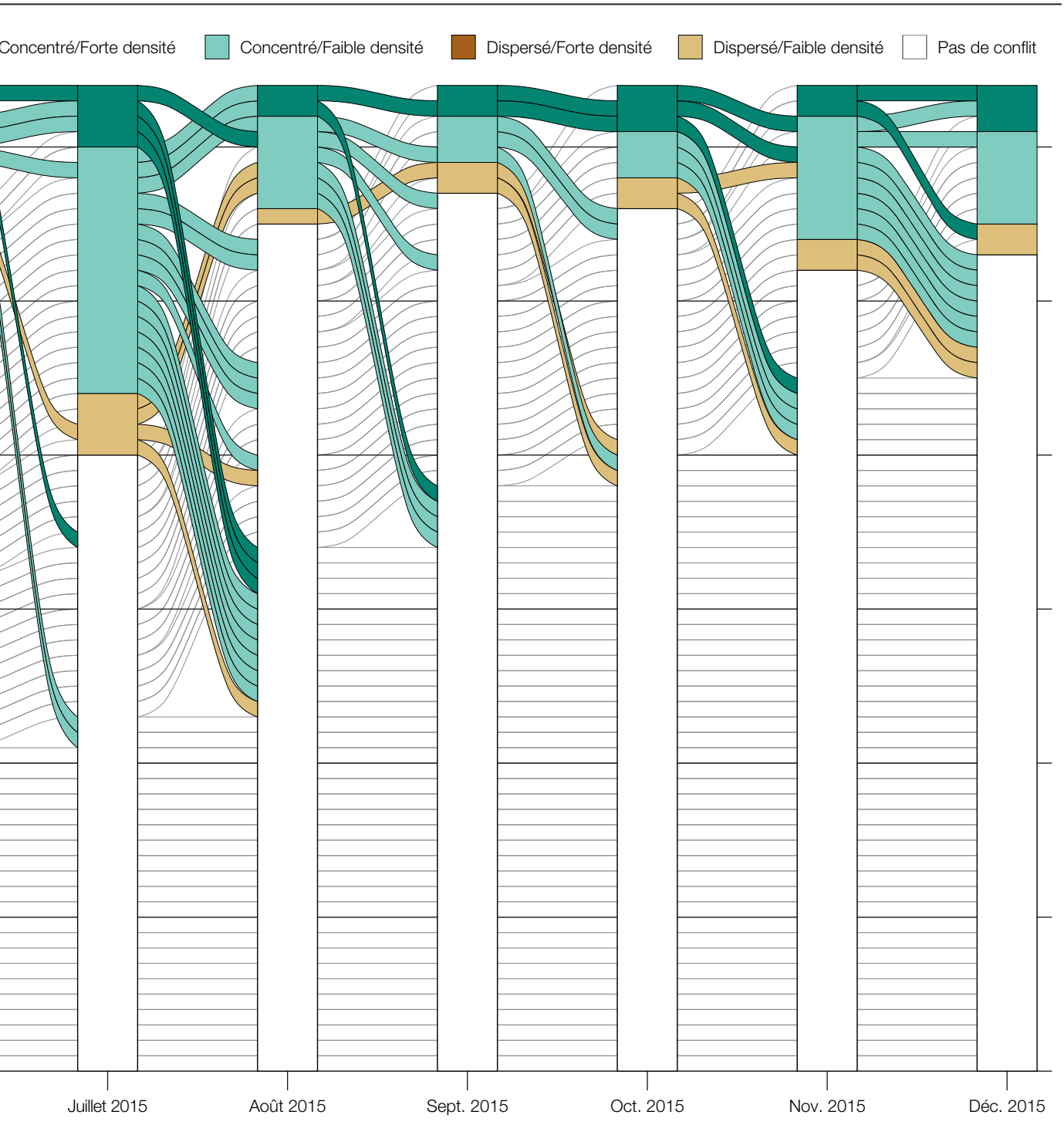
Graphique 5.5

Évolution de l'indicateur de la dynamique spatiale des conflits autour du lac Tchad, 2015



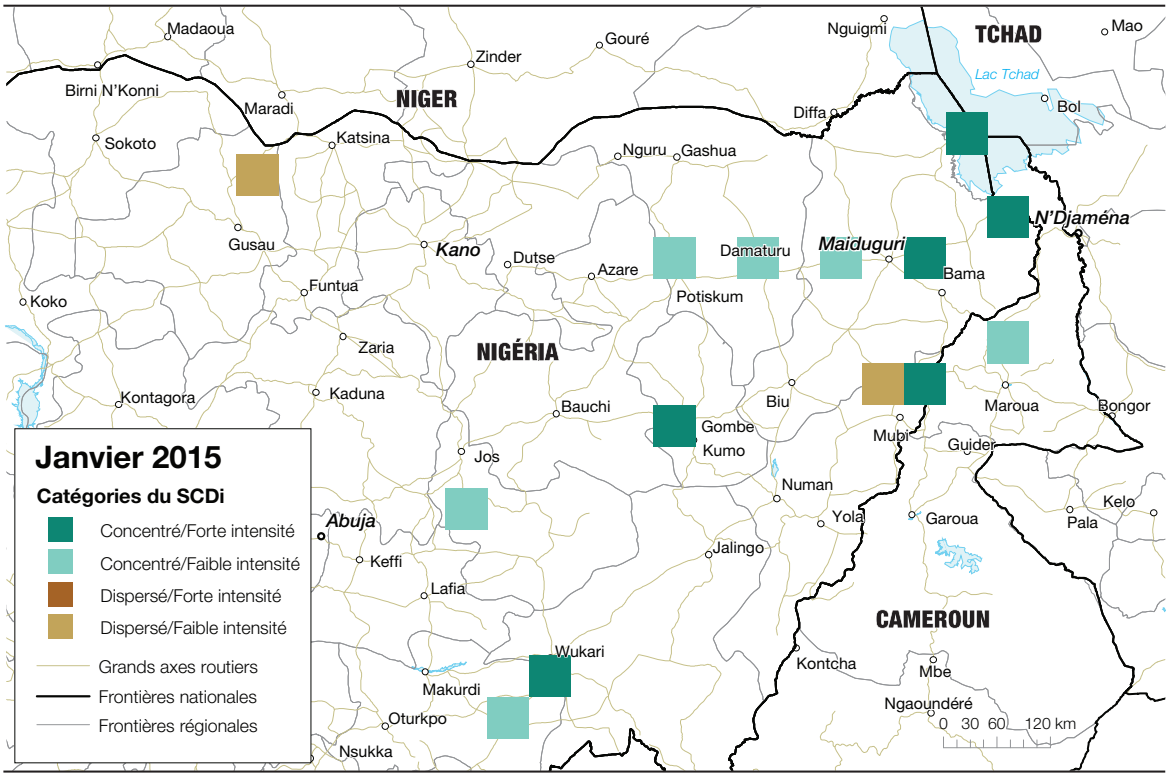
Note : Le graphique montre combien chaque type de conflit a touché de « cellules » ou « régions » en 2015. Le passage d'une catégorie de conflit à une autre est signalé par des rubans colorés reliant un mois au suivant. Par exemple, de nombreuses régions dans lesquelles les violences sont à la fois peu denses et concentrées en juillet 2015 (en vert clair) sont passées à la catégorie pas de conflit en août 2015 (en blanc).

Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.


Concentré/Forte densité
Concentré/Faible densité
Dispersé/Forte densité
Dispersé/Faible densité
Pas de conflit
Juillet 2015
Août 2015
Sept. 2015
Oct. 2015
Nov. 2015
Déc. 2015

Carte 5.10

Indicateur de la dynamique spatiale des conflits autour du lac Tchad, janvier 2015



Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

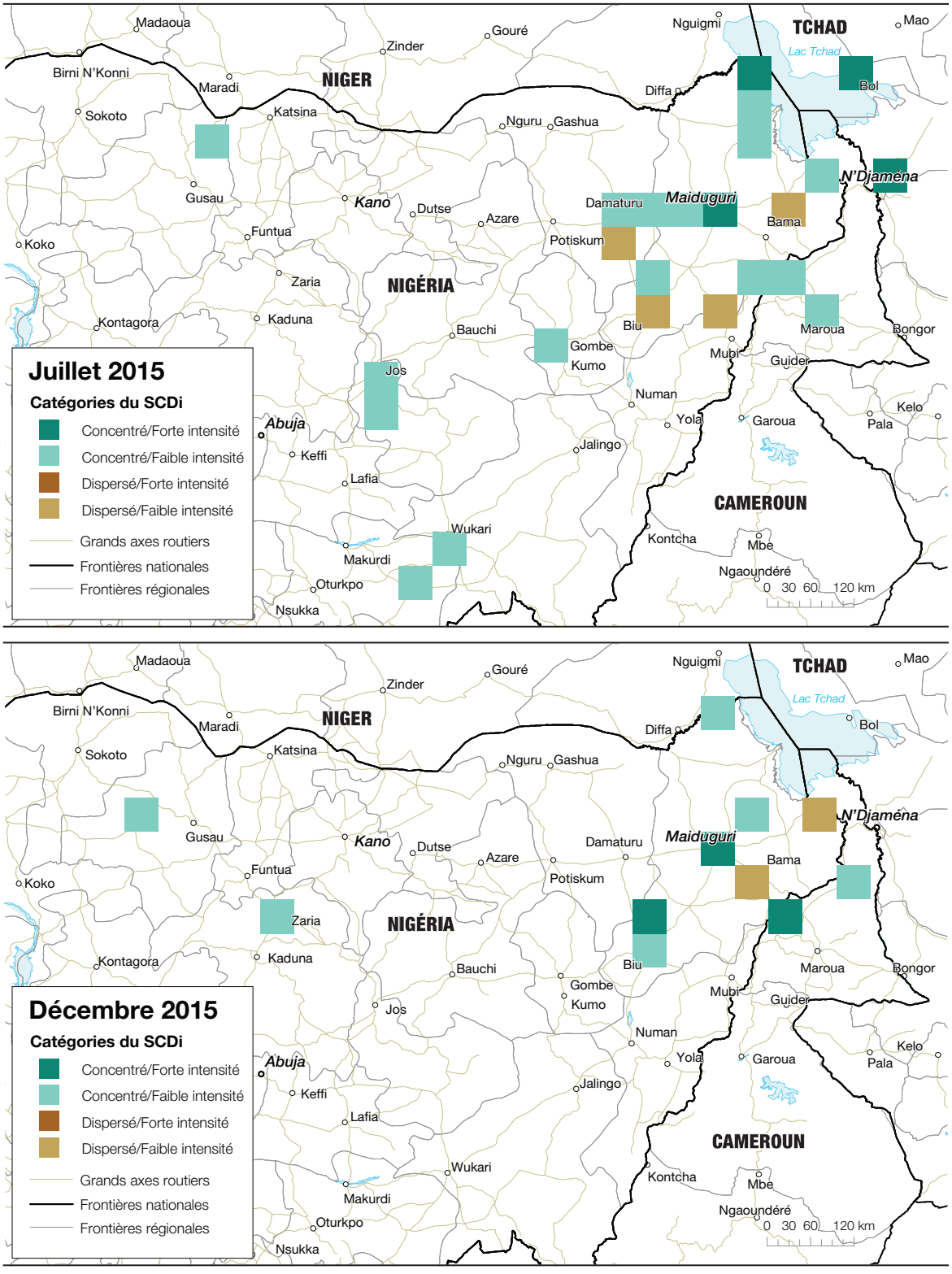
Néanmoins, la MNJTF a peiné à insuffler un changement rapide dans la géographie globale du conflit. Par exemple, le Graphique 5.5 met en évidence que, dans les régions frappées par plus de deux événements violents au cours d'un mois, les conflits perdurent au cours des mois suivants. Autrement dit, dans une région marquée par un conflit, de quelque catégorie qu'il relève, il a souvent fallu plusieurs mois pour éradiquer la violence, alors que dans le cas du Mali, la plupart des régions ont été pacifiées en un mois au maximum et n'ont pas subi de conflits continus. Du fait de cette dynamique, dans plusieurs États nigérians, certaines régions sont le théâtre d'affrontements répétés entre des insurgés et la MNJTF, notamment dans les États d'Adawama, Bauchi, Borno et Yobe (Carte 5.10).

Contrairement à ce qui s'est produit avec l'opération Serval, sur le plan géographique, les violences n'ont pas seulement perduré dans certaines zones spécifiques, elles se sont également diversifiées au regard des catégories du SCDi. Tout au long de l'intervention, la catégorie la plus fréquemment recensée est *concentré/faible intensité*, ce qui témoigne de l'ampleur du défi que doit relever la MNJTF, à savoir l'éradication de la violence dans la région. La violence a tendance à persister à de faibles niveaux, dans des zones spécifiques, sur des durées plus longues. À la différence de l'opération Serval, au cours de chaque mois de l'intervention, plusieurs régions sont répertoriées soit dans la catégorie *concentré/forte intensité*, soit dans la catégorie *dispersé/forte intensité*, venant s'ajouter à un plus grand nombre de régions relevant de la catégorie *concentré/faible intensité*. Dans le cas de ces autres catégories, la violence est également difficile à éradiquer puisqu'elle a tendance à basculer dans la catégorie *concentré/faible intensité* d'un mois sur l'autre, au lieu d'être totalement éliminée.

À la différence de l'opération Serval, là encore, la violence s'est réinstallée au milieu de l'intervention après une phase initiale concluante. En juillet 2015, le nombre de régions en proie à des événements violents triple par rapport au

Carte 5.11

Indicateur de la dynamique spatiale des conflits autour du lac Tchad, juillet et décembre 2015



Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

mois précédent, du fait des opérations militaires d'envergure. Ainsi, en juillet 2015, la géographie de la violence est assez similaire à celle de février 2015, lorsque le nombre d'événements violents est au plus haut (Carte 5.10). Fin 2015, le nombre de ces violences est de nouveau réduit de plus de 50 %, sauf dans les États de Borno et Yobe (Carte 5.11).

Globalement, les opérations menées par la MNJTF en 2015 ramènent le nombre d'événements violents et de décès aux niveaux observés avant le lancement de l'intervention. La violence dans la région du lac Tchad est restée relativement forte tout au long de l'intervention. Néanmoins, en 2015, même si les actes de violence n'ont été ni éliminés, ni déplacés, l'opération a sans doute contribué à les confiner spatialement dans le nord-est du pays. Sur le plan géographique, le principal impact est une augmentation du nombre de sites touchés par des actes de violence de faible intensité spatiale du fait de la persistance des conflits dans certaines régions. Comme dans le cas de l'opération Serval, la violence perdure depuis l'intervention de 2015. Même si le nombre de morts n'égale pas les chiffres enregistrés avant l'intervention (Graphique 5.5), le nombre de régions en proie à des violences a aujourd'hui atteint des niveaux inédits depuis le début de l'année 2015. Le nombre de cellules relevant des catégories *concentré/forte intensité* et *concentré/faible intensité* est à son plus haut niveau depuis début 2015.

L'INTERVENTION DE L'OTAN EN LIBYE

Bombardements et changement de régime

Début 2011, les révolutions du Printemps arabe en Tunisie et en Égypte ont entraîné l'effondrement de deux gouvernements répressifs en Afrique du Nord. Début février 2011, dans le sillage de ces événements, des mouvements analogues de protestation contre le régime oppressif de Mouammar Kadhafi ont vu le jour en Libye (ICG, 2011). Dès mi-février, l'insurrection gagne la plupart des grandes villes libyennes. Entre le 15 et le 18 février, dans tout le pays, des opposants attaquent des sites gouvernementaux et stratégiques, avant de subir une violente répression de la part des forces de sécurité libyennes. L'usage de la force par le régime en place conduit les manifestants à réunir des armes et à se structurer sous la forme d'une organisation rebelle d'opposition, le Conseil national de transition (CNT).

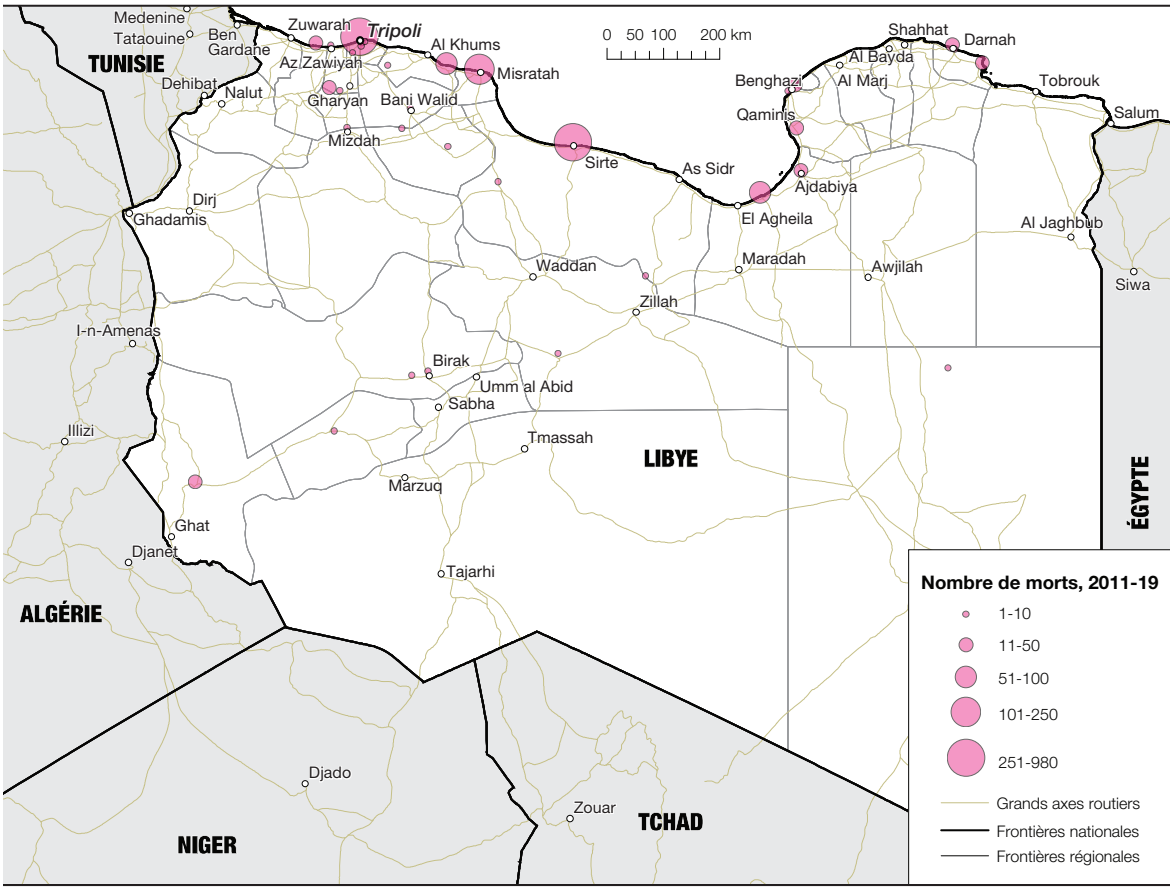
Selon divers témoignages, les forces militaires libyennes ouvrent le feu sur des civils, faisant des centaines de victimes. Malgré cela, dès le 18 février, les troupes du régime sont maîtrisées et repoussées dans les quartiers périphériques de plusieurs villes (Pedde, 2017). Fin février, la deuxième ville la plus peuplée du pays, Benghazi, devient *de facto* la capitale de la toute nouvelle République libyenne proclamée par le CNT. Ce dernier ambitionne de coordonner les activités dans les villes libérées par le mouvement de rébellion et de soutenir l'organisation d'élections démocratiques afin de remplacer le régime Kadhafi. Le colonel Kadhafi affirme, quant à lui, que les rebelles du CNT sont des islamistes et des terroristes et que les opposants libyens sont manipulés par Al-Qaïda ou drogués par des entreprises occidentales. Il promet alors d'éliminer toute personne s'opposant à son régime (Kirkpatrick et Fahim, 2011).

Début mars 2011, les rebelles mettent la main sur la moitié du pays. Les militaires libyens lancent une campagne visant à reprendre par la force les villes ainsi perdues, mènent des assauts sur des zones résidentielles et bombardent des civils. En deux semaines, les forces du régime repoussent les rebelles du CNT à Benghazi, leur ultime bastion. C'est dans ce contexte que Kadhafi menace d'attaquer des civils. Il déploie ses troupes aux portes de la ville et promet un « bain de sang » (Mundy, 2018).

À la suite de ces événements, le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies autorise une intervention en Libye afin d'empêcher les attaques annoncées sur la population libyenne. Le 17 mars 2011, le Conseil de sécurité adopte la résolution 1973 visant à renforcer l'embargo sur les armes prévu par la résolution 1970, et à instaurer une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye. Le 23 mars, l'OTAN

Carte 5.12

Nombre de victimes dans des opérations conduites par l'OTAN et les puissances étrangères en Libye, 2011-19



Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

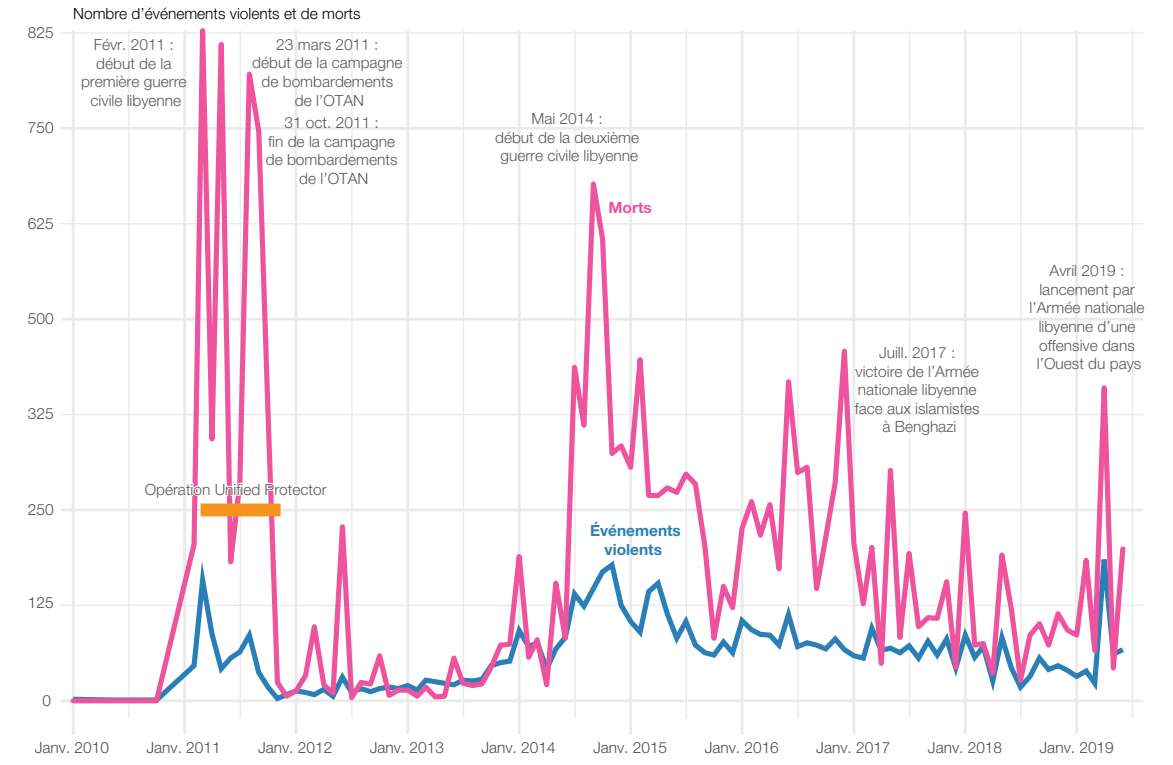
lance l'opération Unified Protector, tandis que des bâtiments déployés en Méditerranée commencent à intercepter des armes acheminées vers la Libye par voie maritime. Le lendemain, les forces aériennes de l'OTAN procèdent à leurs premiers bombardements visant à démanteler les troupes du régime et à faire respecter la zone d'exclusion aérienne décrétée par les Nations Unies. Le 31 mars 2011, l'Alliance atlantique prend le commandement militaire exclusif des opérations menées par les forces internationales (OTAN, 2015).

Les objectifs affichés de l'intervention sont *a priori* sans parti pris contre les rebelles ou le régime de Kadhafi, puisqu'elle vise « à faire respecter un embargo sur les armes, à imposer une zone d'exclusion aérienne, et à assurer la protection des populations et des zones civiles confrontées à des attaques ou à des menaces d'attaque » (OTAN, 2015). Pourtant, l'OTAN suscite la controverse en procédant de façon répétée à des attaques contre les forces militaires libyennes, y compris en l'absence de menace à l'égard des civils. Certains accusent l'organisation d'intervenir en vue de renverser le régime en place, malgré les intentions affichées (Nahlawi, 2018).

Selon un rapport de l'OTAN, dans le cadre de cette intervention, plus de 26 000 sorties dans l'espace aérien sont effectuées, dont quelque 9 700 missions de frappe, qui ont détruit plus de 5 900 cibles militaires entre mars et octobre 2011 (OTAN, 2011). La plupart de ces cibles sont situées le long de la côte méditerranéenne, dans des zones urbaines qui concentrent la majorité de la population et des forces du régime (Carte 5.12). En outre, l'OTAN forme les troupes rebelles auxquelles elle a fourni des armes et

Graphique 5.6

Nombre mensuel d'événements violents et de victimes en Libye, 2011-19



Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

des renseignements, ainsi qu'un appui aérien rapproché lors de leurs attaques contre les forces du régime de Mouammar Kadhafi (House of Commons, 2016).

S'agissant du changement de régime, l'intervention de l'OTAN est une réussite militaire. Après avoir passé des mois à fuir les rebelles et les frappes aériennes de l'Alliance atlantique, le colonel Kadhafi meurt le 20 octobre 2011. Officiellement achevée le 31 octobre 2011, l'opération Unified Protector conduit à l'effondrement du régime de Kadhafi, ainsi qu'à la victoire des forces rebelles.

Tout comme au Mali, l'intervention de l'OTAN n'a pas permis de mettre fin au conflit. En octobre 2011, peu après que le CNT déclare la Libye « libérée », des affrontements éclatent entre différentes factions de la rébellion (Graphique 5.6). En mai 2014, les rivalités entre le gouvernement se réclamant de la Chambre des représentants et celui se réclamant du Congrès général national marquent le début de la deuxième guerre civile libyenne, conflit qui aujourd'hui encore mine le pays.

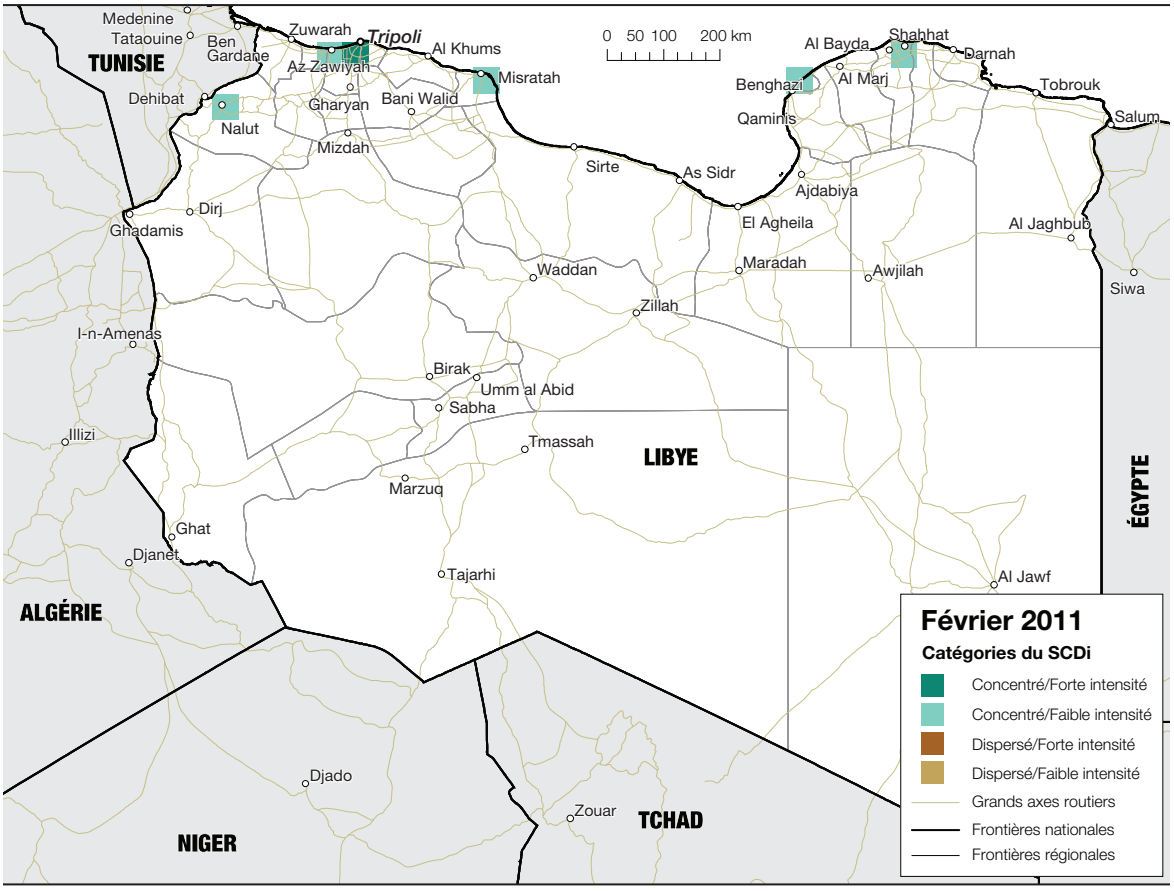
Une campagne décisive qui n'a pas totalement éradiqué la violence

L'intervention menée par l'OTAN en Libye en 2011 diffère profondément des cas malien et nigérian. En premier lieu, il s'agit d'une campagne aérienne et d'un blocus maritime ; aucun déploiement de forces terrestres n'est donc prévu. D'une durée de moins d'un an, c'est aussi l'opération la plus brève. De ce fait, la violence est certes limitée sur le plan géographique, mais elle persiste dans certaines zones tout au long de l'intervention. Enfin, c'est cette période d'opérations qui a causé le plus grand nombre de morts depuis 2010.

La campagne aérienne de l'OTAN prévoit le bombardement d'installations militaires, d'aérodromes, de sites de défense comparables

Carte 5.13

Indicateur de la dynamique spatiale des conflits en Libye, février 2011



Note : En Libye, aucune des cellules n'a enregistré de violences dispersées au cours de la période concernée. Cela s'explique par le fait que l'intervention militaire consistait pour l'essentiel en une campagne de bombardements de cibles militaires dans un nombre limité de sites.

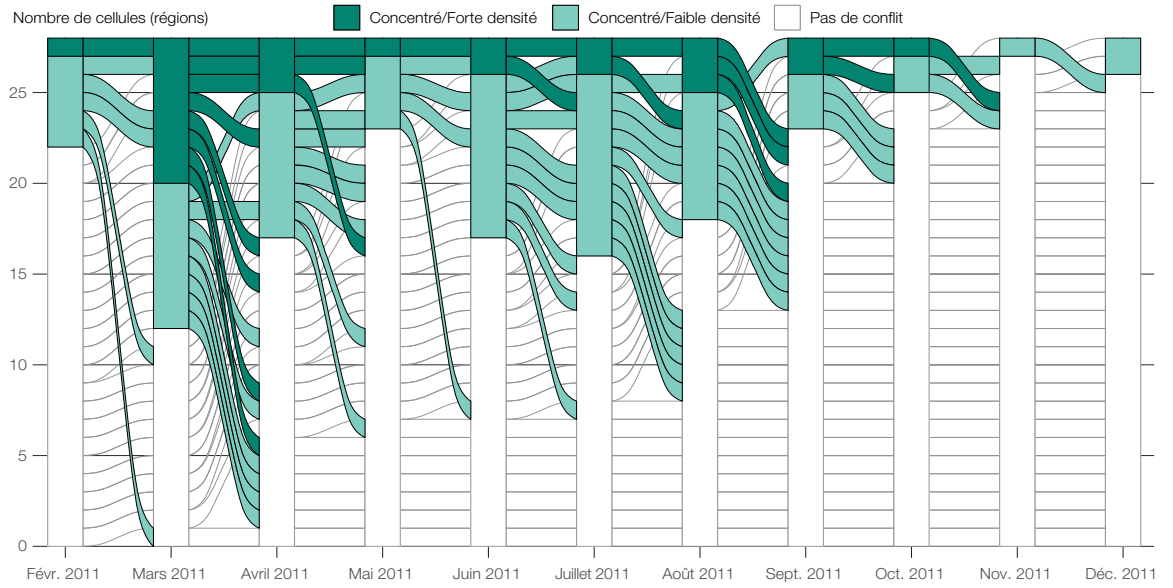
Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

ou encore de couloirs de transport. C'est ainsi que certaines zones sont ciblées à de multiples reprises sur une période donnée. Ceci est visible sur les cartes présentant l'évolution du SCDi dans le temps (Carte 5.13 et Carte 5.14) où la cellule incluant Tripoli enregistre des violences chaque mois de l'intervention. La catégorie prédominante du SCDi est celle des violences concentrées et de faible intensité avec cependant quelques zones en proie à des violences répétées et longues reflétant probablement les frappes aériennes sur des sites à proximité au cours de l'intervention. Le Graphique 5.7 illustre la transition lente de la catégorie *concentré/faible intensité à pas de conflit*.

Cette intervention de l'OTAN présente des similitudes avec les autres cas. À l'image des opérations de la MNJTF, deux pics de violence distincts se distinguent en Libye : le premier fait suite au lancement des opérations (février et mars 2011) et le second apparaît vers le milieu de l'intervention (juin-août 2011). Par ailleurs, comme dans le cas de l'opération Serval, seules quelques régions ou cellules recensent encore plus de deux conflits par mois à la fin de l'intervention. Tout comme au Mali et au Nigéria, l'intervention de l'OTAN en Libye a certes réduit la violence, mais elle n'a pas abouti à son éradication totale. Depuis 2013, le nombre d'événements violents est supérieur à celui enregistré pendant l'intervention et le nombre de victimes demeure élevé. Enfin, comme dans les autres cas, il reste difficile de trouver une solution politique aux mécanismes sous-jacents de l'intervention.

Graphique 5.7

Évolution de l'indicateur de la dynamique spatiale des conflits en Libye, 2011



Note : Ce graphique indique combien chacun des différents types de conflit a touché de « cellules » ou « régions » en 2011. Le passage d'une catégorie de conflit à une autre est signalé par des rubans colorés reliant un mois au suivant. Par exemple, moins de la moitié des régions où les violences étaient denses et concentrées en mars 2011 (en vert foncé) étaient toujours en proie à ce type de violences en avril 2011.

Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

TIRER DES ENSEIGNEMENTS DE L'INDICATEUR SPATIAL

Comprendre la géographie de la violence politique en Afrique du Nord et de l'Ouest sur le long terme est un processus complexe, qui s'appuie sur une cartographie et analyse plus de 30 000 événements violents sur une période de 22 ans et dans une zone géographique englobant 21 États. La flexibilité de l'indicateur SCDi lui permet d'appréhender les caractéristiques d'un conflit à différentes échelles géographiques et sur une période définie, ce qui constitue un outil d'aide complémentaire pour les analystes et les responsables de l'action publique.

Pour cette étude, le SCDi a été appliqué de façon uniforme sur le plan géographique, en quadrillant la zone et en la subdivisant en cellules, ce qui permet d'établir des comparaisons sur un territoire hétérogène comptant de nombreux États. Le SCDi peut néanmoins être appliqué à un seul État, en réglant la taille ou la configuration des zones à analyser (province, district, région administrative, etc.) et la période souhaitée. Les résultats et la possibilité de comparabilité temporelle et géographique permise par le SCDi lui permettent de faciliter la compréhension des dynamiques de conflit.

En outre, le SCDi souligne plusieurs éléments importants relatifs à la violence politique dans la région sur le long terme.

Tout d'abord, le SCDi révèle que la localisation de la violence évolue beaucoup au fil du temps. La plupart des principales zones de conflit des années 90 sont aujourd'hui pacifiées tandis que, pour l'essentiel, les événements violents recensés aujourd'hui surviennent dans des États considérés comme stables il y a quinze ans. Cette évolution et ce déplacement de l'instabilité politique par-delà les frontières nationales devraient encourager les responsables de l'action publique à continuer de surveiller les zones en proie à la violence, à l'échelon d'une région ou de plusieurs États. Une analyse centrée sur un seul pays ou sur un plus petit nombre d'États

ignorerait cette caractéristique essentielle de la violence politique. Le SCDi fournit ainsi des renseignements sur les profils généraux de la violence à l'échelle régionale.

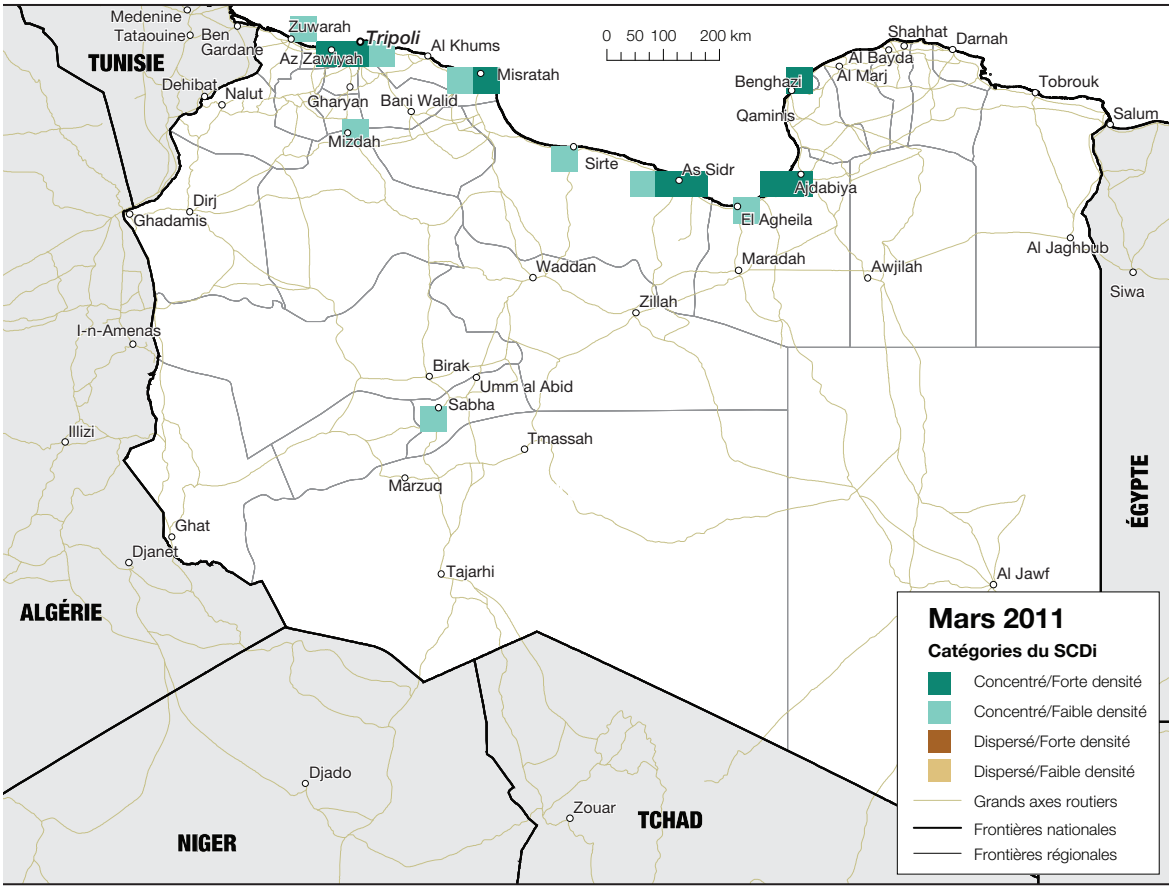
Ensuite, le SCDi fait apparaître les mécanismes géographiques de la violence au fil du temps. La concentration et l'intensité des événements violents peuvent varier. Cette prise de conscience devrait pousser les responsables de l'action publique à adopter une vision plus nuancée et plus territorialisée, à partir de laquelle définir les stratégies de gouvernance. Par exemple, l'impact des réponses sur les populations et les espaces géographiques variera selon que la violence sera très concentrée ou très dispersée. Pour être plus efficaces, les efforts déployés pour éradiquer la violence devraient nécessairement être adaptés à chaque contexte. L'évolution de la densité relative des violences au fil du temps dans un même espace est un indicateur majeur de la sécurité des personnes, qu'il est pertinent de comprendre pour évaluer l'efficacité de la réponse donnée à la violence. Ces résultats sont permis parce qu'ils reposent sur deux aspects de la géographie de la violence rarement combinés, la concentration et l'intensité.

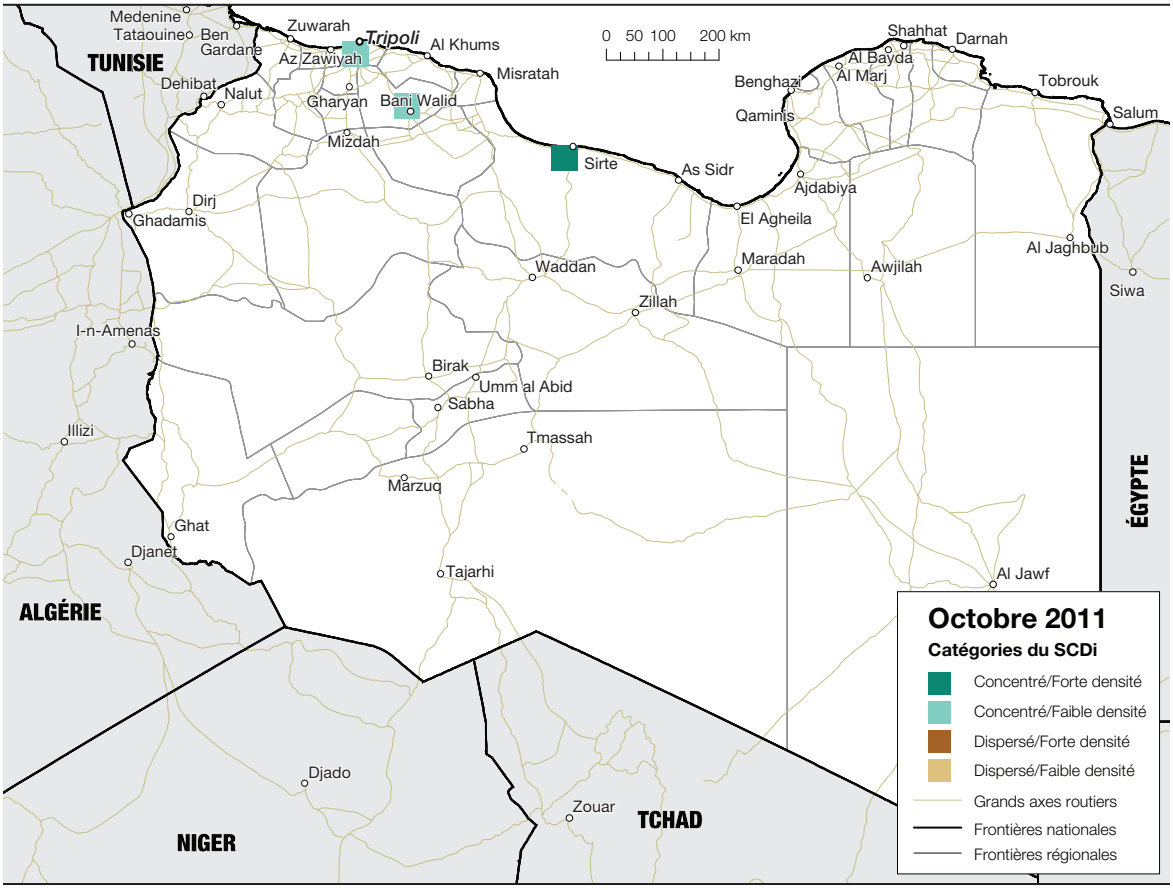
Enfin, le SCDi montre l'hétérogénéité de l'impact des interventions militaires sur la dynamique des conflits. Ainsi, au Mali et en Libye, une intervention de courte durée et fortement mécanisée a conduit dans un premier temps à une montée de la violence dans les régions touchées, avant une diminution rapide des niveaux de violence. Même si ces interventions ont atteint leurs objectifs militaires immédiats, aucune des deux n'a pu restaurer une stabilité pérenne, et toutes deux ont vu une reprise de l'insurrection. Dans la région du lac Tchad, l'impact de l'intervention de la MNJTF contre Boko Haram est plus complexe à évaluer, bien que l'offensive lancée par le Nigéria et ses voisins ait effectivement réduit l'intensité des violences et confiné les événements violents dans des zones reculées. Néanmoins, dans ces zones, non seulement les conflits persistent et les violences ne sont pas moins denses, même si elles sont dispersées.

Le SCDi révèle que les interventions ont généralement réduit l'intensité des événements violents et, lorsqu'ils survenaient, ont empêché qu'ils ne se dispersent. Ces constats confirment l'argument selon lequel les forces militaires ne sauraient être le seul levier pour mettre un terme à une rébellion. Le retour de la violence dans les mêmes zones déjà touchées avant une intervention montre que les insurrections découlent de motifs nationaux ou locaux, réels ou perçus, nécessitant de déployer des solutions civiles. Le SCDi, tout en éclairant dans quelle mesure les opérations militaires éliminent la violence dans certaines zones et sur certaines périodes, souligne le fait qu'elles n'apportent pas nécessairement de solutions durables aux facteurs politiques qui l'ont déclenchée et que des options politiques complémentaires doivent être mises en œuvre, s'appuyant entre autres sur des mécanismes spatiaux.

Carte 5.14

Indicateur de la dynamique spatiale des conflits en Libye, mars et octobre 2011





Source : Auteurs, d'après les données ACLED, 2019.

Références

Adebajo, A. (2002), *Liberia's civil war. Nigeria, ECOMOG, and regional security in West Africa*, Lynne Rienner, Boulder.

Albert, I.O. (2017), « Rethinking the functionality of the Multinational Joint Task Force in managing the Boko Haram crisis in the Lake Chad Basin », *Africa Development*, vol. 42, n° 3, pp. 119-135.

Assemblée nationale (2013), « Audition de l'amiral Édouard Guillaud sur les enseignements de l'opération Serval », Commission de la défense nationale et des forces armées, Compte rendu 74, 22 mai.

Balch-Lindsay, D. et A.J. Enterline (2000), « Killing time: The world politics of civil war duration, 1820–1992 », *International Studies Quarterly*, vol. 44, n° 4, pp. 615-642.

Balch-Lindsay, D., A.J. Enterline et K.A. Joyce (2008), « Third-party intervention and the civil war process », *Journal of Peace Research*, vol. 45, n° 3, pp. 345-363.

Banegas, R. (2011), « Post-election crisis in Côte d'Ivoire: The gbonhi war », *African Affairs*, vol. 110, n° 440, pp. 457-468.

Banque mondiale (2014), « World Bank Group Sahel and Great Lakes Initiatives », 23 octobre, https://www.worldbank.org/en/region/afr/brief/world-bank-group-sahel-and-great-lakes-initiatives.

BBC (2015), « Nigeria Boko Haram: Militants 'technically defeated' – Buhari », 24 décembre.

Boeke, S. et B. Schuurman (2015), « Operation Serval: A strategic analysis of the French intervention in Mali, 2013-2014 », *Journal of Strategic Studies*, vol. 38, n° 6, pp. 801-825.

Buijtenhuijs, R. (1995), « French military interventions: The case of Chad », in Kirk-Greene, A. et D. Bach (dir. pub.), *State and society in francophone Africa since independence*, Palgrave Macmillan, Londres.

CBLT (2018), « MNJTF communicates », 8 mai, https://www.cblt.org/en/news/mnjtf-communicates.

CEDEAO (2019), « ECOWAS to develop new Sahel strategy », https://www.ecowas.int/ecowas-to-develop-new-sahel-strategy.

CEDEAO (2008), *Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO, règlement MSC/REG.1/01/08*, Commission de la CEDEAO, Abuja.

Charbonneau, B. (2017), « Intervention in Mali: building peace between peacekeeping and counterterrorism », *Journal of Contemporary African Studies*, vol. 35, n° 4, pp. 415-431.

Chivvis, C. (2016), *The French war on Al Qa'ida in Africa*, Cambridge University Press, New York.

Commission européenne (2019), « Emergency Trust Fund for Africa », Commission européenne, Bruxelles, https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/index_en.

Coyne, C.J. (2013), *Doing bad by doing good: Why humanitarian action fails*, Stanford University Press, Stanford.

Delalande, A. (2018), « Nigeria and allies launch a major attack on Boko Haram », *War is Boring*, 17 janvier.

Dowd, C. (2018), « Nigeria's Boko Haram: Local, national and transnational dynamics », in Walther, O. et W.F. Miles (dir. pub.), *African border disorders*. *Addressing transnational extremist organizations*. Routledge, New York, pp. 115-135.

El-Khawas, M.A. et J.N. Anyu (2014), « Côte d'Ivoire: ethnic turmoil and foreign intervention », *Africa Today*, vol. 61, n° 2, pp. 41-55.

Findley, M.G. et J.F. Marineau (2015), « Lootable resources and third-party intervention into civil wars », *Conflict Management and Peace Science*, vol. 32, n° 5, pp. 465-486.

France Diplomatie (2019), « G5 Sahel Joint Force and the Sahel Alliance », https://www.diplomatie.gouv.fr/en/french-foreign-policy/security-disarmament-and-non-proliferation/crises-and-conflicts/g5-sahel-joint-force-and-the-sahel-alliance.

Galula, D. (2006), *Counterinsurgency warfare: theory and practice*, Greenwood Publishing Group, Westport.

Griffin, C. (2016), « Operation Barkhane and Boko Haram: French counterterrorism and military co-operation in the Sahel », *Small Wars & Insurgencies*, vol. 27, n° 5, pp. 896-913.

Helly, D., L.-A. Théroux-Bénoni, G. Galeazzi, I. Maïga et F. Ouédraogo (2015), « Sahel strategies: Why coordination is imperative », *ISS and EDCPM Policy Brief* 76.

House of Commons (2016), *Libya: Examination of intervention and collapse and the UK's future policy options, 3rd report*, House of Commons, Foreign Affairs Committee, Londres.

ICG (2018), *Stopping Nigeria's spiralling farmer-herder violence*, Africa Report n° 262, International Crisis Group.

ICG (2011), *Popular protest in North Africa and the Middle East (v): Making sense of Libya*, Middle East/North Africa Report n° 107, International Crisis Group.

ISS (2018), *Responses to Boko Haram in the Lake Chad Region: Policies, Co-operation and Livelihoods*, Institute for Security Studies Research Report, juillet.

ISS (2016), *Assessing the Multinational Joint Task Force against Boko Haram*, West Africa Report, Institute for Security Studies.

Iwuoha, V.C. (2019), « United States' security governance in Nigeria: Implications on counterterrorism strategies against Boko Haram », *Journal of Asian and African Studies*, vol. 54, n° 8, pp. 1175-1194.

Jones, B.T. (2017), « Altering capabilities or imposing costs? Intervention strategy and civil war outcomes », *International Studies Quarterly*, vol. 61, n° 1, pp. 52-63.

Kirkpatrick, D.D. et K. Fahim (2011), « Qaddafi warns of assault on Benghazi as U.N. vote nears », *New York Times*, 17 mars.

Luntumbue, M. (2014), « The LCBC and security challenges of the Lake Chad Basin », Group for Research and Information on Peace and Security (GRIP) briefing n° 14, Bruxelles.

Magrin, G. (2013), « Les ressorts de l'intervention militaire tchadienne au Mali », *EchoGéo*, http://echogeo.revues.org/13444.

Magrin, G. (2008), « Tchad 2008. Géographie d'une guerre ordinaire », *EchoGéo*, https://journals.openedition.org/echogeo/2249.

Magyar, K.P. et E. Conteh-Morgan (1998), *Peacekeeping in Africa. ECOMOG in Liberia,* Macmillan, New York.

Ministère des armées (2019), Opération Barkhane, Bureau relations médias de l'Etat-major des armées, Paris.

Ministère des armées (2014), « Serval, une brigade au combat », 29 avril, https://www.youtube.com/watch?v=_yBk8ToitEE.

Mundy, J. (2018), *Libya*, Polity Press, Cambridge.

Nahlawi, Y. (2018), « The legality of NATO's pursuit of regime change in Libya », *Journal on the Use of Force and International Law*, vol. 5, n° 2, pp. 295-323.

Nations Unies (2019a), *UN Peace Keeping fatalities*, Nations Unies, New York, https://peacekeeping.un.org/en/fatalities.

Nations Unies (2019b), *Where we operate*, Nations Unies, New York, https://peacekeeping.un.org/en/where-we-operate.

Nations Unies (2018), *United Nations Support Plan for the Sahel*, Nations Unies, New York.

Nations Unies (2013), *United Nations Integrated Strategy for the Sahel*, S/2013/354, Nations Unies, New York.

Nations Unies (2004), *United Nations Security Council Resolution 1528*, Nations Unies, New York, 27 février.

Nye Jr., J.S. (2004), *Soft power: The means to success in world politics*, Public Affairs, New York.

OCDE/CSAO (2007), Instruments et mécanismes régionaux de gouvernance endogène et de prévention des conflits, Accra, 10-12 mars, Atelier de lancement du Plan d'Action de Saly.

OTAN (2015), « NATO and Libya », https://www.nato.int/cps/en/natohq/topics_71652.htm.

OTAN (2011), « Operation Unified Protector Final Mission Stats », 2 novembre.

Pedde, N. (2017), « The Libyan conflict and its controversial roots », *European View*, vol. 16, n° 1, pp. 93-102.

Penney, J., E. Schmitt, R. Callimachi et C. Koettl (2018), « C.I.A. drone mission, curtailed by Obama, is expanded in Africa under Trump », *The New York Times*, 9 septembre.

Pérouse de Montclos, M.-A. et T. Hommel (2019), « La France militaire en Afrique : un mauvais investissement économique », *The Conversation*, 24 septembre.

Premium Times (2019a), « Insurgency: Multinational Joint task force deploys 10 250 troops ». 8 février.

Premium Times (2019b), « Nigerian military plans operation to demand ID cards from citizens », 27 octobre.

Regan, P.M. (2002), « Third-party interventions and the duration of intrastate conflicts », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 46, n° 1, pp. 55-73.

République française (2019), « Du Tchad à la Syrie : les interventions extérieures de l'armée française depuis 1981 », https://www.vie-publique.fr/chronologie/chronos-thematiques/du-tchad-au-mali-interventions-armee-francaise-depuis-1981.html.

Salih, C., R. Slye, M. Freeman, M. Revkin et V. Felbab-Brown (2018), *The limits of punishment: Transitional justice and violent extremism*, United Nations University, Tokyo.

Schmidt, E. (2018), *Foreign intervention in Africa after the cold war: Sovereignty, responsibility, and the war on terror*, Ohio University Press, Athènes.

Sénat (2019), *Projet de loi de finances pour 2019. Défense : Préparation et emploi des forces*, Sénat, Paris.

Smith, S. (2003), « La politique d'engagement de la France à l'épreuve de la Côte d'Ivoire », *Politique africaine*, n° 1, pp. 112-126.

Surkin, M. (2014), *France's war in Mali. Lessons for an expeditionary army*, RAND Corporation, Santa Barbara.

This Day (2016), « Military Launches 'Operation Crackdown' on Sambisa Forest », 3 mai.

Thurston, A. (2018), *Boko Haram: The history of an African jihadist movement*, Princeton University Press, Princeton.

UE (2019), *The European Union's partnership with the G5 Sahel countries*, juillet, https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/factsheet_eu_g5_sahel_july-2019.pdf.

UE (2011), *Strategy for Security and Development in the Sahel*, Service d'action extérieure de l'Union européenne, Bruxelles.

Union africaine (2014), *The African Union Strategy for the Sahel*, African Union Peace and Security Council, Addis Abeba.

Walther, O. (2019), « Frontières, sécurité et développement en Afrique de l'Ouest », *Notes ouest-africaines*, n° 26, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/74a9db76-fr.

Walther, O. et D. Christopoulos (2015), « Islamic terrorism and the Malian rebellion », *Terrorism and Political Violence*, vol. 27, n° 3, pp. 497-519.

Walther, O. et D. Retaillé (2020), Mapping the Sahelian space, in Villalon, L. (dir. pub.), *The Oxford handbook of the African Sahel*. Oxford University Press, Oxford.

Cahiers de l’Afrique de l’Ouest

Géographie des conflits en Afrique du Nord et de l’Ouest

Les États africains sont de plus en plus confrontés à de nouvelles formes de violence politique. La situation est particulièrement préoccupante au Sahara-Sahel, où la violence s’accroît. Cette dégradation de la situation sécuritaire a amené les pays africains et leurs partenaires à intervenir militairement pour stabiliser la région et empêcher la montée de l’extrémisme et des actes de violence dirigés contre les populations civiles. Ces initiatives se heurtent toutefois à de nombreux obstacles liés au caractère transnational et à la géographie des violences. Les tensions se régionalisent lorsque les groupes armés, défaits par des forces anti-insurrectionnelles, reprennent position dans d’autres pays. Cette étude cartographie l’évolution de la violence en Afrique du Nord et de l’Ouest et s’intéresse en particulier au Mali, à la région du lac Tchad et à la Libye. Dans les régions soumises à l’instabilité politique, elle montre de quelle manière les conflits tendent à se concentrer ou à se disperser, potentiellement au-delà des frontières nationales. Ces travaux se fondent sur un nouvel indicateur spatial de la violence politique, qui analyse l’évolution des conflits sur le long terme et propose des options en matière d’action publique.

IMPRIMÉ ISBN 978-92-64-98958-0
PDF ISBN 978-92-64-65913-1

9 789264 989580